

UNIVERSITE DE PARIS I PANTHEON - SORBONNE

PATRIMOINE ET BILAN

M^{me} Delile DIMAN - ANTENOR

1976



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549912_0004

PATRIMOINE ET BILAN

M^{me} Delile DIMAN - ANTENOR

Thèse pour le Doctorat en Sciences Économiques
présentée et soutenue publiquement
sous la présidence de : **M.C. GOUX**



L'UNIVERSITE DE PARIS I PANTHEON-SORBONNE n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MICHEL, mon époux,

A RAPHAELLA, ma mère.

Je remercie tous ceux qui, à un titre ou à un autre, m'ont apporté leur concours dans ce travail. Je pense, notamment à :

Mrs A. BENEDETTI, B. BRUNHES, J-E. CHAPRON, J-C. DELAUNAY,
J-P. JANUARD, A. VANOLI.

Je remercie également et tout particulièrement Mr le Professeur C. COUX,
dont les conseils et encouragements m'ont permis de mener ce travail
à son terme, malgré les difficultés de toutes sortes.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

PREMIERE PARTIE :

LA COMPTABILITE PATRIMONIALE : SON ROLE DANS L'ANALYSE ECONOMIQUE.

Pages

Chapitre I.	Le concept de patrimoine	19
A.	Patrimoine et propriété	19
B.	Patrimoine et capital	24
	B1. La conception marxiste du capital	25
	B2. La conception non marxiste du capital	33
Chapitre II.	Concept de patrimoine et comptabilité sociale	43
A.	Le patrimoine national	43
B.	Patrimoine d'un agent : les entreprises (sociétés et quasi-sociétés non financières)	49
	B1. Les limites de l'agent	49
	B2. Patrimoine et entreprises	52
Chapitre III.	Représentation du patrimoine : le compte de patrimoine	65
	A. Présentation d'un compte de patrimoine	65
	B. Liaisons comptes de flux/comptes de patrimoine	80
	C. Les composantes du compte de patrimoine	96
Chapitre IV.	Objectifs et utilisations des comptes de patrimoine	
	Des comptes de patrimoine pour quoi faire?	153
A.	Nécessité de présenter des objectifs	154

A1.	Comptes de patrimoine et modèles économétriques	
A11.	Les comportements des agents économiques	155
A12.	Fonctions de production et modèles de croissance	159
A13.	Dynamisation des tableaux entrées/sorties	160
A2.	Comptes de patrimoine et théorie monétaire	166
A3.	Comptes de patrimoine et politique économique	171
A4.	Comptes de patrimoine et comparaisons internationales de structure	
A41.	Etude de la structure d'une économie nationale	173
A42.	Comparaisons de structure entre pays	175
B.	Confrontation objectifs/méthodologie des comptes	181
B1.	Confrontation objectifs/contenu	181
B2.	Confrontation objectifs/évaluation	189
B21.	Problèmes posés par le choix d'une méthode d'évaluation	189
B22.	Techniques d'évaluation et éléments des comptes de patrimoine	196
B23.	Méthodes et techniques d'évaluation face aux objectifs	213
	Conclusion de la première partie	223

II ème PARTIE :

COMPTE DE PATRIMOINE ET BILANS D'ENTREPRISES

Chapitre I	Comptabilité d'entreprise/Comptabilité nationale	231
A.	La comptabilité d'entreprise : présentation rapide	
A1.	Les principes de base	231
A2.	Articulation de la comptabilité	235
A3.	La procédure comptable	238

B. L'originalité de la comptabilité privée : la liaison comptes de flux/comptes de stocks	240
B1. Comptes de situation/comptes de gestion	240
B2. Liaisons stocks/flux dans la comptabilité d'entreprise	246
C. La comptabilité nationale doit-elle s'inspirer de la comptabilité d'entreprise ?	251
Chapitre II. Utilisation du bilan comme représentation du patrimoine	263
A. L'information de base	263
B. La méthode utilisée	265
C. Les résultats obtenus	272
D. Appréciation de la méthode utilisée	281
Chapitre III. Les limites d'utilisation du bilan : le bilan à la lumière du concept de patrimoine	295
A. Objectifs et évaluation des comptes de patrimoine d'entreprises	295
B. Postes du bilan et patrimoine	302
C. La représentativité du bilan	321
D. Les limites de la comptabilité d'entreprise	344
Chapitre IV. Propositions en vue de l'élaboration d'un compte de patrimoine des entreprises	355
A. Compte de patrimoine des entreprises : définition, présentation générale	355
B. Propositions quant au contenu et à l'évaluation des postes	361
C. Intégration du compte de patrimoine des entreprises dans l'ensemble des comptes patrimoniaux	381
Conclusion de la seconde partie	387
Conclusion générale	388
Note bibliographique	400

Sigles et Abréviations utilisés

AINF	Actifs incorporels non financiers
AVI	Autres valeurs immobilisées
C de P	Compte de patrimoine
CEG	Compte d'exploitation générale
CNC	Conseil National de la Comptabilité
CPP	Compte de Pertes et Profits
DCT	Dettes à Court Terme
DGI	Direction Générale des Impôts
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FIR	Financial Interrelation Ratio
NAE	Nomenclature d'Activité Economique
OCAM	Organisation de la Communauté Africaine Malgache et Mauricienne
ONU	Organisation des Nations Unies
PCG	Plan Comptable Général
SCN	Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies
SEC	Système Européen de Comptes
SECN ou Système 71	Système élargi de Comptabilité Nationale Base 1970
SQS	Sociétés et Quasi-sociétés
TOF	Tableau des Opérations Financières
VIN	Valeurs Immobilisées Nettes
VRD	Valeurs Réalisables ou Disponibles
TEI	Tableau d'échanges Inter-industriels
TES	Tableau entrées-sorties.

I N T R O D U C T I O N

La distinction faite en analyse économique entre raisonnement en termes de flux et raisonnement en termes de stocks est couramment admise.

Le Dr QUESNAY en montrant dans son célèbre Tableau comment se formait et circulait le produit net, a fait entrer définitivement la notion de flux dans la littérature économique. Les différents tableaux de la comptabilité nationale sont, depuis, venus très largement apporter une consécration à cette notion de flux. Le stock qui peut être considéré à la fois à la naissance et à l'aboutissement du flux, semble avoir été le "laissé pour compte" sinon de l'analyse économique, du moins de la macro-économie comptable, c'est-à-dire de la comptabilité nationale.

Cela peut paraître d'autant plus étonnant que dans d'autres domaines les choses se sont déroulées de manière plus logique. Ainsi en démographie, discipline proche de l'économie, on a d'abord effectué des recensements de population avant de dénombrer les flux de naissances et de décès ; de plus le recensement continue à jouer un rôle important en démographie. Un recensement est bien sûr une opération lourde qui n'est pas effectuée tous les ans, mais le recensement reste un point de repère sûr qui, de par son existence même, légitime les sondages et extrapolations que l'on fait entre deux recensements de population. C'est de plus l'occasion de faire le point sur un certain nombre d'autres données que l'on ne peut suivre fréquemment.

En économie, on constate un hiatus entre la théorie et la pratique. En d'autres termes si les discussions n'ont pas manqué au sujet des variables de stocks, ces variables n'ont pratiquement pas été mesurées, du moins en France.

La comptabilité nationale nous a familiarisé avec des variables telles que la production, le revenu, la consommation... lesquelles sont devenues déterminantes non seulement dans l'analyse

des économies nationales, mais également et surtout dans les comparaisons internationales. Ainsi quand il s'agit de jager du niveau de développement d'un pays, l'on songe tout de suite et exclusivement, d'ailleurs, à son revenu par tête ou son produit national par tête.

Mais d'où viennent ce revenu, ce produit ?

La comptabilité nationale ne nous a pas familiarisé avec les notions de richesse, fortune, patrimoine.

Qu'en est-il pour les différents agents économiques ?

A ce niveau la carence de la comptabilité nationale apparaît encore plus flagrante. Les comptables nationaux ont besoin pour élaborer leurs comptes de variables de stocks. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des entreprises dont les bilans fiscaux centralisés par la Direction générale des impôts constituent un élément de base de la construction des comptes des entreprises. Mais, et ceci est important, si les comptables utilisent ces variables de stocks, celles-ci ne sont pas intégrées dans la comptabilité nationale et constituent donc un élément exogène. Or cette complémentarité de fait entre flux et stock ne devrait-elle pas être reconnue formellement ?

Si les choses sont restées en l'état en France, il n'en est pas de même dans d'autres pays.

Jusqu'aux années 1950, les travaux de comptabilité nationale se sont déroulés dans différents pays en ordre dispersé, chacun élaborant ses comptes en fonction de ses besoins propres. Puis peu à peu des rapprochements s'opérant entre comptables nationaux de différents pays, les travaux effectués dans les pays européens (y compris l'URSS) et les Etats-Unis ont abouti à l'élaboration d'un système de comptes intégrés dit Système des Nations Unies (SCN) dont la première version date de 1953 ; cette version fut profondément remaniée pour donner naissance au système en vigueur actuellement et qui date de 1968.

Ce nouveau SCN est très ambitieux dans ses objectifs puisqu'il vise en fait une certaine universalité.

En quoi peut-on parler d'universalité ?

Tout d'abord on constate un rapprochement, voire même un effort de synthèse entre la comptabilité anglo-saxonne et la comptabilité des pays socialistes dite Système de comptabilité du produit matériel ou CPM. Les rédacteurs du SCN révisé reconnaissent explicitement comme un point important le rapprochement entre la CPM et l'ancien SCN. Le principe étant d'élaborer des comptes suffisamment détaillés pour "permettre des reclassements", et de faire en sorte par les définitions et classifications que la comparabilité soit maximale. Il s'agit de pouvoir passer d'un système à l'autre sans grandes difficultés. On s'aperçoit dès lors que le SCN peut s'appliquer aussi bien à des économies de type capitaliste développées qu'à des économies socialistes.

A quoi correspond cette tentative d'uniformisation ? Sur ce point les hypothèses ne manquent pas. On peut évoquer le désir des deux camps politiques de mieux se connaître ; mais on peut également évoquer le rapprochement entre ces deux camps. La recherche de comparabilité internationale est sans aucun doute un phénomène récent, lui-même directement lié au développement des échanges entre les pays. Les économies sont de plus en plus dépendantes les unes des autres. L'interpénétration des économies apparaît plus vivace que jamais avec l'importance prise actuellement par les firmes multinationales. Il faut d'ailleurs remarquer que parallèlement à cette tentative d'uniformisation des comptabilités nationales, on constate depuis plusieurs années déjà un rapprochement au niveau des comptabilités privées, rapprochement limité jusqu'ici aux pays capitalistes développés et à certains pays sous-développés (pays de l'OCAM).

On peut parler d'universalité également quand on constate la volonté d'étendre ce système de comptabilité aux pays sous-développés. Le sous-développement est un fait économique dont on a pris conscience assez récemment. Mais sur le plan

politique les hommes ont évolué très rapidement et les pays sous-développés, en tant que tels, sont largement représentés au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU), sous l'égide de laquelle a été élaboré ce nouveau système. Il n'était donc pas question de laisser de côté ces pays qui sont une force politique et des potentialités économiques.

Quoiqu'il en soit ce système n'en est pas moins imposé aux pays sous-développés, d'abord parce qu'ils n'ont pas participé à son élaboration, et surtout parce que les concepts de base sont des concepts adaptés aux pays développés ; sur ce point la prétention à l'universalité apparaît plus politique que scientifique.

Pour s'en convaincre il suffit d'étudier le chapitre du SCN relatif aux pays sous-développés et intitulé "Adaptation du système général de comptes aux pays en voie de développement". Dès le début de ce chapitre, il est précisé que le système devrait être valable "pour tout pays quel que soit son stade de développement économique et social"... En réalité si des difficultés risquent d'apparaître pour les pays en voie de développement, c'est que ces derniers ne disposent pas des séries statistiques suffisantes pour remplir les comptes et tableaux types du système. Le problème majeur en cette matière est considéré comme étant celui de l'insuffisance des statistiques et tout au long du chapitre ce sont les problèmes de regroupements et de classifications statistiques qui sont traités.

En réalité ce chapitre spécial du SCN semble destiné davantage à l'usage des experts des différents pays occidentaux chargés d'élaborer des comptabilités nationales en pays sous-développés, qu'à ceux qui cherchent un moyen de représenter la réalité économique des dits pays.

Ce nouveau système présente par rapport au système français encore en vigueur (base 1959/1962) certaines différences

importantes mais formelles sur lesquelles nous ne nous étendrons pas ici. Une différence de fond retiendra notre attention, elle concerne l'inclusion dans le SCN de comptes de patrimoine, contrairement au système actuel de comptes français.

Pourquoi le SCN prévoit-il des comptes de patrimoine ? De nombreux facteurs militent dans ce sens, et nous aurons l'occasion d'y revenir. Sur le plan des faits, il faut remarquer que les États-Unis et l'Union Soviétique pratiquent une comptabilité du patrimoine depuis de nombreuses années. Aux USA les travaux de Raymond GOLDSMITH ont largement contribué à cette pratique ; il a lui-même élaboré des comptes rétrospectifs. Le système de comptabilité nationale de l'URSS a prévu dès l'origine un bilan de la richesse nationale.

Il convient cependant de remarquer que ces comptes ne sont pas pour l'instant parfaitement intégrés dans le SCN. Ainsi ces comptes occupent bien peu de place par rapport aux comptes de flux.

Comment se fait cette intégration ?

Le SCN considère quatre types de comptes de flux : production, consommation, accumulation, reste du monde. Par ailleurs, selon le SCN, le compte de patrimoine d'une entité économique quelconque doit présenter la valeur de ses actifs corporels, plus l'excédent des créances sur les dettes d'une part, et d'autre part la valeur nette du patrimoine de cette entité ; ces deux montants étant égaux à tout moment.

La liaison avec les comptes de flux s'opère de la manière suivante :

En début de période, on a un compte de patrimoine d'ouverture et en fin de période, un compte de clôture ; entre ces deux moments, le patrimoine a évolué du fait de certaines des opérations qui se sont déroulées au cours de la période. A la fin de la période les actifs, nets des passifs, sont égaux

aux actifs nets du début, augmentés de l'accumulation nette de la variation d'engagements et de la consommation de capital fixe, dans le pays et à l'étranger au cours de la période. On doit, d'autre part, faire intervenir un compte de réévaluation qui permet de tenir compte dans les actifs acquis ou les engagements contractés antérieurement, des prix en vigueur à la date de clôture.

Par ailleurs, la valeur nette du patrimoine à la fin de la période est égale à la valeur nette au début de cette période accrue de l'épargne nette disponible au cours de la période (si on néglige les transferts en capital) et des réévaluations.

Ce sont donc les éléments du compte de capital et du compte de réévaluation qui permettent de passer du compte de patrimoine d'ouverture au compte de patrimoine de clôture.

En France un nouveau système de comptabilité nationale a été mis en chantier depuis plusieurs années. Les différents travaux préparatoires doivent aboutir à l'application de ce que l'on nomme le système 1971 (ou SECN) ; ce système se veut une adaptation du système de l'ONU à l'économie française. En effet les concepts de base et nombre de principes du système 1971 sont directement inspirés du SCN, bien que des adaptations aient été nécessaires pour tenir compte de l'appareil statistique français.

Cependant sur un point il n'y a pas eu jusqu'à maintenant d'application du SCN à la France ; c'est le cas des comptes de patrimoine. (Nous nous référons pour dire cela, à la version provisoire du SECN ; il est question à notre connaissance d'adjoindre des comptes de patrimoine au SECN, mais la méthodologie est sur ce point peu avancée, contrairement à celle des comptes de flux).

A quoi correspond cette insuffisance du SECN ? Rien sûr l'opération d'élaboration de comptes de patrimoine est une opération lourde, surtout si on la mène de front avec la

transformation des comptes de flux, mais on peut se demander si la véritable raison de cette insuffisance ne doit pas être recherchée chez les comptables nationaux eux-mêmes dont la conviction dans l'utilité de ces comptes et la possibilité de les élaborer n'est pas très grande. De plus, si périodiquement il se trouve des économistes pour stigmatiser cette carence des comptes français, les propositions concrètes ont été assez rares.

On peut penser dès lors que les responsables français en matière de comptes nationaux n'ayant pas perçu une "demande" suffisante ont préféré avancer leurs travaux sur d'autres points. Il ne faudrait pas en conclure pour autant qu'aucun travail statistique n'a été fait en cette matière. Des études parcellaires ont déjà été publiées par l'INSEE, notamment sur le patrimoine des ménages. Mais outre que le domaine des entreprises a été peu exploré, aucune recherche d'ensemble n'a été officiellement publiée. Par cette étude nous souhaitons contribuer à une telle recherche.

Il ne faut pas négliger les difficultés de toutes sortes que l'on a à affronter dans ce domaine. Ces difficultés sont d'ordre théorique ; on doit en effet procéder à une clarification des concepts car en l'absence de tout travail systématique, une certaine confusion règne dans ce domaine.

Ces difficultés sont également d'ordre méthodologique ; du fait de leur existence déjà ancienne, les comptes de flux imposent des contraintes de méthode. De plus les comptables nationaux bénéficient d'une expérience longue et diversifiée en matière de comptes de flux ; ces derniers, sans être parfaits, sont bien rodés. Il devient dès lors d'autant plus difficile de leur adjoindre des comptes de patrimoine forcément balbutiants et qui doivent être parfaitement intégrés au système existant si l'on veut lui préserver sa cohérence, sa logique interne. On voit que cela confine au malaise psychologique..., les comptes de patrimoine apparaissant comme des trublions remettant en cause

la belle harmonie existante...

La présente étude n'a pas l'ambition de résoudre, ni même d'aborder toutes les difficultés inhérentes à l'élaboration de comptes de patrimoine. Plus modestement nous nous attacherons à une analyse des concepts et des méthodes. Nous serons amenés à nous appuyer sur le cas de l'agent "entreprises" des comptes nationaux (base 1959/1962) ou, si l'on préfère le secteur institutionnel sociétés et quasi-sociétés non financières du SECN.

Cette étude est divisée en deux parties.

- I. La comptabilité patrimoniale ; son rôle dans l'analyse économique.
- II. Comptes de patrimoine et bilans d'entreprises.

P R E M I E R E P A R T I E

LA COMPTABILITE PATRIMONIALE : SON ROLE DANS L'ANALYSE ECONOMIQUE

---0---

100. Prendre la décision d'élaborer des comptes de patrimoine n'est pas fondamental en soi ; c'est une décision à laquelle on s'attend étant donné les circonstances, c'est-à-dire l'existence du SCN. Motiver cette décision est quelque chose de beaucoup plus important car cela implique de présenter les choix théoriques et méthodologiques adoptés.

101. Dans un premier temps, on peut définir la comptabilité patrimoniale comme étant une comptabilité de stocks par rapport à la comptabilité économique courante qui elle, retrace des flux. Mais il apparaît dès maintenant que cette définition est très vague et de toute façon insuffisante. Il existe des stocks de toute nature, par exemple des stocks de vêtements, de biens alimentaires, de biens durables, de biens "naturels", de biens immatériels, ... La première question que l'on est amené à se poser est donc :

- que cherche-t-on à mesurer à travers une comptabilité patrimoniale ?

Cette première question en entraîne bien d'autres :

- pourquoi cherche-t-on à le mesurer, comment peut-on le faire ? etc...

Autrement dit, il paraît indispensable de délimiter le champ de la comptabilité patrimoniale.

Dans cette première partie on s'attachera, à travers l'étude des concepts et des méthodes de la comptabilité patrimoniale, à mettre en évidence son rôle dans l'analyse économique. Ceci suppose d'abord un effort de clarification au niveau des concepts (chapitres I et II). Puis dans le chapitre III, on étudiera le compte de patrimoine lui-même en tant que représentation du patrimoine. Enfin dans le chapitre IV on cherchera à déterminer ce qui est à la base de toute décision d'élaboration de comptes, c'est-à-dire les objectifs et utilisations des comptes de patrimoine.

CHAPITRE I

LE CONCEPT DE PATRIMOINE

102. En tant que concept, le patrimoine peut d'abord être appréhendé d'un point de vue juridico-économique, celui de la propriété. Le qualificatif de juridico-économique s'explique par le fait que, si la propriété est une notion juridique, elle peut prendre la forme d'agréats de nature économique tels la richesse et la fortune.

Le patrimoine doit être appréhendé également d'un point de vue purement économique, c'est-à-dire en tant que forme du capital.

Ces deux points de vue ne s'opposent pas car richesse et fortune sont elles-mêmes des formes du capital ; mais, comme on le verra plus loin, la propriété est un élément déterminant de la nature du patrimoine qu'il est de ce fait important de mettre en évidence.

A. Patrimoine et propriété : patrimoine, richesse, fortune.

103. Soit une entité économique, elle possède des biens matériels mais également de l'argent, des titres sur les tiers ; dans le même temps, elle peut avoir contracté des dettes vis-à-vis des tiers ; son patrimoine à l'instant t est $P_t = A_t - E_t$ (1), c'est-à-dire la différence entre ses avoirs et ses engagements.

Telle est la définition couramment admise du patrimoine.

104. La plus grande confusion terminologique règne à ce niveau. Il n'est pas rare de voir un auteur attribuer au terme capital par exemple la définition que l'on trouve de la richesse chez un autre, et inversement.

L'impression de confusion persiste quelquefois chez le même auteur. Ainsi Irving FISHER (1) considère que la richesse est constituée d' "objets matériels possédés en propriété par des êtres humains" ; le capital serait lui "un stock de richesse à un moment donné". La différence entre capital et richesse serait d'origine temporelle. Mais la richesse se mesure-t-elle en dehors du temps ?

105. De toutes ces discussions terminologiques, on peut retenir les différences suivantes :

- La richesse apparaît comme le concept le plus large englobant des biens de toutes sortes, qu'ils soient physiques, financiers, immatériels ou naturels comme l'air que l'on respire, ou le fait d'habiter dans un cadre géographique particulier avec une certaine culture, une certaine histoire. C'est un concept d'intérêt théorique puisqu'il n'est pas mesurable pour beaucoup de ses éléments et qu'il est par essence subjectif. Très proche de la conception fishérienne, cette notion est rarement utilisée dans un sens aussi large, mais plus fréquemment dans celui de fortune.

- La fortune, elle, se limite aux éléments mesurables, c'est-à-dire essentiellement les éléments physiques et financiers. Elle équivaut donc au A_t de la formule (1).

106. La différence entre ces deux notions et celle de patrimoine est que ce dernier est un résultat net, c'est-à-dire qu'il fait intervenir les engagements envers les tiers. On voit donc que ces différences sont purement formelles et présentent un

faible intérêt théorique, puisqu'on pourrait aussi bien envisager une richesse, ou une fortune nette.

107. Ces trois concepts ont en commun d'être basés sur la propriété, au sens juridique du terme, conséquence du système de production capitaliste. Ce qui est important c'est le degré d'appropriation par rapport aux tiers ; les tiers pouvant être représentés aussi bien par des individus isolés, que par une collectivité, ou une nation...

108. Qu'est-ce qui délimite la richesse, le patrimoine, la fortune d'un individu sinon la richesse, le patrimoine, la fortune des tiers ? Pourquoi un individu I n'a-t-il pas un patrimoine supérieur de X unités ? C'est tout simplement parce que X fait partie du patrimoine d'un autre individu II et/ou X est une dette de I. La propriété est le seul critère de délimitation.

109. Ces trois notions sont le reflet de tout un contexte juridique et socio-économique qui se résume dans la propriété privée avec tout le contenu que revêt cette expression.

110. En effet, le patrimoine est fondamentalement lié à l'ascendance, la succession, l'individu. La définition la plus ancienne, et, semble-t-il, la plus liée à la civilisation occidentale n'est-elle pas que le patrimoine d'un individu est constitué par "l'ensemble de ce qu'il recueille dans la succession de ses ascendants", c'est-à-dire des biens patrimoniaux, mais également des droits et des obligations. Depuis, cette conception s'est quelque peu affinée et précisée en raison de contraintes :

- aussi bien d'ordre juridique ; par exemple dans le cas de liquidation d'une succession provisoirement sans titulaire ;

- que d'ordre économique et social : le plus souvent

Les individus ont un patrimoine d'origine qu'il n'est pas facile de distinguer du patrimoine constitué par la suite ;

- ou d'ordre sociologique ; les structures familiales évoluant, les partages successoraux ne se sont plus faits de façon aussi rigide.

111. Donc, l'aspect "ascendance-famille" du patrimoine apparaît moins nettement. Il reste que le patrimoine est fortement attaché à la personne. Il semble tout à fait évident que chaque individu dispose d'un patrimoine auquel il est attaché et qui se distingue à peine de sa personne ⁽²⁾. Ceci est tout à fait dans la logique du système de propriété privée. Tout bien a un propriétaire, et fait partie du patrimoine de ce dernier ; de même tout actif financier d'un individu se traduit par un engagement d'un autre individu ou de toute autre entité économique. Le patrimoine d'un individu s'arrête là où commence celui d'un autre. Cette image est remarquablement concrétisée dans les zones rurales où les terrains sont séparés les uns des autres par des barbelés ou éventuellement des arbres d'un type particulier.

112. On voit que l'individu est déterminant quant à la nature du patrimoine. Ce n'est qu'une conséquence logique de l'essence même du patrimoine qui est la propriété personnelle. Irving FISHER a mis l'accent sur ce point quand, dans sa définition de la richesse au sens étroit, il estime que cette dernière se détermine par le fait qu'elle est matérielle et qu'elle est possédée en propriété ; le concept de propriété étant le "droit de faire usage de la richesse" ⁽³⁾ ou encore le "droit aux usages ou aux services de la richesse". Droit de propriété et richesse sont des concepts intimement liés : mieux l'un détermine l'autre puisque :

"un droit de propriété est le droit à la chance d'obtenir tous les services futurs, ou quelques-uns d'entre eux, d'un ou plusieurs articles de richesse" (4).

113. En principe, la différence entre ces deux termes est que la richesse désigne un objet concret possédé, tandis que la propriété est le droit abstrait de possession, mais FISHER reconnaît que l'un entraînant l'autre, il arrive que dans la pratique ils soient confondus. Il est des cas (selon l'auteur) où la propriété est reléguée au second plan : ainsi si l'on s'intéresse aux conditions économiques d'un pays, on étudiera la superficie des champs, des mines, etc... sans se préoccuper de leurs possesseurs.

"L'idée de richesse se trouve donc associée au bien-être des différents individus que comprend la communauté" (5).

114. Il est vrai que dans le cas cité par l'auteur, l'idée de personne est tout à fait secondaire pour ne pas dire inexistante, mais il n'en est pas de même de l'idée de propriété, car "les conditions économiques d'un pays" sont partie intégrante du patrimoine de ce pays, de même que l'idée de "propriété nationale" domine tout ceci, les incidents de frontières ou autres sont là pour le rappeler et à ce niveau nous ne sommes plus très loin des délimitations des champs en zone rurale.

115. Il reste que le problème qu'effleure FISHER est celui du patrimoine collectif ou de la richesse collective.

Le patrimoine d'une collectivité, d'un groupe, doit-il se concevoir comme la somme des patrimoines des individus qui le composent ? Cela n'aurait pas de sens puisqu'à l'intérieur d'un

même groupe, il est probable qu'il y ait des relations en sens opposé qui devront s'annuler. Mais dans un tel schéma, dont la base de fonctionnement est la propriété privée, l'expression "patrimoine d'un groupe" est-elle un sens ? La propriété de X n'a de sens que par rapport à sa "non-propriété" ; c'est-à-dire à la propriété de Y : il en est des groupes comme des individus. Le caractère individuel disparaît puisque les individus se fondent dans le groupe, mais "la propriété" demeure intacte et fondamentale. Là encore il faut souligner que ce sont des contraintes de fait qui ont amené une atténuation du caractère individuel ; il s'agit essentiellement du développement des grandes unités de production qui a amené à considérer qu'un groupe pouvait avoir dans son patrimoine des éléments indivisibles distincts des patrimoines individuels ; il s'agit également de la part de plus en plus importante prise par le secteur public dans le fonctionnement des économies.

116. Donc sous la pression des faits économiques et sociaux (socialisation croissante de l'économie), on voit le concept de patrimoine s'éloigner de la classique notion de propriété. Ceci devient encore plus net quand on s'attache à définir le patrimoine national. Celui-ci se définit par rapport à des limites géographiques c'est-à-dire par rapport à l'extérieur. Le patrimoine en tant que reflet de la propriété personnelle perd de son sens.

Le lien patrimoine/propriété est incontestable, mais il contribue à faire planer une certaine ambiguïté qui ressort de la précédente analyse ; par ailleurs ce lien limite le champ du patrimoine dans des bornes étroites où les considérations juridiques sont dominantes.

B- Patrimoine et capital.

117. On trouve, dans la littérature économique, différentes définitions du patrimoine. Ces définitions sont plus

ou moins proches les unes des autres ; elles ont cependant en commun de toujours se référer au capital. Beaucoup d'auteurs (HICKS notamment) assimilent d'ailleurs purement et simplement le patrimoine au capital. Cela ne serait pas particulièrement gênant si la notion de capital était simple et ne prêtait pas à discussion ; or, il n'en est rien. La notion de capital n'a pratiquement pas cessé de susciter des discussions théoriques depuis les économistes dits classiques (RICARDO, SMITH) jusqu'à maintenant (J. ROBINSON) et ce, aussi bien quant à son essence même que quant à sa mesure. Nous avons retenu deux types d'analyse du capital ; cela peut sembler restrictif, eu égard à l'ampleur des discussions sur ce sujet. Il faut remarquer que si chaque auteur présente toujours sa définition du capital comme originale, les différences d'un auteur à l'autre sont le plus souvent empiriques et ne mettent pas en cause les fondements mêmes de l'analyse.

B 1- La conception marxiste du capital

a) Capital : mouvement de valeurs

118. Selon MARX, le capital est une somme de valeurs, mais ce n'est pas une somme de valeurs d'usage ; c'est une somme de valeurs d'échange ; le capital ne peut donc pas être dissocié du processus de circulation. Et c'est justement au cours du processus de circulation, c'est-à-dire dans l'échange, que l'argent se transforme en capital. Il est nécessaire de rappeler ici que pour MARX un objet a une valeur d'usage, son utilité pour celui qui en a besoin, soit qu'il le fabrique lui-même, soit qu'il l'acquiert ; mais cet objet a également une valeur (dont la mesure est le temps de travail socialement nécessaire à sa production) et qui seule intéresse celui qui cherche à la vendre. Dès lors, cet objet devient une marchandise.

119. L'échange met en évidence deux échangistes avec deux marchandises, valeurs d'usage, qui ont leur valeur propre. La valeur d'échange est le rapport d'échange de ces deux valeurs

d'usage compte tenu de leur propre valeur. Cette contradiction est fondamentale dans l'analyse marxiste du capital.

La forme simple de circulation de la marchandise est celle que MARX désigne par

$$M \longrightarrow A \longrightarrow M' \quad (1)$$

c'est-à-dire transformation de la marchandise en argent, puis retransformation de l'argent en marchandise ; autrement dit, vendre M pour acheter M'.

A côté de cette forme simple, on trouve la forme inverse :

$$A \longrightarrow M \longrightarrow A' \quad (2)$$

c'est-à-dire transformation de l'argent en marchandise, puis retransformation de la marchandise en argent, acheter pour vendre. Le but de l'échange n'est pas d'obtenir des valeurs d'usage, que ce soit pour la consommation individuelle ou collective comme précédemment ; il s'agit au contraire d'échanger de l'argent contre de l'argent.

120. Dans le premier cas (1), la marchandise est le point de départ et d'arrivée.

"Le mouvement commence par une recette d'argent pour marchandise et finit par une livraison d'argent pour marchandise".

La même pièce de monnaie change 2 fois de place ; l'argent est simple monnaie. Les deux marchandises échangées sont deux valeurs d'usage différentes qui tombent dans la consommation à l'issue de l'échange.

121. Dans le deuxième cas (2) au contraire, l'argent est le point de départ et le point d'arrivée. "Ce n'est pas la même pièce de monnaie, mais la même marchandise qui change ici deux fois de place". Le but de l'opération est l'échange de valeurs d'échange. Au début et à la fin du processus, on retrouve des valeurs d'échange de même nature ; l'argent, mais en quantité différente ; le but de l'opération est donc d'échanger de

l'argent contre davantage d'argent. L'argent n'est plus simple monnaie mais capital.

122. L'argent initial A se retrouve en quantité plus grande. Si le capitaliste le met dans le circuit, c'est qu'il espère en tirer davantage de valeur, c'est-à-dire qu'il espère retrouver son capital initial plus une plus-value ; le capital initial est donc simplement avancé. Le capital est "mise en valeur de la valeur". Cette mise en valeur se fait par l'intermédiaire de la marchandise. En effet, ce n'est pas l'argent en soi qui constitue le capital, c'est le mouvement répété et incessant de l'argent et de la marchandise qui crée le capital. La valeur se présente tour à tour sous la forme argent et sous la forme marchandise. La valeur passe constamment d'une forme à l'autre sans se perdre dans ce mouvement. Le capital est donc bien mouvement de valeurs.

b) Capital, rapport-social

123. Argent et marchandise sont les deux faces du capital. Mais comment l'argent se transforme-t-il en davantage de valeur par l'intermédiaire de la marchandise ? Autrement dit d'où provient la plus-value qui apparaît à la fin du procès de circulation. On a vu dans le paragraphe précédent que le capital est lié au processus de circulation ; il est également lié au processus de production. En fait, il tire son essence même du processus de production. Le capital ne se conçoit pas sans lien direct avec le circuit de production. En effet, au début du processus de production, le capitaliste avance du capital-argent. Ce capital-argent est converti en moyens de production, c'est-à-dire : du capital constant (objets de travail et instruments de travail) et du capital variable (force de travail). Le capital constant est ainsi appelé car il ne modifie pas la valeur de la marchandise au cours du processus de production ; c'est ce que MARX exprime ici :

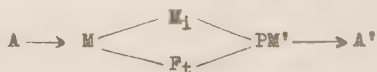
"Le capital constant dépensé est donc remplacé par la fraction de valeur-marchandise qu'il ajoute lui-même à la valeur de la marchandise" (6).

124. Au contraire, la force de travail est, elle, créatrice de valeur.

"La valeur de la force de travail qui figure dans l'avance de capital est remplacée, lorsque le capital productif est véritablement en fonction, par la force de travail elle-même, force vivante, créatrice de valeur" (7).

La force de travail reproduit sa propre valeur, plus un excédent, la plus-value qui, elle, change de valeur au cours du processus de production.

L'intervention du processus de production complique un peu la formule de circulation capitaliste qui devient



c'est-à-dire : argent, marchandise (moyens de travail, force de travail), marchandise produite, argent augmenté d'une plus-value. On voit que cette formule explique le cheminement du capital à travers le processus de production. Le mouvement décrit est incessant car A' se transformera à nouveau en moyens de production, etc... Ce mouvement montre comment l'argent se transforme en davantage d'argent, c'est-à-dire qu'il montre où se crée la plus-value. "La circulation ou l'échange des marchandises ne crée aucune valeur" (8).

125. La plus-value naît de l'exploitation de la force de travail par les capitalistes. Elle est directement liée à l'appropriation privée des moyens de production. Le but du capitaliste étant d'obtenir cette plus-value, le capital est donc bien un rapport social.

c) Les formes du capital

126. La formule générale du capital $A \rightarrow M \rightarrow A'$ donne à penser que le capital commercial (acheter pour vendre) est la forme idéale du capital. Or, en fait toutes les formes du capital se ramènent à cette formule générale.

127. Historiquement, la forme première du capital est le capital marchand dont l'existence précède le mode de production capitaliste ; dans tous les modes de production antérieurs, le capital marchand apparaît comme la forme par excellence du capital. L'existence et le développement du capital marchand sont les conditions historiques du développement du mode de production capitaliste, car d'une part, ils conditionnent la concentration de la fortune monétaire, d'autre part le mode de production capitaliste suppose une production destinée au commerce. Cependant, le développement du capital marchand ne suffit pas à expliquer le passage d'un mode de production précapitaliste au mode de production capitaliste.

128. Du point de vue de la logique du mode de production capitaliste, il est nécessaire de distinguer entre capital industriel, capital commercial et capital financier, ces deux derniers constituant le capital marchand.

Le capital industriel

129. Au début du processus de production, le capitaliste fait l'avance d'une certaine somme d'argent qui prend la forme de :

- Capital productif : c'est la partie qui sert directement à la production. Le capital productif se décompose en capital constant (moyens de travail et matières premières), et en capital variable qui est la rémunération de la force de travail. Cette distinction capital constant/capital variable ne couvre pas celle entre capital fixe qui correspond aux moyens de travail et

capital circulant qui comprend les matières premières et le capital variable.

- Capital improductif : c'est la partie du capital qui ne sert pas immédiatement à la production. La partie improductive du capital comprend aussi bien le stock de monnaie (moyens de paiement et d'achat, argent accumulé et non encore investi), que le stock de matières premières ou de produits finis non encore vendus, ou de créances non encore recouvrées...

130. Dans le processus de circulation, le capital industriel se manifeste notamment par la formule $M \rightarrow A \rightarrow M'$, c'est-à-dire vendre pour acheter. Mais cette formule ne reflète qu'une part de l'activité du capitaliste industriel. En effet, on ne doit pas oublier qu'au début du processus de production, le capitaliste fait l'avance d'une portion de capital-argent et ce, dans l'espoir (le plus souvent réalisé) de recueillir davantage d'argent en fin de circuit, soit $A \rightarrow M \rightarrow A'$.

Le capital commercial

131. Si, historiquement, le capital marchand apparaît avant le capital industriel, son développement dans l'économie moderne est subordonné à celui du capital industriel.

"Au premier stade de la société capitaliste, le commerce domine l'industrie ; dans la société moderne, c'est l'inverse" (9).

132. Le capital productif sous sa forme marchandise entre dans le processus de circulation pour se métamorphoser en capital-argent pour la vente.

"Le capital commercial n'est donc rien d'autre que le capital marchandise du producteur appelé à parcourir le processus de sa conversion en argent et à remplir sa fonction de capital-marchandise sur le marché" (10).

133. Cette fonction, au lieu d'être assurée par les "producteurs" eux-mêmes, l'est par une catégorie particulière de capitalistes : les commerçants. Le capitaliste commerçant intervient par ailleurs en avançant du capital-argent au capitaliste industriel qui, sans cela, serait obligé d'avoir une réserve de monnaie très importante pour assurer la poursuite du processus de production. La simple opération de vente, $M \rightarrow A$, pour le capital industriel se traduit par $A \rightarrow M \rightarrow A'$ pour le capital commercial. Le capital avancé par le commerçant ne quitte jamais la sphère de circulation dans le seul but d'acheter et de vendre ; il prend toujours ou la forme de capital-marchandise, ou la forme de capital-argent. Il ne peut jamais prendre la forme de capital productif.

Le capital financier

134. Sous ce titre, MARX décrit essentiellement le capital bancaire dans ses activités d'origine.

Le capital financier naît des nécessités du capital industriel et du capital commercial. Ces deux formes ont des besoins en matière de garde de leurs réserves, d'encaissement, de comptabilité, mais surtout en matière de conversion de leur "trésor" en moyens de paiement et de circulation. Il s'agit donc d'opérations purement techniques assurées par une catégorie particulière de capitalistes qui font du commerce d'argent ; on retrouve alors la formule $A \rightarrow A'$, forme particulière de $A \rightarrow M \rightarrow A'$.

"Il est évident que la masse du capital-argent que les banquiers traitent est le capital-argent en circulation des commerçants et des industriels, et que les opérations que les banques accomplissent ne sont que les opérations de ceux auxquels ces banques servent d'intermédiaires" (11).

135. Après MARX, des théoriciens marxistes tels HILFERDING (12) et LENINE (13) ont largement apporté leur

contribution à la compréhension de l'évolution récente du capital financier.

Au fur et à mesure de l'évolution du capitalisme, le financement de l'industrie et du commerce s'est fait de plus en plus par l'intermédiaire des banques. Le rôle du capital bancaire s'est encore accru à la faveur du mouvement de concentration qui se concrétise dès la fin du 19^e siècle et le début du 20^e siècle.

136. "Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays, ou de toute une série de pays" (14).

Cela aboutit à une pénétration du capital bancaire dans le capital industriel.

137. "Une part toujours croissante du capital industriel n'appartient pas aux industriels qui l'utilisent. Ces derniers n'en obtiennent la disposition que par le canal de la banque, qui est pour eux le représentant des propriétaires de ce capital. D'autre part, force est à la banque d'investir une part de plus en plus grande de ses capitaux dans l'industrie. Elle devient ainsi, de plus en plus, un capitaliste industriel. Ce capital bancaire c'est-à-dire ce capital-argent qui se transforme ainsi en capital industriel, je l'appelle 'capital financier'. Le capital financier est donc un capital dont disposent les banques et qu'utilisent des industriels" (15).

138. On voit donc que l'élément nouveau par rapport aux écrits de MARX est l'interpénétration des différentes formes du capital. Dans les modes de production précapitalistes, la forme marchande a dominé ; puis au cours du développement du mode

de production capitaliste, la forme industrielle a nettement dominé ; actuellement la tendance est à la domination de la forme financière.

Cette évolution met l'accent sur la généralité de la formule $A \rightarrow M \rightarrow A'$.

B 2- La conception non marxiste du capital

139. Si nous avons choisi de regrouper toutes les définitions non marxistes du capital, en dépit des interminables controverses auxquelles elles ont donné lieu, c'est qu'il nous a semblé que la plupart de ces définitions reposent sur les mêmes fondements, la même analyse. On peut dire que, dans l'ensemble, les auteurs qui les défendent estiment que le capital est un ensemble de moyens de production et de moyens d'acquisition, en liaison avec le processus de production, c'est-à-dire un ensemble d' "objets" particuliers, ayant des caractères spécifiques existant à un moment donné.

140. De ce fait, le capital n'est absolument pas lié à un contexte social particulier. Il est nécessaire à la production, il a même pour certains une productivité ⁽¹⁶⁾ ; il est donc de tous les systèmes et tout à fait indépendant de la nature des rapports sociaux existants.

141. Ces diverses théories du capital divergent uniquement sur des problèmes de limite du capital ; quels types de biens constituent-ils du capital, quels sont les critères de détermination des biens-capitaux, etc... Autrement dit, les discussions auxquelles elles donnent lieu sont d'ordre empirique et ne remettent pas en cause l'analyse de la nature même du capital. Nous présenterons ces théories à travers trois auteurs, choisis parce qu'ils nous ont semblé représentatifs de trois types de développement sur le capital (mais les types de développement sont innombrables tout en se résumant en une formule unique) ; également les discussions autour de leurs conceptions

constituent une bonne approche à la notion de patrimoine.

Irving FISHER

142. Nous commençons par cet auteur, car sa définition du capital est généralement considérée comme la plus large qui soit.

FISHER définit le capital par rapport à la notion de richesse ; il s'agit de la richesse au sens très large : tout ce qui contribue au bien-être de la communauté. Le capital est un stock de richesse à un instant donné. Nous reviendrons plus loin sur la conception fishérienne de la richesse. Pour l'instant, ce qui retient notre attention, c'est la définition très extensive que l'auteur donne du capital. Il précise d'ailleurs lui-même que si l'on voulait avoir une vue complète du capital, il faudrait une photographie instantanée de la richesse.

"Ce tableau nous montrerait des trains en marche chargés de viande, d'œufs et de lait, des cargaisons de poissons, d'épices, de sucre, aussi bien que le contenu des gardes-mangers privés, des coffres pleins de glace et des celliers pleins de vin" (17)...

143. Cette énumération fort longue s'achève sur l'huile des bidons ou des lampes, qui serait également un élément du tableau instantané du capital.

Mais tout cela constitue un ensemble très hétérogène qu'il est cependant possible de ramener une masse homogène par la valeur, et il propose d'appeler également capital la valeur (monétaire) d'un stock quelconque de richesse. Il faut donc distinguer entre les biens-capital mesurés par différentes unités appropriées, et la valeur-capital mesurée de manière uniforme.

144. Cette définition se réfère, et FISHER le précise lui-même, à la pratique des affaires, c'est-à-dire à la façon dont les hommes d'affaires entendent le capital. Cette conception,

note FISHER, coïncide également avec l'usage dit populaire qui considère qu'accumuler des biens physiques ou de la monnaie, c'est "capitaliser" ; de même vivre de ressources précédemment accumulées, c'est "vivre de son capital". Dès lors, tout individu a un capital et peut donc dresser un "compte-capital". FISHER se pose à ce propos la question de savoir si l'individu ne fait pas partie lui-même de ce capital, et en définitive il n'exclut pas les personnes du champ du capital.

145. Le capital est défini également par rapport au revenu. La richesse est destinée à rendre des services. Un mouvement de services pendant une certaine période définit le revenu.

"Un stock de richesses existant à un certain moment précis porte le nom de capital. Un mouvement de services pendant une certaine période de temps porte le nom de revenu. Ainsi une maison d'habitation qui existe présentement est un capital ; l'abri que fournit cette maison ou le loyer en argent qu'elle rapporte est son revenu" (18).

DOHM-BAWERK

Le capital, ensemble de produits intermédiaires.

146. Dans son ouvrage, "Théorie positive du capital", l'auteur, après une discussion sur les diverses analyses du capital, présente sa propre conception.

"Nous nommons en général capital un ensemble de produits servant de moyens d'acquisition de biens" (19).

C'est un concept très général qui correspond au capital lucratif ou encore capital privé.

147. Le "capital social" est un concept plus étroit puisque c'est

"un ensemble de produits servant de moyens pour acquérir des biens ayant une valeur au point de vue de l'économie

sociale, ou bien comme l'acquisition de ces biens n'a lieu que pour la production, un ensemble de produits destinés à servir à une production ultérieure ; ou enfin en peu de mots, un ensemble de produits intermédiaires" (20).

Le capital social est du capital productif.

148. L'originalité de BOHM-BAWERK reside précisément dans son analyse en termes de produits intermédiaires. Selon lui, l'essence du capital est que ce dernier couvre l'ensemble des produits intermédiaires qui interviennent au cours de ce qu'il appelle le "long détour" de production. Mais cette originalité est purement formelle, car l'auteur ne fait que reprendre des analyses communes ; il reconnaît lui-même que sa conception de "produits intermédiaires" constitue "une formule plus précise du concept de capital de SMITH". SMITH fait en effet la distinction entre capital d'économie privée qui est une source de revenu et capital national qui est un ensemble d'instruments de production.

149. L'identité de conception des deux auteurs apparaît encore plus nettement dans ce passage de l'ouvrage de BOHM-BAWERK.

"Le capital social n'embrasse que les moyens de production ; le capital privé comprend aussi une somme de moyens de jouissance ; ces quantités diverses de biens naturels exercent en outre une fonction économique différente, et quand à cela vient s'ajouter cette différence que le capital social est une catégorie 'purement économique' indépendante de toute règle juridique positive, tandis que tout capital considéré comme source de revenus, suppose un propriétaire, par conséquent un droit de propriété fondé 'historico-juridiquement', cela est précisément une seule et même des multiples distinctions et certes pas la distinction constitutive" (21).

Joseph SCHUMPETER : le capital, pouvoir d'achat

150. La relative originalité de SCHUMPETER par rapport

aux autres théoriciens non marxistes du capital est qu'il s'est attaché d'une part à définir la fonction du capital, et d'autre part à tracer les limites institutionnelles du capital.

151. Le capital se définit par rapport à sa fonction.

Ce qui est important pour l'auteur, ce n'est pas tant de définir des "biens capitaux" que l'on regroupe sous le terme "capital", mais d'abord de rechercher les fondements de ce capital, c'est-à-dire de sa fonction :

"Le capital n'est rien d'autre que le levier qui permet à l'entrepreneur de soumettre à sa domination les biens concrets dont il a besoin, rien d'autre qu'un moyen de disposer des biens en vue de fins nouvelles, ou qu'un moyen d'imprimer à la production sa nouvelle direction" (22).

L'entrepreneur a besoin, pour produire, de moyens de production. Son capital va lui servir à acquérir ces moyens de production.

"La fonction du capital est de procurer à l'entrepreneur des biens qui doivent être employés productivement" (23).

152. Cette fonction du capital s'oppose à celle des "biens concrets". Les biens concrets ont une fonction purement technique dans le processus de production. Le capital se distingue des biens de production ; il constitue un lien entre l'entrepreneur et ces moyens de production dont il a besoin pour produire. Tant qu'il n'y aura pas achat de moyens de production, le capital sera tout à fait indépendant de ces derniers.

153. Le fait d'assimiler dans certaines conceptions et également dans la vie quotidienne le capital aux moyens de production est une erreur. Cette assimilation n'a de sens qu'autant qu'on peut dire que le capital intervient dans la formation du bien, au même titre que "du charbon dans un rail d'acier ; c'est-à-dire que l'emploi du charbon est nécessaire à la production des

rails d'acier".

154. L'auteur considère cependant que comme les moyens de production peuvent se transformer en capital (par la vente), l'entrepreneur est amené à les appeler "elliptiquement" du capital. Mais c'est une simplification de la réalité. La démarche de SCHUMPETER qui consiste à analyser la fonction du capital s'apparente un peu à celle de MARY dont la mesure où ce dernier analyse le rôle du capital par rapport aux processus de production et de circulation. Il est inutile d'insister sur le fait que ces analyses sont fort différentes quant à leur contenu.

Les limites institutionnelles du capital

155. Le capital est " un fonds de pouvoir d'achat".

Mais en quoi consiste ce pouvoir d'achat ? Pour SCHUMPETER, cette question est assez secondaire dans la mesure où elle se ramène à des problèmes terminologiques, mais il est utile d'en débattre en raison de la confusion qui règne dans la théorie et dans la pratique au sujet du concept de capital.

156. Le capital consiste en monnaie et avoirs calculés en monnaie, c'est-à-dire en moyens de paiement. En réalité, le champ du capital est plus limité. Il serait erroné de penser que tous les moyens de paiement sont du capital. En effet, le capital est lié à l'évolution économique ; dans une économie sans évolution économique, il n'y a pas de capital. Ce que l'on entend généralement par capital ne l'est réellement que dans la mesure où on le rattache à l'activité de l'entrepreneur, "à la possibilité pour lui d'acquérir des moyens de production". Ne constituent du capital que les moyens de paiement qui remplissent une certaine fonction, celle de servir à procurer à l'entrepreneur des moyens de production.

"Nous définirons donc le capital comme la somme de monnaie et d'autres moyens de paiement, qui est toujours disponible pour être concédée à l'entrepreneur" (24).

157. SCHUMPETER rattache le capital à l'économie d'échange : "le capital est un agent de l'économie d'échange", mais son originalité à ce niveau est très nette quand il décrit d'ailleurs très rapidement le type d'économie où fonctionne le capital.

"Ce n'est qu'au sein d'économies privées que les moyens de paiement peuvent remplir leur rôle de capital".

Mais ceci reste au stade de l'affirmation et SCHUMPETER n'analyse pas davantage les liens entre le capital et l'économie privée.

158. Au niveau de l'entreprise, SCHUMPETER se réfère, tout comme FISHER, à la pratique des affaires pour définir le capital en tant que "concept de mesure". En réalité, selon l'auteur, le capital, pouvoir d'achat, correspond effectivement à la pratique. Si l'entrepreneur assimile les biens concrets au capital, c'est dans la mesure où il peut obtenir en échange de la monnaie ; il ne considère donc les biens que du "seul point de vue de leur pouvoir d'achat".

159. Mais comment mesurer ce capital de l'entreprise ? Le capital est-il l'actif ou le passif du bilan d'une entreprise ? A cette question, l'auteur répond : "Le capital ne figure jamais du côté actif du bilan". Pour un entrepreneur, le capital est toujours un passif même quand il lui appartient en propre. Mais le concept de capital de la comptabilité est trop restreint puisqu'il aboutit à distinguer du capital proprement dit des sommes qui ont le même rôle que lui ; aussi SCHUMPETER adopte-t-il une définition plus large : "Nous appellerons donc capital la somme de tous les postes passifs" (25).

160. Les théories du capital que nous venons de présenter ont en commun l'absence d'analyse du capital dans ses liens avec les rapports sociaux de production. Ces théories présentent cependant chacune un intérêt particulier. L'analyse de

BOHM-BAWERY est tout à fait représentative du courant marginaliste de productivité du capital : c'est par ailleurs la formalisation de l'analyse couramment admise du capital-moyens de production.

La définition du capital, selon Irving FISHER, présente une certaine originalité par rapport à la précédente dans la mesure où elle pousse au maximum l'assimilation du capital à une somme de valeurs d'usage. De plus, le fait qu'elle lie l'analyse du capital à celle de la richesse et du droit de propriété, la place au centre des débats sur la nature du patrimoine. La théorie de SCHUMPETER comporte également une originalité en ce sens qu'il tente de resituer le capital dans son contexte économique, sans toutefois aller jusqu'au bout de son analyse. Ces trois auteurs synthétisent donc bien les différents courants de l'analyse non marxiste du capital et donnent les soubassements théoriques des conceptions actuelles du patrimoine telles qu'elles apparaissent dans la pratique économique.

161. L'analyse qui précède a le mérite de nous éclairer quelque peu sur la confusion terminologique notée entre patrimoine, richesse, fortune, et capital. C'est qu'en fait patrimoine, richesse, fortune sont étroitement liés au concept de capital ; toutes les discussions non marxistes sur la nature du capital et surtout sur les composantes du capital se retrouvent à propos du contenu de ces trois termes. Les définitions que l'on en donne sont parfaitement cohérentes avec la conception non marxiste du capital car elles cherchent en définitive à mesurer une accumulation des biens de différentes sortes qui existent, en prétendant faire abstraction des rapports de production établis.

Ceci nous confirme donc que les distinctions patrimoine, richesse, fortune sont de peu d'intérêt puisque ce ne sont que des variantes de la même conception du capital considéré comme un stock de biens physiques et financiers. Dès lors le patrimoine apparaît comme un stock qui n'est autre que le résultat de l'accumulation nette de capital.

NOTES ANNEXES AU CHAPITRE I

1. Dans "De la nature du capital et du revenu" Irving FISHER (Editions Giard et Brière).
2. I. FISHER quand il analyse la richesse d'un individu n'hésite pas à y inclure sa propre personne.
3. Ouvrage cité à la note 1, chapitre 2, page 25.
4. Idem, page 29.
5. Idem, page 48
6. Dans "Le Capital" Livre 3 T I S I, chapitre I page 49 (Editions Sociales).
7. Idem (page 50)
8. Dans "Le Capital" Livre I, S2, chapitre 5 (Editions Garnier Flammarion).
9. Dans "Le Capital" Livre 3, T I, page 339 (Editions Sociales).
10. Idem, page 282.
11. Idem, page 330.
12. Voir notamment : "Le Capital financier" Rudolf HILFERDING (Editions de Minuit).
13. Voir l'ouvrage "L'impérialisme stade suprême du capitalisme". LENINE - Editions du Progrès.
14. Idem, page 35
15. Définition due à HILFERDING et citée par LENINE dans "L'impérialisme" pages 57-58.
16. Théorie de la productivité marginale du capital et de l'imputation (J. B. CLARK et Von WIESER notamment).
17. Dans "De la nature du capital et du revenu", chapitre V, page 81 (Editions Giard et Brière).

18. Idem, page 63.
19. Dans "Théorie positive du capital" (B. BAWERK) Livre I, page 71.
20. Idem
21. Dans "Théorie positive du capital" Livre I, page 163.
22. Dans "Théorie de l'évolution économique" J. SCHUMPETER (Editions Dalloz) page 389.
23. Idem, page 391.
24. Idem, page 397.
25. Idem, page 407.

CHAPITRE II

CONCEPT DE PATRIMOINE ET COMPTABILITE SOCIALE

162. Le problème qui se pose maintenant est celui de l'intégration du concept de patrimoine dans la comptabilité sociale. La comptabilité sociale, telle qu'elle existe, utilise des concepts et une méthodologie particulièrement adaptée à l'analyse des flux. L'intégration du patrimoine peut-elle se faire en conservant les cadres existants ? En d'autres termes ces cadres et méthodes sont-ils adaptables ou y-a-t-il incompatibilité entre l'un et les autres ?

163. Que mesure le concept de patrimoine ?

Le patrimoine mesure la différence entre les actifs d'une entité économique et ses passifs à l'égard des tiers à un moment donné, c'est-à-dire sa valeur nette.

A. Le patrimoine national

164. Dans le cas d'une nation, le patrimoine national mesure les ressources nettes de cette nation, une fois déduites ses dettes. Au niveau national, les tiers sont représentés par le reste du monde, le reste du monde regroupant les agents extérieurs avec lesquels cette nation entretient des relations économiques.

Par ailleurs, à l'intérieur du cadre national, les différents agents économiques ont des relations financières aboutissant à des créances et dettes qui s'annulent normalement quand on les regroupe. On a donc :

Valeur nette nationale = actifs non financiers + Solde des
créances et des dettes de la nation par
rapport au reste du monde.

Ceci montre clairement que le calcul du patrimoine national implique une division de l'économie nationale en agents économiques d'une part, et d'autre part la délimitation de l'économie nationale.

a) Le découpage de l'économie en agents est forcément arbitraire, mais nécessaire.

165. On peut proposer plusieurs types de découpage, plus ou moins valables. Le problème c'est que chaque découpage est fait dans un but particulier et a donc obligatoirement des limites. Il convient de ne les considérer que comme des outils d'analyse, la réalité étant en général beaucoup plus complexe qu'ils ne le laissent penser. Mais ces outils sont indispensables, car il n'est pas possible de saisir une quelconque réalité nationale directement et globalement. L'information est en général parcellaire, et il est préférable de la regrouper en sous-ensembles pour mieux la contrôler avant d'en tirer un agrégat national.

166. La division de l'économie en agents économiques regroupant des unités dites institutionnelles ⁽¹⁾, ayant des caractères et des comportements en principe homogènes, est adéquate et utilisée par les comptes nationaux de tous les pays. Elle varie peu d'un pays à l'autre :

- Les sociétés et quasi-sociétés non financières regroupent les unités dont la fonction principale est de produire des biens et services marchands non financiers.

- Les ménages regroupent les unités dont la fonction principale est la consommation (2).

- Les administrations publiques dont la fonction principale est l'administration centrale et locale.

- Les administrations privées qui sont des organismes sans but lucratif, en général au service des ménages.

- Les institutions financières qui comprennent les banques, compagnies d'assurances et autres intermédiaires financiers dont les buts sont de financer et d'assurer.

- Entre ces différents groupes se posent des problèmes de frontières qui ne sont pas toujours faciles à résoudre, dans le détail desquels nous ne rentrerons pas ici.

- Enfin, le reste du monde qui n'est pas un agent économique dans la mesure justement où il est tout à fait hétérogène quant à sa composition et où il ne représente l'extérieur qu'autant qu'il a des relations avec la nation. L'existence et le rôle de cet "agent marginal" pose déjà la question des limites de l'économie nationale.

b) Délimitation de l'économie nationale.

167. Le problème de la délimitation de l'économie nationale se pose en ces termes : quelles sont les unités économiques à prendre en compte dans l'économie nationale ? La réponse à cette question implique que l'on ait adopté un critère de choix pour ces unités. On distingue généralement deux

types de critères :

168. - Le critère territorial ; dans ce cas, les unités à prendre en compte sont celles qui se trouvent sur le territoire du pays quelle que soit leur nationalité.

169. - Le critère de la résidence ⁽³⁾ ; les unités adéquates sont les unités résidentes, ces dernières étant définies par le SEC comme "celles qui ont un centre d'intérêt sur le territoire économique de ce pays".

170. Il est évident que l'application de l'un quelconque de ces critères pose des problèmes précis et quelquefois difficiles à résoudre, notamment pour les cas marginaux (touristes, militaires...), que nous n'aborderons pas ici. Cependant, le critère de résidence est admis actuellement dans le système des Nations-Unies (SCN), dans le SEC ainsi que dans la plupart des pays ; nous devons donc voir de plus près ce qu'il implique quant au patrimoine national.

c) Patrimoine national et critère de résidence.

171. Le SEC donne les limites matérielles du territoire économique ⁽⁴⁾ pour permettre de régler les cas marginaux, et définit le centre d'intérêt d'une unité économique par le temps (un an ou plus) pendant lequel cette unité économique opère sur le territoire économique du pays. Par ailleurs, le SEC définit la notion de résidence fictive ⁽⁵⁾ qui consiste à retenir certaines opérations d'unités non résidentes dans la mesure où elles se passent sur le territoire économique du pays.

172. Si l'on adopte le critère de résidence, le patrimoine national c'est le patrimoine des unités résidentes, compte tenu de leurs relations avec le reste du monde ; le reste du monde groupant les unités non résidentes qui ont des relations économiques avec les unités résidentes.

173. En principe, ceci ne pose pas de problème particulier, les unités résidentes étant facilement repérables, bien qu'il puisse y avoir des cas marginaux difficiles à résoudre. Par contre, en ce qui concerne les unités résidentes fictives, il en est autrement, même au niveau des principes. Les unités résidentes fictives étant des parties d'unités non résidentes qui ont un centre d'intérêt sur le territoire économique du pays, c'est-à-dire qui effectuent des opérations économiques pour une période d'un an ou plus, et des unités non résidentes qui sont propriétaires de terrains ou de bâtiments existant sur le territoire économique du pays, pour les seules opérations sur ces terrains et bâtiments, dans quelle mesure peut-on intégrer leur patrimoine dans le patrimoine national ?

174. Dans le premier cas, bien qu'on puisse discuter sur la "nationalité" des unités institutionnelles prises en compte, il paraît logique d'intégrer leur patrimoine dans le patrimoine national puisqu'elles exercent leur activité de façon durable sur le territoire économique du pays. Si l'on voulait aller plus loin en estimant que le patrimoine national est le reflet de la puissance économique d'une nation, donc n'y inclure que les patrimoines des nationaux, cela reviendrait à opter pour le critère national. Mais alors resterait à résoudre le problème : à partir de quand une unité institutionnelle est nationale ? Dans le cas des entreprises, on risquerait d'être entraîné dans des discussions sans fin sur la nationalité d'une entreprise, étant donné l'importance de plus en plus grande des entreprises multinationales. On serait de toute façon obligé d'adopter des conventions.

175. Dans le second cas, on peut également se poser des questions ; la comptabilité nationale traite les opérations sur terrains et bâtiments existants appartenant à des unités non résidentes ; doit-on inclure ces terrains et bâtiments dans le patrimoine national ?

176. Prenons un exemple : un ménage non résident possède un terrain en France. Les opérations relatives à ce terrain (location) sont retracées par la comptabilité nationale française ; elles donnent lieu à des flux de revenus qui affectent les agents résidents. Mais ce terrain fait-il partie du patrimoine national français ? Si l'on considère la valeur nette de la nation comme les ressources nettes dont elle dispose vis-à-vis de l'extérieur, le fait d'y inclure ce terrain fausse la signification de l'agrégat. Ne pas l'inclure revient d'un point de vue statistique à recenser tous les terrains avec la nationalité de leurs propriétaires, et nous retrouvons le problème évoqué pour le premier cas. Mais même s'il était possible d'élaborer une telle statistique, il est fondamental de sauvegarder la cohérence du système comptable et de conserver les règles adoptées dans les comptes de flux.

177. La notion de résidence fictive est-elle compatible avec le concept de patrimoine ?

La réponse est négative si l'on a adopté une conception du patrimoine dominée par la propriété ; la propriété nationale est d'abord la propriété des nationaux. Par contre si l'on a opté pour une conception du patrimoine liée au potentiel de capital productif, la résidence fictive s'avère tout à fait compatible. Dans ce cas comme dans l'autre la contrainte de cohérence entre les comptabilités de patrimoine et de flux s'impose et il semble difficile d'élaborer ces deux comptabilités sur des bases conceptuelles différentes.

178. La prise en considération de la résidence fictive entraîne des conséquences sur le patrimoine, plus précisément c'est le problème de la frontière entre le patrimoine national et celui du reste du monde qui est posé :

- si une unité résidente fictive a une créance sur une unité non résidente, cette créance va augmenter l'actif de la

nation et augmenter le passif du reste du monde.

- si une unité résidente fictive possède des biens physiques sur le territoire économique du pays, ces biens font partie du patrimoine du pays. Ceci conduit à considérer comme partie intégrante du patrimoine national, des biens physiques situés sur le territoire national mais appartenant à des étrangers. Nous aurons à revenir plus en détail sur ce point dans le courant du chapitre III.

B. Patrimoine d'un agent : les entreprises (sociétés et quasi-sociétés non financières).

179. Nous nous attacherons ici à définir le patrimoine des entreprises puisque nous avons choisi de traiter plus particulièrement de cet agent. Mais avant de discuter de la signification et de la mesure du concept de patrimoine au niveau de l'agent entreprises, il est nécessaire de préciser ce que l'on entend par entreprises.

B 1- Les limites de l'agent

180. Dans le système actuel de comptabilité nationale (base 1959/62), les entreprises non financières comprennent deux types d'entreprises distinguées d'après leur mode d'imposition :

- Les sociétés qui sont des entreprises publiques ou privées imposées selon l'impôt sur les sociétés (IS).

- Les entreprises individuelles qui sont des entreprises privées imposées selon l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) soit d'après le régime du forfait (entreprises au forfait), soit d'après leurs bénéfices réels (entreprises au bénéfice réel).

181. Cette classification des entreprises est d'origine fiscale et non juridique puisque certaines sociétés, au sens juridique du terme (SARL, Sociétés de personnes), optent pour l'impôt sur le revenu (IRPP). Il reste que le critère purement fiscal

n'est pas satisfaisant ; par exemple, le groupe des entreprises individuelles imposées à l'IRPP selon leurs bénéfices réels est tout à fait hétérogène. Les entreprises individuelles ont toujours posé un problème d'analyse aux comptables nationaux : les entrepreneurs individuels sont saisis par la comptabilité nationale en tant que ménages et en tant qu'entrepreneurs. Ces deux activités sont intimement liées voire même confondues.

182. On cite généralement le cas de l'entrepreneur individuel possédant une automobile utilisée aussi bien dans sa fonction de producteur que dans sa fonction de consommateur (ménage). La comptabilité nationale française a résolu jusqu'ici ce problème en partageant fictivement l'entrepreneur individuel en deux et en le rattachant à l'agent entreprises pour sa première fonction et aux ménages pour la seconde. Ce partage fictif n'est pas du tout satisfaisant et en plus est difficile, car on est amené à adopter des règles de ventilation tout à fait forfaitaires. D'un point de vue théorique, cela aboutit à considérer comme homogène (agent entreprises) des unités ayant en général des comportements fort différents, notamment en matière financière. Ceci explique que la solution adoptée dans le nouveau système de comptabilité nationale français (SECN) soit toute autre (6).

183. Le SEC inclut dans le secteur sociétés et quasi-sociétés non financières toutes les sociétés privées et publiques au sens juridique du terme ainsi que certains organismes assimilés^(7a) et également les quasi-sociétés non financières, c'est-à-dire des entreprises individuelles qui bien que n'ayant pas l'autonomie de décision, disposent d'une comptabilité complète et sont très importantes sur le plan local. On admet donc que ces entreprises individuelles ont un comportement économique et financier qui s'apparente à celui des sociétés de capital.

184. Le SECN a adopté une solution légèrement

différente de celle du SEC. En effet les comptables nationaux français ont décidé d'appliquer le critère juridique au sens strict (8).

185. Autrement dit toutes les entreprises individuelles c'est-à-dire "les unités de production qui sont gérées par un individu pour son propre compte" ont été classées avec les ménages. Il n'a pas paru nécessaire de donner un traitement spécial aux entreprises individuelles de grande taille, car l'expérience a montré que ces dernières, quand elles existent, sont rapidement transformées en sociétés. D'autre part elles représentent un pourcentage très faible (moins de 1 % en 1966) par rapport à l'ensemble des entreprises importantes.

186. Cette solution représente incontestablement une amélioration par rapport à celle de la base 1959/62, dans la mesure où il est statistiquement prouvé que les entreprises individuelles sont le plus souvent de faible taille. Mais il est non moins certain que nombre d'entreprises individuelles acquièrent de facto une certaine autonomie de décision par rapport au chef de ménage. Il suffit pour cela qu'elles soient dépendantes d'autres entreprises de par leur activité. C'est alors l'appartenance à ce secteur d'activité qui prime au moment des grandes décisions. Par ailleurs l'homogénéité des comportements qui préside au classement des agents n'est plus respectée.

187. Donc la solution retenue par le SECN ne résoud pas pleinement le difficile problème de la limite entre entreprises et ménages, mais peut-être est-ce le concept de ménages lui-même qui n'est pas adapté... Cependant cette solution semble conforme à ce que l'on peut considérer comme une évolution probable des entreprises françaises, c'est-à-dire la diminution en nombre et en part de chiffre d'affaires des entreprises familiales.

188. Une autre innovation du système 71 est d'inclure

dans les sociétés et quasi-sociétés non financières un ensemble d'organismes sans but lucratif (7b). A titre d'exemple on peut citer les sociétés de courses et les syndicats patronaux. Si l'on compare à la base 59/62, les entreprises en tant qu'agents rétrécissent leur champ par rapport aux ménages mais l'élargissent par rapport aux administrations privées ; ceci se va pas sans soulever des problèmes conceptuels importants (7c).

189. Si l'on admet ces nouvelles conventions de délimitation du champ de l'agent entreprises, comment définir le patrimoine de cet agent ?

B 2- Patrimoine et entreprise (9)

190. Une question préliminaire se pose : une entreprise peut elle avoir un patrimoine ?

Quand il s'agit d'une entreprise individuelle, il y a bien évidemment confusion entre patrimoine de l'entreprise et patrimoine du ménage correspondant. Quand il s'agit d'une société, le patrimoine défini est-il vraiment celui de la société ? N'est-il pas plutôt celui des actionnaires, seuls propriétaires du capital de la société ?

Cette dernière solution est celle retenue par J.M. HICKS (10). Il estime en effet que l'actif net des sociétés est nul puisque ces sociétés sont la propriété des actionnaires. Nous ne le suivons pas sur cette voie. Une société est juridiquement propriété de ses actionnaires, mais ce titre de propriété n'acquiert de sens qu'au cas de liquidation de la société, dans ce cas seulement il y a partage du patrimoine entre les actionnaires, après paiement des créanciers. C'est une situation extrême qui intervient dans des circonstances très particulières, et en principe une seule fois si l'on considère toute la vie d'une entreprise.

191. En admettant qu'un patrimoine peut être affecté à une entreprise, on peut définir ce patrimoine comme la différence entre ses avoirs et ses engagements envers les tiers,

y compris le reste du monde, c'est-à-dire sa valeur nette. Cette définition est purement comptable ; en réalité le patrimoine d'une entreprise a une signification plus large. Le patrimoine d'une entreprise donne une mesure des fondements financiers de cette entreprise. C'est en effet lui qui se trouve à la base de l'exploitation et de la gestion de l'entreprise, donc de sa croissance. De son patrimoine, l'entreprise dégage les flux nécessaires au financement de son capital productif, donc de sa production. C'est donc la source du financement de la production.

192. Mais le patrimoine est également le résultat de l'accumulation du capital dans l'entreprise ; c'est donc la source du profit dont la recherche est à la base de la production capitaliste. Le patrimoine de l'entreprise est à la fois le point de départ du cycle productif et son aboutissement. Il traduit donc son potentiel productif à un moment donné. Mais ce n'est là qu'une face de la valeur nette.

193. Le patrimoine d'une entreprise constitue la garantie de l'entreprise vis-à-vis des tiers. L'entreprise est propriétaire de certains biens de différentes natures qui ont chacun une valeur. Mais ce qui intéresse les tiers c'est la valeur de l'entreprise, c'est-à-dire ce qu'elle représente dans une perspective donnée, en général dans les conditions du marché au moment où l'on se situe. Les tiers concernés par la valeur de l'entreprise sont en premier lieu les prêteurs, qu'il s'agisse d'organismes financiers, de l'Etat, des particuliers, ou tout simplement des actionnaires ; mais il peut également s'agir de concurrents ou même d'acquéreurs dans une perspective de liquidation. Dans ce dernier cas, le patrimoine ne pourra être qu'une base de discussion entre négociateurs, une expertise étant le plus souvent nécessaire.

194. Parallèlement, le patrimoine mesure le poids économique d'une entreprise, que ce soit à l'intérieur de l'ensemble des entreprises ou à l'intérieur d'un secteur. La valeur

cette est un agrégat qui synthétise la politique de croissance, la gestion, le financement, elle permet donc d'apprécier une entreprise dans son contexte. Le patrimoine étant à la base du processus de production, mais également de la politique d'investissement avec des possibilités de prises de participation, il est un indice de la puissance économique de l'entreprise. Plus une entreprise aura un patrimoine élevé, plus elle sera en mesure d'investir, de conquérir des marchés, d'absorber d'autres entreprises. La croissance du patrimoine va de pair avec l'accroissement du pouvoir de l'entreprise dans son secteur, dans son groupe, si on suppose les autres facteurs constants.

Patrimoine des entreprises.

195. Parler du patrimoine des entreprises pose un double problème d'agrégation : agrégation institutionnelle et agrégation fonctionnelle.

196. Le problème de l'agrégation institutionnelle, agrégation concernant les unités institutionnelles, sociétés et quasi-sociétés non financières a déjà été résolu. En effet quand on a délimité le champ des entreprises par rapport aux ménages et aux administrations privées, on a du même coup agrégé les unités élémentaires que sont les entreprises en adoptant comme critère leur statut. Mais cette agrégation n'est pas qu'institutionnelle, car implicitement pour construire cet agrégat on a dû se référer à certaines fonctions, notamment la production considérée comme la fonction principale des entreprises. C'est en particulier cette référence à la production qui préside au premier partage entre entreprises et ménages. Par contre c'est la référence explicite au statut juridique qui a permis d'exclure les entreprises individuelles de l'agrégat entreprises pour constituer le sous-agrégat sociétés et quasi-sociétés non financières.

197. Le problème de l'agrégation fonctionnelle a en partie été résolu ; la fonction est ici le patrimoine. En réalité

on ne peut pas considérer le patrimoine comme une fonction, mais plutôt comme le résultat d'une fonction : l'accumulation ; l'accumulation étant la variation du patrimoine au cours d'une période donnée. Ici également, l'agrégation selon la seule fonction n'a pas beaucoup de sens et nous avons été amenés à nous référer à deux niveaux institutionnels puisque nous avons défini le patrimoine national d'une part et le patrimoine d'une entreprise d'autre part.

198. Le vrai problème est donc celui du croisement institutionnel/fonctionnel au niveau d'agrégation intermédiaire des sociétés et quasi-sociétés. La contrainte institutionnelle impose de définir le patrimoine du secteur sociétés et quasi-sociétés non financières par rapport à celui des autres secteurs institutionnels y compris le reste du monde. La contrainte fonctionnelle impose d'opérer une consolidation à l'intérieur des sociétés et quasi-sociétés non financières. Mais sur quelle base doit s'opérer cette consolidation ?

199. Nous avons jusqu'ici admis la société ou la quasi-société comme l'unité institutionnelle de base. C'est la conception du SEC et du SECN. Ceci est normal car dans la logique de ces deux systèmes, la société dispose à la fois d'une comptabilité complète et de l'autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale, la production. Il est vrai en effet que la plupart des sociétés disposent d'une grande autonomie en matière de production, même quand elles appartiennent à un groupe financier. En est-il de même en matière financière et partant en matière de patrimoine ? En d'autres termes quelle est l'unité institutionnelle à prendre en considération quand on s'intéresse au patrimoine des entreprises ? Nous aurons à étudier ce point particulier dans la seconde partie.

200. Dans le premier chapitre de cette étude, on s'est attaché à définir le concept de patrimoine dans ses liaisons avec le concept de capital. Puis on est parvenu (chapitre 2) à

une conception du patrimoine national dont on a cherché à préciser la nature. Mais le patrimoine national est un agrégat et en tant que tel il présente les mêmes inconvénients que tous les agrégats : il est global et de ce fait même, peu significatif. Il est affecté d'une large marge d'interprétation. En effet, soit un pays qui a un patrimoine de X unités monétaires ; ce patrimoine peut être considéré comme élevé, par exemple, mais cela signifie-t-il :

- que ce pays est très développé ?
- qu'il est largement créditeur par rapport à ses partenaires ?
- qu'il est non développé, mais dispose d'importantes ressources naturelles ?
- que c'est un pays exploiteur, un pays puissant, ou encore un pays dominé ?

201. On voit que la marge d'imprécision est grande. Ainsi, il n'est pas plus parlant de dire qu'un pays a un revenu national de Y que de dire qu'un pays a un patrimoine de X . Pour ce qui est du revenu, pour donner un sens à l'indication chiffrée simple, on est amené à la rapporter à la population entière (revenu par tête), à des groupes socio-professionnels (revenus des commerçants, des artisans...) ou encore à des agents économiques (revenu des ménages). Mais même en opérant ces distinctions, il n'est pas certain que le résultat atteint soit très significatif. Ainsi l'utilisation principale du revenu par tête est de faire des comparaisons de niveaux de développement entre pays. Or, pour ce faire, on est obligé de supposer "toutes choses égales d'ailleurs", ce qui revient à considérer le problème en partie résolu ; ceci enlève une bonne partie de son intérêt à cet instrument. En réalité, il faudrait pouvoir tenir compte de tout le contexte socio-politique, ce que ne rend pas possible un agrégat.

202. Ces difficultés sont accrues dans le cas du patrimoine, résultat très composite comme nous le verrons plus loin. Même en rapportant le patrimoine national à la population, il reste qu'un patrimoine donné peut être la résultante de combinaisons tout à fait différentes qu'il ne peut absolument pas refléter. Si la mesure du patrimoine est une donnée d'analyse tant au niveau national que pour un agent économique, le patrimoine, valeur nette, ne doit pas être dissocié de sa structure, c'est-à-dire de son contenu. Car seule la structure du patrimoine peut vraiment donner tout son sens à cet agrégat.

Dans le chapitre qui suit, on s'attachera à définir la comptabilité patrimoniale, ses problèmes, ses fonctions.

NOTES ANNEXES AU CHAPITRE II
=====

1. Selon le système européen de comptes intégrés (SEC)
(SEC pages 23 et suivantes).

Une unité résidente est dite institutionnelle si elle dispose d'une comptabilité complète et si elle jouit d'une autonomie complète de décision dans l'exercice de sa fonction principale.

La "comptabilité complète" signifie que cette unité dispose de documents comptables où apparaît la totalité de ses opérations, économiques et financières, effectuées au cours de la période de référence des comptes, et d'un bilan de ses actifs et de ses passifs.

L' "autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale" signifie que cette unité décide dans le cadre structurel qui lui est propre de l'affectation de ses ressources courantes, en capital et financières.

Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels (ou secteurs) qui ne sont autres que les traditionnels agents de la comptabilité nationale française (base 62).

2. En réalité les ménages ont trois fonctions :

- la consommation qui est la plus importante, puisque les ménages regroupent des individus en tant que tels ; or tous les individus consomment.

- l'épargne est une fonction résiduelle par rapport à la consommation mais cette fonction n'est pas négligeable, puisque si l'on applique l'analyse keynésienne au sens strict, les ménages sont en définitive les seuls épargnants (épargne = non consommation).

- La production est une fonction secondaire des ménages

dans la mesure où en tant qu'entrepreneurs individuels ils participent à la production des biens et services marchands non financiers.

Le SEC définit les différents secteurs institutionnels selon leurs fonction et ressource principales.

Le tableau qui suit (tiré du SEC page 27) donne pour les différents secteurs leur fonction principale et leurs ressources principales.

Secteur	Eléments représentatifs du comportement économique Fonction principale	ressources principales
Stés et quasi-Stés non financières S10	Produire des biens et services marchands non financiers	Recettes provenant de la vente
Institutions de crédit S40	Financer, c à d collecter, transformer et répartir des disponibilités financières	Fonds provenant des engagements contractés intérêts
Entreprises d'assurance S50	Assurer, c à d transformer des risques individuels en risque collectifs	Primes contractuelles
Administrations publiques S60	Produire des services non marchands destinés à la collectivité et effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales	Versements obligatoires effectués par les unités appartenant à d'autres secteurs et reçus directement ou indirectement
Administrations privées S70	Produire des services non marchands destinés à des groupes particuliers de ménages	Contributions volontaires effectuées par les ménages en tant que consommateurs et revenus de la propriété

Ménages	380	Consommer	Rémunération des facteurs
- en tant que		produire des biens	de la production ; trans-
consommateurs		et les services	faits effectués par les
- en tant		marchands non finan-	autres secteurs
qu'entrepreneurs		ciers	Recettes provenant de la
			ventes
Reste du monde 390		Ce secteur n'est pas caractérisé par une	
		tion et des ressources principales ; il re-	
		groupe les unités non résidentes dans la mesu-	
		re où elles effectuent des opérations avec	
		les unités institutionnelles résidentes.	

3. En principe on se réfère également au critère de la nationalité mais il ne peut s'agir de nationalité juridique car pratiquement il est impossible de faire la différence entre la production due à des étrangers et celle due à des nationaux. On est donc amené à parler de nationalité économique, critère qui s'applique aux unités économiques liées de manière permanente à l'économie considérées. En définitive ce critère de nationalité a fait place à celui de résidence, plus réaliste.

4. Par territoire économique, on entend :

- le territoire géographique à l'intérieur duquel les biens circulent en libre pratique

- les enceintes de zones franches, entrepôts et usines sous contrôle douanier.

- l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales sur laquelle le pays dispose de droits exclusifs.

- les enclaves territoriales, c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques).

- les gisements situés dans les eaux internationales en

dehors de la plate-forme continentale du pays, exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux aliénés précédents.

Les unités résidentes sont celles qui ont un centre d'intérêt sur le territoire économique. Le centre d'intérêt étant le fait pour l'unité d'effectuer des opérations économiques pour une période assez longue (un an ou plus) sur le territoire économique du pays (SEC page 22).

5. Par unités résidentes fictives, on entend :

- les parties d'unités non résidentes qui ont un centre d'intérêt sur le territoire économique du pays, c'est-à-dire qui y effectuent des opérations économiques pour une période d'un an ou plus.

- les unités non résidentes qui sont propriétaires de terrains et de bâtiments existants sur le territoire économique du pays, pour les seules opérations sur ces terrains et bâtiments. Les unités résidentes fictives, même si elles ne disposent que d'une comptabilité partielle, et quoiqu'elles ne disposent pas, en général, d'autonomie de décision, sont traitées comme des unités institutionnelles (SEC page 24).

Sur ce point le SECN (voir note 6) précise dans le cas d'unités institutionnelles ayant des centres d'intérêt sur plusieurs territoires économiques :

"Si le siège social d'une entreprise est situé à l'extérieur du territoire économique français, cette entreprise est non résidente. Supposons, qu'une entreprise non résidente exerce une partie de son activité pendant plus d'un an sur le territoire économique français, par le biais d'une succursale, d'un bureau de vente, d'un chantier de longue durée, ect...

S'il s'agit d'une entreprise non financière, cette partie de son activité est attribuée à une "unité résidente fictive"

qui sont traitées comme une unité institutionnelle : quasi-société non financière. (Véhicule. Version provisoire pages 32 et 33).

Sur le cas des termings et éléments existants le système 70 ajoute :

Si un ménage anglais achète une villa sur la Côte d'Azur on attribuera cet achat à une unité résidente, traitée comme une unité institutionnelle appartenant à l'économie nationale. Il peut y avoir dans ce cas création d'une unité résidente fictive.

6. On entend par système 71 ou SECN, le nouveau système de comptabilité nationale, en cours d'élaboration et qui constitue l'application à la France de système européen de comptes intégrés, avec comme année de base, l'année 1971. Ce système qui devrait être adopté dans sa forme définitive en 1976 est connu déjà dans ses grandes lignes. On se réfère ici au volume des méthodes intitulé : Système élargi de comptabilité nationale. Version provisoire janvier 1973.

7. a) Parmi ces organismes assimilés le SEC inclut "les organismes sans but lucratif servant les entreprises et dotés de la personnalité juridique, dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services marchands non financiers" (SEC page 28).

Il est précisé en note "y compris les organismes financés par des contributions volontaires ou des contributions obligatoires à caractère parafiscal, ces contributions étant assimilées à des achats de services marchands".

b) Le SECN s'est entièrement aligné sur le SEC en cette matière. En effet on considère que le secteur sociétés et quasi-sociétés non financières comprend des unités dont les ressources principales proviennent de la vente de leur production. Le prix relatif peut avoir diverses dénominations : prix de vente, prix

forfaitaire, redevance, tarif, péage, droit. En d'autres termes, quelle que soit la dénomination prise par ce prix, il est considéré comme étant la contrepartie d'un service vendu.

c) Que devient le concept de production après ces changements ? Il a dû être élargi de manière appréciable, la production est "l'activité socialement organisée, consistant à créer des biens ou des services à partir de facteurs acquis sur le marché". Dès lors tous les agents sont producteurs à titre principal sauf les institutions de crédit et les assurances, ce qui prête à discussion.

Il y a une évolution quant aux fondements théoriques du système de comptabilité nationale. Ainsi les fonctions principales ne sont plus la production et la consommation ; il y a une fonction dominante qui est la production et deux fonctions annexes, le financement et l'assurance. On semble se diriger vers l'idée selon laquelle tous les individus et les institutions participent à la production.

8. Les discussions furent assez vives entre les comptables nationaux lorsqu'il s'est agi de choisir entre le critère juridique (c'est la forme juridique adoptée par l'entreprise qui est déterminante) et le critère fiscal (c'est le type d'impôt auquel est assujettie l'entreprise, que ce type d'impôt ait été choisi ou lui ait été imposé par le fisc, qui est déterminant). Les deux critères présentent chacun des avantages et des inconvénients (voir à ce sujet la note INSEE 321/951 de J. E. CHAPRON).

9. Nous avons opté dans cette étude pour l'analyse du patrimoine de l'ensemble des entreprises. Mais il apparaît bien difficile de le faire sans se préoccuper du patrimoine au niveau de l'entreprise c'est-à-dire au niveau micro-économique. D'ailleurs la différence entre micro et macro est-elle si tranchée qu'il y paraît ? Il semble bien difficile de se cantonner

dans l'un de ces deux niveaux en faisant abstraction de l'autre. Un chef d'entreprise se préoccupe bien entendu de sa cellule économique mais il est bien rare qu'il n'ait pas les yeux rivés sur ce que l'on peut considérer comme un niveau intermédiaire, c'est-à-dire son secteur ou sa branche.

Parallèlement le macro-économiste se contente rarement d'agrégats calculés sur l'ensemble des entreprises, il est souvent amené à redescendre au niveau intermédiaire de la branche ou du secteur, quand ce n'est pas à un niveau encore plus fin.

S'il ne faut pas négliger les difficultés de passage de l'un à l'autre niveau (macro/micro), ces difficultés étant connues et explicitées, rien ne s'oppose, si les besoins de l'analyse nous y incitent, à effectuer ce passage.

10. Dans la publication du Ministère des Finances "l'actualité économique et financière à l'étranger" (mai 1948, page 3), J.R. HICKS affirme :

"Du point de vue de la propriété une société constituant simplement le moyen, pour un certain nombre d'individus, de détenir collectivement des biens de capital, l'équipement en capital de la société, une fois satisfaites d'autres obligations, appartient aux actionnaires". Puis il confirme ce point de vue lorsqu'il traite de l'évaluation : "... les actifs nets des sociétés sont naturellement égaux à zéro" (page 7).

CHAPITRE III

LA REPRESENTATION DU PATRIMOINE : LE COMPTE DE PATRIMOINE

203. Nous avons vu que le patrimoine national est un agrégat. Cet agrégat peut être étudié sous différents angles. Ainsi il pourra être utile d'analyser l'évolution dans le temps du patrimoine d'une nation, ou bien d'étudier la ventilation du patrimoine national par zones géographiques -on pourra parler de patrimoine régional- ou encore par agents économiques. Mais ces ventilations, pour intéressantes qu'elles soient n'enlèvent pas au patrimoine son caractère d'agrégat ; on saisit le patrimoine dans l'espace et/ou dans le temps, c'est-à-dire dans une perspective horizontale. Il faut s'attacher maintenant à saisir le patrimoine verticalement, c'est-à-dire dans sa composition, sa structure.

A. Présentation d'un compte de patrimoine

204. Irving FISHER dans son principal ouvrage (1) définit d'abord le capital par rapport à la richesse et à la propriété, puis explique sa notion de "compte-capital".

Le compte-capital est

"un état de la quantité et de la valeur de la propriété d'un propriétaire à un moment précis quelconque, ce compte se compose de deux colonnes : celle de l'actif et celle du passif".

205. Un propriétaire peut avoir des dettes envers des tiers ou d'autres obligations ; cet ensemble constitue son passif, il en est responsable vis à vis des tiers. Parallèlement ce propriétaire dispose d'un actif qui équivaut à ses droits de propriété, abstraction faite de ses charges. L'actif représente la valeur des espoirs futurs... L'actif est la propriété qui couvre le passif et la propriété qui l'excède, il comprend la personne même du propriétaire (1). L'actif doit donc être pris dans un sens très large ; même "une personne qui est réellement décidée à payer des dettes constitue elle-même un actif dans la mesure de sa bonne volonté" (2).

206. A l'actif on portera les "éléments" positifs du capital ; au passif les éléments négatifs. La somme algébrique de ces éléments constitue la balance capital ou capital net.

Un individu détient son actif mais "ne possède que la différence entre celui-ci et le passif", c'est-à-dire la marge de capital.

"L'état des rapports qui à n'importe quel moment existent entre l'actif, le passif et la marge de capital qui les sépare constitue ce que nous avons appelé le compte-capital" (3).

Le compte-capital de FISHER n'est donc rien d'autre qu'une représentation en termes d'actif et de passif du capital net, c'est-à-dire du patrimoine. On peut d'ores et déjà dire que ce compte-capital est un ancêtre du compte de patrimoine tel que l'envisagent les comptables nationaux à l'heure actuelle.

207. François PERROUX (4) se place lui au niveau de l'opposition entre flux et stocks. La comptabilisation en termes de flux enregistre les résultats d'une gestion, tandis que la

comptabilisation en termes de stocks relève un ensemble de biens et de droits à un moment donné.

Tandis que la comptabilisation en termes de flux est celle du revenu national et du produit, la comptabilisation en termes de stocks est celle, entre autres, du capital, de la fortune ou de la richesse, autrement dit "un bilan national".

"Un véritable bilan national (national balance sheet) présente l'actif et le passif, à un moment donné, des particuliers, de l'Etat, de l'économie productive, des banques et des organisations financières, des entreprises d'assurances, du secteur 'relations extérieures'. Il est le groupement en la forme d'un bilan privé des comptes en termes de stocks des groupements d'activités caractéristiques au sein d'une nation. Dans une comptabilité des flux sont éliminés les produits intermédiaires ; de même dans un bilan national, les engagements réciproques des nationaux s'annulent. Ainsi se dégage un solde patrimonial net qui -le patrimoine considéré étant éminemment composite- ne vaut que par l'analyse qu'il résume ou qu'il suscite" (5).

208. Cette définition de la comptabilité patrimoniale est tout à fait conforme à la conception des comptes nationaux actuels. Par rapport à celle de FISHER elle se dégage de la comptabilité d'entreprise pour intégrer les préoccupations de comptabilité sociale. Il reste cependant que la comptabilité patrimoniale est un reflet assez fidèle de la comptabilité du bilan d'entreprise dont elle tire ses fondements. Ainsi quand on définit le compte de patrimoine d'une nation comme l'état donnant à un moment donné l'inventaire de l'ensemble de l'actif, de l'ensemble du passif et de la valeur nette de cette nation, cette définition

pourrait fort bien s'appliquer à un bilan d'entreprise. Jusqu'où va cette similitude ?

Dans les deux cas la démarche est la même, on cherche à dresser un bilan des avoirs et des engagements à un moment donné. Nous reviendrons sur ce point plus loin.

209. Dans le système de comptabilité des Nations-Unies, il est précisé (§ 136) :

"ramené à sa plus simple expression, un compte de patrimoine indique pour un secteur ou un ensemble de secteurs comme l'économie nationale

= la valeur comptabilisée des actifs corporels, plus l'excédent des créances financières détenues à l'actif sur les dettes contractées au passif et

= la valeur nette du patrimoine du secteur.

A tout moment ces deux montants sont égaux".

210. Partant de cette définition générale on peut envisager un compte de patrimoine simplifié pour l'ensemble national, le patrimoine national étant obtenu par consolidation des comptes des agents. Il est cependant nécessaire de faire apparaître les comptes des différents agents. De plus nous avons défini le patrimoine national par rapport au reste du monde, le système pour être complet devra donc comprendre le compte du reste du monde. Ce point doit être précisé : à quoi correspond cette inclusion et comment doit-on l'envisager ?

211. Dans les comptes de flux, l'existence d'un compte du reste du monde est une conséquence de l'application du principe de la comptabilité en partie double. Dans la mesure où

on se trouve dans une économie non autarcique, les agents nationaux ont des relations avec le reste du monde et ces relations se traduisent par une comptabilisation dans les comptes de ces agents et également dans un compte particulier, celui du reste du monde.

212. Pour ce qui est de la comptabilité du patrimoine, il importe de tirer les conséquences du principe adopté pour les flux. Il ne peut donc s'agir d'élaborer un compte de patrimoine pour tous les pays extérieurs mais seulement de prendre en considération les pays ayant des relations avec le territoire économique national. Il ne peut s'agir non plus de faire un compte complet de patrimoine du reste du monde. Seuls sont intéressants les éléments de ce compte qui résultent des relations entre le territoire économique étudié et le reste du monde.

213. Quels sont ces éléments intéressants ?

Sur ce point les analyses peuvent diverger. Ainsi la solution retenue par Jack REVELL ⁽⁶⁾ est de considérer que le reste du monde à l'image des agents intérieurs a dans son patrimoine des actifs et passifs physiques et financiers. En d'autres termes il y a sur le territoire économique du Royaume Uni des actifs physiques appartenant à des étrangers, ces actifs physiques doivent être comptabilisés à l'actif du reste du monde. Parallèlement il y a dans le reste du monde des actifs physiques appartenant à des nationaux ; ils sont comptabilisés à l'actif des agents nationaux et au passif du reste du monde.

214. Selon REVELL le compte de patrimoine du reste du monde peut être décomposé en trois parties :

a) la contrepartie (contre écriture) dans le secteur du reste du monde des actifs et passifs à l'étranger des nationaux.

En d'autres termes quand les nationaux détiennent un actif (physique ou financier) dans le reste du monde, ce dernier apparaît au passif du reste du monde. Ceci explique que dans le tableau présenté en annexe (6) il y ait des actifs physiques au passif. A l'inverse les passifs des nationaux envers le reste du monde sont enregistrés à l'actif.

b) Les actifs et passifs dans le Royaume Uni des résidents étrangers (y compris les gouvernements étrangers et les organisations internationales). Ici on enregistre à l'actif, les biens physiques et financiers des résidents étrangers, c'est-à-dire leurs actifs physiques et leurs créances sur les résidents. A l'inverse au passif sont enregistrés les engagements du reste du monde envers les nationaux.

c) Le compte de patrimoine des entreprises étrangères dans la mesure où il affecte le Royaume Uni. Il s'agit là du compte d'entreprises étrangères qui sont sur le territoire britannique. Dans le tableau présenté en annexe (6) il apparaît que ces entreprises disposent d'actifs physiques sur le territoire britannique et bien entendu de créances sur les nationaux et de dettes envers ces nationaux.

215. Cette dernière composante de la balance du reste du monde prête à discussion. Jack REVELL en est conscient, puisqu'il dit lui-même ne pas être certain que ce soit la meilleure manière de présenter l'information (7). Le problème est de savoir s'il est possible que des non nationaux soient propriétaires d'actifs physiques situés sur le territoire britannique. Ce problème doit être examiné à la lumière du critère retenu pour délimiter la nation, c'est-à-dire le critère de résidence tel qu'il est défini par le SEC.

216. Il faut préciser que toutes les unités résidentes, c'est-à-dire celles qui sont rattachées à l'économie pour une durée de plus d'un an, font partie de l'ensemble national,

quelle que soit leur nationalité juridique. Leurs actifs physiques font donc partie intégrante du patrimoine national. Par ailleurs le SEC admet la notion de résidence fictive, en particulier dans le cas d'unités non résidentes propriétaires de terrains ou bâtiments existants.

Il semble logique d'appliquer ce même principe aux comptes de patrimoine, c'est-à-dire de considérer comme faisant partie du patrimoine national les actifs physiques appartenant aux unités résidentes ou résidentes fictives.

217. Cependant des cas particuliers peuvent se présenter, notamment celui des chantiers temporaires ⁽⁸⁾ ; on peut alors admettre l'existence d'actifs physiques appartenant à des unités résidentes et se trouvant à l'extérieur et inversement. Ces actifs physiques devraient alors faire partie des comptes de patrimoine des unités en question.

218. Mais comment doit-on enregistrer ces actifs physiques ?

En se référant au tableau 4 (annexe 6); il apparaît que J. REVELL considère ces actifs en tant qu'actifs physiques. Ces éléments d'actifs intervenant dans les relations économiques du pays avec le reste du monde, il nous semble plus intéressant de les comptabiliser en tant que droits du reste du monde sur l'ensemble national (et inversement) plutôt qu'en tant qu'actifs physiques.

Si on prend le cas d'un chantier étranger se trouvant sur le territoire national, il est clair que ce chantier est à la disposition de l'économie nationale qui en tire des biens ou des services ; par contre il est à l'origine de flux financiers au profit du reste du monde. Il nous semble donc plus correct de le traiter comme une créance du reste du monde sur l'économie nationale, ce traitement est d'ailleurs tout à fait compatible avec

celui proposé par les comptables nationaux dans les comptes de flux (voir note 8). Il ne devrait donc pas y avoir d'actifs physiques au compte du reste du monde.

219. Mais la présentation générale que fait J. REVELL du compte de patrimoine soulève d'autres objections. Le tableau ci-dessous (tableau 1) est une version résumée du compte de patrimoine du Royaume Uni pour l'année 1958 tel qu'il est présenté par l'auteur dans son ouvrage déjà cité ; c'est donc à partir de ce tableau que nous raisonnons.

220. Il nous semble que les règles d'équilibre couramment admises ne sont pas adoptées dans ce tableau.

Dans une économie quelle qu'elle soit, la règle d'équilibre du compte de patrimoine définie dans le SCN peut s'écrire :

$$(1) \text{ actifs physiques + actifs financiers = engagements + valeur nette.}$$

Tableau 1. Présentation simplifiée ; compte de patrimoine du Royaume Uni (1958). Source : J. REVELL.
(National Balance Sheet of United Kingdom).

Unité : million de livres	Ensemble des sec- teurs non compris le reste du monde	Reste du Monde	Total
ACTIFS			
Actifs physiques au Royaume Uni	63 891	1 506	65 397
Actifs physiques à l'ex- térieur	6 412	-	6 412
Total actifs physiques	70 303	1 506	71 809
Actifs financiers	103 051	13 462	116 513
Total actifs	173 354	14 968	188 322
Engagements			
Actifs physiques à l'ex- térieur	-	6 406	6 406
Autres engagements	103 051	11 379	114 430
Total engagements	103 051	17 785	120 836
Valeur nette	70 303	2 817	67 486
Total	173 354	14 968	188 322

Dans une économie fermée, les relations avec le reste du monde étant nulles, les flux financiers ne mettent en cause que des agents intérieurs (agents à la fois intérieurs et résidents). Quand on opère la consolidation des comptes d'agents, tout actif financier d'un agent étant un engagement pour un autre agent, il y a compensation complète entre actifs financiers et engagements (9) au niveau national. Pour le macro-agent "nation" l'égalité (1) devient donc :

(2) actifs physiques = valeur nette.

221. Dans une économie ouverte, les agents résidents ont des relations financières entre eux et également des relations avec le reste du monde. Si l'on présente le compte de patrimoine national en tenant compte seulement des agents résidents, l'égalité (1) sera toujours vérifiée car elle traduit un simple équilibre comptable. Par contre l'égalité (2) ne pourra être vérifiée car les actifs financiers n'équilibrent pas exactement les engagements. En effet, si l'on désigne par F la somme des actifs financiers des différents agents résidents, il est clair que F inclut une certaine quantité f d'actifs qui représente les créances des résidents sur le reste du monde. A l'inverse si l'on désigne par E l'ensemble des engagements des agents résidents, E inclut e c'est-à-dire les engagements des résidents envers le reste du monde.

$$F \neq E$$

Si $F > E$, cela signifie que la valeur nette nationale est supérieure aux actifs physiques (équation 1).

Le macro-agent nation est donc créancier du macro-agent reste du monde qui a une valeur nette négative (10).

A l'inverse si $E > F$, la valeur nette nationale est inférieure aux actifs physiques. Le macro-agent nation est débiteur du reste du monde ; la valeur nette du reste du monde est positive.

Quelle que soit la relation entre E et F, il est évident que l'équation (2) n'est pas valable.

222. Or dans le tableau de J. REVELL on constate, dans la colonne qui regroupe les secteurs résidents, qu'il y a égalité d'une part entre les actifs financiers et les engagements et d'autre part entre les actifs physiques et la valeur nette. Or on n'est manifestement pas en économie fermée puisque certaines relations avec le reste du monde apparaissent explicitement. Si ces relations existent, il est tout à fait anormal qu'elles ne perturbent pas l'équilibre des agents résidents quand on les considère seuls. Cet équilibre ne peut être maintenu que dans le cas où la valeur nette du reste du monde est nulle ; or il n'en est rien puisque le tableau fait apparaître une valeur nette du reste du monde égale à (-2817).

223. Si on complète, ce qui est normal, le compte de patrimoine de la nation en adjoignant aux comptes des différents agents résidents un compte du reste du monde, on peut alors faire apparaître le résultat de tous les flux financiers entre agents résidents et reste du monde. Dès lors tout actif financier d'un résident est un engagement d'un autre résident ou du reste du monde et inversement tout actif financier du reste du monde ne peut être par définition même qu'un engagement des nationaux. Autrement dit actifs financiers et engagements s'équilibrent globalement.

L'équation (1) devient :

(1') Actifs physiques des résidents + actifs financiers des résidents + actifs financiers du reste du monde = engagements des résidents + engagements du reste du monde + valeur nette des résidents + valeur nette du reste du monde.

Comme actifs financiers et engagements s'équilibrent globalement, l'équation (2) devient :

(2') actifs physiques des résidents = valeur nette des résidents + valeur nette du reste du monde.

⇒ (3) valeur nette des résidents = actifs physiques des résidents - valeur nette du reste du monde.

On voit que cette dernière équation correspond tout à fait à la définition couramment admise de la valeur nette nationale, définition que donne REVELL lui-même.

224. Or cette équation n'est absolument pas vérifiée dans le tableau présenté par l'auteur. En effet selon REVELL

"la valeur nette nationale est égale à la somme des actifs physiques situés sur le territoire plus la balance nette extérieure, c'est-à-dire la valeur nette du reste du monde dont on inverse le signe" (11).

Si on applique cette formule la valeur nette devrait être :

$$65\ 397 + 2\ 817 = 68\ 214$$

S'il en était ainsi il faudrait en conclure que cette valeur nette est totalement absente du tableau. On en arriverait donc à un compte de patrimoine qui ne ferait pas apparaître le patrimoine. En réalité il ne peut en être ainsi.

225. La valeur nette est un concept agrégeable. C'est une conséquence de l'adoption du critère de résidence et par suite de l'équation (3) :

!	Valeur nette nationale = valeur nette des résidents =	!
!	somme des valeurs nettes des différents agents résidents.	!

Mais c'est surtout une conséquence de la définition même de la valeur nette. Quand on détermine la valeur nette d'une catégorie d'agents, on élimine le résultat de toutes les relations qui se produisent à l'intérieur de cette catégorie pour ne laisser subsister que le résultat des relations avec les autres

catégories d'agents et le reste du monde.

226. Soit une catégorie d'agents A composée d'unités élémentaires du type A_i , i pouvant varier de 1 jusqu'à n . La valeur nette de chaque unité A_i comprend les actifs physiques de cette unité et le solde de ses actifs financiers et de ses engagements sur "l'extérieur". L'extérieur étant composé dans ce cas d'autres unités élémentaires de la catégorie A ou de toute autre catégorie.

Si l'on désigne par V_n la valeur nette, P les actifs physiques, F les actifs financiers et E les engagements, on peut écrire le système suivant :

$$V_{nA1} = P_{A1} + (F_{A1} - E_{A1})$$

$$V_{nA2} = P_{A2} + (F_{A2} - E_{A2})$$

$$V_{nAn} = P_{An} + (F_{An} - E_{An})$$

Ce système donne la valeur nette de chaque unité élémentaire de la catégorie A.

La valeur nette de l'ensemble de la catégorie A est obtenue en faisant la somme des différentes valeurs nettes élémentaires :

$$V_{nA} = P_{A1} + P_{A2} + \dots + P_{An} + (F_{A1} - E_{A1}) + (F_{A2} - E_{A2}) + \dots + (F_{An} - E_{An}).$$

$$V_{nA} = \sum_{i=1}^n P_{Ai} + \sum_{i=1}^n (F_{Ai} - E_{Ai})$$

quand on ajoute les différents soldes $(F_{Ai} - E_{Ai})$ certains actifs financiers se trouvent compensés par des engagements, et ce de manière automatique. Il ne subsiste que le solde des actifs financiers et engagements de A sur "l'extérieur" ; c'est-à-dire le résultat des relations financières de A avec les autres catégories d'agents y compris le reste du monde. On peut donc écrire :

$$V_{nA} = \sum_{i=1}^n V_{ni} = P_A + (F_A - E_A).$$

227. Si l'on considère maintenant que l'ensemble national comprend m catégories d'agents allant de 1 jusqu'à m , pour chaque catégorie d'agents on peut écrire l'équation de sa valeur nette ce qui donne un système du type :

$$V_{n1} = P_1 + (F_1 - E_1)$$

$$V_{n2} = P_2 + (F_2 - E_2)$$

$$V_{nm} = P_m + (F_m - E_m)$$

Dans ce cas, quand on fait la somme des valeurs nettes des différentes catégories, il ne reste que les actifs physiques et la partie des actifs financiers des résidents qui ne constituent pas des engagements pour d'autres résidents, c'est-à-dire le solde des relations financières des résidents avec le reste du monde.

228. En effet la valeur nette de la catégorie d'agents 1 peut s'écrire :

$$V_{n1} = P_1 + (F_{1n} + F_{1r} - E_{1n} - E_{1r}).$$

où F_{1n} désigne les actifs financiers, qui sont des créances sur des nationaux.

F_{1r} les créances sur le reste du monde

E_{1n} les engagements envers des nationaux

E_{1r} les engagements envers le reste du monde.

Pour l'ensemble national on a alors :

$$\begin{aligned} V_{nN} &= \sum_{j=1}^m V_{nj} \\ &= \sum_{j=1}^m P_j + \sum_{j=1}^m F_{jn} + \sum_j F_{jr} - \sum_j E_{jn} - \sum_j E_{jr} \end{aligned}$$

Au niveau national les créances de résidents sur d'autres résidents et les engagements de résidents envers d'autres résidents sont égales et s'annulent, on a donc $\sum_j F_{jn} - \sum_j E_{jn} = 0$.

Dès lors :

$$Vn_N = \sum_j P_j + \sum_j F_{jr} - \sum_j E_{jr}$$

$$Vn_N = P_N + r_N - L_N$$

229. Quel que soit le niveau auquel on se place, la valeur nette du patrimoine apparaît comme un concept parfaitement agrégeable et représentatif du patrimoine d'une entité économique. Cette valeur nette est donc destinée à jouer un rôle important en comptabilité du patrimoine, rôle comparable à celui de la valeur ajoutée en comptabilité des transactions.

230. Il nous est possible maintenant de présenter de manière simplifiée un compte de patrimoine national (tableau 2).

Ce tableau présente les caractéristiques suivantes :

a) Il donne la valeur nette nationale, c'est-à-dire la valeur du patrimoine national, somme des valeurs nettes des différents agents résidents et qui se trouve par conséquent à l'intersection de la ligne "valeur nette" et de la colonne "ensemble des agents résidents".

$$Vn_N = \sum_j Vn_j$$

$$950 = 250 + 160 + 60 - 50 + 30 + 500$$

Cette valeur nette nationale est aussi la somme des actifs physiques des résidents et de la valeur nette du reste du monde avec le signe contraire.

$$\text{En effet } 950 = 900 + (+ 50).$$

Tableau 2. Schéma d'un compte du patrimoine national.

	Sociétés et quasi-sociétés non financières	Institutions de crédit	Entreprises d'assurances	Administrations publiques	Administrations privées	Ménages	Ensemble agents résidents	Reste du monde	Total
<u>Actif</u>									
Actifs non financiers	450	40	10	200	50	150	900	-	900
Actifs financiers	300	360	250	150	30	500	1590	180	1770
Total	750	400	260	350	80	650	2490	180	2670
<u>Passif</u>									
Engagements	500	240	200	400	50	150	1540	230	1770
Valeur nette	250	160	60	-50	30	500	950	-50	900
Total	750	400	260	350	80	650	2490	180	2670

Les chiffres de ce tableau sont purement fictifs.

b) On constate que la différence entre les actifs financiers des résidents et leurs engagements est égale, au signe près, à la valeur nette du reste du monde. Ceci s'explique par le fait que nous n'avons pas admis l'existence d'actifs physiques pour le reste du monde. Dès lors la valeur nette du reste du monde est également (au signe près) le solde des créances et engagements des nationaux par rapport au reste du monde.

c) L'équilibre général du tableau se traduit dans la dernière colonne par l'égalité entre les actifs non financiers et la valeur nette totale. Ceci s'explique par le fait que dans cette dernière colonne le territoire national et le reste du monde constituent un même ensemble et sur cet ensemble les relations financières sont équilibrées : tout actif financier d'un agent est un engagement pour un autre - Dès lors les actifs physiques équilibrent la valeur nette.

B. Liaisons comptes de flux/comptes de patrimoine

231. Le problème des liaisons entre la comptabilité en termes de flux et la comptabilité patrimoniale rejoint le schéma beaucoup plus classique de la liaison stock/flux. Ce schéma a depuis fort longtemps et souvent retenu l'attention des économistes qui lui ont consacré de longs développements. Il est vrai que la liaison stock/flux est latente dans la plupart des domaines de l'économie générale, qu'il s'agisse d'analyser la production - le processus de production est en soi une liaison entre le stock de moyens de production et la production qui en résulte-, ou qu'il s'agisse de la répartition du revenu qui peut être analysée comme un flux provenant d'une source, la richesse, ou bien encore qu'il s'agisse de l'accumulation. Ainsi Irving FISHER oppose un stock de richesse à un moment donné qu'il nomme capital, à un "mouvement de services" pendant une certaine période qu'il appelle Revenu (12).

232. Mais c'est au niveau des comportements des agents économiques et plus spécialement des ménages et des entreprises que ces liaisons apparaissent clairement.

233. On considère généralement que la fonction principale des ménages est la consommation ; traditionnellement, l'importance et la structure de la consommation ont été reliées au revenu considéré comme la seule variable explicative du comportement des ménages. Milton FRIEDMAN avec sa théorie du

Revenu permanent (13) apporte un élément nouveau dans cette discussion. La consommation courante ne dépend pas du revenu courant, mais du revenu permanent qui n'est autre que la somme actualisée des revenus attendus sur une période qui peut être la durée de vie humaine. Cette notion de revenu permanent est intéressante car elle est à la fois un flux et un stock. C'est un flux car le revenu provient directement du travail humain, mais c'est également un stock dans la mesure où le revenu est une somme actualisée à un moment donné. En réalité, cette hybridité du revenu permanent vient justement de sa "permanence" ; il s'alimente à d'autres sources que le seul travail humain, que la seule "fortune humaine" ; la "fortune non humaine" intervient comme le reconnaît lui-même l'auteur. On voit que la théorie de FRIEDMAN débouche sur une conception différente de celle couramment admise ; la consommation des ménages est fonction de leur revenu et aussi de leur patrimoine.

Cette proposition très générale doit être précisée. Il convient, en effet, de distinguer d'un côté des biens de consommation particuliers, par exemple certains biens de consommation durables, et de l'autre côté certains éléments du patrimoine ; c'est ce que fait LYDALL (14) quand il étudie statistiquement la demande de monnaie des ménages en fonction de leurs détentions d'actifs. Cette distinction met en évidence une incertitude dans les concepts. Qu'est-ce qu'un bien de consommation ? Et surtout où placer la frontière entre biens de consommation et biens de capital. L'exemple-type de cette incertitude est l'automobile considérée par certains (conjuncturistes notamment) comme un bien de consommation tandis que d'autres y voient un bien d'équipement. Il est clair qu'elle peut être les deux. Si l'on se réfère à la durée de vie comme critère de distinction, il apparaît que la durée de vie d'une automobile est tout à fait comparable à celles d'autres biens durables ; mais le temps pendant lequel un ménage conserve une automobile varie en fonction du revenu, de la catégorie socio-professionnelle, etc... ; une automobile peut être un bien de

consommation pour certains et un bien d'équipement pour d'autres. En admettant que l'automobile soit un bien de consommation courante, il n'en reste pas moins que la consommation d'automobile d'un ménage ne dépend pas uniquement de son revenu, mais également du nombre d'automobiles dont il dispose déjà, c'est-à-dire de son stock du bien automobile.

234. On doit retenir de tout ceci qu'il existe une liaison entre la consommation (flux) et des agrégats patrimoniaux, fortune, richesse, ou certains éléments du patrimoine (15).

235. Au niveau de l'entreprise, la question qui nous paraît intéressante à soulever est celle de la décision d'investir. L'investissement est considéré comme la fonction principale des entreprises, et également comme le véhicule de la croissance ; mais comment se prend la décision d'investir ?

L'investissement peut être un investissement de remplacement, ou un investissement de réduction des coûts, ou encore un investissement d'extension de capacité ou d'introduction de produits nouveaux ; nous nous limiterons à ces trois cas qui sont des investissements d'ordre technique, bien qu'ils puissent résulter d'une politique commerciale offensive ou de considérations financières par exemple.

Tout d'abord, s'il s'agit d'un investissement de remplacement, la "décision de déclassement est en fait étroitement liée à la décision de renouvellement" (16). Autrement dit, la décision d'investir est une conséquence de la décision de déclassement, laquelle suppose une bonne connaissance de la structure des biens de même sorte possédés : l'investissement en bien x dépend du stock de bien x détenu dans l'entreprise.

Ici, la liaison est très directe ; d'autres liaisons plus subtiles n'en sont pas moins déterminantes.

La décision d'investir, en supposant qu'elle soit prise, se heurte à diverses contraintes :

- contraintes d'efficacité ; cet investissement remplira-t-il sa fonction, sera-t-il rentable ?

- contraintes de financement. L'entreprise dispose-t-elle de ressources propres suffisantes pour financer cet actif ? Sinon est-elle en mesure de faire appel au marché financier ? Ou bien peut-elle faire appel au système bancaire. En d'autres termes quelle démarche la structure de son endettement lui permet-elle d'envisager ?

- contraintes de marché. L'entreprise est-elle en position de monopole ou doit-elle compter avec des concurrents sérieux ; c'est-à-dire pourra-t-elle éventuellement répercuter immédiatement le coût de cet investissement dans le prix de son produit ; on rejoint ici les problèmes de rentabilité et de financement.

Cet exemple, très schématique, permet cependant de remarquer que le niveau d'activité, la croissance envisagée (chiffre d'affaires) ne sont pas les seules variables déterminant le comportement d'investissement dans l'entreprise ; la structure des actifs et de l'endettement y jouent un rôle non négligeable. Ceci semble confirmé par diverses enquêtes. Ainsi, selon MEYER et KUH ⁽¹⁷⁾ les enquêtes arrivent toutes au résultat que ce sont des considérations de financement interne qui sont les principaux facteurs de détermination du volume de l'investissement.

236. Les exemples envisagés ci-dessus étaient destinés à éclairer la problématique stock/flux ; il faut passer maintenant au stade comptable, c'est-à-dire qu'il faut étudier les liaisons entre la comptabilité du patrimoine et la comptabilité des transactions.

237. Si l'on considère une représentation très simplifiée du compte de patrimoine d'une entité quelconque, on a d'un côté différents types d'actifs, de l'autre des engagements et la valeur nette, différence entre les actifs et les engagements.

238. Soit un compte de patrimoine de la période t (patrimoine d'ouverture), le compte de la période $t + 1$ (patrimoine de clôture) se déduit du précédent en y adjoignant le résultat de certaines des opérations effectuées entre t et $t + 1$. De plus, entre t et $t + 1$, il a pu se produire des changements de valeur (existence de plus-values) ou des changements de prix que l'on doit intégrer par l'intermédiaire de comptes dits de réévaluation.

Pour une entité économique quelconque, on a donc le schéma simplifié suivant :

Actifs d'ouverture + opérations de la période modifiant les actifs + réévaluation = actifs de clôture.

Engagements et valeur nette d'ouverture + opérations de la période modifiant le passif + réévaluation = engagements et valeur nette de clôture.

239. Mais que doit-on entendre par opérations de la période ? On doit faire intervenir certaines opérations car c'est à travers elles qu'il sera possible de mesurer les modifications subies par le patrimoine. En effet le patrimoine d'une entité économique est appelé à changer non seulement dans sa valeur mais également dans sa structure. Les changements de structure du patrimoine (qui peuvent s'accompagner ou pas de changements de valeur) proviennent des opérations effectuées par l'entité économique en question. Mais il est clair que toutes les opérations n'entraînent pas de modifications dans la structure du patrimoine. Le problème est alors de savoir de quelles opérations il s'agit et dans quelle mesure elles affectent le patrimoine.

240. Le système français de comptabilité nationale (base 1959/62) faisait la distinction entre trois types d'opérations : opérations sur biens et services, opérations de répartition, opérations financières. Cette trilogie est reprise aussi bien dans les systèmes internationaux que dans le nouveau

système français, mais son contenu a quelque peu changé.

241. Le SEC définit les opérations sur biens et services comme étant les opérations "qui interviennent directement dans le processus de production des unités résidentes pour donner lieu à la formation du produit intérieur brut et celles qui ont trait aux échanges extérieurs et à l'utilisation de biens et services".

Les opérations sur biens et services retenues par le SEC sont : la production de biens et services, la consommation intermédiaire, la consommation finale, la formation brute de capital fixe, les exportations et importations de biens et services, les acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels.

242. Notons que le SEC retient une opération nouvelle par rapport à la base 59/62 : les acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels.

Par contre dans le SEC, à la différence du SECN, la consommation de capital fixe n'est pas considérée comme une opération sur biens et services (18).

243. Les opérations sur biens et services ainsi définies interviennent incontestablement dans la modification du patrimoine ; quand on raisonne dans le cadre d'une économie nationale, elles interviennent chacune directement ou indirectement sur les composantes du compte de patrimoine ; l'influence est différente selon l'agent et l'opération en question. Ainsi la consommation finale est une opération qui par convention ne concerne pas les entreprises ; par ailleurs cette opération n'affecte pas directement le patrimoine. Par contre la consommation des ménages vient avec d'autres emplois en déduction du Revenu des ménages pour dégager l'épargne brute qui elle, affecte le patrimoine.

244. Selon le SEC, les opérations de répartition sont

"les opérations par lesquelles s'effectue la distribution de la valeur ajoutée par les unités productrices résidentes, la distribution des revenus et du patrimoine". Les principales opérations de répartition (19) sont : la rémunération des salariés, les impôts liés à la production et à l'importation, les subventions d'exploitation, les opérations d'assurances dommage, les revenus de la propriété et de l'entreprise, les transferts courants sans contrepartie, les transferts en capital (20). Mis à part les transferts en capital ces opérations n'affectent pas directement la composition du patrimoine. Par contre ces opérations permettent de dégager une épargne qui, elle, intervient directement sur le patrimoine.

245. Les opérations financières sont "celles qui ont pour effet de modifier le montant des créances et/ou des engagements des unités institutionnelles". Les créances et engagements étant regroupés selon une nomenclature unique (21), on distingue : les moyens de paiements internationaux, la monnaie, les dépôts non monétaires, les bons négociables, les obligations, les actions et autres participations, les crédits à court terme, les crédits à moyen et long terme ; les réserves techniques d'assurance.

246. Les opérations financières de par leur nature affectent directement la valeur et la composition du patrimoine, elles peuvent être en effet soit des conséquences d'opérations non financières soit des opérations purement financières. Elles rendent compte de l'activité financière d'un agent (placements, prêts) mais aussi des autres aspects de son activité économique : ainsi une entreprise peut être amenée lors de son activité de production à bénéficier de délais de paiement de la part de ses fournisseurs de matières premières, il s'agit alors de crédits à court terme. Donc les opérations financières interviennent de toute manière pour modifier le patrimoine.

247. Ce rapide examen des différents types d'opérations

fait apparaître que toutes les opérations peuvent intervenir dans la modification du patrimoine d'une nation ; mais il n'est pas utile de les intégrer toutes. Ces opérations étant enregistrées dans des comptes, il importe d'analyser ces comptes et leur intégration car c'est à travers eux que s'opérera la liaison entre les comptes de patrimoine et les comptes de flux.

248. Le SEC et le SECN distinguent six catégories de comptes (22) :

- le compte de production qui retrace les opérations qui constituent le processus de production proprement dit et dont le solde est la valeur ajoutée. ;

- le compte d'exploitation qui enregistre les opérations de répartition directement liées au processus de production et dont le solde est l'excédent brut d'exploitation. ;

- le compte de revenu qui enregistre les diverses opérations de distribution et de redistribution des revenus entre les agents économiques et dont le solde est le revenu disponible brut ;

- le compte d'utilisation du revenu qui montre pour les agents ayant une consommation finale, comment le revenu brut est réparti entre la consommation finale et l'épargne et dont le solde est l'épargne brute ;

- le compte de capital qui enregistre les investissements en actifs non financiers et les transferts en capital et dont le solde est la capacité ou le besoin de financement ;

- le compte financier qui retrace les variations des différents types de créances et engagements financiers, son solde, intitulé solde des créances et engagements est égal, à l'ajustement près, au solde du compte de capital.

249. On sait que la comptabilité nationale française (qu'il s'agisse de l'ancien ou du nouveau système) a des comptes

intégrés, les différents comptes étant reliés entre eux par leurs soldes. Dès lors il n'est pas utile de reprendre toutes les opérations affectant le patrimoine mais seulement les opérations retracées dans le dernier compte de la série, c'est-à-dire le compte financier ou ce que revient au même le tableau des opérations financières (TOF). En réalité cela n'est pas possible car il n'y a pas parfaite intégration entre les comptes non financiers et le compte financier, c'est le problème de l'ajustement. D'autre part même si les soldes des comptes de capital et financier étaient égaux, il n'en resterait pas moins que ces deux comptes ne couvrent pas la même réalité : le compte de capital retraçant les opérations d'investissement et le compte financier retraçant les opérations financières. Il faudrait donc faire appel à ce que le SCN intitule le "compte de capital et de financement" qui regroupe et intègre les comptes de capital et financier (23).

250. Le compte de capital et le compte financier sont donc les comptes charnière de modification du patrimoine car ils comprennent la résultante des "opérations courantes" qui influent indirectement sur le patrimoine par l'intermédiaire de leur solde (l'épargne) et les opérations financières qui agissent directement sur le patrimoine.

251. Finalement il apparaît que les éléments du compte financier modifient les actifs financiers et les engagements. On a donc le schéma suivant pour la modification du compte de patrimoine.

actifs non financiers et valeur nette d'ouverture +
Réévaluations et éléments du compte de capital = actifs non financiers et valeur nette de clôture ;

actifs financiers d'ouverture + Réévaluation et éléments d'actifs du compte financier = actifs financiers de clôture.

engagements d'ouverture + Réévaluation et éléments de passif du compte financier = engagements de clôture.

252. La situation est claire en matière d'actifs financiers et d'engagements car les éléments du compte financier concernés sont évidents. Il n'en est pas de même pour les actifs non financiers et la valeur nette, d'où la nécessité d'étudier dans le détail le compte de capital.

253. Pour l'économie nationale, les emplois du compte de capital comprennent :

a) La formation brute de capital fixe qui comprend (d'après le SEC et le SECN) les biens durables neufs et d'occasion ; les biens et services incorporés aux biens existants, ainsi que les frais de transfert de propriété. La notion de capital fixe retenue dans le nouveau système est une notion très large.

254. Cette formation de capital fixe vient accroître les actifs physiques du patrimoine d'ouverture. Deux critères doivent permettre de distinguer un investissement d'autres opérations proches, il s'agit d'une part de la valeur (au moins 500 F environ) et la durée d'utilisation (supérieure à un an). Mais toute la formation du capital fixe contribue-t-elle à accroître le patrimoine ? Il est clair que la partie du capital fixe qui se trouve intégrée c'est-à-dire consommée au cours du processus de production n'intervient pas directement dans la modification du patrimoine. Il importe donc de prendre en considération seulement la formation nette de capital fixe, c'est-à-dire après déduction de la consommation de capital fixe.

255. b) La variation de stocks. Les stocks comprennent "tous les biens qui ne font pas partie du capital fixe, détenus à un moment donné par les unités productrices résidentes". Les stocks portent sur les produits industriels, les produits végétaux récoltés, les bovins de moins de deux ans, les porcs et

animaux de basse-cour.

256. L'augmentation des stocks représente une augmentation du patrimoine physique. La variation des stocks ne doit pas comprendre les plus-values et moins values, ces dernières devant être enregistrées au compte de réévaluation.

c) Les acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels.

257. Ce qui est enregistré dans les comptes de flux c'est la différence entre les acquisitions et les cessions.

En ce qui concerne les terrains, ils comprennent les gisements du sous-sol, les forêts et les eaux intérieures, mais excluent en principe les immeubles et constructions qui y sont situés. Il ne s'agit ici que d'achats et de ventes des administrations publiques (24). Ces achats nets de terrains accroissent le patrimoine physique des agents concernés et du même coup celui de la nation.

258. En ce qui concerne les actifs incorporels, il s'agit de transferts de propriété portant sur "des brevets, marques de fabrique, modèles, droits d'auteur, droits de concession du sol et du sous-sol, actions et parts ne donnant aucun droit sur l'avoir social en cas de liquidation".

Quand on raisonne au niveau de la nation, les acquisitions nettes d'actifs incorporels représentent les acquisitions moins les cessions de la nation par rapport au reste du monde. Ces acquisitions nettes viennent augmenter le patrimoine d'actifs incorporels de la nation.

d) Les transferts en capital

259. Les transferts en capital déjà définis (20) comprennent les aides à l'investissement, les impôts en capital, et les autres transferts en capital. On remarque qu'ils se trouvent à la fois en emplois (transferts en capital versés) et en

ressources (transferts en capital reçus). Il faut donc prendre en considération la différence entre les deux.

Quel est leur impact sur le patrimoine ? Ces transferts ne représentent ni des accroissements d'actifs non financiers, ni des accroissements d'actifs financiers, mais sont des sommes qui viennent directement modifier le patrimoine lui-même, c'est-à-dire la valeur nette.

Il est à remarquer que si l'on raisonne sur le macro-agent nation le solde des transferts versés provient des relations entre la nation et le reste du monde.

260. Du côté des ressources du compte du capital, en dehors des transferts en capital reçus on trouve l'épargne brute.

L'épargne brute est le solde du compte d'utilisation du revenu ; elle permet donc de faire le lien entre revenu et capital. Elle correspond à ce qui reste du revenu, une fois déduites toutes les dépenses courantes. C'est l'épargne brute qui permet de financer les accroissements de capital, c'est-à-dire d'actifs non financiers. Dans le patrimoine elle correspond à la contrepartie de ses actifs non financiers, donc de la valeur nette.

L'épargne est donc l'élément essentiel de modification de la valeur nette. On a indiqué précédemment qu'il fallait considérer comme investissement la formation nette de capital fixe ; il en est de même ici où l'on déduira la consommation du capital fixe de l'épargne brute pour obtenir l'épargne nette, fondement de la modification de la valeur du patrimoine.

261. Si l'on récapitule sur le compte de capital il apparaît que deux éléments de ce compte, les transferts nets en capital et l'épargne nette, font varier la valeur nette du patrimoine. Tous les autres, c'est-à-dire formation nette de capital fixe, variation de stocks, acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels, interviennent pour modifier les actifs non financiers du patrimoine. On dispose ainsi de tous les éléments

permettant le passage du compte de patrimoine d'ouverture au compte de patrimoine de clôture.

262. Nous avons jusqu'ici laissé de côté le problème de la réévaluation, en indiquant que le compte de réévaluation intervient entre les comptes de patrimoine d'ouverture et de clôture. En fait ce compte de réévaluation a pour objet de prendre en considération les changements de valeur intervenus entre l'année n et l'année $n + 1$ et qui n'apparaissent pas dans les opérations de la période.

263. Pourquoi la réévaluation s'impose-t-elle ?

Si le compte du patrimoine de l'année $n + 1$ était déterminé à partir du compte de l'année n et des opérations modifiant le patrimoine entre n et $n + 1$, il n'y aurait pas de problème de réévaluation. Le problème de la réévaluation se pose dans la mesure où l'on dispose de comptes de patrimoine que l'on doit relier aux comptes de flux, élaborés par ailleurs. Il serait bien étonnant que les opérations de la période équilibrent exactement la différence entre les comptes de patrimoine d'ouverture et de clôture ; au mieux les différences dans les méthodes d'évaluation aboutiraient à l'existence d'un ajustement, par nature de faible importance. En dehors de cet ajustement il apparaît que les opérations de la période ne peuvent par définition intégrer toutes les modifications subies par le patrimoine entre deux années.

264. Deux catégories de réévaluation sont à prendre en considération :

- la réévaluation due à des gains ou des pertes exceptionnels. Ainsi en est-il dans le cas de disparition accidentelle d'un bien de capital. Il s'agit d'une perte exceptionnelle qui n'a rien à voir avec la consommation de capital fixe, et ne sera donc pas comptabilisée avec cette opération. Comme le bien de capital n'apparaîtra pas au compte de l'année $n + 1$, il importe d'en tenir compte, ce qui est possible par le biais de la

réévaluation.

- réévaluation provenant des plus ou moins values ; c'est le cas déjà évoqué de la dépréciation ou de l'appréciation sur stocks, il s'agit donc d'enregistrer des gains ou pertes en capital non comptabilisés dans les comptes de flux.

265. Le contenu de la liaison compte de patrimoine/compte de flux ayant été précisé, il est possible de l'illustrer par un exemple numérique (tableau 3).

La variation des actifs non financiers comprend la formation nette de capital fixe plus la variation de stocks, plus les acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels. La variation des actifs financiers comprend les accroissements nets d'actifs financiers des agents nationaux au cours de la période. La variation des engagements comprend les accroissements nets d'engagements des agents nationaux au cours de la période.

En fin la variation de la valeur nette comprend l'épargne nette de la période ainsi que les transferts nets en capital reçus au cours de la période de référence.

266. Si on laisse de côté la réévaluation, et en adoptant les symboles du tableau 3 on peut écrire :

(1) $A_t = B_t$: actif d'ouverture = passif d'ouverture

(2) $J_t = A_t - I_t$: valeur nette = actif - engagements

Ces deux premières équations traduisent l'équilibre initial du compte. Par ailleurs :

(3) $A(t+1) = A_t + \Delta X + \Delta Y$: actif de clôture = actif d'ouverture + variation d'actifs non financiers + variation d'actifs financiers.

(4) $B(t+1) = B_t + \Delta I + \Delta J$: passif de clôture = passif d'ouverture + variation des engagements + variation de la valeur nette.

Or

$$(5) A(t+1) = B(t+1)$$

on peut en déduire que :

$$(6) \Delta X + \Delta Y = \Delta I + \Delta J$$

Cette équation ne fait que traduire l'équilibre actif/passif en $t+1$; elle peut s'écrire également sous la forme :

$$(6') \Delta Y - \Delta I = \Delta J - \Delta X$$

Tableau 3. Liaison compte de patrimoine/compte de flux : agents résidents.

ACTIF				PASSIF			
Actifs d'ouverture ture	opéra- tions de la pé- riode (va- riation d'actifs)	Rééva- luation non d'actifs finan- ciers	Actifs de clôture	Passifs d'ouverture ture	opéra- tions de la pério- de (va- riation de pas- sif)	Rééva- luation non d'actifs finan- ciers	Passif de clôture
Actifs non finan- ciers	Variation des ac- tifs non financiers	Rééva- luation non d'actifs finan- ciers	Actifs non finan- ciers	Valeur nette	Varia- tion de la va- leur nette	Rééva- luation de la valeur nette	Valeur nette de clô- ture
$X_t = 900$	$\Delta X = 310$	$x = + 20$	$X_{t+1} = 1230$	$J_t = 950$	$\Delta j = 340$	$j = 40$	$J_{t+1} = 1330$
Actifs finan- ciers	Variation des actifs financiers	Réévalua- tion des actifs fi- nanciers	Actifs finan- ciers	Engage- ments	Variation des enga- gements	réévalué des enga- gements	Engage- ments de clôture
$Y_t = 1590$	$\Delta Y = 150$	$y = + 50$	$Y_{t+1} = 1790$	$I_t = 1540$	$\Delta I = 140$	$i = 10$	$I_{t+1} = 1690$
	Ajuste- ment		Ajuste- ment		Ajuste- ment		Ajus- tement
Total actif	Variation actif	réévalua- tion actif	Total actif	Total passif	Variation passif	Réévalué passif	Total passif
$A_t = 2490$	$\Delta A = 460$	$a = 70$	$A_{t+1} = 3020$	$B_t = 2490$	$\Delta B = 480$	$b = 50$	$B_{t+1} = 3020$

267. Que représente ($\Delta Y - \Delta I$) ? C'est la différence entre la variation nette d'actifs financiers et la variation nette d'engagements. Quand on raisonne sur l'ensemble national il s'agit de la différence entre la variation d'actifs financiers des agents résidents et la variation d'engagements de ces mêmes agents. Ce n'est rien d'autre que le solde des créances et dettes des agents résidents par rapport à l'extérieur.

268. Si $\Delta Y - \Delta I > 0 \Rightarrow \Delta Y > \Delta I$ c'est-à-dire que les résidents disposent de créances nouvelles nettes sur le reste du monde. Mais d'après (6') si $\Delta Y > \Delta I \Rightarrow \Delta J > \Delta X$ c'est-à-dire que l'ensemble de l'épargne nette et des transferts nets en capital est supérieur à l'ensemble de la formation nette de capital fixe et de la variation de stocks ; cette différence n'est rien d'autre que le solde du compte de capital c'est-à-dire en l'occurrence la capacité de financement. Il y a donc une capacité de financement nette de la nation sur le reste du monde (et inversement si $\Delta Y < \Delta I$).

269. Mais on sait que dans les comptes de flux l'intégration n'est pas parfaite entre les comptes non financiers et le compte financier (ou le TOF) et qu'il y a entre les deux un ajustement ; on retrouve donc cet ajustement dans la liaison entre les comptes de patrimoine et de transactions. Cet ajustement qui n'a rien à voir avec le compte de réévaluation n'a pas été comptabilisé dans le tableau 3 pour éviter de le compliquer.

Quelle est la fonction de cet ajustement ? En dehors de l'influence de la réévaluation, l'ajustement intervient pour expliquer la différence entre la variation de l'actif et la variation du passif et bien entendu la différence entre actif et passif de clôture. L'ajustement doit être enregistré soit du côté de l'actif soit du côté du passif. Il doit faire partie de l'équilibre global du tableau. Aussi il est nécessaire de le faire apparaître avant l'établissement de cet équilibre global (tableau 3).

270. L'équation (6') peut également s'écrire

$$\Delta J = \Delta X + (\Delta Y - \Delta I)$$

La modification du patrimoine national se fait par le jeu combiné de l'accroissement de la capacité productive nette nationale et de la capacité de financement nette de la nation sur le reste du monde.

271. Si $\Delta Y = \Delta I \Rightarrow \Delta J = \Delta X$; cela signifie que les opérations financières entre la nation et l'extérieur au cours de la période se sont soldées par un équilibre, il ne se dégage ni une capacité ni un besoin de financement de la nation par rapport au reste du monde. Cela peut signifier aussi que cette nation n'entretient pas de relations avec l'extérieur.

272. On a jusqu'ici raisonné sur l'ensemble national. Si dans cet ensemble on isole la catégorie des Sociétés et Quasi-sociétés non financières la plupart des raisonnements qu'on a tenus restent valables. Ce qui change c'est l'environnement économique. En d'autres termes, les entreprises non financières ont des relations financières avec les autres agents nationaux et avec l'extérieur. Dès lors si toutes les équations du système présenté au § 265 sont valables, leur signification n'est pas tout à fait la même, puisque la capacité ou le besoin financier net des entreprises est mesuré par rapport à leurs partenaires économiques, c'est-à-dire l'ensemble des agents intérieurs et le reste du monde. Donc seule l'interprétation des soldes obtenus change quand on passe du niveau national au niveau d'une catégorie d'agents.

273. En étudiant la liaison compte de patrimoine/compte de flux on a considéré des catégories globales, telles les actifs non financiers etc... Il importe maintenant de préciser le contenu de ces diverses rubriques.

C. Les composantes du compte de patrimoine

274. Avant d'aborder le problème des composantes du

compte, c'est-à-dire plus précisément le problème du contenu des postes du compte de patrimoine, il faut se poser la question préliminaire du cadre comptable à utiliser en cette matière. On a jusqu'ici admis implicitement de raisonner en termes d'actif et de passif. Ce raisonnement actif/passif est-il le mieux adapté à l'analyse du patrimoine ? Pourquoi ne pas utiliser la distinction traditionnelle emplois/ressources ; ou encore la distinction débit/crédit ?

275. La distinction débit/crédit est facile à rejeter car elle évoque incontestablement des flux. En effet on enregistre au débit des charges, au crédit des produits, par exemple on enregistre les achats au débit et les ventes au crédit, si l'on raisonne sur le compte d'exploitation générale de la comptabilité des entreprises. Dans le cas d'un compte financier comme le compte de caisse, on fait apparaître au débit les nouvelles sommes qui entrent en caisse et au crédit les sommes qui sortent de la caisse. Dans le cas d'un compte de tiers tel le compte clients, on débite ce compte des sommes que verse le client. Il s'agit d'enregistrer soit des entrées (entrées d'argent ou de marchandises) soit des sorties (sorties de marchandises ou d'argent), c'est-à-dire toujours des flux.

276. En ce qui concerne la distinction emplois/ressources, les choses se présentent différemment car cette distinction est très riche. Elle est utilisée essentiellement en comptabilité nationale mais pour des comptes aussi différents que le sont les quatre comptes non financiers de la base 59/62, c'est-à-dire les comptes de production, d'exploitation, d'affectation et de capital ; elle est reprise également dans le SECN pour les comptes de production, exploitation, revenu, utilisation du revenu, capital. On la retrouve d'une manière générale dans tous les systèmes de comptes nationaux.

277. Cette distinction emploi/ressource a le mérite d'être claire. On définit facilement un emploi et une ressource,

alors qu'il est quelquefois difficile de parler sans ambiguïté de débit et de crédit. Un compte de stock peut bien entendu être débité ou crédité, mais la variation de stocks en comptabilité d'entreprise s'enregistre en stock initial (débit du compte d'exploitation générale) et stock final (crédit du compte d'exploitation générale). Ce traitement peut se justifier (25) mais il n'est pas immédiat. En comptabilité nationale, une variation de stock ne peut être qu'un emploi, de même qu'une consommation qu'elle soit intermédiaire ou finale ; ces opérations ne sont jamais des ressources, quel que soit l'agent concerné. A l'inverse l'opération de production est toujours une ressource.

278. La distinction emplois/ressources évoque le partage des ressources, mieux l'affectation de certaines ressources à certains emplois. Ainsi le revenu des ménages est essentiellement affecté à leur consommation, tandis que l'épargne sert à financer les investissements ; de même c'est de la valeur ajoutée que se dégagent les différents revenus liés à la production. Ceci explique pourquoi le raisonnement en emplois/ressources est particulièrement adapté aux opérations de répartition et à travers elles à l'application du principe de la partie double. Ainsi les salaires et traitements sont perçus par les ménages, pour lesquels ils constituent une ressource principale, et sont versés par les entreprises, les administrations, les institutions financières, et même pour une faible part par les ménages. Donc pour un agent déterminé une même opération peut être tantôt emploi, tantôt ressource, mais il n'y a pas pour autant d'ambiguïté. Ce fait traduit tout simplement la réalité. En effet si les ménages tirent la plus grande partie de leurs revenus des salaires et traitements, ils sont eux-mêmes amenés à verser des salaires en tant que producteurs (compte d'exploitation) et en tant qu'agents de répartition de revenus (salaires versés aux domestiques et qui sont enregistrés au compte d'affectation). Tel est le traitement adopté dans la base 59/62.

Dans le nouveau système de comptes français, dans la mesure où les services domestiques sont partie intégrante de la production, tous les salaires versés par les ménages et entreprises individuelles se trouvent en emplois de leur compte d'exploitation.

Par ailleurs la distinction emplois/ressources intervient dans le TEI (base 59/62) et dans le TES (base 71) où elle traduit l'équilibre fondamental de ces tableaux de biens et service.

279. La comptabilité d'entreprise n'utilise pas en principe le raisonnement en emplois/ressources. Cependant il arrive que pour expliquer le contenu et le rôle du bilan on soit amené à faire référence à cette distinction. Ainsi Georges DEPALLENS (26) explique les fonctions de l'actif et du passif en disant que l'actif donne l'emploi fait par l'entreprise des ressources qui se trouvent au passif, ce qui fait que le passif donne l'origine des fonds et l'actif leur emploi.

280. Les analystes financiers ont donc recours à ce raisonnement pour l'explication du bilan en tant que "photographie économique et financière de l'entreprise". La question est alors de savoir pourquoi les comptables nationaux ne raisonnent pas en emplois/ressources en matière d'opérations financières et de comptes financiers. C'est que ce raisonnement n'a pas paru correspondre à la nature des opérations financières. Il suffit pour s'en convaincre de reprendre l'exemple donné par Bernard BRUNHES dans sa présentation de la comptabilité nationale (27). Il apparaît que la distinction entre emplois et ressources, bien qu'elle soit aussi opérationnelle que celle en variation d'actif et variation de passif puisqu'elle aboutit aux mêmes résultats chiffrés, est très limitative et ne rend pas compte de la réalité financière. Cette réalité financière est celle du monde bancaire qui, lui, raisonne en actif et passif.

281. Quand on revient à la comptabilité de patrimoine, la distinction emplois/ressources apparaît inadaptée à l'objet de cette comptabilité. Il ne saurait y avoir en cette matière une quelconque affectation de certaines ressources à certains emplois déterminés. On ne saurait en effet répondre clairement à la question "qui finance quoi". Tout au plus peut-on parler d'origine des ressources, et d'utilisation de ces ressources. Mais il importe de ne pas oublier les origines du patrimoine, résultante d'avoirs sur des tiers et d'engagements envers des tiers, et qui tire ses fondements de la propriété. Dès lors c'est surtout d'actif et de passif qu'il s'agit ; cependant il peut être utile dans des cas particuliers de privilégier l'aspect ressources de certains passifs par exemple. Nous adopterons donc la présentation en actif/passif.

a) Les composantes de l'actif

282. Il serait vain de vouloir proposer une classification des actifs et passifs valable pour toutes les économies. Il est clair en effet, et cela est particulièrement vrai en matière financière, qu'il existe des différences d'un pays à l'autre, différences s'expliquant le plus souvent par l'histoire économique de ces pays. Ainsi la nomenclature d'actifs financiers retenue par J. REVELL (28) s'ordonne autour de la nature de la créance et de la personnalité du débiteur. Avec vingt postes, cette nomenclature détaillée paraît compliquée. En tout état de cause elle n'est pas applicable directement à n'importe quel autre pays.

283. La nomenclature retenue par Raymond GOLDSMITH (29) est beaucoup plus simple car plus générale ; elle s'ordonne surtout autour de la personnalité du débiteur. Sa classification la plus détaillée par type de créances comprend huit postes.

284. La solution la plus opérationnelle nous semble être une classification assez large, mettant en évidence les

principales catégories d'actifs, et laissant la possibilité de subdivisions plus fines.

285. Une première distinction importante est à faire entre actifs non financiers et actifs financiers. Il s'agit bien entendu d'actifs de nature tout à fait différente, et dont les fonctions sont également différentes au sein du patrimoine ; les actifs financiers étant appelés à évoluer rapidement tant en volume qu'en valeur, constituent l'élément mobile du patrimoine.

286. Mais tous les actifs non financiers n'ont pas non plus la même nature et il convient de faire une seconde distinction à l'intérieur de cette catégorie entre actifs physiques et actifs incorporels. On peut en première approche retenir la nomenclature suivante, proche de celle de l'ONU.

1. Actifs non financiers

11. Actifs physiques

- 111 Terrains
- 112 Constructions
- 113 Biens d'équipement
- 114 Stocks
- 115 Autres

12. Actifs incorporels non financiers

2. Actifs financiers

- 21 Moyens de paiements internationaux
- 22 Monnaie et dépôts non monétaires
- 23 Bons négociables, obligations, actions,
et autres participations
- 24 Crédits
- 25 Réserves techniques d'assurance.

a1. Les actifs physiques ou actifs corporels.

287. Que sont ces actifs physiques ou corporels ? Il s'agit de biens de capital détenus par les différents agents économiques. Ces biens détenus le sont à la suite de transactions ; on doit donc les trouver dans les comptes de flux au titre soit de la formation brute de capital fixe, soit de la variation de stocks, soit d'une autre opération sur biens et services. On peut donc classer ces actifs en trois groupes :

Actifs physiques provenant d'une FBCF

288. En premier lieu les actifs physiques provenant d'une formation brute de capital fixe, c'est-à-dire d'un investissement brut. On y trouvera donc un ensemble de biens durables dont la valeur unitaire est supérieure à 500 F et qui ont été acquis par des unités résidentes afin d'être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production, selon la définition retenue par le SEC et le SECN. Il est nécessaire d'y inclure "la valeur des services incorporés aux biens de capital fixe acquis" (30). En effet ces services contribuent en général à accroître la valeur de ces biens de capital fixe, donc la valeur du patrimoine.

289. Dans la mesure où l'on se réfère à la formation brute de capital fixe telle qu'elle est définie dans les comptes de flux, on est amené à discuter, sinon adopter toutes les conventions de traitement de la F.B.C.F. dans les comptes de flux.

Quelles sont ces conventions ?

290. D'abord on considère que les biens durables acquis par les administrations militaires ne sont pas compris dans la FBCF. Cette convention déjà retenue dans l'ancien système français (base 59/62) est conforme aux systèmes internationaux.

Il est à noter que Raymond GOLDSMITH (31) inclut ces biens militaires dans le patrimoine corporel des administrations publiques, parce qu'il est arrivé à en évaluer le stock de manière

satisfaisante. Il est vrai que le principal argument avancé contre cette inclusion est la difficulté d'évaluer la durée de vie réelle de ces biens, étant donné leur rapide vieillissement technique.

291. Le principal argument en faveur de cette inclusion est le fait que ces biens représentent dans certains pays une part importante de l'ensemble des biens de capital fixe. Mais cet argument n'en est pas un, car le patrimoine d'une nation étant le potentiel de production de cette nation les biens militaires en sont exclus par définition. Il est vrai qu'il y a des biens militaires convertibles à des fins productives. Mais il est vrai également que cette distinction se heurte au problème de savoir quels sont les biens convertibles ou non ; dans ce domaine le risque d'arbitraire est flagrant. En définitive la question n'est pas tant de savoir à quoi pourraient éventuellement servir les biens en cause ; mais elle est de savoir quelle est leur finalité dans l'état actuel des choses. Donc dans la mesure où des biens d'équipement sont des biens militaires, le traitement qui consiste à considérer qu'ils sont tous consommés par les administrations publiques nous semble correct. Etant donné que ces biens sont produits et donc comptabilisés dans la production par hypothèse, on doit les retrouver, transformés ou pas, dans une autre opération sur biens et services.

292. La consommation improductive ou consommation finale d'un bien étant par définition "la quantité de ce bien qui, par usure ou destruction, permet de satisfaire directement les besoins des agents économiques..." ; considérer que les biens d'équipement militaires sont tous consommés ne paraît pas être un non sens, d'autant que certains de ces biens sont effectivement détruits par l'usage. La question qui se pose est plutôt celle concernant la faculté qu'ont les biens militaires de satisfaire un besoin. Mais c'est en réalité une question qui dépasse le seul cas des biens militaires. Il s'agit en effet de savoir ce qu'est

réellement un besoin, comment il se manifeste et comment il est satisfait par une consommation, et enfin quel type de besoin peut satisfaire une consommation collective telle la consommation de biens militaires (32).

293. La solution discutée au § 292 est celle retenue dans le système de base 59/62 ; dans la mesure où les administrations ne sont pas productives, elles ne peuvent avoir qu'une consommation finale. Les choses se présentent différemment dans le SEC et le SECN où les administrations publiques sont productrices de biens et de services marchands et surtout non marchands ; en l'occurrence il s'agit de la production du service non marchand de défense nationale. On considère dès lors que les biens durables acquis par les administrations militaires sont une consommation intermédiaire des administrations publiques, c'est-à-dire "la valeur de tous les biens et services consommés au cours de la période considérée pour produire d'autres biens et services". Ce traitement est tout à fait conforme à la logique du système. A partir du moment où l'on admet que les administrations produisent un service de "défense nationale", il est normal de considérer que cette production est élaborée grâce à des consommations intermédiaires.

294. Il y a une exception au principe de non comptabilisation des biens militaires dans la FBCF des administrations ; il s'agit des logements pour les ménages des militaires de carrière qui font partie de la FBCF des administrations.

295. La seconde convention concerne les ménages. On considère que les biens durables acquis par les ménages pour la satisfaction de leurs besoins domestiques, n'étant pas utilisés à des fins productives, ne font pas partie de la FBCF des ménages, mais de leur consommation finale. Cette convention déjà utilisée dans l'ancien système français est la conséquence du fait que les seules activités des ménages considérées comme productives sont

leur production de service de logement, et leur production de biens agricoles et alimentaires autoconsommés.

296. La troisième convention concerne les biens qui, en raison de leur renouvellement régulier sont considérés comme de la consommation intermédiaire et non de la FBCF (33). Il s'agit du petit outillage, des vêtements de travail, des pièces de rechange et du matériel durable de faible valeur (moins de 500 F), même si ces biens ont une durée de vie normale supérieure à un an. On peut bien entendu discuter cette convention en faisant valoir notamment le fait que du matériel même de faible valeur peut constituer un investissement pour une entreprise, surtout s'il s'agit d'une petite entreprise. En réalité il fallait bien asseoir cette convention sur quelque chose de tangible et c'est ce qui a amené à retenir deux critères.

En effet si l'on avait retenu le seul critère de la durée de vie on aurait abouti à des incohérences. Ainsi des instruments de travail tels les marteaux ou les scies ont une durée de vie assez longue et en tout cas supérieure à un an. Mais il est clair que les achats de tels instruments n'engagent pas la vie d'une entreprise même petite et ne permettent pas de juger de sa politique d'investissements. Par ailleurs, compte tenu de la durée de vie d'un marteau par exemple et de son faible coût la "consommation de capital fixe" correspondante, c'est-à-dire la perte annuelle de valeur enregistrée serait négligeable. De plus le fait d'acheter un marteau ne correspond pas à un choix pour une entreprise. Un marteau ne peut guère être remplacé que par un autre marteau. On peut donc considérer ce type d'outillage comme obligatoire dans une branche d'activité donnée. Dès lors par leur nature, les instruments de travail de ce type apparaissent beaucoup plus proches des consommations intermédiaires que des investissements.

297. L'introduction du critère de la valeur du bien

de production dont la limite inférieure est par convention fixée à 500 F, permet de donner une certaine homogénéité aux biens classés en investissements. L'intervention de ce second critère à côté de celui de la durée de vie représente un progrès par rapport à la base 59/62. En effet dans l'ancien système on excluait de la formation brute de capital fixe le petit outillage "que son renouvellement régulier permet d'assimiler à une consommation intermédiaire". L'expression "renouvellement régulier" manque de précision. A la limite elle peut s'appliquer à la plupart des biens de capital fixe de type outillage, matériel de transport etc..., et ne permet pas à elle seule d'exclure le petit outillage du champ de la FBCF.

298. La quatrième convention concerne les services de recherche scientifique, d'études de marché, de publicité. Ces dépenses doivent être traitées comme des consommations intermédiaires. Cette convention, était déjà adoptée dans la base 59/62. On admettait que les frais d'études et de recherches "sur lesquels on ne dispose que d'informations fragmentaires ne sont pas repris dans l'investissement productif à l'exception de la recherche pétrolière et des études du Commissariat à l'énergie atomique". Il est à noter que ni le SEC ni le SECN ne justifient l'adoption de cette convention. Le SCN est sur ce point plus explicite. Les rédacteurs font remarquer que bien que ces dépenses de recherche, de prospection etc... soient traitées en immobilisations dans la comptabilité d'entreprise, il convient de les considérer comme une forme de consommation intermédiaire car ces dépenses ne donnent pas toujours de résultats concrets et ne prennent pas en général la forme d'actifs corporels (34).

299. En réalité la position du SCN n'est pas claire, on ne voit pas sur quels critères repose cette convention. Le fait que les recherches et les expériences ne donnent pas toujours de résultats concrets ne nous paraît pas être un argument important.

En effet nombre de recherches n'aboutissent pas en courte période mais à assez long terme. L'intérêt de les considérer comme investissement est, notamment au sein d'une entreprise, la faculté de pouvoir déterminer leur rentabilité. Par ailleurs, s'il est vrai que ces dépenses ne prennent pas d'ordinaire la forme d'actifs corporels, elles peuvent entraîner l'achat de biens de capital tels des machines, qui sont classées en FBCF. Traiter ces dépenses en consommation intermédiaire apparaît comme une incohérence. De façon plus générale, les dépenses de recherche sont des dépenses qui engagent la vie d'une entreprise et ce pour des périodes qui peuvent être longues. On ne voit pas pourquoi elles devraient être traitées en consommation intermédiaire. Les dépenses de recherche qui dans une entreprise n'aboutissent pas à des résultats concrets sont des investissements non rentables.

300. L'amalgame fait par le SCN entre dépenses de recherche, de prospection, d'études de marché et de publicité ne nous paraît pas correct. Les dépenses de publicité sont des dépenses courantes qui n'engagent pas la vie d'une entreprise sauf dans des cas très exceptionnels. Elles peuvent dépendre de l'état de la concurrence, de l'état de la demande, mais aussi de la décision prise au niveau de la direction de l'entreprise. Ces dépenses peuvent être plus ou moins importantes, certains secteurs d'activité ont des dépenses de publicité que l'on peut qualifier de somptuaires, mais ces dépenses ont lieu dans la mesure où l'on sait pouvoir les répercuter dans les prix de vente. A l'origine ces dépenses ont comme finalité de promouvoir la production ; mais progressivement on s'aperçoit que la concurrence ne se fait plus au niveau du produit mais au niveau de la qualité et de la quantité des dépenses de publicité. Peut-on alors les assimiler à des dépenses de recherches destinées à améliorer et/ou accroître la production ?

301. Les conventions délimitant le champ de la FBCF

étant définies, la formation brute de capital fixe comprend (35):

1) - Les biens durables neufs achetés sur le marché ou produits pour compte propre par les unités productrices, au cours de la période considérée, et destinés à être utilisés, pour une durée supérieure à un an dans le processus de production. Telle est la première catégorie de biens de capital fixe définie dans le SEC et le SECN. Cette catégorie inclut elle-même d'une part les biens immeubles de capital fixe (logements, bâtiments civils non résidentiels, autres ouvrages de génie civil) ; d'autre part les biens meubles de capital fixe (matériel de transport, machines et autres biens d'équipement, variations auprès des producteurs de cheptel nettes des animaux destinés à l'abattage, les oeuvres d'art réalisées pendant l'année et acquises par des unités productrices).

2) - Les biens et services achetés sur le marché ou produits pour compte propre et incorporés durant l'année aux biens de capital fixe afin de les améliorer, d'en accroître la durée de vie, la capacité de production ou le rendement, de procéder à leur réparation ; il s'agit du gros entretien de la base 59/62 (36).

3) - Les biens et services incorporés aux terrains afin de les améliorer ou de les préparer à des utilisations productives (défrichement, assèchement, irrigation, aménagement de terrains à bâtir ou à usage industriel, forages, plantation de zones boisées, de vergers, de vignobles...).

S'il nous semble tout à fait normal de considérer ces biens et services dans la FBCF, cela ne fait que renforcer la position développée dans le paragraphe 299. La préparation des terrains à des utilisations productives peut prendre la forme d'une recherche scientifique en laboratoire, par exemple.

4) - Les acquisitions nettes, par les unités productrices résidentes autres que les administrations militaires, d'oeuvres d'art, d'objets de collection ou d'antiquités. Ces acquisitions figurent par contre en consommation intermédiaire des administrations militaires et en consommation finale des ménages. Ceci

est tout à fait conforme à la convention discutée dans les § 290 et suivants.

5) - Les frais liés au transfert de propriété de terrains, d'actifs incorporels, de bâtiments ou d'autres biens de capital fixe (services des notaires, agents immobiliers et autres intermédiaires, ainsi que les impôts liés à leur acquisition). On remarque que si les achats de terrains, de gisements et autres actifs non reproductibles ne sont pas comptabilisés dans la FBCF, les frais liés à ces achats sont eux intégrés dans la FBCF. C'est que les terrains ne sont pas considérés comme des biens d'équipement par les comptables nationaux. Il est vrai que la terre est un bien d'un type particulier puisqu'elle est limitée et non extensible. Les flux économiques (achats-ventes) relatifs aux terrains ne s'accompagnent pas de création de biens ou de services. Dans une collectivité donnée, il existe une certaine surface de terrains et le fait que les terrains changent de mains n'a pas de conséquences directes sur les capacités productives de cette collectivité. Seuls les travaux permettant l'amélioration... de ces terrains sont susceptibles d'accroître les capacités de production et doivent donc de ce fait être intégrés dans la FBCF. En réalité si l'on se place au niveau d'une unité élémentaire, l'achat d'un terrain peut être un investissement ; c'est le cas d'un agriculteur qui achète un terrain supplémentaire, c'est bien évidemment un moyen d'accroître sa capacité productive dans la mesure où ce terrain sert effectivement à la production. Au niveau de la communauté nationale, les achats de terrains entre résidents ne sont que des transactions sur biens existants, mais ne changent en rien la valeur du patrimoine nationale en actifs corporels.

302. Il est maintenant possible de proposer une nomenclature de ces actifs physiques provenant d'une FBCF. Cette nomenclature ne peut pas être entièrement indentique à celle des comptes de flux. On peut distinguer cinq postes principaux :

1) - Les immeubles résidentiels ; il s'agit d'enregistrer la valeur des logements construits y compris les aménagements effectués sur ces logements.

2) - Les bâtiments non résidentiels et ouvrages de génie civil : bâtiments industriels ou commerciaux, chemins de fer, routes, rues, tunnels, ports, aéroports, barrages, digues, installations sportives etc...

3) - Le matériel de transport.

4) - Les machines et les autres matériels d'équipement ; ce poste inclut la valeur des machines et matériels agricoles (charrues, tracteurs) et celle de matériels non agricoles (machines, mobilier, matériel spécialisé de divers secteurs d'activité y compris le matériel acheté d'occasion).

5) - Les animaux de reproduction, animaux de trait, animaux laitiers etc...

303. Par rapport à la nomenclature de la FBCF on remarque l'absence du poste "Travaux de mise en valeur des terres et d'aménagement des plantations, des vergers et des vignobles". "En effet ces travaux qui constituent un véritable investissement affectent directement les terrains auxquels ils ajoutent de la valeur. De ce fait dans les comptes de patrimoine ces travaux seront incorporés aux terrains et donc comptabilisés dans cette rubrique.

304. Par ailleurs en matière de patrimoine certaines distinctions faites en comptabilité de flux entre formation brute de capital fixe et consommation intermédiaire n'ont plus beaucoup de sens. Par exemple, s'il est effectivement important de distinguer le gros entretien susceptible d'accroître les capacités productives, de l'entretien courant qui sert à maintenir le capital fixe, cette distinction n'a plus le même intérêt lorsqu'il s'agit d'évaluer le capital fixe, car le gros entretien tout comme l'entretien courant doivent y figurer. En effet

l'entretien courant est implicitement incorporé dans la valeur du capital fixe, car a contrario s'il n'y a pas d'entretien, il y a dépréciation du capital. En fait il s'agit de faire comme les analystes financiers la distinction entre investissement de maintien et investissement d'extension ; dans les deux cas on a bien un investissement. D'un compte de patrimoine à l'autre, ces deux investissements interviennent sur le patrimoine soit pour l'empêcher de diminuer de valeur, soit pour accroître sa valeur.

305. Les exemples cités dans le SEC (paragraphe 342, page 54) illustrent bien cette analyse : dans le cas d'un camion automobile, le remplacement des pneus contribue à maintenir la valeur de ce camion, qu'en est-il du remplacement du moteur ? Y a-t-il une différence fondamentale entre les deux ? Non, car un moteur a une certaine durée de vie et le remplacement d'un moteur peut servir simplement à maintenir la valeur du camion. Par contre le remplacement d'un moteur de puissance vingt cinq chevaux par un moteur de puissance trente cinq chevaux, toutes choses restant égales par ailleurs, représente une augmentation de valeur du camion. Parallèlement le remplacement des pneus ne correspond pas à une augmentation de valeur ; mais si l'on suppose que le camion n'étant plus côté à l'argus sa valeur est nulle, à la limite on pourra considérer que sa valeur est égale à celle des pneus. Donc si ces deux types d'investissement sont différents dans leur objectif, leur nature est fondamentalement la même.

Actifs physiques provenant d'un stockage

306. En second lieu les actifs physiques provenant d'un stockage.

Les stocks comprennent tous les biens, autres que les biens de capital fixe, détenus à un moment donné par les unités productrices résidentes. Telle est la définition du SECN. Les stocks sont donc définis de manière négative par rapport à la

FBCF et il se pose un problème de frontière entre les deux. Ce problème de frontière intervient dans deux principaux cas : ou bien il s'agit de biens tels que gros matériel, logements etc..., ou alors il s'agit d'animaux.

307. Dans le cas de machines importantes et de matériel lourd, de bâtiments... dont la construction s'étale sur plusieurs périodes, la question est de savoir si ces biens sont du domaine de la FBCF ou de la variation de stocks ou des deux. Le SECN propose de distinguer trois situations :

308. (1)- Les bâtiments industriels, commerciaux, administratifs, civils non résidentiels, les plantations, sont considérés comme de la formation brute de capital fixe. Ce traitement est tout à fait conforme à la pratique du plan comptable général des entreprises. En effet dans la comptabilité des entreprises, ces actifs en cours de réalisation constituent des immobilisations en cours, poste du bilan destiné à faire apparaître la valeur des immobilisations non terminées au moment de l'élaboration du bilan.

309. (2)- Les travaux en cours sur des biens immeubles de capital fixe tels les logements sont considérés comme de la FBCF quand ces logements ont trouvé acquéreur, et comme de la formation de stocks quand ces logements n'ont pas trouvé acquéreur. Ce traitement préconisé par le SEC et le SECN ne nous semble pas très logique. En effet quand des logements en cours de réalisation ont trouvé acquéreur, ils doivent dans la comptabilité de l'acquéreur apparaître comme une immobilisation en cours s'il y a eu transfert de propriété, ou en augmentation de créances s'il n'y a pas eu transfert de propriété. Parallèlement ils apparaîtront dans l'ordre soit comme une diminution de stocks, soit comme une augmentation de dettes dans la comptabilité du producteur. En aucun cas ils ne constituent une formation brute de capital fixe pour le producteur.

310. En revanche quand les logements en cours de réalisation n'ont pas trouvé acquéreur, dans la mesure où ces logements

ne sont pas destinés au producteur lui-même, ils constituent une formation de stocks.

311. (3)- En ce qui concerne les travaux en cours sur des biens meubles de capital fixe (matériel de transport, machines et autres biens d'équipement), ils sont enregistrés en formation brute de capital fixe quand le matériel est mis à la disposition de l'utilisateur, et en formation de stocks quand il n'est pas encore livré. Les remarques faites à l'alinéa (2) peuvent être reprises ici.

312. En fait les trois traitements proposés par le SEC et le SECN sont conventionnels et de plus, ces conventions ne semblent pas reposer sur une quelconque analyse de la réalité. Le problème de fond est de savoir selon quel critère on décide de classer des immobilisations en cours de réalisation en FBCF ou encore à partir de quel niveau d'élaboration on doit considérer qu'il s'agit de formation de stocks. Ce n'est pas ce critère qui a été retenu comme base de distinction dans le SEC et le SECN, c'est le principe émis dans le SCN à ce sujet : "les stocks chez les producteurs comprennent les biens qui leur appartiennent, c'est-à-dire sur lesquels ils ont un droit de propriété, qu'ils soient ou non en leur possession effective". A contrario lorsqu'il n'y a pas de droit de propriété des producteurs, il s'agit alors d'une FBCF. Telle est l'analyse qui a prévalu quand il s'est agi de résoudre les cas marginaux.

313. (4)- Le problème de la délimitation entre le capital fixe et les stocks se pose aussi pour le bétail. En effet les animaux élevés à des fins productives, c'est-à-dire pour fournir du lait, de la laine, comme instruments de travail, comme reproducteurs, doivent être considérés comme des biens de capital fixe. Tous les autres animaux vivants doivent être comptabilisés en stocks. Tel est le principe retenu dans le système des Nations Unies. En pratique les deux catégories sont beaucoup

moins tranchées, un reproducteur pourra très bien au bout de quelques années être abattu pour sa viande. Par ailleurs dans nombre de pays on ne fait pas statistiquement la différence entre ces deux catégories. C'est probablement cette difficulté qui a conduit les rédacteurs du SEC et du SECN à prendre sur ce point une convention très restrictive. Peuvent faire partie des stocks les bovins de moins de deux ans ; les porcs et animaux de basse-cour. Les vaches laitières, animaux de trait et autres animaux sont traités comme du capital fixe.

314. En définitive peuvent faire l'objet de stocks les biens suivants (37) :

- produits industriels
- produits végétaux récoltés
- bovins de moins de deux ans, porcs et animaux de basse-cour.

(5) D'autres conventions interviennent pour délimiter le domaine des variations de stocks :

315. Les ménages en tant que consommateurs, consomment immédiatement tous les biens qu'ils achètent ; il en est de même des branches non marchandes des administrations publiques et des administrations privées sauf pour ce qui concerne les produits faisant l'objet de stocks stratégiques, de stocks d'urgence et de stocks des organismes régulateurs de marché dans la mesure où ceux-ci sont classés dans le secteur des administrations publiques. Par contre les branches marchandes des administrations publiques et privées peuvent détenir des stocks.

316. Les stocks de biens n'incluent pas la valeur des réserves de ressources minérales, de bois sur pied et de cultures sur pied ; ces réserves ne rentrent dans le circuit économique qu'au moment de la mise en exploitation des matières premières minérales, de l'abattage des arbres et des récoltes.

317. Cette précision du nouveau système français n'est valable que pour les comptes de flux. Par définition ces derniers retracent ce qui se passe dans le circuit économique, c'est-à-dire les échanges entre unités économiques. Par contre quand on veut construire des comptes de patrimoine, on doit faire le lien entre les flux et l'origine des flux, en l'occurrence il faudra mesurer les réserves en bois et autres matières premières.

318. On peut proposer la nomenclature suivante pour les stocks :

1) Stocks des producteurs de biens

- matières premières et matières consommables
- produits ou travaux en cours
- bétail
- produits finis.

2) Stocks chez les commerçants

(commerce de gros et de détail).

3) Stocks chez les utilisateurs de biens.

Il faut préciser que les utilisateurs sont, d'une part les branches d'activité marchandes non productrices de biens, et d'autre part les branches non marchandes des administrations publiques ; en effet par définition les ménages n'ont pas de stocks.

Autres actifs physiques

319. En troisième lieu il y a les autres actifs physiques, c'est-à-dire ceux qui ne proviennent ni d'une FBCF, ni d'une variation de stocks.

Il s'agit essentiellement des terrains. En effet les acquisitions nettes de terrains ne sont pas comptabilisées en formation brute de capital fixe. Mais il faut entendre terrains au sens large, c'est-à-dire les terres nues, les terres cultivées, les forêts, les sous-sols. Dans cette rubrique des autres actifs

physiques, il faut inclure également les monuments historiques qui ne sont ni des bâtiments industriels ni des immeubles résidentiels.

320. Qu'est-ce qui caractérise cette catégorie des "autres actifs physiques". A part qu'ils sont physiques, ces actifs sont généralement qualifiés de non reproductibles. On entend par là qu'ils ne peuvent pas être reproduits comme peut l'être un bien de capital fixe par exemple. Cette non reproductibilité est tout à fait exacte dans le cas des terrains nus (la terre est par définition non reproductible) ; on peut admettre qu'il en est de même des monuments historiques. En effet un monument historique est par définition un bâtiment, une statue qui a été élaboré à un moment de l'histoire dans des conditions précises ; on ne peut pas en principe provoquer ces mêmes conditions ni remonter dans le temps. On peut reproduire l'apparence d'un monument mais non pas le monument lui-même. On ne peut pas non plus reproduire une mine de charbon ou un quelconque gisement. Par contre on peut reproduire un banc de culture d'huîtres, un jardin, un parc...

Cette caractéristique de non reproductibilité ne semble pas applicable à tous les actifs en question. Cependant elle peut être considérée comme valable si on l'applique avec souplesse. Ainsi on admettra que des biens reproductibles seulement dans des conditions très restrictives sont assimilables à des biens non reproductibles. Par exemple s'il est vrai qu'un parc à huîtres est reproductible, il ne l'est pas dans n'importe quelle région, et sous n'importe quel climat. Ceci est également vrai dans le cas d'un jardin ou d'un parc naturel.

321. Sur ce point de la reproductibilité des actifs physiques, il est possible de généraliser en adoptant la convention suivante : tous les actifs corporels qui ne sont ni consommables, ni investissables, ni stockables, sont des actifs non reproductibles. Cette convention permet de faire le lien avec les

opérations des comptes de flux.

322. Le SCN propose une nomenclature des actifs corporels non reproductibles présentée dans une note complémentaire⁽³⁸⁾.

323. Dans cette même note complémentaire au SCN il est précisé que, bien que non reproductibles, les monuments historiques sont classés avec les biens de capital fixe, en l'occurrence les constructions. Les rédacteurs ne justifient d'ailleurs pas cette position.

Par définition un monument historique fait partie du patrimoine national, donc il doit être répertorié avec les actifs physiques. Mais par définition également on ne trouve pas trace de ce monument historique dans la formation de capital ; il s'agit, si on applique la convention du paragraphe 321, d'un actif non reproductible. La nomenclature des actifs non reproductibles doit donc, à notre sens, comprendre les monuments historiques.

Terrains.

324. Si l'on reprend les divers postes de la nomenclature proposée par le SCN et en premier lieu les terrains on est amené à s'interroger : que recouvre cette catégorie ? Quelles sont ses composantes ?

325. Le problème principal soulevé par la classification des terrains est dû au fait que les terrains supportent en général d'autres actifs ; la question est alors de savoir si l'on doit, et si oui si l'on peut séparer les actifs concernés de leurs supports. La position de principe retenue dans le SCN est semble-t-il de séparer les terrains des actifs qui s'y trouvent quand cela est possible : on aboutit à une classification dont on ne saisit pas toujours la logique.

326. En effet on décide de séparer les terrains des bâtiments et ouvrages qui s'y trouvent. Cela pose certains problèmes pratiques d'évaluation, mais aussi des problèmes de méthode.

En particulier dans quelles limites un terrain peut-il être considéré comme supportant un bâtiment ? Le SCN propose une convention : quand la fiscalité locale n'intervient pas pour fixer la superficie des jardins qui entourent un immeuble d'habitation, elle ne devra pas dépasser un demi-hectare. En d'autres termes, en plus de la parcelle de terrain sur laquelle est édifié le bâtiment, on pourra considérer comme "terrains où s'élèvent des bâtiments et ouvrages" une superficie pouvant atteindre un demi-hectare autour dudit bâtiment.

327. De même, en principe, on sépare les terres cultivées des cultures qui s'y trouvent puisque les terres cultivées sont définies comme "les terres servant à l'agriculture ou à l'horticulture, tant de subsistance que commerciales ; terrains portant des forêts et plantations". Il semble donc clair qu'il y ait séparation effective des terres cultivées et des cultures comme c'est le cas pour les forêts et plantations. Mais alors que l'on retrouve ces dernières dans la classification (voir note 38) ; on ne retrouve pas les cultures correspondant aux "terres servant à l'agriculture ou à l'horticulture". Il y a donc tout lieu de penser que les dites cultures sont incorporées à la catégorie des terres cultivées, d'autant qu'il est précisé dans la définition des plantations, vergers et vignes "toutes superficies plantées en arbres à fruits et à sève qui ne fructifient qu'après plus d'un an". Ceci est d'ailleurs conforme à la définition donnée par le SCN des travaux d'aménagement des plantations, des vergers et des vignobles (39). Il y a une incontestable incohérence par rapport au traitement réservé aux terrains bâtis.

328. La catégorie des terrains divers comprend les terrains de plaisance et de loisirs, les parcs mais également "les jardins et lopins particuliers qui ne sont pas cultivés à des fins de subsistance ou commerciales, les superficies en excédent autour des immeubles d'habitation ; y compris des terrains faisant l'objet de droits communaux de pacage, mais servant

essentiellement d'agrément". Cette catégorie semble regrouper tous les terrains qui servent plus ou moins aux loisirs. Cette cohésion n'est qu'apparente. A quel moment quitte-t-on le domaine du loisir pour pénétrer celui de la subsistance ?

329. Prenons le cas d'un particulier qui possède un jardin autour de son habitation. Si ce particulier est par exemple salarié, il travaillera ce jardin pendant ses heures de non travail salarié c'est-à-dire pendant ce qu'il est convenu d'appeler ses loisirs (40). Ce jardin peut aussi bien être un parterre de fleurs qu'un jardin potager. Est-ce à des fins de subsistance ou pour occuper ses loisirs (ou les deux) que ce salarié entretient un jardin ? On a tendance à parler de subsistance quand il s'agit d'un jardin potager et de loisirs quand il s'agit de fleurs. Cette convention n'est pas valable, car on peut très bien cultiver des fleurs pour éviter d'avoir à en acheter ; l'achat de fleurs correspond à un besoin de consommation. Nous considérerons donc ces lopins comme des terres cultivées.

330. Par ailleurs on constate que dans cette catégorie "Divers" on ne cherche pas à séparer les terrains de ce qu'ils portent. Ceci peut s'expliquer par le fait que les actifs qui se trouvent sur les dits terrains sont en général de faible valeur. C'est vrai dans le cas des jardins particuliers, des terrains de plaisance, mais ça ne l'est pas dans le cas des parcs qui peuvent contenir des espèces rares tant du monde animal que végétal. Peut-on considérer alors que dans cette catégorie les liens sont si forts entre les actifs et leurs supports qu'il est impossible de les séparer ?

331. Cette question en amène une autre, plus générale. Pourquoi le SCN cherche-t-il à effectuer une telle séparation ? Pourquoi ne pas comptabiliser les bâtiments avec les terrains sur lesquels ils se trouvent édifiés comme cela se fait dans la vie courante ; cela éviterait bien des problèmes d'évaluation. Il est

clair que dans le patrimoine on considère comme partie intégrante d'une habitation le terrain sur lequel elle se trouve édiflée. Ceci est tout à fait normal sauf dans les pays où les habitations sont mobiles (41).

332. Une première raison explique cette position du SCN. Dans la mesure où il existe une catégorie "terrains" d'une part et d'autre part une catégorie "bâtiment" il vaut mieux mettre dans la première tout ce que l'on considère être des terrains et dans la seconde tout ce que l'on considère être des bâtiments de manière à avoir des catégories homogènes. Une autre raison qui est d'ailleurs une contrainte, c'est l'existence des comptes de flux. Or dans ces derniers, les dépenses pour la construction d'habitations ou de bâtiments industriels sont comptabilisées en formation brute de capital fixe, c'est-à-dire en investissements. Par contre, les achats de terrains ne font pas partie de la FBCF ; les terrains sont considérés comme des actifs tout à fait particuliers. On peut améliorer un terrain, en modifier la vocation (42), mais on ne peut pas dans un pays donné modifier la superficie en terrains. Les transactions sur terrains n'entraînent que des flux monétaires.

333. Si donc on comptabilisait avec les bâtiments les terrains sur lesquels ils sont édiflés, cela reviendrait à considérer ces terrains comme une FBCF, ce qui serait contraire aux conventions des comptes de flux.

334. D'une manière plus générale, on peut très bien admettre que l'on rende un terrain disponible pour d'autres usages en rasant la construction, la forêt ou les cultures qui s'y trouvent, mais le terrain lui, reste immuable. Il serait donc erroné, d'un point de vue purement statistique, d'intégrer complètement terrain et bâtiment quand on ne raisonne pas à très court terme, ce qui est le cas en matière de patrimoine.

335. Finalement ce qui nous paraît être important en

matière de terrains, c'est l'usage qui en est fait, car cet usage est déterminant pour les flux. Par exemple un terrain cultivé donne lieu à un certain nombre de travaux qui sont de la FBCF. Les cultures qui sont sur ce terrain donnent des flux de production de produits agricoles. La prise en compte de l'usage va de pair avec la séparation du terrain de l'objet qui en détermine l'usage. Ceci implique que l'on adopte la même position pour tous les types de terrains.

336. En adoptant le principe de la séparation, on doit considérer d'une part les terres cultivées, d'autre part les cultures qui s'y trouvent. Mais tous les terrains ne sont pas utilisés du moins au sens économique du terme ; il importe donc de créer une catégorie spéciale "terrains nus".

337. Nous proposons pour les terrains la typologie suivante :

- terrains nus
- terrains supportant des bâtiments et ouvrages
- terres cultivées
- autres terrains

(essentiellement terrains sur lesquels se trouvent des parcs, jardins publics, etc...).

Forêts et plantations.

338. La subdivision proposée par le SCN ne nous paraît pas complète ; (voir note 38). Il y manque en effet les cultures correspondant aux "terres servant à l'agriculture ou à l'horticulture". Or les dépenses relatives à ces cultures sont analysées dans les comptes de flux comme de la consommation intermédiaire. Il n'est pas possible de considérer comme étant une accumulation des dépenses qui sont de la consommation intermédiaire. Il y a sur ce point une ambiguïté à lever. Comme nous admettons par principe les conventions des comptes de flux, il ne convient pas de remettre en cause la définition de la consommation

intermédiaire. On est donc obligé de considérer que les terres cultivées comprennent toutes les terres portant effectivement des cultures quelle que soit la nature de ces cultures. Ces cultures peuvent être aussi bien des arbres fruitiers, que des arbres forestiers, ou des prairies etc... Par contre la définition des cultures sur pied, qui font partie du patrimoine doit être très restrictive. Ce sont des plantations dont la durée de vie est supérieure à un an, mieux dont la période de croissance est supérieure à un an. Cela exclut donc toutes les cultures qui demandent à être replantées chaque année.

339. Prenons un exemple : une plantation de tomates ne fait pas en tant que telle partie du patrimoine... Une fois récoltées, les tomates viennent augmenter les stocks de produits agricoles ; elles entrent alors dans le circuit économique. Autrement dit entre le moment de la plantation et celui de la récolte, il ne se passe rien dans le patrimoine. Ce traitement peut sembler anachronique, en réalité il s'inscrit dans la logique des comptes de flux. En effet les dépenses de mise en culture sont considérées pour ces plantations comme des consommations intermédiaires.

340. Cela signifie-t-il que les terres cultivées sont à mettre sur le même pied que les terrains nus. Il ne saurait en être ainsi, mais la différenciation n'apparaîtra qu'au stade de l'évaluation.

Ouvrages hydrauliques et pêcheries.

341. Ce que le SCN entend par ouvrages hydrauliques comprend : "les ouvrages d'irrigation et de protection contre les inondations, les barrages, digues et ouvrages destinés à l'irrigation et à la protection contre les inondations". Par ailleurs dans la catégorie "autres constructions à l'exclusion de la mise en valeur des terres" de la FBCF, le SCN inclut "les installations hydro-électriques, barrages et digues ne faisant pas partie des

travaux d'irrigation et de lutte contre les inondations". On ne comprend pas pourquoi on doit séparer les barrages, digues... en deux catégories. En l'absence de justification, il ne nous semble pas utile de conserver la catégorie des ouvrages hydrauliques.

342. Pour récapituler sur les actifs non reproductibles, la nomenclature que nous proposons est la suivante :

1) Terrains.

11) Terrains nus, c'est-à-dire les terrains qui ne sont l'objet d'aucune exploitation (terrains vagues, zones marécageuses...)

12) Terrains supportant des constructions, quelles que soient les constructions : en particulier équipements sportifs, chemins de fer, routes, rues etc...

13) Terres cultivées quelles que soient les cultures qui s'y trouvent.

2) Richesses minières.

21) Gisements de charbon, de pétrole et de gaz naturel

22) Gisements de minerais métalliques

23) Gisements de minerais non métalliques.

3) Pêcheries.

4) Monuments historiques ; bâtiments considérés par les services compétents comme ayant un intérêt historique ou archéologique.

343. Cette nomenclature des actifs corporels non reproductibles suggère une question : doit-on inclure tous ces actifs dans le patrimoine ? En d'autres termes, soit un pays donné, doit-on recenser tous les actifs non reproductibles sur son territoire comme éléments du patrimoine ? On en revient à la conception du patrimoine adoptée. Bien sûr on peut considérer qu'un terrain marécageux représente une certaine potentialité de production agricole ou autre ; mais par rapport à quoi définir cette

potentialité ? Ce terrain marécageux pourra aussi bien dans l'avenir servir à la production agricole, qu'être assaini et construit en habitation. Si un terrain n'a fait l'objet d'aucune transaction, il peut rester nu longtemps et dans ce cas ne représente rien. Un morceau de désert est bien sûr un terrain mais ne représente aucune richesse si personne ne songe à l'irriguer, le travailler ou... l'acheter. Il en est de même des monuments historiques. Une construction, un vestige ne devient monument historique qu'autant qu'il est effectivement reconnu comme tel, c'est-à-dire non seulement que les personnes compétentes lui attribuent une certaine valeur historique ou archéologique, mais qu'en plus il soit pris en considération soit par une restauration, une vente, un don etc... Toutes opérations qui sont normalement enregistrées dans les comptes de flux.

344. Ce raisonnement doit être généralisé à tous les actifs physiques non reproductibles. Etant donnée la nature particulière de ces actifs, il n'est pas d'un grand intérêt de les reprendre tous dans le patrimoine. Il nous semble judicieux de ne retenir que les actifs qui ont été "accumulés", le patrimoine étant par définition le résultat de cette accumulation ; en d'autres termes, seuls les actifs ayant fait l'objet d'une opération enregistrée au compte de capital. Ceci vient confirmer l'analyse faite au paragraphe 342 sur les cultures dont la période de croissance est inférieure à un an. Ces cultures n'étant pas "accumulables" ne font pas partie du patrimoine.

345. Une autre conséquence de cette convention concerne la catégorie des terrains nus. Certains de ces terrains se trouvent être en dehors de la sphère économique, dans la mesure où ils n'ont pas été échangés, n'ont pas été travaillés... ils n'ont donc pas à être repris dans le patrimoine. Dès lors les terrains nus ne comprennent plus que des terrains qui, bien qu'étant totalement inoccupés au moment où on établit les comptes, ont été occupés dans le passé, (ils auront simplement changé de catégorie

dans la nomenclature) et/ou des terrains qui bien que n'ayant jamais été occupés, sont acquis ; ils viennent donc augmenter le patrimoine de l'unité qui les a acquis (43).

346. La catégorie des terrains nus n'est pas la seule concernée par cette convention. En réalité elle touche tous les actifs non reproductibles ; ce sera le cas en particulier des terrains portant des équipements mais qui n'ont pas fait l'objet d'une vente ou d'une quelconque opération en capital ; ce sera également le cas des pêcheries (44) et des monuments historiques.

347. Pour terminer sur les actifs corporels non reproductibles, il faut noter la convention proposée par le SCN au sujet de la séparation entre terrains et bâtiments. Cette séparation, vivement souhaitable en principe, est quelquefois difficile à opérer pratiquement. Au cas où elle n'est pas possible, le SCN préconise dans les comptes de flux de classer l'opération :

- entièrement dans les terrains, si l'opération a porté à titre principal sur les terrains, les bâtiments étant destinés à la démolition.

- entièrement dans les bâtiments, si l'opération a porté à titre principal sur des bâtiments, les terrains étant considérés comme accessoires.

Actifs incorporels non financiers.

Comment définir ces actifs incorporels non financiers ? Ce sont essentiellement des actifs incorporels qui ne constituent pas des créances sur d'autres agents. Donc un actif incorporel étant inscrit à l'actif d'un agent, on n'en trouvera pas la contrepartie au passif d'un autre agent. Ces actifs, tout en étant différents des actifs physiques par définition, s'en rapprochent par la manière dont ils sont saisis : ils ne sont pas analysés en termes de créances et dettes.

349. Le SCN propose une classification des actifs incorporels non financiers en deux grands groupes :

- 1- brevets, marques déposées et droits d'auteurs
- 2- divers ; actifs incorporels non financiers non dénommés ailleurs (nda).

350. On remarque tout de suite le peu de précision de cette nomenclature. Cela s'explique par le fait qu'en matière d'actifs incorporels, les comptables nationaux ont peu d'expérience puisque si l'on prend l'exemple français, on s'aperçoit que ces actifs n'étaient pas comptabilisés jusqu'ici. La seule expérience dont on dispose est celle de la comptabilité privée.

351. Le plan comptable général français pour les entreprises (version 1957) prévoit une décomposition de la catégorie des immobilisations incorporelles en trois groupes :

- fonds de commerce et droit au bail ;
- brevets, licences, marques, procédés, modèles, dessins ;
- concessions.

Le fonds de commerce et le droit au bail.

Le fonds de commerce est constitué par la clientèle, l'achalandage, le droit au bail auquel peuvent s'ajouter le nom commercial et l'enseigne.

La clientèle et l'achalandage correspondent au potentiel de bénéfices représenté par l'existence d'une clientèle déterminée ou justifié par l'emplacement de l'entreprise. Le droit au bail est défini par le plan comptable (PCG) comme "le montant versé ou dû au locataire précédent en considération du transfert à l'acheteur des droits résultant tant des conventions que de la législation sur la propriété commerciale". Si le SCN inclut le droit au bail dans les actifs incorporels et en particulier les baux de terres et de bâtiments, c'est que par définition les baux sont régis par des conventions et une législation précises. Par contre le SCN exclut d'autres éléments du fonds de commerce tel le nom commercial (ou raison sociale) qui sont considérés comme des éléments subjectifs dont l'évaluation se heurte à l'un des principes

retenus par les rédacteurs qui est la non évaluation du capital humain. Ceux-ci estiment en effet que tant que les économistes ne se seront pas mis d'accord sur les méthodes d'évaluation du capital humain, il est exclu d'en tenir compte dans le patrimoine, de même qu'il est exclu de considérer les dépenses de santé et d'enseignement comme des investissements dans les comptes de transactions. Or comme la raison sociale est due en grande partie aux qualités personnelles du propriétaire ou de l'équipe responsable, les rédacteurs du SCN ont considéré qu'il s'agissait là d'une tentative partielle d'évaluer le capital humain.

353. On peut partager le souci des comptables de l'ONU de chercher à ne comptabiliser que des éléments "objectifs" ou plutôt les moins subjectifs possibles. Mais on ne doit pas fermer la porte à une recherche dans ce sens. Ne pas prendre en compte ces éléments incorporels conduit à une perte d'information et à une mauvaise appréhension de la réalité. Nombre d'entreprises valent cher non pas parce qu'elles ont dans leur patrimoine des actifs physiques importants mais parce qu'elles ont un "renom" important dans leur profession. Il serait dommage de ne pas intégrer cet élément, sans méconnaître pour autant les problèmes d'évaluation qu'il pose. Si l'on veut des comptes de patrimoine qui servent dans l'analyse des comportements, il ne faut pas les figer dans des structures trop rigides. Exemple : la raison sociale d'une société peut être un facteur d'explication du poids de ses ventes dans l'ensemble du secteur d'activité concerné. Les liaisons entre les ventes et les actifs ne sont pas forcément des liaisons entre ventes et actifs physiques.

Brevets, licences, marques, procédés, modèles, dessins, concessions.

354. Ces éléments incorporels correspondent pour le PCC aux dépenses faites pour l'obtention de l'avantage que constitue la protection accordée sous certaines conditions, à l'inventeur, à l'auteur ou au bénéficiaire du droit d'exploitation

d'un brevet, d'une marque, de modèles, dessins, droits de propriété littéraire et artistique, ou au titulaire d'une concession. La position du SCN est plus restrictive que celle du PCG. Le SCN considère comme actifs incorporels aussi bien les monopoles d'exploitation des gisements miniers et des lieux de pêche que les autres concessions et baux concernant des terres, des brevets, des droits d'auteurs et des marques de fabrique. Mais pour que les transactions portant sur ces actifs soient enregistrées en achats nets d'actifs incorporels il faut qu'il y ait transfert de propriété : "dans ces transactions, l'acheteur acquiert la faculté de vendre, de transmettre ou d'utiliser les droits exclusifs que représente l'actif incorporel et le vendeur se défait entièrement de tous ces avantages à son profit" (45).

Il est donc exclu d'inclure les licences d'utilisation de procédés brevetés contrairement à ce qui est indiqué dans la nomenclature du paragraphe 351. De même sont exclues l'autorisation de publier des oeuvres soumises à droits d'auteurs, la sous-location de concessions minières etc...

Dans tous ces cas il y a paiement de redevances, paiements classés comme une forme de revenu de la propriété. Autrement dit contrairement à ce qui est indiqué dans le document cité dans la note 38, on ne doit pas comptabiliser les actifs incorporels "exploités par un agent autre que le propriétaire en contrepartie d'une redevance". Ceci correspond à la logique du SCN, puisque ces redevances ne font partie ni de la FBCF ni des achats nets d'actifs incorporels (46).

355. Remarque.

Le SCN n'enregistre pas, dans les actifs incorporels, la capitalisation des dépenses de recherche et développement effectuées par les entreprises. Ceci respecte la logique des comptes de flux où les dépenses de recherche et développement sont considérées comme de la consommation intermédiaire et non comme de la FBCF.

356. Nous retiendrons trois types d'actifs incorporels :

- les baux de bâtiments et de terres ;
- les brevets, marques déposées, concessions etc...
- la recherche-développement.

A notre avis, contrairement à ce que préconise le SCN on ne doit pas considérer seulement les brevets acquis, mais également ceux obtenus à la suite de travaux effectués au sein de l'entreprise elle-même. Il n'y a aucune raison de considérer comme actifs des constructions élaborées dans l'entreprise, et de ne pas tenir compte des brevets provenant de travaux menés dans l'entreprise. Cela ne veut pas dire que l'on sous-estime les difficultés d'évaluation de ces brevets.

Quand les travaux de recherche aboutissent à la prise d'un brevet, ces travaux doivent être enregistrés dans la catégorie recherche-développement. En effet ces recherches doivent être considérées comme étant dans le circuit économique dès qu'elles ont abouti au dépôt d'un brevet, car elles seront à la base d'une production.

Actifs financiers et passifs.

357. Dans ce domaine, on peut se reporter à la classification des créances et engagements utilisée dans les comptes de flux. Cette classification est faite dans le SCN en fonction du type d'instrument financier, du degré de liquidité et des conditions dans lesquelles s'effectuent les opérations.

358. La caractéristique des actifs financiers est d'avoir une contrepartie au passif. En d'autres termes tout actif financier d'un agent économique a sa contrepartie dans le passif d'un autre agent ou du reste du monde. Tout actif financier peut s'analyser comme une créance, dont l'autre face est un engagement. On n'est créancier que par rapport à un débiteur. Les actifs financiers supposent des relations juridiques entre deux contractants qu'il s'agisse de personnes ou d'institutions.

359. Ceci explique qu'une même nomenclature soit à la fois celle des actifs financiers et celle des passifs. Il y a cependant une exception à ce principe général, c'est l'or financier qui se trouve toujours à l'actif et jamais au passif. L'or doit être en effet analysé comme une créance du pays sur le reste du monde. En raison de l'absence d'un débiteur institutionnel (celui sur lequel on a des créances en or) il n'y a pas d'engagements en or.

360. Le SCN retient une nomenclature détaillée des actifs financiers et passifs (47).

Deux précisions doivent être apportées sur cette nomenclature. En ce qui concerne le poste "apports en capital des propriétaires dans les quasi-sociétés", que l'on retrouve dans la nomenclature du SECN ("autres participations F 62"), il enregistre ces apports à l'actif des propriétaires et au passif des quasi-sociétés. Bien qu'aucun remboursement ne soit prévu par les quasi-sociétés il s'agit bien d'une conséquence du droit de propriété, il est donc normal de faire apparaître ce droit à l'actif des propriétaires. En ce qui concerne le poste "Droit des ménages sur les réserves techniques d'assurance-vie", il faut noter que ces réserves ont été traitées en créances et dettes pour bien montrer et tenir compte du fait qu'elles constituent des engagements pour les sociétés d'assurances et des avoirs pour les preneurs d'assurances. Ces réserves ne doivent en aucun cas apparaître comme une forme d'épargne des sociétés d'assurances, car elles appartiennent à ceux qui sont susceptibles d'en profiter, c'est-à-dire les ayant droit. Ces réserves sont donc des actifs des ménages, seuls bénéficiaires des assurances-vie, et doivent apparaître à l'inverse dans les engagements des sociétés d'assurances.

361. En présentant les composantes du compte de patrimoine nous avons parlé des différents types d'actifs et de passifs financiers, nous n'avons pas parlé de la valeur nette qui est le

dernier poste du compte de patrimoine, ceci pour deux raisons. D'une part la valeur nette est déterminée par solde, et de ce fait dépend surtout des autres postes du compte. D'autre part nous avons insisté déjà sur la détermination et la signification de cette valeur nette au début du présent chapitre (paragraphe 224 et suivants).

Ce chapitre III nous a permis d'étudier certains aspects de la représentation du patrimoine, il s'agissait essentiellement d'une analyse conceptuelle des composantes du patrimoine en général. Nous avons laissé de côté jusqu'ici des problèmes fondamentaux touchant aux techniques d'évaluation du patrimoine. Tout au long de ce chapitre III, ces problèmes d'évaluation ont effleuré sans qu'on en parle directement. Quelquefois l'analyse d'un concept supposait résolus ces problèmes d'évaluation. Ce fut le cas en particulier de la valeur nette qui est la mesure du patrimoine lui-même, et qui par définition dépend de tous les autres postes, de leur contenu certes, mais aussi de leur évaluation.

362. Si ces problèmes d'évaluation apparaissent déterminants, il importe de savoir de quoi ils dépendent eux-mêmes. Il y a bien entendu la contrainte de l'existence de comptes de flux opérationnels, et des méthodes d'évaluation retenues dans ces comptes. Mais la question primordiale n'est-elle pas de savoir pourquoi on cherche à élaborer une comptabilité patrimoniale ; quels sont les objectifs poursuivis par une telle élaboration ?

NOTES ANNEXES AU CHAPITRE III

- 1- I. FISHER "De la nature du capital et du revenu", page 83.
- 2- Idem, page 104.
- 3- Idem, page 110.
- 4- Dans "la Fortune nationale", n° 5 (mai 1948) dans l'actualité économique et financière à l'étranger.
- 5- Idem, page 23.
- 6- Le professeur Jack REVELL de l'Université de Cambridge a publié en 1965 un volume intitulé "The national balance sheet of United Kingdom". Ces comptes portent sur la période de 1957 à 1961 ; ils sont très détaillés et concernent quatorze secteurs :

- Persons
- Non profit
- Banks
- Saving banks
- Insurance
- Pension funds
- Building Societies
- Investment trusts
- Other finance
- Non financial companies
- Public corporations
- Central government
- Local authorities
- External

Par ailleurs l'auteur distingue à l'actif trois postes principaux plus ou moins détaillés :

- Physical assets in United Kingdom
- Physical assets overseas
- Financial assets.

Au passif deux postes principaux :

- "liabilities" qui comprennent notamment un sous-poste:
physical assets overseas
- "Net Worth"

A noter que le reste du monde comprend toutes les entreprises étrangères (financières ou non financières) opérant au Royaume Uni plus les résidents anglais pour la contrepartie (contra entry) de leurs actifs et de leurs passifs dans le reste du monde, plus les résidents du reste du monde.

Tableau 4- Composition of external sector ;
balance sheet 1961.

	UK Rési- dents (contra)	Overseas résidents	Foreign owned entre- prises in UK	External Sector
A. Physical assets in UK	-	24	2106	2130
B. Physical assets overseas	-	-	-	-
C. Financial assets				
1) Cash	2274	2333	241	4848
2) Bills and deposits	42	1271	370	1683
3) Bonds	125	1729	559	2413
4) Shares	-	794	141	935
5) Loans	343	2912	810	4065
6) Trade debtors	714	-	302	1016
7) Other debtors	1215	-	45	1260
8) Life funds	459	-	-	459
Total assets	5172	9063	4574	18809
D. Liabilities				
1) Physical assets overseas	7359	-	-	7359
2) Cash including gold	1278	1187	1218	3683
3) Bills and deposits	399	-	-	399
4) Bonds	5631	-	94	5725
5) Shares	-	-	-	-
6) Loans	1266	2337	91	3694
7) Trade creditors	1104	-	211	1315
8) Other creditors	414	-	249	663
9) Life funds	-	-	238	238
Total liabilities	17451	3524	2101	23076
E. Net Worth	-12279	5539	2473	-4267

7)- "I am certainly not asserting that this is necessarily the best way of presenting the information ; indeed I should welcome views on this point". Page 26 (national Balance Sheet of United Kingdom).

8)- Les chantiers temporaires sont définis dans le volume des méthodes du SECN, version provisoire (p. 500) comme étant des chantiers dont la durée est inférieure à un an, qu'il s'agisse de chantiers français à l'étranger ou de chantiers étrangers en France. Selon les comptes nationaux :

"l'activité de ces chantiers ou de ces équipes fait partie de la production de l'entreprise de services résidente s'il s'agit d'un chantier français à l'étranger, non résidente s'il s'agit d'un chantier étranger en France. Dans le premier cas la valeur du service rendu est inscrite en ressources de l'entreprise résidente et en emplois du reste du monde au titre des exportations de services. Dans le second cas le service rendu est enregistré en ressources du reste du monde au titre des importations de services".

9)- Pour qu'il y ait compensation complète entre actifs et engagements au niveau national, il importe qu'une règle commune d'évaluation soit adoptée. En d'autres termes si une action par exemple est évaluée à 100 francs à l'actif de l'agent détenteur, elle devra également être évaluée à 100 francs au passif de l'agent émetteur. Dans ces conditions tout actif financier d'un agent trouvant son exacte contre partie dans le passif d'un autre, il y a au niveau de l'ensemble des agents résidents compensation entre actifs financiers et passifs.

10)- Cette affirmation est vérifiée si le reste du monde ne possède pas d'actifs physiques. Dans ce cas en effet $F > E$ signifie que les agents nationaux sont créanciers du reste du monde, et $F-E$ à la valeur absolue de la valeur nette du reste du monde.

Valeur nette du reste du monde = - (F-E)

Mais même si le reste du monde possède des actifs physiques, si ces actifs sont traités comme nous l'avons proposé c'est-à-dire comme une créance du reste du monde sur les agents résidents, ils viendront gonfler les engagements des agents résidents et la différence F-E continuera à être égale en valeur absolue à la valeur nette du reste du monde.

11)- .. national wealth. "Is equal to the value of tangible assets located in the country plus the net foreign balance- (the net worth of the external sector with its sign reversed), page 2. National Balance Sheet of United Kingdom).

12)- Irving FISHER "De la nature du capital et du revenu", page 63.

13)- Milton FRIEDMAN - A theory of the consumption function (Princeton University Press 1957).

14)- Dans un article paru dans "Review of Economics and Statistics" - février 1958.

15)- Alan SPIRO a étudié les effets de la fortune sur la fonction de consommation globale (wealth and the consumption function) cité par Héline. Etude méthodologique du capital national, page 147.

16)- Voir à ce sujet une étude de Echard et Hénin ; centre d'économie industrielle. ISEA, janvier 1962, page 12.

17)- MAYER et KUH : "The investment decision. An empirical study" Harvard University Press, 1957.

18)- Note sur la consommation de capital fixe.

D'après le SCN la consommation de capital fixe est "la partie de la production nécessaire pour remplacer le capital fixe utilisé dans le processus de production pendant la période comptable".

Cette définition apparaît claire et "objective" ; en

ce sens qu'on semble indiquer qu'il suffit de constater la quantité de capital fixe effectivement utilisée dans le processus de production et pour la période de référence.

Cependant il est précisé :

"Ce flux repose sur la notion de durée de vie escomptée de chaque équipement et il est conçu de manière à compenser la perte de valeur résultant de l'obsolescence prévisible, des détériorations probables auxquelles on ne peut remédier par des réparations courantes ainsi que de l'usure normale".

Il ne s'agit plus seulement d'un constat mais d'une appréciation plus ou moins conventionnelle de la dépréciation d'un bien.

Finalement cette définition donnée par le SCN est très proche de celle de la base 59/62 (définition de l'amortissement économique : méthodes de la comptabilité nationale page 228), et également proche de celle du SEC (définition de la consommation de capital fixe : SEC page 71 § 401).

L'unanimité se fait donc autour de la définition de la consommation de capital fixe. Par contre il n'y a plus d'unanimité lorsqu'il s'agit de déterminer la nature de cette opération. S'agit-il d'une opération sur biens et services ou d'une opération de répartition ?

Si l'on se réfère au système français (base 59/62), la position est nette puisque les amortissements sont classés dans la nomenclature des opérations sur biens et services au poste 6 m. Il est également précisé que les amortissements n'apparaissent dans les comptes français que comme un élément de décomposition secondaire (différence entre brut et net) étant données les incertitudes qui pèsent sur leur calcul.

Dans le SEC il semble qu'il y ait une certaine ambiguïté. En effet la consommation de capital fixe si elle

n'apparaît pas dans les opérations sur biens et services, n'apparaît pas non plus nettement dans les opérations de répartition. Cette opération est définie en introduction au chapitre IV du SEC : "opérations de répartition" mais n'est pas répertoriée dans la nomenclature des opérations de répartition.

La position de SCN n'est pas très tranchée non plus. La consommation de capital fixe est traitée avec les opérations enregistrées dans les comptes de revenus et dépenses, traitement confirmé par la présentation matricielle des comptes du SCN. La consommation de capital fixe apparaît comme un élément de la répartition de la valeur ajoutée brute au même titre que la rémunération des salariés, c'est donc une opération de répartition à cet égard. Mais dans les comptes types qui se trouvent à l'annexe 82 du SCN, la consommation de capital fixe apparaît non pas dans le compte de revenus et dépenses mais en emplois du compte de production. Quant au SECN il participe au maintien de l'ambiguïté.

Dans la version provisoire du volume des méthodes il n'est question à aucun moment de cette opération. Par contre dans le document intitulé : "le système élargi de comptabilité nationale" paru dans Etudes et Bilans d'août 1974 ; la consommation de capital fixe apparaît dans la nomenclature des biens et services ; elle apparaît également dans le tableau entrées/sorties au compte d'exploitation des branches.

D'où vient cette ambiguïté ?

- Elle est directement liée à l'existence du concept de valeur ajoutée. La mise en évidence de ce concept, au demeurant très utile, a amené les comptables nationaux à élaborer un compte particulier, le compte de production permettant le calcul de la valeur ajoutée. Le compte de production comprend en effet en ressources la production, en emplois les consommations intermédiaires, la différence entre les deux constituant la valeur

ajoutée. On distingue par ailleurs un deuxième compte, qualifié de compte d'exploitation dont la fonction est de "décrire les opérations de répartition liées aux activités courantes de production". Finalement le compte d'exploitation donne une répartition directe de la valeur ajoutée brute.

A quoi correspond la distinction entre compte de production et compte d'exploitation ?

En fait on est parti du compte d'exploitation de la comptabilité privée que l'on a scindé pour faire apparaître la valeur ajoutée. Cette scission a consisté à isoler certaines charges d'exploitation, les consommations intermédiaires, c'est-à-dire les biens détruits au cours du processus de production. Pourquoi ces consommations "productives" sont-elles isolées par rapport à cette autre consommation productive qu'est la consommation de capital fixe ? C'est à notre sens l'une des ambiguïtés de la comptabilité nationale. Il en résulte que le compte de production ne décrit pas le processus de production. Quant au compte d'exploitation il est censé répartir la valeur ajoutée. Mais répartir la valeur ajoutée ne correspond à rien d'autre qu'à décrire un processus de production dans un contexte social donné. La distinction entre compte de production et compte d'exploitation a un intérêt comptable qui ne doit pas influencer sur la signification des concepts. Ainsi il apparaît que la consommation de capital fixe est essentiellement une opération de consommation productive ayant pour objet des biens et services ; à ce titre c'est une opération sur biens et services. Ce traitement est tout à fait conforme à la définition adoptée en comptabilité nationale pour les amortissements dits économiques.

- Un autre élément de cette ambiguïté vient de la conception des amortissements en comptabilité de l'entreprise où il s'agit bien de répartir de manière conventionnelle la valeur d'un bien de capital fixe sur un certain nombre d'exercices comptables et où l'amortissement apparaît comme un moyen de financement.

Le fond de l'ambiguïté réside dans le fait que la comptabilité nationale malgré son souci d'originalité s'est profondément inspirée de la comptabilité d'entreprise, et a quelquefois bien du mal à se débarrasser de ce "cocon".

19)- La catégorie des opérations de répartition a beaucoup évolué entre l'ancien et le nouveau système de comptabilité nationale. Les modifications intervenues concernent plus la présentation (subdivision des rubriques) que le contenu des opérations. Il faut signaler cependant la disparition dans le SECN du RBEI (Revenu brut des entrepreneurs individuels) et du FPCEI (financement de la formation de capital par les entrepreneurs individuels) du fait du nouveau traitement accordé aux entreprises individuelles (voir § 130 et suivants, chapitre II), et l'apparition des transferts en capital (voir note 20 du présent chapitre).

A noter également une différence entre la nomenclature des opérations de répartition du SEC et celle du SECN. Le SECN ne reprend pas l'opération du SEC intitulée "Variation des réserves mathématiques de retraite" et qui est un flux d'ajustement "destiné à faire apparaître dans l'épargne des ménages la variation des réserves mathématiques de retraite sur lesquelles ces derniers ont un droit certain et qui sont alimentées par des primes et des cotisations enregistrées comme cotisations sociales au niveau du compte de revenu". Cette opération est considérée dans le SECN comme une opération financière uniquement (F 81).

20)- Par transferts en capital on entend quatre types de transferts :

- Les aides à l'investissement, ce sont les versements à fonds perdus faits par les administrations publiques ou par le reste du monde destinés à financer en totalité ou en partie des opérations expressément désignées de formation brute de capital fixe d'autres unités institutionnelles.

- Les impôts en capital ; ce sont des prélèvements obligatoires perçus par les administrations publiques de manière

irrégulière sur le capital ou le patrimoine des unités institutionnelles, (droits de succession).

- Les mouvements internes en capital ; ce sont les versements à fonds perdus effectués entre sous/secteurs des administrations publiques et destinés à financer, en totalité ou en partie, des opérations brutes de capital fixe.

- Autres transferts en capital ; ce sont toutes les opérations de transferts autres que les précédentes qui bien que ne constituant pas des opérations de répartition du revenu, opèrent une redistribution de l'épargne ou du patrimoine entre les différents secteurs de l'économie ou avec le reste du monde.

21)- Une nomenclature détaillée des opérations financières figure dans le SEC page 99 et dans le SECN version provisoire page 287.

22)- En réalité le SEC considère sept catégories de comptes. En effet en plus des six catégories reprises ci-dessous le SEC retient une septième catégorie qui est le compte de biens et services ; ce compte "net en regard pour l'ensemble de l'économie et par branche, les ressources (production et importations) et les emplois de biens et services (consommation intermédiaire, consommation finale, formation brute de capital fixe, variation des stocks, exportations). Il est équilibré par définition et ne dégage par conséquent aucun solde". En fait ce compte, établi pour l'ensemble de l'économie nationale, retrace l'équilibre emplois/ressources du TES.

23)- Selon le SCN

"les comptes du capital et de financement des secteurs institutionnels, comme ceux de l'ensemble de la nation, sont destinés à décrire les formes de l'accumulation ainsi que les sources internes et externes de son financement".

Les comptes sont divisés en deux parties. La partie supérieure donne la composition de l'accumulation brute et son

financement interne, la partie inférieure retrace les opérations sur les créances et engagements. On fait par ailleurs apparaître la consommation de capital fixe en tant que source de financement, de ce fait ce poste est enregistré positivement du côté crédit, et non négativement du côté débit. Si l'on veut établir le compte de capital et de financement de la Nation, on consolide les comptes des secteurs institutionnels ; de ce fait les opérations en capital entre résidents s'annulent et il ne subsiste que le solde des transferts en capital provenant du reste du monde, la capacité de financement de la nation (SCN § 831).

Exemple : Compte de capital et de financement (Sociétés et quasi-sociétés non financières).

Emplois	Ressources
Variation des stocks	Epargne nette
Formation brute de capital fixe	Consommation de capital fixe
Achats nets des ventes de terrains	Transferts en capital reçus, nets
Achats nets des ventes d'actifs Incorporels	
Capacité de financement	
Accumulation brute	Financement de l'accumulation brute
OR	
Numéraire et dépôt à vue transférables	Capacité de financement
Autres dépôts	Titres à court terme
Titres à court terme	Obligations et bons à long terme
Obligations et bons à long terme	Actions de sociétés et parts de capital social
Actions de sociétés et parts de capital social	Prêts à court terme nda
Prêts nda	Prêts à long terme nda
Apports en capital des propriétaires dans les quasi-sociétés	Apports en capital des propriétaires dans les quasi-sociétés
Crédits commerciaux et acomptes	Crédits commerciaux et acomptes
Autres créances	Autres engagements
Variation des créances	Capacité de financement et variation des engagements

24)- Quand on raisonne sur l'économie nationale, les acquisitions et les cessions des différents agents nationaux s'annulent, il ne resterait que les transactions sur terrains entre nationaux et étrangers. Or nous avons vu que l'achat d'un terrain situé sur le territoire économique d'un pays par une unité non résidente entraîne la création d'une unité résidente fictive du pays en question. Les transactions sur terrains entre unités résidentes et non résidentes sont à éliminer. Seules subsistent les acquisitions et cessions de terrains par les administrations publiques. En effet si l'ambassade du pays A achète un terrain situé sur le territoire économique du pays B, cette opération se passe entre une unité non résidente et une unité résidente par rapport à B ; elle ne donne cependant pas naissance à une unité résidente fictive car elle entraîne une extension du territoire économique de A. Inversement si l'ambassade de A vend un terrain à une unité résidente du pays B, cela diminue le territoire économique de A, et accroît d'autant celui de B.

Donc quand on raisonne au niveau de l'économie nationale, les seules transactions sur terrains que l'on comptabilise sont celles qui sont effectuées par des administrations publiques.

25)- Georges DEPALLENS justifie ce traitement dans son ouvrage intitulé : Gestion financière des entreprises (Editions Sirey), pages 104 et suivantes.

Si l'on considère un compte d'exploitation générale, ce compte présente à gauche une colonne débit et à droite une colonne crédit. Au débit on enregistre le stock de début d'exercice, et à droite le stock en fin d'exercice ; ce n'est en fait que la différence entre les deux stocks qui intervient sur le résultat d'exploitation. Cette différence, combinée à certains postes de charges d'exploitation, donne finalement l'utilisation des stocks.

En effet, si on prend le cas d'une entreprise commerciale c'est-à-dire qui achète pour vendre sans faire subir de

transformation aux marchandises, le compte d'exploitation générale permet d'écrire :

Stocks au début de l'exercice + achats de marchandises pendant l'exercice - stock en fin d'exercice = utilisation du stock (c'est-à-dire valeur au prix d'achat des marchandises vendues pendant l'exercice).

S'il s'agit d'une entreprise industrielle, le stock comprend aussi bien des produits finis que des produits en cours etc...

Il faut d'autre part incorporer à la valeur de ces produits, les coûts subis à des titres divers. On aura alors l'égalité suivante :

Stock au début de l'exercice + achats de matières + frais de personnel + autres charges d'exploitation - stock en fin d'exercice = utilisation de stock (c'est-à-dire prix de revient des ventes de l'exercice).

26)- Georges DEPALLENS (ouvrage cité à la note 25, page 8)

"le passif donne l'origine des fonds utilisés par l'entreprise, c'est-à-dire : son capital social, ses réserves accumulées, les sommes qu'elle doit mais dont elle dispose momentanément (....) ; l'actif indique l'emploi que l'entreprise a fait des fonds mis ainsi à sa disposition : les terrains qu'elle a acquis ; les immeubles qu'elle a également acquis ou construits, les machines achetées, les stocks, les sommes dues par les clients (....)".

27)- Présentation de la comptabilité nationale (collections de l'INSEE C1 - Comptes et planification), page 50.

Si on prend l'exemple d'une entreprise qui a un besoin de ressource de 10.000 F. Pour obtenir cette ressource elle peut contracter une nouvelle dette (ou augmenter une dette existante),

soit se faire rembourser une créance. En d'autres termes l'entreprise peut demander un crédit de 10.000 F à sa banque, ou bien elle peut réclamer son dû à un client à qui elle a fait un crédit d'autant, quelques mois auparavant. Ces deux opérations rapportent la même somme à l'entreprise mais on ne peut les traiter de la même manière. On préfère considérer que dans le premier cas il s'agit d'une augmentation des dettes (augmentation des éléments de passif) et dans le second cas comme une "diminution des créances" (ou diminution des éléments d'actif).

Les comptes nationaux ont donc préféré traiter les opérations financières en variation de passif et variation d'actif ; ce traitement a paru plus logique et de toute façon plus conforme aux pratiques bancaires.

28)- La nomenclature d'actifs financiers retenue par J. REVELL (The national balance sheet of the united kingdom).

Comprend vingt postes

- C₁ monnaie (cash) y compris l'or
- C₂ dépôts (deposits)
- C₃ effets (bills)
- C₄ obligations d'Etat non cotées - (unquoted UK government)
- C₅ obligations d'Etat cotées -(quoted UK government)
- C₆ obligations cotées des collectivités locales - (quoted UK local authority)
- C₇ obligations non cotées des collectivités locales - (unquoted UK local authority)
- C₈ obligations - UK debentures
- C₉ actions de préférence - UK preference
- C₁₀ actions ordinaires cotées - (quoted UK ordinary)
- C₁₁ actions ordinaires non cotées (unquoted UK ordinary)
- C₁₂ titres de gouvernements étrangers (overseas government)

- C₁₃ titres de sociétés étrangères - (overseas company)
- C₁₄ avances bancaires (bank advances)
- C₁₅ crédit d'installation (instalment credit)
- C₁₆ hypothèques (house mortgages)
- C₁₇ prêts à long terme (long-term loans)
- C₁₈ clients (trade debtors)
- C₁₉ autres débiteurs (other debtors)
- C₂₀ assurance-vie (life policies).

29)- Raymond GOLDSMITH adopte une classification des actifs financiers qui privilégie la relation créancier-débiteur, et met au second plan la nature de la créance. Ainsi pour un secteur institutionnel donné, la nomenclature des actifs financiers donnera les créances de ce secteur sur chacun des autres secteurs institutionnels.

Dans le cas des sociétés et quasi-sociétés (business enterprises) on a les postes suivants :

- 21 - claims against other business enterprises
- 22 - claims against financial intermediaries
- 23 - claims against households
- 24 - claims against governments
- 25 - equity securities of financial intermediaries
- 26 - equity securities of other business enterprises
- 27 - foreign assets.

(cf. The share of financial intermediaries in national wealth and national assets 1900-1949 ; studies in capital formation and financing NBER).

30)- Il y a sur ce point une insuffisance dans la rédaction du SEC (§ 337 et 338). En effet la définition donnée pour la FBCF dans le paragraphe 337 est restrictive ; les services inclus dans la FBCF se limitent aux "services incorporés aux biens de capital fixe acquis". Par contre dans le paragraphe 338 destiné à expliquer le précédent, on voit apparaître "les biens et services

incorporés aux terrains" ainsi que "les services liés au transfert de propriété de terrains, de bâtiments existants, d'autres biens de capital fixe".

Or par définition les terrains ne sont pas des biens de capital fixe. Il y a donc incohérence entre les § 337 et 338. Il faut noter que la rédaction du SECN est plus claire sur ce point précis :

"La formation brute de capital fixe(FBCF) représente la valeur des biens durables (d'une valeur supérieure à 500 F environ) acquis par les unités productives résidentes afin d'être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production, ainsi que la valeur des services incorporés aux biens de capital fixe acquis, aux terrains et aux actifs incorporels". (Version provisoire § 380).

31)- En réalité GOLDSMITH est conscient que les actifs militaires ne doivent pas normalement faire partie du patrimoine mais l'évaluation de ces actifs est intéressante pour faire des comparaisons entre actifs physiques et actifs militaires.

"Military asset, ie, military structures and equipment and the assets of atomic energy commission, are excluded from the regular balance sheets. Rough estimates of these items are, however, added to the federal civilian totals in volume II to indicate the relative magnitude of the military and civilian asset of the federal government and to make it possible to present estimates of total national assets including military assets".

Studies in the national balance sheet of the United States (volume I).

32)- Sur la notion de besoin et ses implications on peut se reporter à l'ouvrage de M. GUILLAUME et J. ATTALI : l'Antiéconomique, pages 127 et suivantes.

33)- Voir à ce sujet le tableau du SECN (version provisoire pages 125 et 126) et intitulé :

Frontière entre FBCF et consommation (intermédiaire ou finale).

34)- SCN page 107 paragraphe 663.

Traitement des dépenses de recherche et de prospection."Etant donné que ces dépenses ne donnent pas toujours de résultats concrets et qu'elles ne prennent pas d'ordinaire la forme d'actifs corporels, il a été convenu de les considérer comme une forme de consommation intermédiaire".

De même au paragraphe 102 qui définit la formation de capital il est précisé :

"... La consommation intermédiaire comprend bien les dépenses que les producteurs consacrent à la recherche et au développement, ainsi qu'à la publicité. Cette convention a été adoptée parce que ces dépenses ne se matérialisent pas en actifs corporels et que le revenu futur attendu de ces dépenses reste incertain".

35)- Le SCN fournit une classification de la formation brute de capital fixe, selon la nature des biens (page 119).

- 1 - Immeubles résidentiels
- 2 - bâtiments non résidentiels
- 3 - autres constructions à l'exclusion de la mise en valeur des terres
- 4 - Travaux de mise en valeur des terres et d'aménagement des plantations, des vergers et des vignobles
 - 4₁ - Travaux de mise en valeur des terres
 - 4₂ - aménagement des plantations, des vergers et des vignobles
- 5 - Matériel de transport
- 6 - machines et autres matériels d'équipement
 - 6₁ - Machines et matériel agricole
 - 6₂ - autres biens d'équipement

7 - Animaux de reproduction, animaux de trait, animaux laitiers etc...

36)- Le SECN page 123 précise :

"Les dépenses d'entretien ou de réfection reprises en formation brute de capital fixe ne couvrent pas l'entretien courant des biens de capital fixe et des terrains. Ces opérations ont un caractère régulier et sont de faible montant : elles sont traitées en consommation intermédiaire. Par contre une dépense visant à prolonger la durée de vie, améliorer le rendement ou la capacité de production d'un bien de capital sera considéré comme une formation brute de capital fixe".

37)- La nomenclature des stocks donnée par le SCN reprend les postes suivants (SCN page 117, tableau 62) :

1 - Branches d'activités marchandes productrices de biens

11. Matières premières et matières consommables

12. produits ou travaux en cours

13. bétail, à l'exception des animaux de reproduction, des animaux laitiers etc...

14. produits finis

2 - Commerce de gros et de détail

3 - autres branches d'activité marchande

4 - stocks des branches non marchandes des administrations publiques.

38)- Cette nomenclature est présentée dans un document annexe au SCN relatif aux comptes de patrimoine (E/CN. 3/398) pages 29 et 30. Elle comprend les postes suivants :

1)- Terrains

11 - Terrains où s'élèvent les bâtiments et ouvrages

12 - Terres cultivées

13 - Divers (terrains de plaisance et de loisirs, parcs...).

2)- Forêts et plantations

- 21. Bois d'oeuvre
- 22. plantations, vergers, vignes

3)- Tréfonds

- 31. Gisements de charbon, de pétrole et de gaz naturel
- 32. Gisements de minerais métalliques
- 33. Gisements de minerais non métalliques

4)- Ouvrages hydrauliques et pêcheries

- 41. Ouvrages d'irrigation et de protection contre les inondations
- 42. Pêcheries.

39)- D'après le SCN (tableau 63, page 120) les travaux d'aménagement des plantations, des vergers et des vignobles sont les "dépenses effectuées pour la plantation et la culture jusqu'à fructification, de nouvelles exploitations d'arbres fruitiers et de plantes à sève et à fruit qui mettent plus d'un an avant de commencer à produire ; vergers, plantations de caoutchouc etc..."

40)- Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur la conception du loisir "non-travail".

41)- C'est le cas aux Antilles où il est possible de construire un logement (sommaire, certes !) sur un terrain qu'on n'a pas préalablement acquis. On peut encore voir dans ces pays des affiches du type "Maison à vendre et à emporter".

42)- Ceci explique que les travaux sur terrains sont considérés comme de la formation brute de capital fixe, à la différence des achats de terrains eux-mêmes.

43)- Il est à noter que ces terrains acquis viennent accroître le patrimoine de l'unité acquérante en même temps que celui de la Nation. Ceci peut paraître paradoxal car les échanges de terrains

ne pouvant se faire qu'entre unités résidentes (les achats nets de terrains n'apparaissent pas dans les comptes consolidés de la Nation), le patrimoine national en terrains devrait être immuable, seuls des transferts d'un poste à l'autre de la nomenclature des terrains devraient être possibles. Une conséquence de la convention prise (le fait de ne retenir que les actifs qui ont été accumulés) est que le patrimoine en terrains d'une nation n'est pas immuable. Il a une limite supérieure physique, qui est la superficie du pays ; mais en deça de cette limite il peut augmenter d'une année à l'autre.

44)- Le SCN propose de n'inclure dans les pêcheries que les pêcheries dans les eaux intérieures (cours d'eau et lacs) et les pêcheries littorales séparées du large par une barrière.

Voir sur ce point

45)- Le SCN page 137, paragraphes 786 et 787.

46)- En fait il y a conflit entre deux analyses totalement différentes du patrimoine. Quand on considère le patrimoine comme donnant une mesure du potentiel productif d'une économie, on est amené à considérer qu'un bien économique quelqu'il soit doit être incorporé dans le patrimoine de celui qui l'exploite. A l'inverse quand on considère le patrimoine comme étant le résultat de l'exercice du droit de propriété, c'est la propriété du bien économique qui compte ; peu importe que le propriétaire n'exploite pas, c'est lui qui détient le titre de propriété - Or c'est bien cette conception qui est admise implicitement dans le SCN ; c'est également celle qui s'impose dans une économie capitaliste.

47)- La nomenclature du SCN comprend les postes suivants :

8.1 Or

8.2 ou 9.2 Numéraire et dépôts à vue transférables

8.3 ou 9.3 Autres dépôts

8.4 ou 9.4 Titres à court terme (effets et bons à court terme)

8.5 ou 9.5 Obligations et bons à long terme

- 8.6 ou 9.6 Actions de sociétés et parts de capital social
- 8.7 ou 9.7 Prêts à court terme nda
- 8.8 ou 9.8 Prêts à long terme nda
- 8.9 ou 9.9 Droits des ménages sur les réserves techniques d'assurances vie et de pension
- 8.10 ou 9.10 Apports en capital des propriétaires dans les quasi-sociétés
- 8.11 ou 9.11 Crédits commerciaux et acomptes
- 8.12 ou 9.12 Autres charges à payer et produits à recevoir
- 8.13 ou 9.13 Décalages comptables et ajustement financier.

Chaque poste de la nomenclature est précédé d'un ou deux numéros : le chiffre 8 au début d'un numéro de code indique une créance ; le chiffre 9 un engagement.

CHAPITRE IV

DES COMPTES DE PATRIMOINE, POUR QUOI FAIRE ?

363. Les économistes se sont beaucoup intéressés au capital, à son essence, à sa mesure, dans le courant du dix neuvième siècle, puis cet intérêt s'est estompé au vingtième siècle à la faveur de l'ère keynésienne où l'étude des conditions de l'équilibre économique et du plein emploi ont mis en avant des variables de flux telles le revenu, l'épargne, etc... La comptabilité nationale française a été très influencée par ce courant dont elle est issue.

364. Plus récemment plusieurs économistes ont eu à remplacer le capital dans les débats théoriques du moment ; il s'agit notamment de François PERROUX (1) et Alain COTTA (2). Ce dernier a beaucoup insisté sur la nécessité d'introduire des variables de stocks dans l'analyse économique en général et dans l'analyse de la croissance de l'entreprise en particulier. Mais si cette nécessité apparaît évidente aux yeux de bon nombre d'économistes, elle n'implique pas la nécessité d'établir des comptes de patrimoine. La question posée est celle de savoir en quoi des comptes de patrimoine peuvent être utiles. En quoi combleront-ils un vide ? D'où l'intérêt d'étudier les utilisations des comptes de patrimoine. Il ne s'agit pas ici d'être exhaustif, il n'est pas possible de prévoir dès maintenant toutes les utilisations d'une comptabilité du patrimoine. Il est vraisemblable que, tout comme la comptabilité en termes de flux, la comptabilité patrimoniale se développera en fonction des besoins de ses utilisateurs.

365. Tant qu'elle n'existe pas, du moins en France, on ne peut guère que suggérer certaines utilisations susceptibles de

justifier l'élaboration des comptes de patrimoine. Ce travail préalable n'est pas sans intérêt car, on le verra, le compte de patrimoine auquel on aboutit n'est pas indépendant de l'utilisation que l'on veut en faire.

La question posée au début de ce chapitre : des comptes de patrimoine pour quoi faire ?, revêt un double aspect : d'une part quelle est l'utilité des comptes de patrimoine et d'autre part la liaison, si elle existe, entre l'utilisation recherchée et le compte de patrimoine à établir.

A) Nécessité de présenter des objectifs

Beaucoup plus que des utilisations, il importe dans un premier temps de définir des objectifs qui seront à la base du travail d'élaboration des comptes de patrimoine. Les utilisations découlent-elles des objectifs et également de la pratique ?

367. Si l'on considère un compte de patrimoine national établi dans l'optique du bilan et non pas de l'inventaire, c'est-à-dire une véritable balance (les Britanniques disent "balance sheets") entre les stocks d'actifs, de passifs et la valeur nette, les utilisations de ce compte peuvent être centrées autour d'un petit nombre de thèmes.

368. Raymond GOLDSMITH (3) qui a établi des comptes de patrimoine pour les Etats-Unis distingue plusieurs utilisations; il s'agit essentiellement de l'étude de la structure du patrimoine national ou régional, de comparaisons de structure dans le temps et dans l'espace et de la confection de modèles économétriques. S'agit-il d'objectifs ? Oui, si l'on se place au niveau des comptes nationaux. Ce n'est certainement pas le cas si on se place au niveau de ceux qui prennent la décision d'élaborer des comptes, c'est-à-dire les gouvernants. On peut dire que tous, gouvernants, comptes nationaux, utilisateurs, ont comme objectif majeur "une meilleure connaissance de l'économie", cette formule peu précise peut satisfaire tout un chacun car elle peut

abriter toutes sortes d'intentions. Une meilleure connaissance de l'économie n'est pas un objectif final. On cherche à mieux cerner le fonctionnement de l'économie, soit pour élaborer des formalisations théoriques, soit pour agir sur l'économie par une politique appropriée... L'un des objectifs des comptes de patrimoine est sans conteste la politique économique.

Aussi nous avons retenu les quatre types d'utilisations suivants :

- modèles économétriques
- théorie monétaire
- politique économique
- comparaisons internationales (de structure)

A 1- Comptes de patrimoine et modèles économétriques

Les comportements des agents économiques

369. Les comportements des agents économiques, et plus particulièrement des entreprises et des ménages ont fait l'objet de nombreux développements, mais ces analyses se sont longtemps cantonnées dans l'utilisation de variables de flux comme variables explicatives. Ce n'est que depuis peu que des économistes ont réagi en faisant intervenir des variables patrimoniales dans l'étude des comportements des deux agents fondamentaux que sont les entreprises et les ménages.

Interrelation des flux et des stocks dans l'entreprise

370. Généralement, on considère la croissance des entreprises par rapport à celle de leurs flux ; ainsi la croissance est-elle assimilée, voire mesurée par celle des investissements ou encore par celle du chiffre d'affaires, ou encore par celle des profits. L'expansion des investissements est elle-même liée à celle de l'épargne et de l'autofinancement, elle est rarement rattachée à celle de variables de stocks telles que les actifs physiques existants ou l'endettement global. Or, si la croissance est un phénomène dynamique, elle n'est pas indépendante de la situation

à un moment donné ; la liaison flux-stocks se retrouve à ce niveau. Exemple : il est clair que la croissance des investissements dépend du capital fixe existant et de l'espérance de vie de ce capital.

371. C'est ce que, dans son "analyse dynamique des fonctions de la firme", Alain BIENAYNE (4) appelle l'interrelation stocks-flux. Il s'agit dans ce cas d'expliquer le financement de l'expansion interne de l'entreprise. Comment expliquer la croissance de l'entreprise, phénomène dynamique ? "La croissance de l'entreprise est simultanément la fructification d'un patrimoine hérité du passé et le fruit d'une séquence de paris sur l'avenir". La croissance de la firme se déduit donc aussi bien des flux que des stocks. Il y a là une ouverture dans le sens d'une interprétation nouvelle du bilan d'entreprise.

Le revenu permanent

372. En ce qui concerne les ménages, l'utilisation des variables de flux est encore plus frappante. On considère que la principale fonction économique des ménages est la consommation, l'épargne n'étant que le complément de la consommation ; quant à la production, elle n'est qu'une fonction secondaire. Dans les fonctions classiques de consommation des ménages, le revenu est l'unique variable, à laquelle on adjoint un paramètre mesurant la consommation incompressible. Or la consommation est-elle déterminée uniquement par le flux de revenu ? M. FRIEDMAN (5) fait observer que le niveau de "consommation permanente" dépend du "revenu permanent". Le revenu permanent est, selon l'auteur, une partie du revenu annuel par exemple. Le revenu peut être scindé en une composante permanente ayant une signification à long terme et une composante transitoire liée à des événements accidentels. De même, il y a une part de consommation qui reste à peu près stable en longue période, c'est la consommation permanente, tandis qu'une autre subit les fluctuations conjoncturelles : c'est la consommation excédentaire.

373. Ce qui nous intéresse ici dans l'analyse de FRIEDMAN c'est que la notion de revenu permanent n'est pas très éloignée de celle de richesse selon l'auteur. Cette analyse fait en quelque sorte le relais entre l'analyse classique et celles plus nouvelles qui incluent des variables patrimoniales dans les modèles de comportement des ménages. FRIEDMAN en est d'ailleurs tout à fait conscient puisqu'il dit lui-même que la consommation dépend d'autre chose que du revenu permanent ; un autre facteur intervient qui est "la fortune non humaine".

La demande de monnaie des ménages

374. L'économiste britannique LYDALL (6) a étudié un aspect du comportement des ménages. A partir d'une enquête, il a étudié les facteurs déterminant la demande de monnaie des ménages. La demande de monnaie telle que la conçoit LYDALL est constituée par les détentions d'actifs liquides des ménages, c'est-à-dire le stock de liquidités dont ils disposent après leurs dépenses courantes. Ces actifs liquides comprennent outre la monnaie, les dépôts bancaires, les parts et dépôts dans les sociétés immobilières etc... L'auteur n'est pas très précis pour ce qui est de la plus ou moins grande liquidité des actifs qu'il considère ; mais cette ambiguïté n'altère pas la suite du raisonnement.

375. LYDALL part de l'hypothèse que le revenu et le capital exercent une influence indépendante sur la demande de monnaie. Pour tester cette hypothèse, il faudrait disposer d'un bilan national ou de bilans sectoriels... En l'absence d'un tel appareil statistique il a utilisé une enquête d'épargne portant sur dix huit cent vingt deux "unités de revenu", le but de cette enquête était d'obtenir de chaque unité de revenu des informations concernant les principaux postes de son bilan personnel, ainsi que son revenu avant impôt. L'enquête a pris en compte presque uniquement des actifs importants (dépôts dans les banques, les caisses nationales d'épargne...), à l'exclusion de la monnaie thésaurisée et des biens durables autres que les véhicules et les immeubles.

376. Les unités de revenu ont été classées par groupe de valeur nette c'est-à-dire de patrimoine et groupe de revenu. Le cadre ainsi obtenu a été rempli grâce aux données sur les actifs liquides. Il en résulte un tableau donnant les détentions d'actifs liquides (6), le revenu et le capital.

Il apparaît qu'il existe une corrélation forte (0,8) entre les détentions d'actifs liquides et le capital (représenté ici par la valeur nette) ; cette corrélation est d'autant plus forte que l'on se situe dans des tranches de valeur nette plus élevées, où les actifs liquides représentent une part relativement faible de la valeur nette. Par contre entre les détentions d'actifs liquides et le revenu brut, la corrélation est faible (0,2).

De plus, lorsque l'effet de la valeur nette est éliminé, on obtient entre actifs liquides et revenu une faible corrélation négative que LYDALL juge non significative en soi, mais il en déduit que le niveau de revenu n'a aucun effet sur la demande de monnaie.

377. Les conclusions générales de LYDALL sont les suivantes :

- les détentions d'actifs liquides d'une unité individuelle de revenu sont déterminées en premier lieu par sa richesse totale.

- chaque unité de revenu essaie d'accumuler un minimum d'actifs liquides et, jusqu'à ce que cet objectif soit atteint, une faible part de richesse sert à l'acquisition d'autres formes d'actifs.

- au delà de ce seuil, les accroissements de richesse sont partagés entre actifs liquides et non liquides dans la proportion approximative de 1 à 6.

378. L'intérêt de l'étude de LYDALL est double. D'un point de vue théorique c'est une contribution à la réflexion sur

les variables explicatives du comportement des ménages : étude des ménages en fonction des actifs qu'ils détiennent. L'épargne des ménages ne doit pas être considérée comme uniquement une non-consommation. A partir d'une certaine tranche de revenu et de valeur nette, l'épargne devient désir d'investir et d'accumuler ; la consommation apparaît relativement secondaire.

379. D'un point de vue plus pratique on entrevoit l'intérêt d'une meilleure connaissance du patrimoine des ménages dans leur ensemble et encore plus des ménages divisés en groupes. La classification des ménages par catégories socio-professionnelles est très imparfaite mais il est évident que des comptes de patrimoine par catégorie socio-professionnelles permettraient de mettre en évidence différents types de comportement en fonction de la valeur et de la structure du patrimoine.

A 12- Fonctions de production et modèles de croissance

380. L'utilisation de certains éléments des comptes de patrimoine dans les modèles de croissance n'est pas négligeable. Ainsi si l'on se réfère par exemple à une fonction de production du type COPER-DOUGLAS, on a :

$$P = b L^{\alpha} C^{\beta}$$

Cette fonction, très classique, relie la production aux deux facteurs : capital C et travail L. C mesure le stock brut de capital fixe ; mais ce stock est à l'heure actuelle assez mal connu. Des comptes de patrimoine devraient permettre une véritable mesure de C et par là même du coefficient marginal de capital.

381. Des estimations du capital fixe productif ont été effectuées en France. Ainsi Jacques MATRESSE (7) a évalué le capital productif français pour les vingt années de 1950 à 1970. Cette estimation a été faite à partir de séries d'investissements auxquels ont été appliqués des coefficients permettant de tenir compte de la durée de vie et de la dépréciation des équipements. On obtient ainsi une série de capital fixe brut et une série de

capital fixe net. La méthode utilisée dite méthode chronologique, encore appelée inventaire permanent, est assez lourde car elle suppose un inventaire ; elle présente l'avantage de relier directement la capital au flux d'investissement de la comptabilité nationale.

L'étude de MAIRESSE fait ressortir l'intérêt de mesurer et surtout de suivre l'évolution du capital fixe dans l'industrie ; les différents secteurs d'activité n'ont pas la même structure d'équipement.

382. La croissance du capital productif, la composition de ce capital déterminent l'évolution du secteur. Cette étude s'est volontairement limitée à l'aspect technique, mais il est clair que les problèmes de financement du capital sont sous-jacents. La croissance économique ne peut être envisagée en dehors des contingences financières. Quelle que soit la mesure que l'on adopte pour cette croissance : production, chiffre d'affaires, capital..., la croissance ne peut être séparée de ses implications financières. Les actifs financiers sont une variable non négligeable, les contraintes financières étant importantes dans la décision d'investir. D'où l'intérêt d'une bonne connaissance des détentions d'actifs financiers des agents économiques, c'est-à-dire du potentiel de financement de l'économie. Ainsi apparaîtrait le rôle des différents agents dans le financement de la croissance ⁽⁸⁾. Une telle connaissance peut permettre à la fois de déterminer les possibilités de croissance de l'économie en fonction des contraintes financières et de répercuter le poids de ce financement sur les agents, c'est-à-dire de mesurer les conséquences d'un choix de croissance sur le patrimoine des agents, et tout particulièrement des entreprises.

A 13- Dynamisation des tableaux entrées-sorties et
comptes de patrimoine

383. La description statique des relations interindustrielles est formulée entièrement en termes de flux de biens et

services. Les coefficients techniques donnent les relations de production existant entre deux secteurs et permettent de résoudre le problème : quelle quantité du produit du secteur i faut-il pour produire une unité du produit j.

384. En réalité les processus économiques font intervenir non seulement des flux mais aussi des stocks de biens (matières premières, machines, immeubles...). LEONTIEF ⁽⁹⁾ considère que le schéma qui sert pour présenter les flux de biens et services peut être utilisé pour la distribution des stocks entre les différents secteurs d'une économie ; exemple :

- tableau des flux : produits du secteur i absorbés en un an par le secteur j ;
- tableau des stocks : stocks en produit i détenus par le secteur j à une date donnée.

385. Parallèlement aux coefficients techniques, on aurait des coefficients stocks-production qui donneraient la quantité de stocks en produit du secteur i qu'il faudrait au secteur j pour accroître sa production d'une unité. Ceci suppose l'hypothèse selon laquelle une augmentation de production demande des stocks proportionnellement plus grands et inversement. Quand un secteur accroît sa production, sa demande de produits des autres secteurs s'accroît du fait de l'accroissement des besoins courants reflétés par les coefficients réguliers de flux techniques ; il absorbe en plus des produits additionnels de façon à être en mesure d'augmenter les stocks nécessaires selon ses coefficients de stocks.

386. Il faudrait construire à côté du tableau d'échanges classique, un tableau d'échanges en capital c'est-à-dire donnant les stocks de produits par branches. Selon LEONTIEF

"la matrice de capital, ou plus généralement la matrice de stocks d'une économie nationale devrait, dans l'étude du développement économique avoir la position centrale occupée par la matrice de flux dans l'analyse statique".

387. Il faudrait à l'échelle des entreprises d'une branche ou d'un secteur déterminer les conditions de l'équilibre dans le temps entre le flux de leur production et le stock de cette production qu'accumule le reste de l'économie pour accroître ses capacités productives. A l'échelle d'une entreprise sa politique d'investissement doit tenir compte des stocks de sa production que détiennent ses clients, car elle doit éviter que sa production devienne insuffisante ou à l'inverse excédentaire.

388. L'analyse de LEONTIEF peut être formalisée de la façon suivante (10) :

Soit S_{ik} le stock de produit i utilisé dans la branche k , et soit X_k la production vendue de la branche k , on peut définir un coefficient b_{ik} tel que :

$$b_{ik} = \frac{S_{ik}}{X_k} \quad (1)$$

Ce coefficient donne la relation entre le stock de i détenu par k et la production de k .

Par hypothèse on a la relation :

$$x_{ik} = a_{ik} X_k \quad (2)$$

Cette relation, fondamentale dans les tableaux entrées-sorties classiques, définit les coefficients techniques a_{ik} par rapport aux achats de biens i par la branche k .

L'équation (1) peut s'écrire :

$$S_{ik} = b_{ik} X_k \quad (3)$$

Si l'on désigne par $S_{ik}(t)$ la fonction donnant les variations de S_{ik} dans le temps, $\frac{dS_{ik}(t)}{dt}$ est le taux de modification du stock.

On peut écrire : $X_i = Y_i + \sum_{k=1}^n x_{ik} + \sum_{k=1}^m \frac{dS_{ik}(t)}{dt} \quad (4)$.

Autrement dit : la production vendue de la branche i est égale à la somme des ventes pour la demande finale (consommation et exportations) plus la demande intermédiaire plus la demande à des fins d'accumulation.

En différenciant l'équation (3) on obtient :

$$\frac{dS_{ik}(t)}{dt} = b_{ik} \frac{dX_k(t)}{dt} \quad (3')$$

Dès lors l'équation (4) peut s'écrire :

$$X_i = Y_i + \sum_{k=1}^m a_{ik} X_k + \sum_{k=1}^m b_{ik} \frac{dX_k(t)}{dt} \quad (4')$$

Dans cette équation la demande intermédiaire apparaît bien comme proportionnelle à la production de la branche utilisatrice k ; de même la demande à des fins d'accumulation apparaît proportionnelle au rythme de production du produit k .

Pour l'ensemble des branches d'une économie on peut définir une matrice B des coefficients b_{ik} , parallèlement à la matrice A des coefficients a_{ij} .

$$B = \begin{array}{c} \begin{array}{cccc} : & b_{11} & b_{12} \dots \dots \dots & b_{1m} : \\ : & b_{21} & b_{22} \dots \dots \dots & b_{2m} : \\ : & \text{-----} & & : \\ : & b_{m1} & b_{m2} \dots \dots \dots & b_{mm} : \\ : & & & : \end{array} \end{array}$$

389. Pour apprécier la portée de l'analyse de LEONTIEF, il faut préciser que le stock, pour l'auteur, est un terme général qui recouvre aussi bien des actifs fixes que des biens stockés. La demande de biens à des fins d'accumulation recouvre une partie de la demande finale du traditionnel TEI français, c'est-à-dire la FBCF et la variation de stocks. Autrement dit, si l'on élabore, comme le préconise LEONTIEF, un tableau des stocks par branches, la liaison entre les deux tableaux de stocks correspondant à deux années consécutives (n et $n+1$) se fera simplement par l'intermédiaire du TEI de l'année $n+1$. D'autre part, aux terrains et autres actifs non reproductibles près, on retrouvera les actifs physiques du compte de patrimoine global.

390. Il peut paraître paradoxal que l'on parle à propos de ce système de système dynamique, alors que l'on parle de système statique pour le tableau entrée-sortie traditionnel. En effet, on a généralement tendance à considérer comme non statique ce qui touche aux flux, et comme statique ce qui touche aux stocks. En réalité, la dynamique du système tient dans les coefficients b_{ik} . Ces coefficients b_{ik} lient un stock à un flux ($b_{ik} = \frac{S_{ik}}{X_k}$) ; entre ce stock et ce flux il y a le processus de

X_k

production. Cette dynamique se réalise véritablement au cours de ce processus de production, c'est-à-dire quand production et stock se modifient sous l'effet de la durée :

$$\frac{d S_{ik}(t)}{dt} = b_{ik} \frac{d X_k(t)}{dt}$$

391. Les coefficients b_{ik} sont donc au centre du système dynamique. Que sont ces coefficients b_{ik} ? Ce sont des coefficients de capital d'un type particulier car ce sont des coefficients par branches et produits. Un coefficient du type b_{ik} donne le coefficient de capital de la branche k par rapport au produit i . Pour avoir le coefficient de capital de l'ensemble de la branche k , il faut faire la somme des b_{ik} avec i variant de I à m . Pour avoir le coefficient de capital global de l'ensemble de l'économie il faut faire la somme pondérée des différents coefficients de branches. Le coefficient de capital global ainsi obtenu est un coefficient moyen.

392. Le système dynamique de LEONTIEF est une généralisation du principe d'accélération. Ce principe d'accélération s'applique aussi bien aux moyens de production durables, qu'aux biens de consommation durables et semi-durables, qu'aux stocks de marchandises (11). Pour répondre à un accroissement de la demande de produits finis (12) il faut accroître de manière plus importante la demande de moyens de production nécessaires pour les créer. On peut dire que le système de LEONTIEF est une généralisation du

principe d'accélération dans la mesure où il s'applique aux stocks de biens de toutes les branches situées en amont d'une branche considérée. D'autre part le principe d'accélération concerne, dans sa forme traditionnelle, des flux qu'il s'agisse de la demande d'investissement ou de la demande de biens de consommation, alors que le modèle LEONTIEF se veut un modèle liant flux et stock.

393. D'un point de vue statistique l'élaboration de comptes de patrimoine permettrait de poursuivre les travaux de LEONTIEF dans le sens d'une recherche sur les coefficients de capital par branche. Dans quelle mesure peut-on considérer ces coefficients comme stables par exemple ?

Par ailleurs cette recherche, nous semble-t-il, a des retombées à la fois au niveau macro-économique et au niveau micro-économie.

394. Au niveau macro-économique, il s'agit de parfaire le schéma walrasien de recherche de l'équilibre global. Connaissant les coefficients b_{ik} en plus des coefficients a_{ik} , il devient moins difficile de concevoir un équilibre non statique entre les différentes branches de l'économie. On peut dans une perspective de politique économique envisager d'agir sur cet équilibre, notamment en modifiant les prix.

395. Au niveau micro-économique, il s'agit pour une entreprise de connaître de manière précise les besoins de ses clients dans le (ou les) produit qu'elle fabrique de manière à être toujours en mesure de satisfaire leur demande et, encore mieux, de prévoir cette demande afin d'adapter sa propre production. Le rôle des anticipations est donc assez important, car ces anticipations ont leur effet sur le marché et sur la politique propre de l'entreprise. Il s'agit donc de faire de bonnes anticipations. L'idéal serait de prévoir assez longtemps à l'avance de manière à ce que l'entreprise puisse elle-même élaborer son propre plan. Mais plus les anticipations se font longtemps à l'avance,

plus elles risquent d'être fausses, d'autant que le fonctionnement du modèle de LEONTIEF suppose certaines conditions notamment l'absence d'innovations techniques et de reconversion (en plus des conditions du modèle statique) ce qui ne peut être admis qu'en courte période.

A 2- Comptes de patrimoine et théorie monétaire

396. La théorie monétaire a été, et continue à être, profondément influencée par l'analyse quantitative de la monnaie ; analyse selon laquelle la quantité de monnaie est une donnée exogène, indépendante des prix et du volume des transactions, et la vitesse de circulation de la monnaie une donnée institutionnelle. Déjà les mercantilistes étaient quantitativistes ; les classiques le furent également ; encore à l'heure actuelle des discussions orageuses mettent aux prises monétaristes quantitativistes (Milton FRIEDMAN en est un brillant représentant) et keynésiens (HELLER entre autres).

397. Mais même entre quantitativistes, l'homogénéité n'est pas parfaite sur la manière de concevoir la monnaie. Il y a en effet le fameux problème de la dichotomie entre réel et monétaire. Pour les classiques dont RICARDO, la dichotomie existe. Il n'y a pas d'illusion monétaire : quand les prix augmentent, il s'agit d'un phénomène uniquement monétaire qui ne modifie pas la réalité des comportements des sujets économiques. En d'autres termes, il y a une insensibilité des sujets économiques aux changements de prix. Une conséquence immédiate c'est que la quantité de monnaie à émettre est indéterminée. Une attitude rencontrée également chez les quantitativistes, c'est la négation de cette dichotomie et au contraire l'intégration de la monnaie dans les phénomènes réels.

L'effet d'encaisse réelle

398. A l'effet d'encaisse réelle est attaché le nom de l'économiste Don PATINKIN ⁽¹³⁾, mais la paternité en revient

semble-t-il à A.C. PIGOU (13).

L'association "encaisse" et "réelle" en dit long sur la conception de ces auteurs : si à l'encaisse par essence monétaire, on adjoint le qualificatif "réelle", c'est que la dichotomie réel/monétaire est reléguée au second plan.

399. Le principe de l'effet d'encaisse réelle est basé sur deux constatations.

D'une part tous les prix n'augmentent pas dans la même proportion : une augmentation des prix absolus a une action sur les prix relatifs. Il y a une distinction entre d'un côté les variations de valeur de la monnaie et d'un autre côté les variations des prix relatifs. Comme le souligne S. de BRUNHOFF (14) "la distinction qui subsiste entre théorie de la valeur des biens (prix relatifs) et théorie de la monnaie (niveau général des prix) n'empêche pas leur intégration qui se réalise grâce à "l'effet des encaisses réelles".

D'autre part la variation du niveau général monétaire des prix entraîne une variation de la valeur du patrimoine. Lorsque les prix baissent, la valeur du patrimoine augmente. C'est de là que vient l'idée d'encaisse vraie, c'est-à-dire la partie effective possédée en monnaie.

400. "L'encaisse réelle " veut dire que l'on se préoccupe non pas de l'encaisse nominale mais du pouvoir d'achat réel, c'est-à-dire l'influence qu'a la variation des prix en hausse ou en baisse sur la valeur de l'encaisse. On parle à ce propos d'effet de patrimoine.

401. Mais que recouvre pratiquement l'expression encaisse ? On peut penser qu'il s'agit du stock d'actifs financiers plus ou moins liquides détenus par un sujet économique. Mais s'agit-il vraiment de cela dans l'analyse de Don PATINKIN ? Il ne nous semble pas. Car s'il s'agissait des actifs financiers, on ne pourrait pas comme le fait PATINKIN les considérer comme

déterminants dans les comportements d'achats et de ventes des sujets économiques ; il faudrait en tout état de cause tenir compte également des passifs. Il nous semble au contraire que ce que PATINKIN considère comme "encaisse" est quelque chose qui est représentatif du patrimoine, c'est-à-dire à notre sens la valeur nette ; en d'autres termes ce qui reste des actifs quand on a déduit tous les engagements.

402. Quelles sont les conséquences de cet effet ? Tout d'abord les variations de l'encaisse réelle déforment les prix réels ou relatifs sur le marché des biens. En effet elles influencent la manière dont les sujets économiques vont acheter des biens en relation les uns avec les autres. PATINKIN va plus loin en considérant l'idée que l'individu se fait du niveau de son encaisse par rapport à la normale.

"Il s'ensuit que si les encaisses initiales détenues par l'individu sont pour quelque raison supérieure au niveau qu'il estime nécessaire, il cherchera à remédier à cette situation en augmentant les quantités qu'il demande des diverses marchandises, accroissant par là ses dépenses projetées et diminuant ses encaisses" (13).

Les variations de l'encaisse réelle affectent dans un sens ou dans l'autre (hausse ou baisse) l'offre et la demande ; les équilibres antérieurs s'en trouvent donc perturbés. Il en sera de même de l'équilibre sur le marché financier (marché des titres) ; le taux d'intérêt, prix sur le marché des titres va varier en fonction des variations de l'encaisse réelle.

L'effet d'encaisse réelle n'a pas les mêmes conséquences selon qu'il s'agisse d'un créancier ou d'un débiteur. En effet une baisse des prix entraîne une augmentation de la valeur réelle des titres ce qui incite les créanciers à dépenser davantage. A l'inverse un débiteur sujet à l'effet d'encaisse réelle, cherche à diminuer ses dépenses quand la valeur réelle des titres augmente.

403. L'analyse de PATINKIN est une analyse monétaire mais à notre sens, elle est également une manière d'aborder le problème des comportements des agents économiques. Elle avance la proposition selon laquelle les agents déterminent leurs achats et leurs ventes en fonction du niveau de leur patrimoine voire même de l'idée qu'ils ont du niveau de ce patrimoine par rapport à ce qu'ils considèrent comme la normale. L'analyse de PATINKIN prolonge donc celles de LYDALL et de FRIEDMAN.

Le rapport RADCLIFFE (15)

404. Ce rapport est dû à une Commission créée en 1957 par le Chancelier de l'Echiquier britannique pour enquêter sur le système anglais de monnaie et de crédit et faire des recommandations pour une amélioration du dit système. Cette Commission était composée d'une dizaine de spécialistes dont le Pr RADCLIFFE qui lui donna son nom.

405. Au cours de son enquête la Commission a été amenée à faire un certain nombre de constatations qui remettent en cause des idées admises traditionnellement en théorie monétaire.

L'analyse traditionnelle fait de l'offre de monnaie,⁽¹⁶⁾ la quantité de monnaie composée de billets de banque et de dépôt qui est amenée à influencer la demande globale de biens et de services. Selon les auteurs du rapport, si l'offre de monnaie n'est pas dénuée de toute importance, elle n'est qu'un aspect de ce qu'ils appellent la "liquidité générale de l'économie".

La Commission met également en doute le rôle déterminant que les économistes classiques attribuent au taux de l'intérêt à court terme. Par contre ils reconnaissent le rôle de ce dernier en longue période.

Au niveau des investissements, la Commission remet aussi en cause le rôle du taux d'intérêt tel que le conçoivent les économistes classiques. D'après l'enquête effectuée auprès des entreprises, il semblerait que les chefs d'entreprises attachent peu

d'importance au taux d'intérêt par rapport aux autres coûts.

De même l'effet stimulateur ou dépressif du taux d'intérêt sur l'épargne est mis en doute. Selon le rapport, comme ce sont les mêmes personnes et/ou institutions qui perçoivent et versent des intérêts, il importe d'envisager l'effet net du taux d'intérêt. Il est suggéré de prendre en compte l'influence d'autres facteurs plus spécifiques.

406. La masse monétaire n'est donc qu'une partie de la structure de la liquidité de l'économie. Une décision de dépenser ne dépendra pas pour un individu de ce qu'il a dans sa caisse et à sa banque ; il faut prendre **en considération** les autres sources possibles de fonds. De quoi dépendent les possibilités de financement ? Elles dépendent de la composition des avoirs et de la faculté d'emprunter de l'individu considéré ; également de la **propension** à prêter et des ressources dont disposent les institutions de financement.

En d'autres termes la capacité de dépenser n'est pas limitée par la masse monétaire existante, elle dépend de la quantité de monnaie que celui qui se propose de dépenser croît pouvoir obtenir, que ce soit par réception d'un revenu, par liquidation d'éléments de capital ou par emprunt. Dans la décision de dépenser l'offre de monnaie a certes son importance, mais sont également importants tous les éléments du patrimoine quelle que soit leur liquidité, dans la mesure où ils sont réalisables. Il est à noter que les rapporteurs insistent sur le fait que plus que la richesse, il s'agit de la composition du patrimoine.

407. Le concept de liquidité générale de l'économie est un concept qui se veut nouveau. En effet il ne s'agit pas de la liquidité qualitative, c'est-à-dire la facilité avec laquelle les avoirs se transforment en monnaie, ni de la liquidité quantitative c'est-à-dire le volume total des actifs, il s'agit d'un concept englobant les deux : les variations de la liquidité

dépendraient à la fois des changements de la forme et de l'attitude à la négociabilité des avoirs mais aussi des changements quantitatifs. Ce concept est considéré comme fondamental par les rapporteurs. En effet la prise en compte de la liquidité globale de l'économie entraîne la mise en place d'une politique monétaire différente des politiques traditionnelles.

A 3- Politique économique et comptes de patrimoine.

408. Pour apprécier l'intérêt des comptes de patrimoine pour la politique économique, il suffit en fait de tirer les conséquences des objectifs théoriques présentés plus haut. Dans cet ordre d'idées on peut dire qu'un "TEI dynamisé" au sens de LEONTIEF peut être un instrument d'orientation de la politique économique. En effet dans le cadre des travaux relatifs aux budgets économiques et à la planification, un tel tableau devrait être utilisé en complément au TEI traditionnel pour asseoir les prévisions économiques. Cette utilisation permettrait de prévoir les goulots d'étranglement qui peuvent intervenir, par exemple l'incapacité pour une branche de répondre à un accroissement de la demande des autres branches en raison de contraintes exogènes ou autres, et éventuellement de remédier à cet état de fait.

409. L'analyse des comportements financiers des agents économiques tout comme l'évolution de la théorie monétaire qui font appel toutes deux à des variables patrimoniales ont leurs prolongements directs dans la politique économique. Si l'on revient au rapport RADCLIFFE, l'une des conclusions à laquelle aboutissent les rapporteurs est que les autorités monétaires doivent agir sur la dépense globale, car, selon les membres de la Commission, c'est la liquidité globale qui est la variable déterminante. Les autorités monétaires peuvent encourager ou décourager la demande en modifiant les conditions de liquidité des institutions de financement, des entreprises et des particuliers de sorte que ceux qui désirent dépenser aient plus ou moins de peine à se procurer l'argent nécessaire.

Selon les rapporteurs le meilleur moyen d'agir sur la liquidité est d'avoir une politique de gestion de la dette publique. Ils préconisent une action par l'intermédiaire des taux d'intérêt à long terme et également des opérations d'open market devant conduire à un arbitrage entre la monnaie et les autres formes d'avoirs liquides.

410. Les comptes de patrimoine par secteurs institutionnels peuvent servir de base à l'élaboration d'une politique fiscale orientée vers un impôt foncier ou un impôt sur la fortune. Il est clair que les comptes de patrimoine ne peuvent à eux seuls permettre l'établissement de l'assiette de l'impôt. Ils peuvent par contre être utilisés en concurrence avec les déclarations des contribuables et diverses enquêtes sur la composition du patrimoine de ces derniers. Dans cette optique ils serviraient surtout de référence, en particulier s'ils sont élaborés par catégorie socio-professionnelle du chef de ménage par exemple.

411. En matière d'orientation de la politique fiscale, ou plus exactement de choix entre différents types d'impositions, l'existence de comptes patrimoniaux constitue incontestablement un élément intéressant. La connaissance approfondie de la structure des patrimoines des différents secteurs institutionnels permet de faire des études sérieuses sur l'éventuel rendement d'un impôt sur le capital. On peut aussi, bien entendu, orienter la recherche vers d'autres objectifs, notamment l'objectif de justice fiscale. Dans un pays donné, compte tenu d'une part de la structure des patrimoines, et d'autre part de la structure des revenus, pour réaliser la justice fiscale optimale doit-on adopter l'impôt sur le revenu, l'impôt sur le capital ou alors cumuler les deux en les modulant en fonction de différents facteurs déterminés par ailleurs ?

Voilà, selon nous, quelques exemples de problèmes de politique économique que peuvent aider à résoudre des comptes de patrimoine.

A 4- Comparaisons internationales de structure

A 41. Etude de la structure du patrimoine d'une économie nationale

412. Etudier la structure du patrimoine d'un pays est un objectif fondamental. Il s'agit de mettre en évidence l'importance des actifs financiers dans l'ensemble du patrimoine, en faisant la distinction entre les différents types d'actifs financiers. Un autre aspect de l'étude de la structure est de mettre en évidence les agents économiques créanciers d'une part et ceux qui sont débiteurs de l'autre. Qui finance qui ? Des éléments de réponse peuvent être trouvés dans des tableaux donnant d'un côté la composition du patrimoine et de l'autre les différents secteurs institutionnels. Par exemple on pourra savoir si ce sont les intermédiaires financiers qui sont à la base du financement des sociétés ou si ce sont plutôt les ménages et/ou les administrations publiques. Si l'économie est peu monétisée, la part des actifs financiers sera relativement faible et le rôle des intermédiaires financiers sera réduit. L'adjonction d'un compte de patrimoine détaillé pour le reste du monde permet de connaître la position nette de l'économie nationale par rapport au reste du monde et en particulier, elle permet de savoir si l'économie nationale est débitrice ou créditrice. Cette position nette doit être reliée au niveau de développement économique atteint par le pays, et également aux caractéristiques de ce pays à l'échelle internationale (appartenance au centre ou à la périphérie), c'est-à-dire sa plus ou moins grande dépendance vis à vis de l'extérieur.

413. Un autre aspect de l'étude structurelle ; c'est l'analyse de ce que GOLDSMITH appelle le "développement financier" (17), c'est-à-dire les changements dans la structure financière du pays. On peut ainsi suivre :

- l'évolution des détentions d'actifs financiers et non financiers ;
- l'évolution de l'importance du financement interne

(par l'épargne) et du financement externe (emprunts et émissions d'actions).

Pour étudier les changements de structure financière intervenant dans l'économie, on dispose d'un instrument, le FIR (financial interrelation ratio ou ratio d'interrelations financières). Selon GOLDSMITH ⁽¹⁷⁾ ce ratio permet de comparer la superstructure financière en relation avec l'infrastructure réelle. Il est obtenu en faisant le quotient entre la valeur de tous les actifs financiers et celle de tous les actifs réels. GOLDSMITH propose quatre définitions du FIR ; plus exactement le FIR peut être déterminé selon quatre bases distinctes :

- Une base brute, dans ce cas on reprend tous les actifs, qu'ils soient détenus par des résidents ou par des non résidents ; on a alors la formule suivante :

$$\frac{Fdd + Fdf}{Tdd + Tfd} \quad \text{où}$$

Fdd= actifs financiers nationaux détenus par des résidents

Fdf= actifs financiers étrangers détenus par des nationaux

Tdd= actifs corporels intérieurs détenus par des résidents

Tfd= actifs corporels intérieurs détenus par des étrangers.

- Une base nette ; dans ce cas on retranche certaines catégories d'actifs, la formule est alors :

$$\frac{Fdd + (Tdf + Fdf - Tfd - Ffd)}{Tdd + (Tdf + Fdf - Tfd - Ffd)} \quad \text{où}$$

Tdf= actifs corporels extérieurs détenus par des nationaux

Ffd= actifs financiers nationaux détenus par des étrangers

- Une base hybride, croisement des deux précédentes :

$$\frac{Fdd + (Tdf + Fdf - Tdf - Ffd)}{Tdd + Tfd}$$

- Une base intérieure qui ne reprend que les actifs détenus par des résidents et situés sur le territoire du pays

considéré : Fdd

Tdd

414. A quoi correspondent ces quatre bases définies par GOLDSMITH. En fait il s'agit de quatre optiques différentes, quatre manières de concevoir le patrimoine national. Le choix entre l'une ou l'autre peut bien entendu dépendre de l'objectif recherché, mais il dépend aussi et surtout des conventions que l'on a adoptées quant à la délimitation de l'économie nationale et quant aux composantes du patrimoine national.

A 42. Comparaisons de structure entre pays

415. De même que le FIR permet de suivre le développement financier d'un même pays, il est un instrument de comparaison de structure entre divers pays. Mais à partir du moment où l'on envisage des comparaisons entre pays, il importe d'être plus précis quant aux conditions de détermination de ce ratio.

I) Aspects théoriques de la détermination du FIR

416. Etant donnés les objectifs recherchés dans l'élaboration du FIR, à savoir mettre en évidence les différences qui apparaissent dans la structure financière d'un même pays aux différents stades de son développement financier et les différences de structure existant entre divers pays, il a été nécessaire de faire un certain nombre d'hypothèses (18) :

a) On considère que l'économie est fermée, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'interrelations financières avec d'autres pays ;

b) La croissance du pays est régulière et le produit national brut augmente régulièrement à taux constant ;

c) Toutes les unités économiques fonctionnant à l'intérieur du pays peuvent être groupées en deux secteurs homogènes : les établissements financiers et les unités non financières ;

d) On ne prend en considération que les flux financiers nets, c'est-à-dire que l'on ne fait pas apparaître séparément les

émissions brutes d'instruments financiers et le retrait de ces instruments :

c) Il n'existe qu'un seul instrument financier ou, ce qui revient au même, toutes les catégories d'instruments financiers sont supposées être librement échangeables au pair ;

f) Ces instruments financiers ne font pas l'objet de transactions intersectorielles après leur émission ;

g) Les coefficients que l'on fait intervenir dans l'explication du processus financier sont stables tout au long de la période considérée ou ne s'écartent que de façon négligeable de la moyenne (pondérée) de leur valeur pour la période.

417. Ces hypothèses rendues nécessaires pour simplifier la formalisation ne peuvent être admises que dans une première étape. Dans une seconde étape elles devront être levées une à une, sinon le calcul du FIR perdrait beaucoup de son intérêt. Toutes les hypothèses n'ont d'ailleurs pas la même importance. Les trois premières méritent une attention particulière. En effet si l'on considère l'économie fermée (hypothèse I), non seulement on s'écarte de la réalité, mais encore on s'interdit de pouvoir mesurer la dépendance de l'économie nationale par rapport au reste du monde. L'hypothèse 2 est particulièrement restrictive puisqu'elle n'admet que la croissance équilibrée à taux constant ; cette hypothèse est bien entendu irréaliste, mais en plus elle enlève une possibilité d'investigation à savoir l'existence ou non d'une quelconque corrélation entre le type de croissance économique d'un pays et sa structure financière. La troisième hypothèse est déjà moins importante, car elle n'empêche pas d'établir des comparaisons valables entre pays, mais ces comparaisons ne peuvent être que globales, elles n'ont pas la finesse de comparaisons distinguant des secteurs plus homogènes. La septième hypothèse ne doit pas être conservée, à notre sens. La remarque à faire ici rejoint celles qui ont été déjà faites. Si l'on considère constants, ou presque, tous les facteurs déterminants le FIR, cela

permet d'isoler les phénomènes uniquement financiers mais ne permet pas de mettre en évidence les relations entre ces phénomènes et les autres.

418. Si l'on désigne par F l'ensemble des actifs financiers et par Y le montant du patrimoine national, le FIR peut être défini par la formule $\frac{F}{Y}$.

F désigne l'ensemble des actifs financiers en circulation à un moment donné. F dépend donc des émissions nouvelles d'actifs, Or ces émissions nouvelles dépendent elles-mêmes d'un certain nombre de facteurs. GOLDSMITH retient six facteurs jugés déterminants :

a) Le produit national brut total Y

b) Le taux de monétisation (μ) qui exprime la fraction du produit national qui est vendue contre monnaie ; le produit national en monnaie est égal à μY .

c) Le taux de formation de capital, c'est-à-dire la fraction du produit national brut en monnaie qui est constituée par de la formation de capital : $k = K/\mu Y$

d) Le rapport entre les émissions nouvelles nettes d'unités non financières (E) et la formation de capital qui en résulte :

$$e = E/K$$

e) Le rapport entre les émissions nouvelles d'instruments financiers effectuées par les établissements financiers (d) et les émissions nouvelles des unités non financières $\phi = d/E$

f) Le rapport entre les émissions totales d'instruments financiers effectuées par des établissements financiers et absorbées par d'autres établissements financiers (d^*) et le montant de leurs émissions absorbées par des unités non financières $= d^*/d$.

Le volume total des émissions nouvelles nettes d'instruments financiers pour une période j est donné par la formule :

$$f_j = Y_j \mu_j k_j e_j [1 + \phi_j (1 + \lambda_j)]$$

Cette formule signifie que les émissions nouvelles totales d'instruments financiers sont reliées au produit national brut Y_j par :

- le taux de monétisation μ
- le taux de formation de capital k_j
- le taux d'émissions nouvelles e_j
- le taux "d'intermédiation financière" $(1 + \phi_j)$
- le taux de stratification $(1 + \lambda_j)$.

419. Il est assez simple, une fois connue la formule de f_j c'est-à-dire les émissions nouvelles, de passer à celle du stock d'instruments financiers. On a :

$$Ft = \sum_{j=1}^{j=k} f_j$$

A partir de là le calcul du FIR ne pose plus de problème important. Il faut noter cependant que le FIR est soumis à d'autres facteurs qui n'apparaissent pas explicitement dans la formule, notamment les variations de prix des actifs (19).

II) Comparaisons d'un pays à l'autre

420. Une fois déterminées et étudiées les composantes du FIR, il reste à expliquer les différences de valeur du coefficient que l'on est à même de constater entre les pays. On constate par exemple une liaison positive entre la valeur du FIR et le niveau de développement économique. Le tableau 5 synthétise les résultats des comparaisons effectuées par GOLDSMITH. (Tableau tiré de "facteurs déterminants de la structure financière", page 9).

Tableau 5. Taux d'interrelations financières dans certains pays. Estimations brutes provisoires.

PAYS	ANNEE	TAUX
I- Pays développés		
a- ROYAUME-UNI	1961	1,70
b- JAPON	1960	1,40
c- ETATS-UNIS	1961	1,25
d- ITALIE	1961	1,05
e- FRANCE	1960	0,65
f- RFA	1960	0,75
II- Pays moins développés		
a- MEXIQUE	1960	0,40
b- VENEZUELA	1959	0,40
c- INDE	1960	0,35
d- GUATEMALA	1960	0,30
e- ETHIOPIE	1960	0,15
III- Economies planifiées		
a- YOUGOSLAVIE	1960	0,40
b- URSS	1959	0,35

GOLDSMITH explique le fort ratio de la Grande-Bretagne en partie par des raisons historiques (20).

Dans le tableau, il apparaît clairement que les pays développés d'économie capitaliste sont ceux dont le FIR est le plus élevé, alors que les pays sous-développés et les pays socialistes ont des ratios assez bas (inférieurs à 50 %). Ceci est logique dans la mesure où dans un cas on a des pays où la monnaie et les actifs financiers en général jouent un rôle important, alors que dans le second cas il s'agit de pays peu monétisés soit parce que certaines sphères de l'économie ne sont pas encore monétisées (pays sous-développés), soit que les actifs financiers ont été cantonnés volontairement dans un rôle bien défini et limité (pays socialistes).

421. Le tableau présenté par GOLDSMITH dans une autre étude (21) permet une analyse plus fine. Ce tableau compare pour une

même année et par pays la valeur du FIR et celle du PNB par tête. Il apparaît que la distinction développés/sous-développés doit être affinée par la prise en compte du système économique. Ainsi l'URSS, pays développé, a un FIR de sous-développé. D'autre part ce tableau donne des résultats pour un nombre assez élevé de pays (dix-neuf) ce qui fait apparaître que les distinctions du tableau 5 masquent quelque peu la réalité. Ainsi ISRAËL qui n'est pas dans le tableau 5 et qui n'est pas habituellement classé dans les pays développés a un FIR (0,96) supérieur à celui de la FRANCE (0,64) et même à celui de la RFA (0,76). On constate également que le FIR était en RUSSIE en 1913 de 0,40 et qu'il est en URSS en 1959 de 0,35. S'il est vrai qu'une liaison positive (22) se fait jour entre FIR et niveau de développement, il semble bien que le FIR apporte un élément permettant d'affiner la dichotomie pays développés/pays sous-développés.

422. Dans un article relatif à l'analyse des structures financières, (23) Raymond GOLDSMITH affirme qu'il y a une relation positive entre le FIR et un certain nombre de facteurs tels le taux de monétisation, le taux de financement externe, le taux de formation de capital etc... ; par contre il y a selon lui une liaison négative entre le FIR et le taux de croissance du PNB réel, le niveau des prix et le coefficient moyen de capital. Ces propositions nuancent et complètent les analyses des paragraphes précédents, mais GOLDSMITH est lui-même conscient de la nécessité de les confronter à la réalité.

423. La recherche sur les relations financières au sein de l'économie est loin d'être achevée. On a pu en mesurer l'intérêt à travers les travaux de R. GOLDSMITH. Ces travaux ont été jusqu'ici poussés assez loin pour les Etats-Unis, seul pays pour lequel on dispose de séries statistiques longues. Il est certain que le point de départ de toute recherche dans ce secteur nécessite des comptes de patrimoine même schématiques.

424. On a dans cette sous-partie défini un certain nombre d'objectifs à l'élaboration de comptes de patrimoine. La question qui reste entière est celle de savoir si ces comptes tels qu'on les a définis sont en mesure de répondre à ces objectifs.

B) Confrontation objectifs/méthodologie des comptes de patrimoine

425. Cette confrontation doit se faire à deux niveaux complémentaires :

- D'une part le contenu des postes composant les comptes ;
- d'autre part l'évaluation des postes.

B 1- Confrontation objectifs/contenu

426. Quand on envisage les différents groupes de postes d'un compte de patrimoine, il apparaît que la valeur nette ne pose pas de problème de contenu (c'est un solde) ; les problèmes peuvent donc se poser seulement pour les actifs financiers et les engagements, et les actifs non financiers. On sera amené à étudier successivement le problème des actifs incorporels non financiers et celui posé par la définition du capital dans les fonctions de production et le modèle LEONTIEF.

Le problème des actifs incorporels non financiers

427. Dans notre classification des actifs, nous avons considéré les actifs incorporels non financiers comme une catégorie au même titre que les autres (§ 348 et suivants). Par ailleurs lorsqu'il s'est agi de raisonner sur l'équilibre du compte de patrimoine on a adopté la formule suivante, (cf. § 240) :

$$\text{actifs physiques} + \text{actifs financiers} = \text{engagements} + \text{valeur nette.}$$

Dans une telle formule, les actifs incorporels non financiers n'apparaissent pas ; pour que l'équilibre existe il faut qu'ils soient incorporés ou aux actifs physiques, ou aux actifs financiers. Comme on le verra le choix entre l'une ou l'autre solution

n'est pas sans conséquence sur les utilisations des comptes.

428. Le problème des actifs incorporels non financiers vient du fait que ces actifs sont à la fois non physiques et non financiers. Il faut cependant trancher, d'autant que la dichotomie physique/financier est considérée comme fondamentale en économie, et en comptabilité nationale en particulier.

429. Doit-on considérer ces actifs comme des actifs physiques ? Oui, si l'on remarque que ces actifs incorporels sont en général intimement liés à des actifs physiques : c'est le cas du fonds de commerce, du droit au bail... D'ailleurs la plan comptable général des entreprises (PCG) classe ces actifs avec les immobilisations. Mais il faut noter que dans l'esprit du PCG il n'y a pas assimilation entre immobilisations et actifs physiques. En effet il s'agit surtout de distinguer ce qui est immobilisé de ce qui ne l'est pas, c'est-à-dire de faire intervenir le degré de liquidité des différents actifs. D'autre part les immobilisations font partie du groupe des valeurs immobilisées qui comprennent également les autres valeurs immobilisées, actifs financiers longs. De plus dans la définition des immobilisations proposée par le PCG (24), l'essentiel est de les différencier des stocks, le but étant d'utiliser ces immobilisations de manière durable dans le processus de production.

430. Doit-on considérer ces actifs comme des actifs financiers ? Oui, si l'on pense que ces actifs incorporels ont une réalité tangible (parchemin) tout à fait comparable à celle d'une créance, ou d'un titre quelconque ; d'autre part ces actifs étant des "droits exclusifs" sont plus proches juridiquement des actifs financiers. Mais en fait actifs financiers et actifs incorporels non financiers sont de nature totalement différente. Alors que tout actif financier d'une unité économique se traduit par un engagement d'une autre unité économique - tout actif financier donne naissance, en contrepartie à un engagement - un actif incorporel non financier (AINF) est un actif sans passif.

431. Inclure les a i n f dans les actifs financiers risquerait fort de détruire l'une des règles d'équilibre du compte de patrimoine selon laquelle : pour un ensemble fermé donné, le total des actifs financiers doit être strictement égal au total des engagements financiers.

432. Il est évident que du point de vue de l'analyse de la structure financière des économies et encore plus des comparaisons de structure entre économies, le partage entre actifs financiers et non financiers est important. Dans le calcul du FIR, ce que l'on cherche à mettre en évidence c'est la place des éléments financiers dans l'ensemble du patrimoine. De ce fait il importe d'isoler les actifs financiers des autres ; en d'autres termes c'est le caractère financier ou non d'un actif qui est déterminant. Mais, compte tenu de la nature et des utilisations du FIR (cf § 413 et suivants) on peut se demander si les actifs incorporels non financiers dans cette perspective ne sont pas très proches des actifs financiers. En effet les a i n f sont un produit des économies capitalistes développées, c'est-à-dire d'économies complètement monétisées. Il y a tout lieu de penser, en matière de structure des actifs, qu'une corrélation positive lie les actifs financiers et les AINF. Plus précisément quand on passe d'une économie non monétaire à une économie monétaire il y a probablement augmentation parallèle de ces deux types d'actifs.

433. Le problème de la base de calcul du FIR se pose donc surtout quand on a à faire des comparaisons de structure entre deux pays totalement différents sur le plan de l'évolution économique, ou bien quand on suit un pays en complète mutation ; l'accroissement des AINF est un produit de la monétisation car c'est un résultat de la multiplication des échanges monétaires. Par contre quand il s'agit de suivre un pays complètement monétisé, l'accroissement des AINF peut être le produit de changements au niveau de l'agriculture (location des terres, donc développement des baux ruraux) ou bien d'une intensification de

l'industrialisation (achats de brevets etc...). Les facteurs strictement financiers passent au second plan ; le FIR ne peut pas croître indéfiniment (GOLDSMITH fixe à 2 sa limite supérieure).

434. Dans la comparaison entre pays la solution la meilleure paraît donc être de modifier la base de calcul du FIR en fonction du pays. Cette manière de faire est bien entendu en contradiction avec l'un des buts recherchés par la comparaison entre pays qui est justement de mettre en évidence les particularités des pays selon leur stade de développement, entre autres. En effet, en appliquant ce procédé on aboutirait à augmenter le FIR des pays faiblement monétisés par rapport aux autres, ce qui réduirait la dispersion du FIR d'un pays à l'autre. Ceci serait d'autant plus regrettable qu'un pays même faiblement monétisé peut être amené à avoir des AINF importantes s'il se lance par exemple dans une politique de développement économique en cherchant à fabriquer sur son territoire des produits jusqu'ici importés ; ceci pourra se traduire par des achats de brevets.

435. En définitive la base de calcul modulable à laquelle on aboutit entraînerait vraisemblablement plus d'inconvénients que d'avantages, notamment dans les comparaisons entre pays. Il nous paraît plus judicieux, pour répondre à l'objectif d'analyse de structure financière, de conserver la classique dichotomie entre financier et non financier et de grouper au sein des actifs non financiers, à la fois les actifs corporels et incorporels.

Le problème du capital dans les fonctions de production

436. Tous les modèles de croissance et en général toutes les fonctions de production font appel au capital et utilisent les coefficients de capital. Mais on note une certaine discrétion quand il s'agit des possibilités de mesure du capital. Or la mesure du capital est indispensable à la mise en œuvre de ces modèles.

437. Si on prend le cas du modèle de CHENERY et BRUNO

tel qu'il est exposé par Alvin COTTA (25), le capital apparaît comme une variable importante (26) puisque l'on considère K_t , le capital, comme une variable endogène (non contrôlée) et K_0 le capital inutilisé au début du plan, tandis que K_n est le capital inutilisé à la fin du plan (K_0 et K_n sont des variables exogènes ou prédéterminées). Dans ce modèle particulier où le capital échappe complètement au contrôle des "décideurs", il importe de pouvoir le mesurer à un moment donné. Mais une question préliminaire se pose, c'est celle de savoir quel est le contenu du poste "capital".

Capital brut ou capital net ?

438. La comptabilité nationale traditionnelle fait la différence entre flux bruts et flux nets : cette différence est constituée par les amortissements. Ainsi on parle d'investissements bruts et d'investissements nets.

Quel est le parti pris des comptes nationaux ?

En comptabilité nationale française (Dette 59/63), ce sont essentiellement des flux bruts qui sont retenus dans les comptes ; des flux nets sont dégagés de manière très marginale. Par exemple à la fin du compte d'exploitation, on pourra déterminer le résultat net d'exploitation, à la fin du compte d'affectation l'épargne nette, par déduction des amortissements ; ce sont des solides, mais les flux nets ainsi dégagés ne jouent aucun rôle dans l'articulation des comptes ; c'est en effet le solide brut qui est repris dans le compte suivant, c'est-à-dire le résultat brut d'exploitation, l'épargne brute. Le revenu national agrégé normalisé, constitue une exception puisqu'il est égal au produit national net aux coûts des facteurs.

439. Ce qui vient d'être dit pour l'ancien système français s'applique également au SON, au SEC, et au SECN, du moins pour ce qui a trait aux comptes de flux. Car à partir du moment où l'on cherche à intégrer des comptes en termes de stocks, on s'intéresse

à des grandeurs nettes.

En effet nous avons vu que le compte de patrimoine de clôture se déduit du compte de patrimoine d'ouverture par le biais de flux annuels et des réévaluations (§ 262 et suivants). En matière d'actifs corporels, ces flux annuels sont des flux nets, c'est-à-dire déduction faite de la consommation de capital fixe ; les actifs corporels obtenus sont donc des actifs corporels nets.

À quel correspond ce parti pris ?

440. Il faut noter que la prise en considération d'actifs nets ne concerne que les actifs fixes. Les seuls pour lesquels on détermine une consommation de capital. Prendre les actifs nets pour la détermination du patrimoine correspond à la volonté de mesurer le patrimoine effectif. Au fur et à mesure de leur utilisation, les actifs fixes perdent de leur valeur, non seulement au sens du prix du marché, mais également au sens de contribution à la production. Il importe donc de tenir compte de cette perte de valeur dans la détermination du patrimoine. Parallèlement, on détermine la valeur nette de clôture en partant de la valeur nette d'ouverture par le biais de l'épargne nette et des transferts en capital.

441. En ce qui concerne les fonctions de production, existe-t-il un parti pris ?

Si l'on revient au modèle de CHERREY et BRUNO, la fonction de production est de la forme :

$$Y_n = Y_0 + \beta (\bar{K}_0 - \bar{K}_n) + (K_n - K_0)$$
 où
est le produit moyen par accroissement unitaire de capital.

Une des hypothèses fondamentales du modèle étant la rareté du capital, ce dernier limite la production ; l'intervention de $(\bar{K}_0 - \bar{K}_n)$ correspond à la volonté d'utiliser tout le capital disponible.

Dans la définition des variables du modèle, il n'est pas précisé si K_t est brut ou net. On pourrait penser qu'il s'agit de

capital brut, dans la mesure où le produit national et l'épargne sont bruts. Mais il n'en est rien car l'investissement est considéré net du remplacement R_t . Il est par ailleurs défini en fonction du capital par l'expression :

$$I_n = f(K_n - K_0)$$

K_n et K_0 représentent donc le capital net en $t = n$ et $t = 0$.

442. Le capital net correspond-il véritablement à l'objectif des fonctions de production ?

En fait, tout dépend de ce que l'on entend par capital net. Une fois de plus, on se heurte à un problème de terminologie. Sur ce point, le travail effectué par J. HAINES (27) est assez éclairant. Il précise en effet que ce que l'on entend par capital fixe brut productif correspond à l'accumulation nette de population active en démographie. En d'autres termes, le capital brut productif ne comprend pas tous les biens d'équipement, mais seulement ceux qui sont "actifs". Ce capital brut est à tout moment déterminé par le flux des entrées (FBOF ou investissements bruts) et le flux des sorties (déclassements, remplacements) (28).

C'est ce capital brut qui est considéré dans les fonctions de production, c'est-à-dire non seulement le stock des équipements, mais aussi celui des services productifs que ces équipements pourraient rendre s'ils étaient utilisés (29).

A l'inverse, le capital net est "le stock de services potentiels correspondant aux années futures d'utilisation", la différence entre capital brut et capital net étant la consommation de capital fixe ou amortissements économiques. On pourrait discuter sur le fait de savoir si c'est le capital brut ou le capital net qui est plus intéressant à considérer dans une fonction de production. Prendre en compte le capital brut productif, n'est-ce pas faire preuve d'optimisme ? Ce n'est pas l'avis de Joan ROBINSON (29) qui considère les amortissements comme un flux secondaire pour l'analyse économique. En effet si les amortissements

sont insuffisants, il n'arrivera presque rien, de même s'ils sont excessifs. Il est donc selon l'auteur plus intéressant de considérer l'investissement brut. "C'est pourquoi l'investissement net et le profit sont de 8 concepts insaisissables et, dans bien des cas, il est préférable de fonder les amortissements et les profits conservés par les entreprises et d'inclure les remplacements des équipements de longue durée dans l'investissement brut".

443. En tout état de cause, il n'y a pas incompatibilité sur ce point entre la méthodologie des comptes de patrimoine et les exigences des fonctions de production. Répondre à l'objectif des fonctions de production impose simplement de tenir des séries de consommation de capital fixe.

Capital et modèle LEONTIEF

444. Dans les fonctions de production, on considère le capital au sens strict du terme, c'est-à-dire le capital fixe considéré seul comme capital productif. L'optique de la dynamisation du tableau entrées/sorties est tout à fait différente puisque l'on raisonne sur un stock qui recouvre à la fois les actifs fixes et les actifs circulants. La question est de savoir ce qui correspond véritablement au capital productif : est-ce seulement le capital ou est-ce l'ensemble des capitaux fixe et circulant. Jacques MAIRESSE, toujours dans son "évaluation du capital fixe productif" est conscient de cette interrogation et fournit une réponse au passage en indiquant que l'ensemble du capital productif comprend un sous-ensemble "capital fixe productif" et un sous-ensemble "capital circulant productif".

445. Dans tous les modèles de croissance, les fonctions de production, et même le modèle de l'accélérateur, le stock de capital est considéré comme étant le stock de biens d'équipement, c'est-à-dire le capital fixe. Mais il est clair que ce capital fixe n'est pas le seul à participer au processus de production. Il est particulièrement regrettable que des modèles qui se firent

comme objectif, ne décrire la mise en oeuvre du processus de production et surtout les conditions de cette mise en oeuvre, ne tiennent pas compte de l'ensemble des facteurs de production. Il nous semble qu'un aspect productif tel qu'on cherche à le saisir, correspond le concept marxiste de capital constant c'est-à-dire aussi bien "les moyens de travail" que les "matières de production". Ce n'est rien d'autre que ce que LIXENTIEF appelle le stock, et ce que dans la méthodologie des comptes de patrimoine on appelle les actifs physiques ou corporels.

446. Si certaines insuffisances se font jour dans les fonctions de production et modèles sur la définition du capital, cela ne signifie pas qu'il y ait des intérêts opposés entre ces analyses et les comptes de patrimoine. Les difficultés peuvent être résolues facilement en établissant des comptes de patrimoine détaillés. C'est finalement ce qui ressort de cette confrontation entre les objectifs et le contenu des postes.

447. Cette confrontation objectifs/contenu ne fait pas apparaître de liaison fondamentale entre les deux, ni de contradiction flagrante entre les divers objectifs retenus. Elle a permis cependant de mettre en évidence l'intérêt de l'élaboration de comptes détaillés, permettant d'opérer des regroupements différents en fonction des objectifs à atteindre.

B 2- Confrontation objectifs/évaluation

448. Avant d'envisager la confrontation proprement dite entre les objectifs recherchés et les modes d'évaluation, il importe d'envisager les problèmes que pose l'évaluation des différents postes des comptes de patrimoine.

B 21- Problèmes posés par le choix d'une méthode d'évaluation

449. Mesurer le capital est une tâche délicate car, comme le fait remarquer F. FERRONI (30), le capital est un ensemble de biens hétérogènes. Certains économistes ont évacué ce

problème en proposant des modèles très sophistiqués sans peser la question de la mesure. D'autres ont pris conscience des difficultés de cette mesure, c'est le cas de HICKS et de J. ROBINSON. Il suffit de citer cette dernière pour s'en convaincre : "l'évaluation du stock de capital est la question la plus embarrassante de toute l'analyse que nous avons entreprise". Cela n'empêche pas Mrs ROBINSON de faire des propositions pour une méthode d'évaluation du capital.

LES QUELQUES MÉTHODES DE Mrs ROBINSON

450. Ce que propose Mrs ROBINSON, ce n'est pas tout des méthodes d'évaluation que des moyens d'appréhender le stock de capital. Elle distingue quatre manières de mesurer le capital : le capital physique, la capacité de production, les biens de consommation, le temps de travail.

a) Le capital physique

451. Selon l'auteur cette manière d'appréhender le capital est d'application limitée. Ceci est dû essentiellement à l'hétérogénéité des biens de capital. Il est difficile d'opérer des comparaisons entre économies différentes à partir d'une telle évaluation. Elle peut néanmoins servir quand on peut se contenter d'approximations grossières. Car, même dans le cas d'économies utilisant les mêmes techniques, donc ayant les mêmes biens d'équipement, étant donné que les taux d'accumulation sont différents, les rapports entre les secteurs sont différents et les stocks de capital ont des structures différentes ; de même la pyramide des biens des stocks d'équipement sera différente. "l'âge moyen étant inférieur dans l'économie où l'accumulation est la plus rapide".

b) La capacité de production

452. Le principe est le suivant : tout bien d'équipement a directement ou indirectement une capacité de production en termes de biens de consommation, soit qu'il soit à l'origine de la fabrication de ces biens de consommation, soit qu'il soit à

l'origine de la fabrication des biens d'équipement servent à l'élaboration de ces biens de consommation.

Cette méthode n'est guère plus efficace que la précédente, car la composition de la production est forcément différents d'une économie à l'autre, à partir du moment où les taux d'accumulation sont différents.

c) La valeur du capital en termes de biens de consommation.

453. Il ne s'agit pas ici de considérer le stock de capital comme le moyen de produire de la richesse ou du bien-être pour les habitants du pays considéré, question intéressante mais qui selon J. ROBINSON soulève des difficultés philosophiques.

Il s'agit par exemple de comparer la valeur du capital par travailleur occupé dans deux économies différentes. Cette comparaison permet de savoir quel volume d'accumulation a déjà été atteint dans ces économies, mais cela ne donne aucune indication sur les capacités productives comparées des deux économies.

d) Le capital en termes de temps de travail

454. Pour obtenir le stock de capital en termes de temps de travail, on doit diviser la valeur du stock de capital en termes de biens de consommation par le salaire horaire en termes de biens de consommation. Le fondement du processus de production étant la dépense de temps de travail, c'est dans certains cas la façon la plus significative de mesurer le capital. On peut considérer les biens d'équipement comme la matérialisation du temps de travail passé. Mais chaque fois qu'un ouvrage est effectué, du travail présent vient s'ajouter au produit du travail antérieur qui, en son temps, s'était ajouté au produit d'un travail encore plus ancien.

455. En conclusion, comme le souligne Benjamin SPOKA (31) le problème de la mesure du capital n'est qu'une querelle de termes

pour Mrs ROBINSON. Finalement des quatre moyens de mesurer le capital, aucun n'est valable et aucun ne fournit une "quantité simple" qui reflète toutes les différences significatives entre des stocks différents de biens d'équipement.

Les deux méthodes de Sisco KURTZ

446. Sisco KURTZ (32) considère deux méthodes d'évaluation du capital : la méthode objective et la méthode subjective. La méthode objective consiste à dresser la liste des biens économiques : produits, institutions, savoir technique, ressources naturelles... on leur attribuerait une valeur et on faisait la somme des valeurs pour obtenir un chiffre global. Cette méthode implique de faire un certain nombre de distinctions. -- Concernant classiques, entre les différents types de biens économiques. Il s'agit essentiellement de distinguer les biens selon :

- qu'ils ont des sources matérielles ou immatérielles
- qu'ils sont susceptibles ou non d'être reproduits
- qu'ils sont durables ou non durables.

447. La prise en compte de ces trois types de classification permet d'établir des "variantes du total de la fortune nationale". Il s'agit dans tous les cas de définir le stock de biens économiques situés au-delà des frontières territoriales.

- La variante S1, la plus étendue englobe la totalité des biens économiques matériels et immatériels.

- La variante S2 ne comprend que les biens économiques situés à l'intérieur du pays et qui ont une expression matérielle.

- La variante S3 inclut de la fortune nationale, non seulement les instruments immatériels, mais également les instruments matériels qui ne sont pas reproductibles et qui possèdent une durée de vie qui peut être considérée comme infinie par rapport aux périodes de temps qui relèvent de l'analyse économique.

- La variante S4 ne tient pas compte des biens immatériels ni des biens matériels non reproductibles, qu'ils soient

ou non indestructibles.

458. La fortune nationale est répartie entre des individus qui en jouissent à titre individuel ou à titre collectif. L'évaluation de la fortune peut être abordée par le biais de l'estimation des droits des individus pris en eux-mêmes et en qualité de membres de la collectivité ; c'est ce que KUZNETS nomme la méthode subjective.

Ce que l'auteur entend par droits n'est pas une notion purement juridique. "Ce sont les conditions nées de la situation privilégiée d'un individu isolé ou d'un groupe limité d'individu".

459. Deux catégories de distinction sont à introduire dans cette méthode. Il s'agit de considérer les droits selon :

- qu'ils soient directs ou indirects.

Exemple : un artisan habile qui possède un droit à sa propre habileté est également le seul qui ait la faculté d'user des services de ce bien économique et qui habituellement en dispose. C'est un droit direct.

Autre exemple : dans le cas d'une société, en général il y a peu de liens entre les droits du porteur d'actions et la disposition effective du stock de biens de la société. C'est un droit indirect.

- qu'ils soient transmissibles ou non transmissibles.

Il s'agit de transmissibilité économique c'est-à-dire d'achat-vente. Par rapport à la classification en droits directs et indirects, cette distinction entraîne des sous/groupes dans chaque classe. En d'autres termes il y a des titres transmissibles et intransmissibles parmi les droits directs et indirects.

460. On aboutit par ces classifications à trois variantes de la fortune nationale. Mais quelle que soit la variante, on obtient la fortune nationale en faisant la somme des valeurs attribuées aux droits de tous les membres de la nation, en tenant compte des doubles emplois.

- La variante GI fait de la fortune nationale la valeur totale de tous les droits des membres de la nation; les droits transmissibles sont compensés par les droits qui leur sont opposés y compris à l'extérieur du territoire géographique.

- La variante GII définit le total de la fortune nationale comme constituée de la somme des valeurs de tous les droits transmissibles des individus et de tous les droits indirects et intransmissibles.

- La variante GIII borne la fortune nationale totale à la somme des valeurs des seuls droits transmissibles des individus.

461. Finalement Simon KUZNETS semble opter pour une combinaison des deux méthodes, objective et subjective. Mais réaliser une telle combinaison suppose qu'on prenne en considération des caractéristiques de ces deux modes, ce qui complique la tâche. Il retient trois groupes de variantes, chaque groupe comprenant quatre variantes :

- les variantes réelles ajustées en vue de la balance nette des droits vis à vis de l'étranger (SC1).

- les variantes réelles combinées avec la catégorie des droits indirects, transmissibles et intransmissibles (SC2).

- les variantes réelles combinées avec la catégorie des droits transmissibles (SC3).

Avec l'ensemble des deux méthodes et leur combinaison, on englobe toutes les versions importantes de la richesse nationale ; toutefois, selon KUZNETS, "les diverses classifications des éléments de la fortune nationale n'ont pas été épuisées".

Les deux méthodes de Raymond GOLDSMITH

462. Dans le document intitulé "The uses of national balance sheets" (33), Raymond GOLDSMITH oppose deux méthodes d'évaluation des instruments financiers ou plus exactement les

partisans de ces deux méthodes, à savoir les subjectivistes et les objectivistes.

463. Les subjectivistes veulent utiliser la valeur que l'instrument a dans l'esprit du détenteur ou de l'émetteur. Cela signifie que pour un même actif financier, on peut aboutir à des évaluations totalement différentes, ce qui est en contradiction avec un des principes fondamentaux que nous avons retenus précédemment : un même actif financier doit être évalué de la même manière dans la comptabilité du créancier et du débiteur. GOLDSMITH fait un rapprochement entre l'analyse des subjectivistes et les tenants de la théorie de l'utilité. Il est clair, en effet, qu'un même actif financier n'a pas la même utilité quel que soit son détenteur.

Si l'on adhère à la thèse subjectiviste, ou bien l'on aboutit à une méthode non opérationnelle -il est impossible de constater les évaluations subjectives de millions de détenteurs et d'émetteurs- ou alors on est obligé de se replier sur une évaluation purement conventionnelle.

464. Aux subjectivistes, GOLDSMITH oppose les objectivistes. Pour ces derniers, chaque instrument a une valeur qui doit être retenue aussi bien dans les comptes du détenteur que dans ceux de l'émetteur. Une fois admis ce principe, il ne reste plus qu'à trouver l'évaluation qui lui correspond, ou au moins celle qui s'en approche le plus.

465. L'opposition que fait GOLDSMITH entre les deux méthodes ne nous paraît pas aussi déterminante qu'il semble à première vue. En effet, confrontées à la pratique, c'est-à-dire à l'évaluation effective, ces deux méthodes aboutissent toutes deux, dans une certaine mesure, à une évaluation conventionnelle.

466. Les analyses de GOLDSMITH et de KUZNETS recourent à la même terminologie (objectif/subjectif), mais ne décrivent pas la même réalité. Dans ce sens on peut très bien envisager une

évaluation objective (d'après GOLDSMITH) de la fortune nationale considérés selon la méthode subjective (KUZNETS). Ceci s'explique par le fait que dans un cas (KUZNETS), il s'agit d'une manière d'appréhender la fortune, le patrimoine, alors que dans l'autre cas (GOLDSMITH), il s'agit de la mise en oeuvre d'une méthode d'évaluation. Mais s'il y a bon nombre de manières d'appréhender le patrimoine, il y a un nombre assez limité de moyens d'évaluer les éléments du patrimoine.

B 22- Techniques d'évaluation et éléments des comptes de patrimoine.

Les techniques de calcul de Simon KUZNETS.

467. Selon KUZNETS, la valeur théorique correcte des éléments de la fortune se détermine en fonction des services qu'ils produisent, car ces éléments constituent des sources de faits désirables. Comment mesurer cette valeur idéale. Il propose la valeur des services que ces éléments sont susceptibles de produire à l'avenir, escomptés au taux convenable d'intérêt. Il s'agit là d'une mesure idéale de la fortune à laquelle toutes celles qu'on sera amené à utiliser dans la pratique devront se référer.

468. Ceci étant, KUZNETS retient quatre techniques de calcul : capitalisation du revenu ; prix courant du marché ; prix de revient courant de reproduction ; coût original.

a) La capitalisation du revenu.

Dans ce cas, on considère que les services produits par l'élément de fortune sont représentés par son revenu net. Trois variables sont alors déterminantes :

- l'ordre de grandeur du courant futur de revenu.

Cette première variable réclame des données sur les revenus attendus des différents éléments de la richesse nationale ; ces renseignements prévisionnels sont très difficiles à obtenir, au mieux on aura des renseignements sur les revenus de l'année courante et

peut être pour des années antérieures ;

- la répartition dans le temps de ces revenus attendus ; il est encore plus difficile d'avoir des renseignements sur cette variable, souvent négligée, mais dont l'effet sur la valeur courante peut être extrêmement sensible ;

- le taux d'intérêt à utiliser pour l'escompte ; cette variable est très difficile à déterminer même de façon approximative.

469. L'absence d'informations sur l'une quelconque de ces trois variables rend impossible l'application d'une façon satisfaisante de cette méthode d'évaluation. Compte tenu de ce qui vient d'être dit de chacune de ces variables, il apparaît que cette technique de calcul est, dans son principe même, sujet à des réserves d'ordre pratique. En privilégiant l'avenir sur le présent ou le passé, cette méthode est conforme au point de vue théorique, mais elle est du même coup inapplicable pratiquement.

b) Le prix courant du marché

470. Ce prix courant du marché peut apparaître comme le meilleur guide pour déterminer la valeur des éléments de la richesse, car vendeurs et acheteurs sur le marché sont déterminés par les revenus futurs escomptés. Si on utilise la méthode objective les prix seront ceux pratiqués quand les éléments changent de mains. Si on utilise la méthode subjective les prix à retenir sont ceux qui représentent un transfert de droits d'un individu à un autre. En fait on applique la même méthode que quand on doit évaluer le revenu national. Or entre le revenu national et la fortune nationale il y a des différences importantes.

471. D'abord le revenu est un flux, tandis que la fortune est un stock ; alors qu'on peut parler du revenu d'une période, on ne parle que de la fortune à un moment donné. Mais se pose une question : quel est le sens du mot "courant" pour les prix du marché d'un stock de richesse à un moment donné du temps ?

Pour que l'évaluation de la fortune nationale aux prix courants ait un sens, il faut la rattacher à une période finie du temps.

Par ailleurs les divers biens et services négociables qui constituent le revenu national d'une année donnée ont été effectivement présents sur le marché au cours de cette même année. Au contraire seule une fraction minime des biens composant la fortune passent effectivement sur le marché pendant la période limitée que l'on se fixe comme référence.

De plus ce prix courant du marché n'est pas représentatif, du moins dans la méthode objective, par exemple du stock existant tel qu'il apparaît du point de vue d'une économie en fonctionnement.

Enfin il y a dans la fortune (par rapport au revenu) une proportion importante d'éléments non négociables en tant que tels, c'est-à-dire qui n'apparaissent jamais sur le marché.

472. En conclusion il y a, selon KUKNETS, incompatibilité entre le concept de fortune nationale considérés comme un stock et une méthode d'évaluation basée sur les prix courants, car par leur nature même les prix courants se présentent comme un flux. Seule une fraction insignifiante des éléments de la fortune est évaluée aux prix courants et cette évaluation se fait dans des conditions telles que ces prix courants sont peu significatifs de l'ensemble des instruments existants de la richesse.

c) Le coût de reproduction courant

473. Ce type d'évaluation est très proche du prix courant de marché, les prix considérés sont ici ceux des moyens de production qui auraient été utilisés pour reproduire l'élément donné de richesse. Si l'on applique la méthode subjective, c'est-à-dire si on considère la richesse comme étant un ensemble de droits, le coût de reproduction devient "coût de remplacement", c'est-à-dire le prix du marché lui-même. Si l'on applique la méthode objective, des différences importantes peuvent se manifester entre coût de reproduction et prix du marché.

474. Le problème est alors d'apprécier la portée de cette évaluation. KUZNETS fait remarquer que ce mode d'évaluation n'est pas applicable aux actifs non reproductibles tels que le sol, les ressources naturelles... De plus certains actifs reproductibles ne le sont pas librement, on ne peut donc leur appliquer un coût de reproduction.

D'autre part, même quand il s'agit d'actifs librement reproductibles, on se heurte au fait que le coût de reproduction s'applique à la valeur brute plutôt qu'à la valeur nette ; en d'autres termes on a la valeur de l'actif neuf et non pas sa valeur au moment où l'on se situe, compte tenu de son utilisation et des éventuelles détériorations. Il est nécessaire de savoir évaluer la consommation de capital et la manière de faire cette évaluation aura, bien entendu, des conséquences directes sur le coût de reproduction. Nous y reviendrons.

d) Le coût originnaire.

475. Dans une première phase, ce procédé d'évaluation consiste à donner aux éléments de la richesse le coût d'acquisition par leur détenteur actuel. Dans une seconde phase, il faut ajuster le coût pour tenir compte de la consommation accumulée depuis la date d'acquisition jusqu'à celle de l'évaluation.

En fait le coût originnaire peut être soit le coût de reproduction, soit le prix courant du marché au moment de l'achat. Si on se limitait à la première phase il manquerait un certain nombre d'éléments de la richesse, par exemple ceux qui n'ont jamais été produits ou acquis par des particuliers, ou encore échangés sur le marché. C'est au niveau du second stade que l'on obtient une évaluation beaucoup plus en rapport avec la valeur courante de la richesse.

476. Quant à l'appréciation générale de ces quatre techniques d'évaluation, KUZNETS se montre assez pessimiste. Il constate un contraste entre l'ampleur de la discussion dans l'étude

qualitative de la fortune nationale et l'étroitesse des possibilités réelles d'évaluation. D'autre part et même en considérant valables les modes d'évaluation présentés, il reste que pour de vastes catégories d'éléments de la richesse, aucun des procédés énumérés n'est susceptible d'être retenu ; c'est le cas des actifs non reproductibles par exemple.

Techniques de calcul et exigences des comptes de patrimoine.

477. L'analyse des techniques de calcul de KUZNETS était une occasion d'étudier certaines techniques prises dans l'ensemble des techniques utilisables. Mais les modes d'évaluation applicables aux comptes de patrimoine doivent répondre à deux exigences contradictoires qui sont la nécessité d'une part d'aboutir à des données agrégables, donc établies sur des bases identiques ou tout au moins comparables, et d'autre part, d'utiliser les comptes des secteurs institutionnels quand ils existent.

478. a) L'évaluation au prix du marché est la seule qui réponde à l'exigence d'uniformité. Il existe un marché pour la plupart des biens ; lorsqu'il n'en existe pas, il est le plus souvent possible de les évaluer à partir d'actifs voisins qui, eux, ont un prix du marché ; mais il s'agit là d'une limite d'utilisation.

479. b) L'évaluation à la valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur à l'échéance, ne peut être appliquée que pour les créances et les dettes. Dans certains cas (créances à court terme sans intérêt, créances provenant de polices d'assurance-vie), l'évaluation à la valeur nominale peut remplacer celle au prix du marché, à condition que l'échéance de la créance ne soit pas passée et que le débiteur soit solvable, sinon la substitution n'est pas admissible.

480. c) L'évaluation au coût d'origine.

C'est la méthode d'évaluation de base en comptabilité privée. Le

coût d'origine revêt trois aspects : coût réel d'achat y compris les frais accessoires, valeur d'apport quand il s'agit d'un apport, au coût réel de production quand il s'agit d'un bien produit. Cette méthode a l'avantage de se rattacher directement à la comptabilité d'entreprise, d'être d'un emploi facile et de s'appliquer à la plupart des biens et droits. Cependant elle ne tient pas compte des changements de prix. Une variante de cette méthode est le coût national d'origine : c'est le coût d'origine d'un actif au niveau de la première unité économique résidente qui l'acquiert ; on néglige ainsi les changements de valeur ultérieurs. Mais ici non plus l'exigence d'uniformité n'est pas respectée car les acquisitions originelles interviennent à des moments différents, donc à des prix différents. De plus, la méthode du coût d'origine, quelle que soit sa forme, ne s'applique pas aux droits qui n'ont pas été constitués à titre onéreux.

481. d) L'évaluation au coût de remplacement

Dans cette approche, chaque actif est évalué au prix auquel il pourrait être acquis à la date du bilan. Cette méthode combine, en principe, les avantages du coût national d'origine à ceux du prix du marché. L'évaluation au coût de remplacement peut s'appliquer aux actifs qui s'échangent sur un marché (dans ce cas le coût de remplacement est égal au prix du marché) mais également à ceux qui ne s'échangent pas couramment (bâtiments industriels et commerciaux, bâtiments administratifs...). Le coût de remplacement peut se calculer selon différents procédés :

- le coût d'origine (déduction faite de la dépréciation) est multiplié par un indice mesurant les changements de pouvoir d'achat de la monnaie entre la date d'achat de l'actif et la date du bilan. Ce procédé implique que le prix du bien évolue parallèlement à l'indice général des prix.

- la méthode de l'inventaire permanent (méthode chronologique) : elle permet d'obtenir le capital net, à partir du

flux périodique d'investissements, du flux de déclassements, (tables de mortalité de biens), des amortissements et des variations de prix. C'est la plus couramment utilisée ; c'est la méthode utilisée par Jacques KALRESSE (7).

482. c) La capitalisation des gains futurs

Elle est basée sur le fait que la valeur du droit sur un bien est égale à la somme actuelle des revenus escomptés. C'est la seule méthode permettant d'estimer la valeur des actifs qui ne font pas l'objet de transactions. Cependant elle n'est pas applicable à n'importe quel bien. Même quand les revenus d'un patrimoine sont bien identifiables il n'est pas toujours possible de les prévoir exactement.

Les solutions retenues par le SCN

483. Des solutions découlent des principes fondamentaux.

- Nécessité pour chaque rubrique de pouvoir être évaluée avec certitude (ce qui entraîne le rejet de la plupart des provisions).

- Refus d'évaluer le capital humain. A ce titre le SCN refuse de prendre en considération les dépenses de recherche et développement, d'enseignement et de santé, ainsi que la main d'œuvre sociale.

- Les comptes des agents sont tous, en principe, dressés à un même moment, étant entendu que l'agent poursuit son activité actuelle et sur la même base. L'évaluation doit se faire à des prix qui ne pénalisent pas le vendeur. Ne conviennent donc pas les marchés où les actifs ne s'échangent pas dans des conditions normales (exemple hypothèques).

- Évaluation séparée de chaque actif et de chaque passif. Les créances financières devront être évaluées aux mêmes prix en tant qu'actifs et en tant que passif ; en cas d'impossibilité, la différence devra donner lieu à une écriture aux comptes de réévaluation.

Evaluation des actifs fixes

484. L'évaluation des actifs fixes par le coût de remplacement (méthode de l'inventaire permanent) est généralement admise comme étant la plus adaptée. Cependant on peut, quant à son utilisation dans le SCN, faire les remarques suivantes :

- Il semble étonnant que le SCN ne prévoie pas d'amortissement pour les routes, dans la mesure même, où les dépenses de gros entretien sur les routes sont considérées comme de la FBOF ; ceci constitue une incohérence.

- L'adoption de l'inventaire permanent ou méthode chronologique comme procédé de calcul du coût de remplacement implique d'avoir la durée de vie des biens. Cela nécessite également de pouvoir classer ces biens par groupes ayant des caractéristiques identiques, c'est-à-dire de se placer à un niveau de détail poussé.

- La notion de valeur à considérer n'est pas toujours claire. En effet un bien déclassé, car arrivé au terme de sa vie moyenne, peut toujours occuper sa place dans le processus de production. Son coût de remplacement n'est donc pas nul. Comment l'évaluer ?

485. Ce problème de valeur se retrouve dans le cas des monuments historiques, que le SCN classe avec les actifs fixes. Le SCN propose une évaluation "au coût actuel d'un bâtiment analogue". Cette solution n'est pas satisfaisante car elle ne tient pas compte du contenu historique du monument. En fait aucune des méthodes présentées plus haut ne convient et l'on sera probablement conduit à adopter une solution purement conventionnelle. Il en est de même pour les tableaux de maître et autres œuvres artistiques ; le recours aux "montants assurés" préconisé par le SCN ne tient pas compte du fait qu'une œuvre n'est pas forcément assurée en fonction de sa valeur réelle. Le montant pour lequel le bien est assuré constitue sans doute une estimation du

prix du marché. En tout état de cause c'est un compromis entre la valeur attribuée à l'actif par le détenteur, et la prime d'assurance qu'il est en mesure de payer.

Évaluation des stocks.

486. Dans les comptes de transactions, les additions aux stocks et les prélèvements qu'ils subissent s'évaluent à la valeur d'achat s'ils sont acquis à l'extérieur de l'établissement considéré et à la valeur de production s'ils sont transférés dans l'établissement. L'augmentation apparente des stocks est évaluée dans les comptes de financement et de capital, la reste de l'écart entre comptes de patrimoine d'ouverture et de clôture étant attribué à la plus-value sur stocks qui fait l'objet d'une écriture au compte de réévaluation. Cette évaluation de l'augmentation matérielle des stocks est cohérente avec leur inscription au compte à la valeur marchande.

Évaluation des actifs corporels non reproductibles.

Terrains.

487. Les difficultés proviennent de deux causes principales :

- Les documents comptables et le marché immobilier ne distinguent pas la valeur du terrain de celle du bâtiment ;

- La propriété immobilière met souvent en jeu plusieurs unités institutionnelles, et la valeur totale des terrains et bâtiments doit être répartie entre ces unités.

Dans un premier temps, on évalue les terrains libres de toute construction. Le calcul se fait en multipliant les indicateurs de prix par des statistiques de superficie.

La seconde étape concerne les terrains bâtis. La méthode normale consiste à tirer des coefficients terrain/construction à partir des estimations existantes et à déduire la valeur des terrains du coût de remplacement des bâtiments.

Les difficultés commencent quand il s'agit de déterminer la valeur des terrains des secteurs institutionnels.

Quand le propriétaire est l'occupant, l'évaluation se fait au coût de remplacement, et ne pose pas de problème particulier. Par contre, quand le propriétaire n'est pas l'occupant et qu'il s'agit d'une location de longue durée, plusieurs problèmes sont à résoudre :

- On constate un écart entre le coût de remplacement des bâtiments (calculé selon la méthode de l'inventaire permanent au moyen d'un amortissement constant et d'un indice des coûts de la construction des immeubles neufs), et les prix que les bâtiments atteignent sur le marché libre :

- Il faut ventiler la valeur totale du terrain et du bâtiment qui y est construit entre les divers agents ;

- Il faut séparer la valeur de la terre de celle du bâtiment.

482. On peut dire que la valeur pour le propriétaire de terrains et bâtiments loués est équivalente à la capitalisation des loyers versés par chaque secteur institutionnel pour ces terrains et bâtiments. Mais quand on additionne la valeur des immeubles occupés par leur propriétaire et celle des immeubles loués par leur propriétaire, on ne retrouve pas, en principe, l'évaluation globale : il manque la part de propriété revenant aux occupants du fait de leurs baux. Ce calcul s'effectue pour les terrains et aussi pour les bâtiments ; les deux résidus peuvent être répartis entre les secteurs au prorata des loyers payés pour toute location autre que celles de courte durée. Comme toute méthode différentielle, celle-ci n'est pas pleinement satisfaisante. Même au niveau théorique, la position adoptée par le SCN ne semble pas très claire. En effet, si l'on conçoit fort bien que le fait pour un preneur d'avoir un bail sur un bâtiment ou un terrain limite le droit de propriété du propriétaire, il n'est pas évident qu'il faille procéder à un partage de la valeur de ce terrain ou de ce bâtiment.

Forêts et plantations

489. La façon la plus simple d'évaluer est d'actualiser le produit futur de la vente calculé au prix du moment, après déduction des dépenses d'entretien et d'abattage.

Ressources du sous-sol

La méthode consiste également à actualiser le produit net estimatif de la vente, en prenant pour taux d'escompte le rapport attendu par ceux qui investissent dans les mines et carrières. Mais il faudrait pouvoir tenir compte :

- des nouvelles et importantes découvertes portant sur des gisements entièrement nouveaux,
- des progrès techniques permettant d'exploiter économiquement des gisements relativement pauvres,
- des changements dans les conditions du marché (combustibles notamment) qui peuvent modifier de manière décisive les perspectives de production.

Évaluation des actifs incorporels non financiers

490. Du fait même de leur nature, l'évaluation de ces actifs se heurte à de nombreuses difficultés ; en particulier les statistiques nécessaires ne sont pas toujours disponibles dans la comptabilité des entreprises. On peut distinguer trois cas :

- l'actif incorporel appartient à un agent et est exploité sous licence par un autre, il y a paiement d'une redevance, mais généralement aucune écriture représentant la valeur de cet actif ne figure dans le bilan du propriétaire ;
- la propriété complète d'un actif a été transférée à l'agent qui l'exploite, elle figure normalement dans son bilan personnel, mais il n'y a pas paiement de redevance ;
- l'actif est l'œuvre de l'agent qui l'exploite ; il n'y a ni redevance ni écriture au bilan. Il en va de même dans le

cas d'accords collectifs passés entre les entreprises d'une branche pour permettre la libre utilisation de toutes les inventions brevetées mises au point par les membres du groupe d'entreprises.

491. La solution proposée consisterait à s'adresser directement aux entreprises pour obtenir les statistiques des redevances payées et reçues, des droits possédés et cédés... La position du SCM n'est pas fixée sur ce point car, dans les comptes de capital et de financement, les transactions sur les actifs incorporels non financiers ne sont enregistrées que lorsqu'il y a eu transfert de propriété ; seul le second des trois cas ci-dessus devrait alors être retenu.

D'autre part, les brevets, marques déposées, droits d'auteur ne représentent qu'une partie, le plus souvent petite, de la valeur du "savoir faire" et de la clientèle de l'entreprise. Comme il a été décidé de ne pas comptabiliser ces éléments incorporels, il serait illogique d'en faire intervenir une partie.

Evaluation des actifs et passifs financiers

492. Les créances à court terme sont évaluées à leur valeur nominale, il en est de même pour les "prêts à long terme nca" car on ne dispose pas de renseignements pour déterminer leur valeur actualisée.

L'or est évalué au prix auquel il s'échange entre banques centrales, mais les stocks privés peuvent s'évaluer au prix du marché libre si les agents ont légalement accès à ce marché.

Les obligations à long terme, les titres de sociétés, sont évalués aux prix cotés en bourse. Les titres non cotés s'évalueraient par analogie, les titres à intérêt fixe d'après le taux d'intérêt et la date d'échéance, tandis que les actions seraient évaluées d'après le coefficient prix/gains.

Le traitement proposé par le SCM pour les obligations et actions n'est pas satisfaisant ; mais les problèmes posés par ces évaluations sont liés aux problèmes spécifiques de

l'évaluation du patrimoine des entreprises que nous étudierons en détail dans la seconde partie de cette étude.

493. Un problème méthodologique important se pose dès maintenant, c'est celui de savoir s'il est possible de conserver le principe de l'évaluation identique d'une même créance à l'actif et au passif. Les actions par exemple pourraient être évaluées en tant qu'actifs au cours en bourse, et en tant que passifs au prix de souscription réévalué. Mais adopter une telle solution entraînerait la remise en cause de la consolidation des comptes de patrimoine au niveau national. En effet si pour un même actif financier, l'évaluation n'est pas la même en actif et en passif, il est impossible d'obtenir directement l'annulation des créances et dettes entre résidents. Cela pose le problème de la confrontation des méthodes et des techniques d'évaluation avec les objectifs recherchés.

Le problème de la consommation de capital fixe

494. Avant de poursuivre il reste à évoquer le problème de la consommation de capital fixe. De même que la définition et la mesure du capital ont entraîné de nombreuses discussions entre économistes, la question de la consommation de capital est elle aussi, controversée et ce pour deux raisons. D'abord parce que cette question est directement liée à la question du capital ; ensuite parce que la définition même de la consommation de capital n'est pas évidente. Une intéressante controverse a ainsi opposé FIMON, von HAYEK et HICKS, mais Salomon FABRICANT a apporté sa contribution également à ce débat (34).

Les problèmes posés par l'évaluation de la consommation de capital, d'après S. FABRICANT

495. S. FABRICANT, dans son analyse des "évaluations de la consommation de capital, 1919-1933", distingue huit éléments composant la consommation de capital : dépréciation, épuisement, déclassements et délaissements, destructions accidentelles, pertes sur les

... de la mesure du capital, la mesure du capital réputée directe
... des opérations financières, d'où une conception très
large que défend cet auteur.

496. L'évaluation de ses différentes rubriques pose des problèmes. Dans son étude FABRICANT dispose d'évaluations comptables de la consommation de capital qui viennent des entreprises : ces évaluations ne sont pas complètes, dans la mesure où les renseignements ne couvrent pas l'ensemble des huit rubriques. Un premier problème d'ordre purement statistique s'est donc posé à l'auteur. Le second problème soulevé est celui de la validité de ces évaluations comptables face aux concepts économiques. Les évaluations commerciales selon FABRICANT présentent deux caractéristiques saillantes : d'une part, l'omission du "sous-entretien" qui provient du désir d'éviter les investissements susceptibles d'être ajournés et de maintenir le taux théorique des bénéfices ; d'autre part l'emploi des prix au coût des facteurs, c'est-à-dire aux prix courants.

497. Quoiqu'il en soit on est obligé de tenir compte de la nature des évaluations elles-mêmes, car pour établir des séries nationales de consommation de capital, on est obligé d'avoir recours aux calculs des entreprises. La consommation de capital est un fait objectif mais, pour la mesurer, on est tenu de passer par ceux qui enregistrent les données. Ceci explique que toutes les mesures de la consommation de capital sont des évaluations.

La controverse PIGOU/MAYNE/NICKS

498. L'objet de cette controverse est la conservation du capital, c'est-à-dire la manière de pallier à l'existence des diverses formes de dépréciation.

L'optique de PIGOU est la suivante. A l'occasion de recherches sur la mesure du dividende national (revenu social net) il est amené à se poser le problème du "maintien du capital dans son intégrité". Le capital doit être considéré comme un grand bassin dans lequel on jette continuellement une grande variété d'objets

qui représentent les fruits de l'épargne. Tous ces objets n'ayant pas la même durée de vie, ils sortent tous en fin de compte du conseil mais dans des formes différentes et à des moments différents. Maintenir le capital intact suppose la connaissance des diverses agressions qu'il peut subir. Ces agressions dépendent de l'objectif que l'on se fixe, de l'occurrence la détermination du dividende national. En d'autres termes, tant que le dividende national c'est-à-dire le flux de revenus issu de ce capital n'a pas diminué, on pourra considérer que le capital est maintenu intact.

Il y a donc des limites bien définies à la notion de "maintien du capital dans son intégrité". Quand il y a perte de valeur, il doit y avoir remplacement pour maintenir le capital dans son intégrité.

499. Certaines pertes accidentelles provenant par exemple d'un tremblement de terre, provoquant une perte au compte capital et non au compte revenu. Ce genre de perte affecte l'intégrité du capital prise au sens littéral, mais comme elle n'a aucun rapport avec le dividende national, on considère que dans de tels cas le capital est maintenu. Un autre exemple est celui de la détérioration par désuétude sans utilisation. Si une machine n'est plus utilisable par vétusté, il n'y a pas de perte de valeur, donc il n'y a pas lieu d'opérer de remplacement. Toutes les pertes physiques ne sont pas à prendre en compte.

500. Von HAYEK engage la controverse justement sur ce point, c'est-à-dire sur la question de l'obsolescence. Il faut, selon lui, faire la distinction entre l'obsolescence prévue et celle qui est imprévisible. Il reconnaît être particulièrement marqué par l'analyse de FIGOU, analyse selon laquelle même quand l'obsolescence est prévue - c'est-à-dire que l'on sait, au moment où l'investissement est effectué, qu'il cessera d'avoir une valeur bien avant la fin de sa vie physique - même dans ce cas donc, la perte de valeur n'a pas à être compensée pour maintenir le capital. Cela revient pour un entrepreneur à mettre de côté, sur ses recettes

brutes, à la fin de chaque période comptable, une fraction de la valeur de l'instrument proportionnelle au montant de la dépréciation physique, c'est-à-dire des "consommations" ; mais que si l'on se contente de son fonds d'amortissement ; cela reviendrait à "payer lui et bien son capital par le fenêtre". L'auteur de l'ETM, en dépit de ses références à la pratique, s'appuie sur le fait "il considère que, du point de vue économique, "il n'existe pas de différence réelle entre la dépréciation et l'obsolescence". Quand un capitaliste doit investir, peu lui importe si l'instrument proposé cesse d'être utile par suite de détérioration physique ou autre. L'essentiel est de savoir s'il vaut la peine financièrement.

501. HICKS de son côté essaie de mettre d'accord ceux qu'il considère comme des "paladins" c'est-à-dire PIGOU et KATZ. Il fait une proposition qui est un essai d'intégration de l'analyse ex-ante/ex-post des économistes suédois (LINDARL) en matière de revenu dans son analyse du maintien de l'intégrité du capital. Entre l'instant 0 et l'instant 1 le capital subit une dépréciation ; si l'on désigne par C_0 et C_1 les stocks de capital en 0 et 1, peut-on dire que la dépréciation subie par le capital est égale à $C_0 - C_1$? Certainement pas car C_0 a été évalué à un moment où les événements qui ont suivi étaient du futur. Pour obtenir une mesure véritable de la dépréciation, il faut éclairer C_0 par la même lumière que C_1 . D'où la définition qu'il donne de la dépréciation ; c'est "la différence entre la valeur totale des biens qui forment ce stock primitif tel qu'il existe à la fin de l'année (C_1) et la valeur (C'_0) qui aurait été appliquée au stock initial du début de l'année si l'on avait prévu correctement les faits qui se sont produits dans l'année en comprenant par là la valeur en capital C_1 en fin d'année". La dépréciation est mesurée par : $C_1 - C'_0$. C'est l'équivalent de la réduction ex-post du revenu donnée par les Suédois.

502. D'autre part, HICKS avance le thème selon laquelle

la dépréciation sans utilisation n'est pas une dépréciation ; "elle constitue une perte en capital". En d'autres termes l'usure normale constitue un élément de la dépréciation véritable car elle explique pourquoi un élément de capital a plus de valeur au début qu'à la fin du processus de production ; il en est de même de l'usage exceptionnellement fréquent qui provoque une dépréciation exceptionnelle. Par contre une détérioration subie par une machine en dehors de son utilisation ne donne pas naissance à une dépréciation véritable.

Si une machine reste sans emploi toute l'année, il ne s'agit pas de détérioration mais de perte en capital ; les dépenses d'entretien de cette machine sont un investissement net car une contribution à la production finale des années à venir. Cette analyse paraît proche de celle de PIGOU puisqu'elle contribue à réduire le champ des détériorations, donc du remplacement nécessaire au maintien du capital dans son intégrité. Mais par ailleurs NICKS se rapproche de HAYEK puisqu'il estime que l'obsolescence telle qu'elle est définie par ce dernier (il s'agit de l'obsolescence prévue) est une dépréciation véritable. Puisque l'on sait au départ que l'outillage en question sera obsolète, il est possible d'en tenir compte dans sa valeur de départ.

503. Ni la définition, ni la mesure de la consommation de capital ne sont simples à envisager, d'un point de vue théorique. Le comptable national devra en plus faire face aux problèmes pratiques. Devant ces difficultés, quelles solutions ont adoptées les comptables nationaux ?

Position du SCN et du SECN

504. Le SCN et le SECN ont des positions sensiblement identiques. Ils considèrent que la consommation de capital fixe est la dépréciation subie au cours de la période considérée par suite d'usure normale ou d'obsolescence prévisible. Cela signifie que la distinction faite par HAYEK et NICKS entre obsolescence

prévisible et imprévisible a été prise en considération par les comptables nationaux. Le SECN complète cette définition en ajoutant "y compris une provision pour pertes de biens de capital fixe à la suite de dommages accidentels assurables". Ce sont des considérations d'évaluation qui ont probablement incité les comptables nationaux français à ajouter ce membre de phrase. La prise en compte de ces provisions est un moyen d'inclure des "détériorations accidentelles probables, auxquelles on ne peut remédier par l'entretien courant".

505. L'obsolescence imprévisible est traitée comme une perte en capital au moment où elle se produit effectivement, et non pas comme une consommation de capital fixe. C'est donc l'analyse de HICKS qui est reprise.

506. La consommation de capital fixe est calculée seulement pour les biens faisant l'objet d'une FECF à l'exclusion des biens de capital à utilisation collective et à durée de vie indéterminée tels les routes, ponts etc... Le calcul de la consommation de capital fixe se fait par application d'un taux d'amortissement linéaire appliqué à la valeur du bien au prix de remplacement d'après la durée de vie escomptée de ce bien, laquelle doit tenir compte des détériorations accidentelles probables.

507. En fait on est obligé d'utiliser des conventions ; mais la donnée de base est constituée par les séries de dotations aux amortissements des comptabilités d'entreprises. Certains ajustements sont nécessaires pour passer de ces données de base aux séries de la comptabilité nationale, et le SECN recommande d'isoler ces ajustements, sujets à une forte marge d'erreur.

B 23- Méthodes et techniques d'évaluation face aux objectifs.

508. Cette confrontation est importante, mais nous l'aborderons ici d'un point de vue général uniquement. Dans la mesure où on se limite ici au niveau d'un ensemble de comptes

nationaux, il n'est pas possible d'envisager tous les aspects de cette confrontation. En effet il y a à prendre en compte, non pas un ensemble d'objectifs, mais une hiérarchie des objectifs. Ces objectifs n'ont pas les mêmes conséquences au niveau national et au niveau d'un secteur institutionnel et il peut y avoir contradiction entre les objectifs nationaux et les objectifs sectoriels. Nous aurons donc à revenir sur l'aspect sectoriel de cette confrontation dans la seconde partie de cette étude.

509. Nous avons défini quatre grands types d'objectifs : modèles économétriques, théorie monétaire, politique économique, comparaisons internationales. A côté de ces objectifs, il y a des contraintes qui font figure non pas d'objectifs mais d'hypothèses de travail, c'est l'existence de comptes de flux et la nécessité de pouvoir établir la liaison entre ces comptes et les comptes de patrimoine, c'est également l'adoption d'un certain nombre de principes de base en matière d'évaluation, en particulier la nécessité d'évaluer de la même manière une créance à l'actif et au passif. Ces contraintes peuvent être en contradiction avec les objectifs fixés.

Méthodes d'évaluation/objectifs

510. Le SCN a choisi ce que GOLDSMITH appelle la méthode objective, c'est-à-dire que chaque élément du patrimoine a une valeur, cette valeur est "objective" en ce qu'elle s'impose aussi bien aux créanciers qu'aux débiteurs et aux tiers. Ceci est tout à fait logique car les objectifs du SCN sont surtout la politique économique et les comparaisons internationales, objectifs auxquels il faut ajouter la contrainte due à l'existence des comptes de flux.

511. Si on a comme objectif l'analyse des comportements des agents économiques, la méthode subjective, dans la mesure où elle privilégie l'appréciation de l'agent économique concerné, semble plus appropriée. L'analyse du comportement d'un agent

économique grâce à son compte de patrimoine commence par l'appréciation faite par cet agent des différentes composantes de son patrimoine (actifs physiques, créances, dettes... et valeur nette), c'est-à-dire de l'évaluation de ces différents postes. Si l'on admet que le comportement financier des ménages est influencé, par exemple, par leurs détentions d'actifs liquides, ce qui est important c'est la manière dont les ménages envisagent eux-mêmes ces actifs liquides.

512. Le choix de la méthode d'évaluation n'est donc pas secondaire, au contraire, mais la technique de calcul est, elle aussi, importante.

Techniques de calcul/objectifs.

513. Le fait pour le SCN d'avoir opté pour la méthode dite objective entraîne comme conséquence au niveau des techniques de calcul, le choix du prix du marché comme étant l'évaluation idéale. On sent en filigrane l'analyse néo-classique du marché, lieu de résolution de toutes les contradictions socio-économiques ; le prix déterminé par le marché est le moins mauvais, voire même le meilleur pour les différents partenaires. En tout état de cause ce prix apparaît comme éminemment "objectif" ; il s'impose à tous et permet d'évaluer un même actif de la même manière qu'il soit dans le compte du détenteur ou de l'émetteur, ce qui est tout à fait valable quand on cherche à faire des comparaisons de structure entre agents.

514. Mais l'application de ce prix du marché se heurte à certaines objections. On peut faire remarquer en effet que par définition le marché est un lieu d'échanges, de transactions car le prix du marché est le reflet. Or dans des comptes de patrimoine on ne cherche pas à mesurer des transactions -en principe les éléments du patrimoine ne sont pas, sauf cas très exceptionnels, destinés à être vendus, puisque l'on fait l'hypothèse que les unités économiques dont on mesure le patrimoine poursuivent

actuellement leurs activités. Dans ces conditions le prix du marché a-t-il un sens en tant que moyen de mesurer les éléments du patrimoine ? D'autant que nombre de biens n'ont pas de prix de marché. C'est pour cela qu'on a recours à des succédanés de prix de marché, tel le coût de remplacement ; le coût de remplacement semble plus adapté que le prix du marché car en matière de patrimoine c'est l'optique de reconstitution du patrimoine qui est intéressante. Mais le champ d'application du coût de remplacement est plus restreint que celui du prix du marché.

515. Le choix de la méthode subjective comme méthode d'évaluation entraîne comme conséquence le choix de techniques de calcul particulières. La technique la plus adaptée semble être la capitalisation des gains futurs ; mais le coût d'origine peut être également intéressant. La capitalisation des revenus futurs est le type même d'évaluation qui ne s'impose pas à tous, mais seulement au détenteur ; elle ne s'impose même pas à l'émetteur. Si l'on prend le cas d'une créance, on ne voit pas pourquoi dans le cadre de la méthode subjective, elle serait évaluée par la capitalisation. De toute façon on est conduit à adopter des évaluations différentes pour un même actif. Ceci est en contradiction avec l'optique globale adoptée par le SCN. La hiérarchie des objectifs peut permettre un choix valable.

516. Même au niveau très global des comptes de patrimoine nationaux il apparaît que les modes d'évaluation adoptés ne sont pas gratuits, ils sont déterminés par les objectifs retenus -la liaison objectifs/évaluations nous semble fondamentale- et par d'autres contraintes. Il peut y avoir conflits entre les objectifs d'un côté et les contraintes d'un autre côté ; il peut y avoir également conflit entre deux objectifs différents. Là encore le choix final dépendra des priorités retenues.

NOTES AU CHAPITRE IV

1/ Dans les comptes de la Nation : "l'actualité économique et financière" Ministère des Finances (mai 1948).

2/ Dans "La dépréciation du capital et le sujet économique" (Société d'édition d'enseignement supérieur - 1958) et dans "Théorie générale du capital, de la croissance et des fluctuations" (Dunod 1966).

3/ Dans la brochure intitulée : "The uses of national balance sheets" ; document OCDE 1965 paru dans "Review of income and wealth", 1966.

Egalement dans "The national wealth of the united states in the postwar period".

4/ Dans l'ouvrage intitulé "La croissance des entreprises" premier volume : analyse dynamique des fonctions de la firme ; chapitre III. (Editions Bordas - 1971).

5/ Dans : A theory of consumption function (Princeton university press, 1957).

6/ Ces travaux de LYDALL sont présentés dans la "Review of economics and statistics" ; "article intitulé : "Income, assets and the demand for money" février 1958.

Dans cette étude les actifs liquides ne comprennent pas le numéraire pour lequel aucune information n'a été collectée par l'enquête.

7/ Jacques MAIRESE. Evaluation du capital productif (collections de l'INSEE - série C (18-19) novembre 1972.

8/ On pense ici aux intermédiaires financiers mais également à d'autres unités ayant plus ou moins la même fonction tels les holdings. C'est supposé que les holdings soient isolés, ce qui n'est pas le cas, jusqu'à maintenant, dans les comptes nationaux français.

- 9/ L'analyse entré-sortie dynamique est présentée par LEONTIEF notamment dans son ouvrage "The structure of american economy (1919-1939)", Oxford university press (New-York 1954).
- 10/ on trouve une présentation détaillée de cette formalisation dans l'ouvrage de J. MARCENET : "Modèle de complexité nationale. Dalloz, 1965.
- 11/ J. MARCENET : "Prospérité et dépression" - chapitre III, les théories de la surcapitalisation.
- 12/ L'expression "produits finis" doit être prise dans le sens large ; "les produits à tous les stades de la transformation sont des produits 'finis' par rapport au stade précédent. Le principe d'accélération est valable non seulement pour les stades de consommation par rapport au stade de transformation précédent, mais pour tous les articles intermédiaires par rapport aux stades antérieurs de la production".
- 13/ Don BATINKIN : Money, interest, and prices, an integration of monetary and value theory (1956).
A. C. PIGOU. Economic welfare.
- 14/ ouvrage de BRUNHOFF : L'offre de monnaie (Maspero 1971), page 26.
- 15/ Committee on the workings of the monetary system report, 1959.
- 16/ Jusqu'à maintenant quantitativistes et non quantitativistes ne sont pas d'accord sur la définition à attribuer à l'offre de monnaie.
- 17/ The uses of national balance sheets.
R. GOLDSMITH OCDE ; pages 29 et suivantes.
- 18/ R. GOLDSMITH : Facteurs déterminants de la structure financière OCDE ; pages 11 et suivantes.
- 19/ GOLDSMITH explique ce fait dans : "Uses of national balance sheets", page 38.

20/ "Part of explanation in the case of Great Britain is the accumulation of a heavy public debt resulting from war expenditures combined with the failure to eliminate this debt by rapid inflation in the way it was done in most other European countries that encountered the same situation at the end of the world war II. Extrait de : Uses of national balance sheets; page 55.

21/ Il s'agit de "Uses of national balance sheets".

22/ Cette liaison positive entre FIR et niveau de développement est confirmée par le cas de l'Ethiopie, dernier pays de la liste des dix neuf pour le FIR (0,15), également dernier pour le PNB par tête (0,10).

23/ Financial structure and development : revue d'économie politique mai-juin 1970.

24/ Le PCG définit les immobilisations comme étant les "biens de toute nature, meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, acquis ou créés par l'entreprise, non pour être vendus ou transformés, mais pour être utilisés d'une manière durable comme instrument de travail".

25/ Alain COTTA : Analyse quantitative de la croissance des pays sous-développés (PUF) ; pages 125 et suivantes.

26/ Dans le modèle de CHENERY et BRUNO, on a vingt variables divisées en trois groupes :

Variables indépendantes	Variables Autonomes	Variables exogènes
Vt Prod. nat. brut		
Ct Consom. publique	Gt Dépenses publ. courantes	t Temps
It Invest. net		Poi Prix d'exportation du secteur i
Rt Remplacement	Et Appari de dépenses extérieures	
Et Exportations		Ko Capital inutilisé au début du plan
Mt Importations	u Taux de chômage	Kn Capital inutilisé à la fin du plan
St Epargne intérieure brute	s Propension marginale à épargner	
Kt Capital	z Taux de change réel	
Nt Offre de travail	l Taux d'accroissement annuel de la productivité du travail	
Lt Demande de travail		

Ce tableau est tiré de l'ouvrage cité dans la note 25, page 130.

27/ Le terme "remplacement" donne à penser que les équipements nouvellement achetés (qu'ils soient neufs ou d'occasion) remplacent les équipements mis à la retraite. La réalité est moins évidente, mais on conservera cette terminologie couramment utilisée dans les modèles.

28/ Le phrasé exact de J. ROBINSON est la suivante :

"Nous pourrions considérer par ailleurs le capital brut comme équivalent au capital net qui correspondrait à des équipements supposés neufs. Le capital brut peut alors être défini non seulement comme le stock des équipements mais comme celui des services productifs que ces équipements pourraient rendre s'ils étaient neufs". Ouvrage cité dans la note 7, page 15.

29/ Jean ROBINSON : L'accumulation de capital (Dares 1972) chapitre 5.

30/ Dans : "L'actualité économique et financière à l'étranger" mai 1948 (Ministère des Finances).

- 31/ Benjamin STORA : Accumulation du capital, croissance et répartition des revenus, dans le modèle de Mrs J. ROBINSON page 127 (Editions Cujas).
- 32/ Simon KUZNETS : L'évaluation de la fortune nationale dans "Studies in income and wealth", Volume II, MEER, 1936.
- 33/ R. GOLDSMITH. The uses of national balance sheets. OECD. Développement centre and yale university june 1965.
- 34/ Les analyses de ces trois auteurs sont exposées dans "L'actualité économique et financière", mai 1948.
- A noter que tous ces auteurs considèrent le capital au sens large, c'est-à-dire capital fixe plus capital circulant.

Conclusion de la première partie

517. Cette partie s'est ordonnée autour du concept de patrimoine et ses implications au niveau du compte de patrimoine.

Le concept de patrimoine étant lui-même fondamentalement lié, voire superposable, au concept de capital, mon étude nous a amené à faire une incursion dans la théorie économique. En dépit des nombreuses controverses qui entourent le concept de capital, cette incursion a permis de faire ressortir les différents aspects du patrimoine.

Mais au-delà des concepts, c'est leur mesure qui est déterminante et si beaucoup d'auteurs ont discuté le capital, on peut dire que peu d'entre eux se sont vraiment préoccupés de sa mesure.

518. Le patrimoine, même d'une unité isolée, n'est pas mesurable directement ; par définition le patrimoine est une résultante, on ne peut donc l'appréhender qu'à travers ses composantes. Mais, même en supposant qu'on arrive à l'appréhender directement, on s'aperçoit qu'en tant que tel, il n'a qu'une signification très limitée ; au-delà du résultat qu'est le patrimoine ce sont les différents éléments de ce résultat qui sont intéressants. En d'autres termes plus que la valeur nette elle-même c'est sa composition qui ouvre des perspectives d'analyse. Cela ne signifie pas qu'elle doit être reléguée à une place secondaire ; cela signifie au contraire que c'est l'ensemble du patrimoine et de ses composantes qui constitue une richesse pour l'analyse économique. Dès lors le compte de patrimoine en tant que représentation du patrimoine prend toute sa valeur.

519. Cette complexité du patrimoine a des antécédents lointains dans l'histoire économique, mais aucune expérience n'a été menée à son terme en France. Il était donc nécessaire de définir, de présenter, ce que peut être un compte de patrimoine, de le circonscrire, car un problème important est posé : c'est celui de

L'intégration de cette comptabilité à la comptabilité sociale déjà existante et limitée aux flux.

La liaison stock/flux n'est d'ailleurs pas uniquement comptable et on a montré comment elle intervenait à des niveaux très différents dans l'analyse aussi bien micro que macro économique.

Ayant résolu la question de l'insertion d'une comptabilité du patrimoine dans les comptes existants, on n'a cependant pas fait le tour du problème du rôle de cette comptabilité dans l'analyse économique.

520. Comment en effet prendre la mesure de ce rôle sans se poser la question de l'intérêt des comptes de patrimoine ? Cette question a en fait deux aspects très liés l'un à l'autre. D'une part, d'un point de vue théorique, quelles sont les utilisations d'une comptabilité du patrimoine, en quoi peut-elle apporter une contribution valable à l'analyse économique ? D'autre part d'un point de vue plus politique quels objectifs peuvent justifier la décision d'élaborer des comptes de patrimoine ? Cette décision impliquant un investissement important en recherche statistique.

Ces deux aspects de la question sont bien inclus dans l'interrogation : des comptes de patrimoine pour quoi faire ?

Cette interrogation a des prolongements méthodologiques, car on l'a montré, les objectifs assignés aux comptes déterminent le contenu des postes et leur évaluation ; c'est le résultat de la double confrontation objectifs/contenu/évaluation.

521. La liaison objectifs/contenu n'est pas négligeable car le contenu d'un poste peut être plus ou moins formel ; de plus des vocables identiques peuvent cacher des réalités tout à fait différentes.

La liaison objectifs/évaluation est primordiale car il y a différentes manières d'évaluer un même poste ; tout dépend du

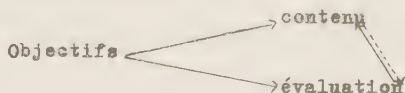
II^{ème} PARTIE

COMPTES DE PATRIMOINE ET BILANS D'ENTREPRISES

*
* *
*

résultat auquel on veut aboutir.

Il est certain d'un autre côté que l'évaluation supplante le contenu. Même quand on cerne de manière très fine le contenu d'un poste, la façon de l'évaluer peut à elle seule remettre en question complètement ce contenu. Il nous semble que cette liaison objectifs/contenu/évaluation doit être schématisée comme suit :



Quand on dit objectifs/évaluation, il n'y a aucune liaison logique dans cet ordre. Ce sont les objectifs qui déterminent à la fois le contenu et l'évaluation. Par ailleurs le contenu influe sur la méthode d'évaluation à retenir, mais il y a un fort déterminisme de l'évaluation sur le contenu.

Ce type de liaison est difficile à analyser au niveau macro-économique ; il sera nécessaire de l'approfondir à un niveau plus fin, ce qui sera fait au cours de la seconde partie.

522. Dans la première partie de cette étude, on s'est délibérément placé à un niveau global, en analysant les problèmes conceptuels et méthodologiques des comptes de patrimoine en général. Cela allait de pair avec l'objectif fixé, à savoir la mise en évidence du rôle de la comptabilité patrimoniale dans l'analyse économique.

On a cependant eu l'occasion de quitter ce niveau global pour descendre jusqu'aux agents économiques et en particulier les entreprises. On s'est référé aux entreprises, d'abord à l'occasion de la définition du patrimoine d'un agent (§ 179 et suivants); ensuite pour éclairer la problématique comptes de flux/comptes de patrimoine (§ 235); enfin pour étayer l'analyse des comportements des agents économiques, en tant qu'objectif des comptes de patrimoine (§ 370 et 371). Mais on n'a pas défini ce que doit être un compte de patrimoine d'entreprise.

523. Dans cette seconde partie, on se placera à un niveau semi-global, celui du secteur institutionnel sociétés et quasi-sociétés non financières; en d'autres termes les entreprises en tant que catégorie d'agents de la comptabilité nationale.

Mais on ne peut se placer d'emblée à ce niveau intermédiaire entre le macro-agent "Nation" et l'entreprise, unité économique élémentaire.

Pour se placer à ce niveau, on a le choix entre deux procédés, soit une désagrégation en partant de l'échelle macro-économique, soit une agrégation en partant de l'échelle micro-économique. Nous avons choisi cette seconde alternative pour la raison évidente, qu'en matière de patrimoine, on ne dispose pratiquement d'aucune expérience macro-économique alors, qu'au contraire, l'expérience micro-économique existe par la comptabilité d'entreprise qui représente un champ expérimental privilégié.

524. En effet, si le plan comptable des entreprises n'existe que depuis 1947, la comptabilité, elle, a une longue

nistoire et il n'est pas inutile de se pencher sur les raisons qui ont provoqué son évolution jusqu'à nos jours.

La comptabilité des entreprises présente la caractéristique de comptabiliser à la fois des flux et des stocks et dans cette mesure on peut se demander si les comptables nationaux ne devraient pas s'en inspirer, d'autant qu'elle les a déjà inspirés par le passé.

Il est donc nécessaire dans un premier temps de se faire une idée précise de cette comptabilité : ses caractéristiques, ses avantages, ses limites, avant de chercher à s'en inspirer ; c'est l'objet du chapitre I.

525. Mais ce qui nous intéresse particulièrement dans cette comptabilité c'est sa manière d'appréhender les stocks, aussi nous tournerons-nous naturellement vers le bilan pour poser la question : le bilan est-il un compte de patrimoine des entreprises ?

Cette question qui appelle une confrontation du bilan à la réalité du patrimoine comporte deux aspects :

- Un premier aspect, que nous qualifierons de pratique, implique de faire une expérience avec le bilan comme matériau de base. L'occasion de cette expérimentation nous a été fournie par une étude que nous avons réalisée à partir d'une série de bilans d'entreprises regroupées en secteurs d'activités ; c'est l'objet du chapitre II.

- Un deuxième aspect, que nous qualifierons de théorique, implique une analyse critique du bilan à la lumière du concept de patrimoine ; c'est l'objet du chapitre III.

526. En réalité ces deux aspects se rejoignent tout à fait, car l'expérimentation, c'est-à-dire la méthode des bilans, débouche elle-même sur une analyse critique de cet instrument. En particulier il importe à ce stade de revenir à la confrontation des objectifs que l'on assigne aux comptes de patrimoine avec le contenu

et les évaluations des postes du bilan. Il est clair qu'à ce niveau la confrontation est plus riche qu'au niveau global de l'économie nationale.

Enfin, il nous a paru nécessaire, pour compléter cette étude, de faire des propositions en vue de l'élaboration d'un compte de patrimoine des entreprises. Ces propositions tiennent compte des différentes analyses qui ont été faites tout au long de cette étude, mais elles se veulent également réalistes, c'est-à-dire qu'elles tiennent compte des contraintes statistiques auxquelles se heurte une entreprise de ce genre ; elles sont présentées dans le chapitre IV.

CHAPITRE I

COMPTABILITE D'ENTREPRISE/COMPTABILITE NATIONALE

527. De nombreux économistes se sont penchés sur la question de la liaison entre comptabilité d'entreprise et comptabilité nationale (1). Il ne s'agit pas pour nous de reprendre ici les diverses argumentations présentées sur ce sujet ; nous nous limiterons volontairement à ce qui nous intéresse dans ce débat, c'est-à-dire l'originalité de la comptabilité d'entreprise en matière de patrimoine.

A) La comptabilité d'entreprise : présentation rapide

A 1- Les principes de base

528. La comptabilité d'entreprise telle qu'elle ressort du plan comptable général 1947-1957 (2), est un ensemble cohérent comprenant un cadre comptable relativement articulé, cadre comptable rempli grâce à une méthodologie comportant des définitions et règles d'évaluation. Cette comptabilité applique des principes de base dont trois nous semblent fondamentaux ; il s'agit de l'enregistrement en partie double, de l'enregistrement en débit/crédit, et de la définition d'une période comptable.

Enregistrement en partie double

529. Des trois principes précédemment évoqués, celui-ci est probablement le plus déterminant.

Historiquement, la comptabilité en partie double représente un progrès énorme par rapport au stade antérieur dans lequel les comptes étaient juxtaposés sans lien entre eux. En effet, une

cette opération est enregistrée par deux écritures et deux opérations. Ainsi si X prête de l'argent à Y, cela augmente les ressources de Y (ou l'occurrence des dettes) et accroît les emplois de Y. Contrairement à ce qui se passe dans la partie simple, il est possible d'établir des liens entre les comptes. Dans la comptabilité de Y sera inscrite l'augmentation de ses dettes ; toujours dans cette comptabilité on ouvrira un compte pour X (compte de tiers) qui enregistrera l'accroissement de ses emplois. Cela permet de suivre l'évolution des opérations entre X et Y par un double jeu d'écritures ; c'est Y qui fait la comptabilité de tiers, mais il la tient comme si c'était le tiers qui la tenait. L'intérêt des comptes de tiers est de pouvoir suivre des opérations non instantanées.

530. Le principe de la partie double s'applique aussi au cas des opérations instantanées, celles qui ne nécessitent pas l'ouverture de comptes de tiers. Ainsi si l'entrepreneur X, qui dispose d'une somme de 20 000 F dans sa caisse, décide d'en verser la moitié à son compte en banque et la moitié à son compte chèque postal, dans la comptabilité l'inscription de la sortie des 20 000 F de la caisse se fera au compte caisse et parallèlement comme une entrée du compte banque et du compte CCP.

De même une vente de marchandises au comptant par X se traduit par une écriture au compte marchandises et une écriture de même montant et de sens opposé dans le compte de caisse si le paiement a lieu en espèces.

Tout mouvement de valeurs dans l'entreprise se traduit donc dans la comptabilité par deux écritures, d'où l'appellation de partie double (3).

Enregistrement en débit et crédit

531. Un compte comporte deux colonnes, une colonne de gauche appelée débit, une colonne de droite appelée crédit. Pour connaître la position d'un compte, on fait la différence entre le

débit et le crédit et, par convention, on inscrit le solde du côté le plus faible. Cette convention (utilisée aussi en comptabilité nationale) s'explique par le fait que, traditionnellement, pour minimiser les risques d'erreurs, les comptables préfèrent effectuer des additions plutôt que des soustractions.

532. Sur la signification proprement dite des termes débit et crédit, on a beaucoup écrit ; comment en effet interpréter ces deux termes ? Contrairement à ce qu'évoque le mot débit (dette), il ne faut pas, à notre sens, chercher une interprétation dans cette voie ; par exemple l'augmentation des sommes en caisse ou en banque qui est quelque chose de favorable pour l'entreprise est enregistrée au débit du compte caisse ou du compte banque. Il nous semble plus opportun, comme le propose notamment Pierre LASSEQUE (4), de parler d'entrées au débit et de sorties au crédit, cette distinction étant intéressante dans la plupart des cas.

533. Le principe de l'enregistrement en débit/crédit complète utilement ce qui a été dit sur le principe de la partie double. En effet quand on dit qu'une même opération dans un lieu à deux inscriptions de même montant et de sens opposés, cela signifie que l'une des inscriptions se fait au débit d'un compte tandis que l'autre se fait au crédit d'un autre compte. Ainsi, si l'on fait passer une somme de 10 000 F de la caisse au compte en banque, la somme de 10 000 F apparaît au crédit du compte de caisse (sortie) et au débit du compte banque (entrée). L'inscription aux deux comptes est simultanée, donc si l'on groupe tous les comptes on a à tout moment : $\sum \text{débits} = \sum \text{crédits}$.

Définition d'une période comptable

534. Si l'on s'intéresse à la situation d'une entreprise, on s'inquiétera, par exemple, de son bénéfice. Ce dernier se rapporte à ce qu'il est convenu d'appeler l'exercice comptable. Les différents utilisateurs des statistiques d'entreprises, qu'il

l'agence du fisc, des actionnaires ou de chercheurs, réclament des statistiques pour des périodes déterminées. Pour répondre à ces divers besoins, les comptables ont été amenés à établir une situation de l'entreprise tous les ans ou tous les mois. Ils ont donc adopté une périodicité qui, le plus souvent, n'a aucun rapport avec l'activité de l'entreprise qui bien évidemment ne s'interrompt pas le 31 décembre par exemple. La notion de périodicité ainsi admise est tout à fait arbitraire. Elle est cependant indispensable pour la détermination d'un bénéfice qui n'a aucun sens si l'on ne fait pas référence à une période (mois, trimestre, année...).

535. L'exercice comptable est la période sur laquelle l'entreprise est tenue par la loi de calculer son bénéfice : sauf cas très particuliers, cette période est de douze mois. L'introduction de la périodicité a amené les comptables à adopter un certain nombre de règles précises dont trois sont fondamentales :

Première règle : les dépenses et leur affectation à une période.

536. Il s'agit de faire la différence entre dépenses⁽⁵⁾ et décaissements. Un exemple simple suffit à éclairer ce problème ; c'est celui de l'amortissement d'une immobilisation. L'achat d'une immobilisation entraîne un décaissement (ou déboursement) égal à la valeur d'achat de cette immobilisation ; mais la dépense véritable de l'année est la part de cette immobilisation consommée au cours de l'exercice, c'est-à-dire l'amortissement.

Deuxième règle : affectation des ventes à une période.

537. Cette affectation conduit à distinguer recettes et ventes. La recette est reconnue au moment où l'argent entre en caisse, tandis que la vente est reconnue quand la marchandise est expédiée. La recette peut précéder, suivre, ou avoir lieu en même temps que la vente. Ainsi, dans le cas de ventes à crédit, la recette suit la vente, alors que dans le cas de journaux vendus par abonnement, la recette précède la vente.

Troisième règle : nécessité de ne comparer que les ventes et les dépenses d'une même période.

538. Si l'on veut que le bénéfice déterminé soit un résultat valable, il est nécessaire de ne mettre en face que les ventes de l'exercice et les dépenses auxquelles elles ont donné lieu. Ce principe, facile à appliquer dans certains cas (vente d'un produit et dépense de matières premières nécessaires à sa fabrication), l'est beaucoup moins dans d'autres cas (comparaison des dépenses de publicité et des ventes qu'elles ont entraînées). On est, dans de tels cas, obligé de faire confiance au comptable, la comptabilité ne fournissant aucune solution sûre.

A 2- Articulation de la comptabilité

539. Le PCG traite la comptabilité des entreprises selon deux volets distincts ; d'une part la comptabilité générale, d'autre part la comptabilité analytique d'exploitation, l'articulation entre les deux étant assurée par des comptes réfléchis. En fait comme on le verra plus loin ces deux comptabilités sont assez différentes quant à leurs objectifs et quant à leurs méthodes d'analyse.

a) La comptabilité générale comprend trois comptes : le bilan, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits. Ces trois documents comptables préconisés par le PCG sont devenus pratiquement obligatoires depuis que le fisc les réclame chaque année aux entreprises imposables selon le régime du bénéfice réel. De ce fait même, la comptabilité générale des entreprises est assez largement publiée ; elle représente dès lors une source d'informations privilégiée sur les entreprises. Ceci explique que ses utilisateurs soient essentiellement des utilisateurs externes. En premier lieu il y a l'administration fiscale pour laquelle il s'agit d'un matériel de base pour l'établissement de l'assiette de l'impôt. Les actionnaires sont directement intéressés et doivent recevoir au moins les trois documents de comptabilité générale⁽⁶⁾.

que la société soit ou non cotée en bourse. Les banquiers, la sécurité sociale, les économistes et en particulier ceux de l'INSEE (7) sont parmi les plus grands utilisateurs de la comptabilité générale, cette liste n'étant pas exhaustive. D'où l'habitude de parler, à propos de la comptabilité générale, d'une comptabilité à usage externe.

541. Le bilan est probablement l'élément le plus important de cette comptabilité. Il fournit en effet une photographie de la situation active et passive de l'entreprise ; il permet également de mettre en face les différentes ressources de l'entreprise et les utilisations qu'elle en a faites. Le bilan est à la base de toute analyse financière de l'entreprise. Le compte d'exploitation générale (CEG) présente lui les résultats directs de l'exploitation de l'exercice écoulé, avec au débit les charges classées par nature. Son solde est soit un bénéfice, soit une perte d'exploitation. Le résultat d'exploitation est repris dans le compte de pertes et profits (CPP) qui fait intervenir des charges et produits non directement liés à l'exploitation et dont le solde, appelé résultat net, est un bénéfice ou une perte. Notons que ce solde est le même que celui du bilan.

b) La comptabilité analytique d'exploitation

542. Par opposition à la comptabilité générale, cette comptabilité est souvent qualifiée de comptabilité à usage interne. Le principal objectif de la comptabilité analytique est de déterminer le prix de revient des produits fabriqués par l'entreprise ; il s'agit d'attribuer à un produit donné les coûts qui lui reviennent. Son rôle est de ce fait important car le prix de revient est un élément de base de l'ensemble du système comptable. En effet, il apparaît normal par exemple de connaître le prix de revient des stocks avant l'élaboration du bilan.

543. Mais la comptabilité analytique ne sert pas uniquement au calcul du prix de revient, elle est un instrument fondamental

pour déterminer la politique des prix de l'entreprise ; elle est également à la base de toute politique de contrôle de la productivité et de la rentabilité et un guide incontestable en matière de choix des investissements. Outre le calcul des coûts et prix de revient, elle permet le calcul de résultats analytiques par produits, groupes de produits, branches etc... Cette comptabilité comprend différents comptes : les comptes de coûts et de prix de revient, les comptes de reclassements des frais, les comptes d'inventaire permanent et les comptes de résultats analytiques.

c) Liaison entre les deux comptabilités

544. La comptabilité analytique apparaît relativement autonome par rapport à la comptabilité générale ; en réalité il y a des liens entre les deux, voire même une certaine articulation. La comptabilité générale est amenée à saisir certains éléments de la comptabilité analytique. Cette saisie peut s'opérer directement dans certains comptes de comptabilité générale ; c'est le cas des comptes (ou de leurs subdivisions) de stocks, d'achats, de frais et de dotations, de ventes et autres produits et de résultats. En fait tout ce qui a trait au processus de production et aux résultats de la production est commun aux deux comptabilités bien que la manière d'aborder les problèmes soit fort différente d'une comptabilité à l'autre. Cette saisie peut s'opérer indirectement par l'intermédiaire de ce que le PCG nomme les comptes réfléchis. Cela revient à introduire un deuxième système d'informations comptables parallèle au système de comptabilité générale.

545. L'existence de comptes réfléchis consacre la volonté du PCG de conserver une certaine autonomie à la comptabilité analytique. Mais les deux comptabilités sont complémentaires : puisque l'une est globale, l'autre analytique, la seconde permet d'affiner et de mieux asseoir les résultats de la première. Ainsi la détermination d'un résultat global d'exploitation dans une entreprise fabriquant plusieurs produits est insuffisante pour orienter correctement la gestion, le calcul du résultat par produit

est nécessaire.

L'autonomie de la comptabilité analytique dans le PCG s'explique par le souci des rédacteurs du PCG de voir appliquer complètement la comptabilité générale, vu son rôle vis à vis des tiers (ils ont d'ailleurs réussi sur ce point (8)). Si les deux comptabilités avaient été complètement intégrées, dans la mesure où l'application de la comptabilité analytique nécessite un service statistique-comptable important que toutes les entreprises ne peuvent avoir, la comptabilité générale, tout comme la comptabilité analytique, risquait fort de rester lettre morte.

A 3- La procédure comptable.

546. Un certain nombre d'événements concernant l'entreprise se produisent ; ces événements peuvent avoir pour cadre l'entreprise, mais ils peuvent également se dérouler ailleurs. Le problème est de savoir comment enregistrer correctement ces faits dans la comptabilité. Le terme "correctement" suppose l'absence d'erreurs mais également que les résultats obtenus soient utilisables. Il y a la procédure comptable "légale", c'est-à-dire telle qu'elle est prévue par le PCG, et la procédure comptable "interne" c'est-à-dire telle que peut la concevoir une entreprise en fonction de ses besoins propres. Il est bien évident que nous nous limiterons à la première.

547. Nous retiendrons avec P. LASSEQUE cinq étapes importantes dans la procédure : la collecte des informations (les faits à enregistrer) ; l'enregistrement comptable ; le classement, la vérification et enfin l'étape de synthèse et dépouillement. Chacune des quatre dernières étapes donne lieu à l'élaboration d'un document comptable particulier.

548. L'enregistrement des faits comptables est réalisé dans le livre-brouillard. Ce document n'a pas de valeur juridique ; en fait c'est surtout un brouillon où l'on enregistre au jour le jour tous les faits. Quand il existe, il sert de base à l'élaboration du journal (ou journal général) (9).

549. Dans le journal les faits sont enregistrés dans l'ordre chronologique, en précisant les comptes débités, les comptes crédités et bien entendu les montants débités et crédités. Toutes les pages du journal sont cotées et paraphées et remplies sans blanc ni altération. Ceci donne à ce document une valeur juridique non négligeable ; le journal est réputé "prouver ce qu'il avance" ce qui le rend opposable aux tiers.

550. Le grand livre n'est pas une obligation légale mais la plupart des entreprises l'établissent car il permet un classement méthodique. Dans le grand-livre on trouve les mêmes informations que dans le journal mais elles sont classées ici par comptes et non par ordre chronologique.

551. La balance (ou balance générale) est un instrument de contrôle et de vérification. Elle est établie à intervalles réguliers (tous les mois) à partir du grand livre. La balance générale comprend :

- une balance des masses, c'est-à-dire toutes les inscriptions en débit, toutes les inscriptions en crédit avec :

$$\sum \text{débits} = \sum \text{crédits}$$

- une balance des soldes, c'est-à-dire d'un côté les soldes débiteurs, de l'autre les soldes créditeurs avec :

$$\sum \text{soldes débiteurs} = \sum \text{soldes créditeurs.}$$

On doit par ailleurs toujours avoir la relation :

$$\text{totaux de la balance} = \text{totaux du journal.}$$

Dire qu'une balance est juste signifie qu'il y a de fortes chances pour qu'aucune erreur n'ait été commise. C'est donc un moyen de vérification. Mais en fait il peut se faire que deux erreurs se soient compensées. Une balance juste ne constitue donc qu'une présomption de justesse pour l'ensemble des comptes.

552. La dernière étape de la procédure comptable - synthèse et dépouillement - aboutit à l'élaboration des comptes de résultats : comptes d'exploitation généraux et de pertes et profits, et bilan. Ces comptes sont issus directement de la balance.

553. Tout ce qui a été dit dans cette présentation rapide de la comptabilité d'entreprise concerne l'information comptable. Cette information comptable, qu'elle soit à destination de l'entreprise elle-même ou de tiers, constitue quand on peut en disposer, la source principale de toute analyse des entreprises. Mais elle n'en est pas pour autant parfaite et l'une des tâches que nous nous sommes assignée dans cette étude est justement de mettre en évidence ses imperfections et les éventuels moyens d'y remédier. Dans ce chapitre cependant, nous nous préoccupons essentiellement de comparer les deux comptabilités, privée et nationale.

B) Originalité de la comptabilité privée : la liaison comptes de flux/comptes de stocks.

554. La comptabilité nationale française est jusqu'ici essentiellement une comptabilité de flux ; elle analyse des opérations économiques à travers des comptes et en dégage des agrégats relatifs à la production, à la consommation, aux investissements, au revenu..., c'est une comptabilité du revenu et non du capital. A la différence, la comptabilité privée se veut une comptabilité à la fois du revenu et du capital ; le problème est alors de savoir comment se réalise la liaison entre comptes de revenu et comptes de capital, et s'il y a véritable articulation entre les deux.

B 1- Comptes de situation/comptes de position

555. Par définition les comptes de situation sont des comptes de bilan, c'est-à-dire les comptes des classes 1, 2, 3, 4, 5 dont les soldes donnent leurs valeurs aux différents postes

du bilan. Les comptes de gestion sont les comptes de charges et de produits (classes 6 et 7), à la base de l'élaboration du compte d'exploitation générale. Les comptes de gestion, encore appelés comptes d'opérations, enregistrent des mouvements de valeurs entre l'entreprise et les tiers qui affectent les ressources de l'entreprise ; ce sont donc des comptes de flux ; ils interviennent dans la gestion courante des entreprises. Qu'en est-il des comptes de situation ? Leur dénomination peut entretenir une certaine ambiguïté. On pourrait penser en effet qu'il s'agit de comptes de stocks. En réalité ces comptes ne décrivent pas la situation active et passive de l'entreprise mais décrivent plutôt les transformations que subit cette situation. Par exemple on peut suivre par le compte 210 (terrains) les achats et ventes de terrains opérés durant l'exercice ; c'est le solde du compte, débiteur dans notre exemple, qui fournit la situation de l'entreprise en matière de terrains pour l'exercice considéré. Ces comptes enregistrent également des flux.

556. Mais les comptes de situation présentent à notre avis une certaine originalité. Prenons un exemple chiffré : une entreprise a dans son bilan de l'année 1972 une valeur de 50 000 F au poste terrains. Dans le courant de l'année 1973 elle est amenée à acheter de nouveaux terrains pour une valeur de 30 000 F ; parallèlement elle vend un terrain qui ne lui convient plus et ce, pour une valeur de 10 000 F. En négligeant les éventuels problèmes de plus ou moins values, on peut rendre compte des transformations subies par le poste terrains entre 1972 et 1973 :

Terrains 1973 = terrains 1972 + (achats - ventes) courant 1973

$$(70\ 000) = 50\ 000 + (30\ 000 - 10\ 000).$$

ou encore :

Terrains 1973 = terrains 1972 + Flux de la période

Cela peut encore s'écrire :

$$\text{Stocks 1972} + \text{Flux (1972/1973)} = \text{stocks 1973.}$$

Or la liaison stocks/flux ainsi réalisée est décrite entièrement dans le compte de situation 210 - terrains. Ce compte se présente en effet sous la forme :

Bilan 1972

I I I I	210 - Terrains	
	Débit	Crédit
	solde (1972)	50 000
	achat	30 000
		ventes 10 000
		solde 70 000
		!
		!
		!====> Bilan 1973.

Ce qui est vrai du compte "terrains" l'est de tous les comptes de situation ou plus précisément des comptes de bilan. Ces comptes présentent l'originalité d'opérer la liaison stock/flux/stock. Ce ne sont donc pas des comptes de flux au même titre que les comptes de gestion par exemple. Sur ce point la démarche des rédacteurs du plan comptable CCAM (10) est intéressante. En effet, conscients que les comptes de situation ne sont pas à proprement parler des comptes de flux, et décidés à faire une analyse dynamique de l'entreprise, ils ont opéré un dédoublement des comptes de bilan. Chaque compte de bilan est divisé en deux : d'une part un compte de flux qui n'enregistre que les mouvements patrimoniaux de la période ; d'autre part un compte de situation patrimoniale qui intervient en fin de période où le compte de mouvements est viré au compte de situation.

557. Comptes de bilan et comptes de gestion interviennent tous deux pour enregistrer les mouvements de valeur au sein de l'entreprise, mais tous les mouvements de valeur n'ont pas la même nature. Quand le mouvement se traduit par un flux interne, c'est-à-dire un flux intérieur au patrimoine, ce sont les comptes de bilan qui interviennent. Ainsi, si dans l'exemple précédent l'entreprise vend au comptant et par chèque bancaire ses terrains pour une valeur de 10 000 F. Cette vente (11) aura des effets directs sur le bilan et plus précisément sur l'actif du bilan :

Bilan

Actif

Immobilisations :

Terrains (- 10 000)

Banque (+ 10 000).

En effet, en application du principe de la partie double, l'opération de vente de terrains donne lieu à deux écritures de sens opposés, au crédit du compte terrains et au débit du compte banque. Le principe de la partie double est donc bien respecté et, pour ce faire, le jeu de deux comptes de bilan aura suffi. Comme on le voit cette opération n'atteint pas le patrimoine, elle ne détruit pas l'équilibre du bilan ; simplement il y a eu transformation d'un élément physique en élément financier et, de ce fait, la structure du bilan est altérée.

Terrains		Banque	
Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Ventes : 10 000	Ventes de	
	!	terrains :	
	!		
	!		
	!----->	10 000	

558. Par contre quand il s'agit d'enregistrer un flux externe, c'est-à-dire un flux qui met en relation l'entreprise et un autre agent économique peut-on utiliser deux comptes de bilan ?

Exemple : à la suite de ses ventes de terrains, l'entreprise reçoit du percepteur un avis lui réclamant 1000 F comme taxe sur ses ventes jugées spéculatives. Le règlement de cette taxe est un flux externe dont le point de départ est l'entreprise et le point d'arrivée un tiers. Dans la comptabilité de l'entreprise, en supposant qu'elle paie tout de suite et par CCP, on aura :

62. Impôts et taxes			56. C. C. P.		
		1	1		
1000	!	!	!	1000	
F		!	F		

Là aussi le principe de la partie double est respecté, mais ici l'opération a fait jouer un compte de gestion, impôts et taxes (compte de charges) et un compte de bilan, CCP.

Remarque : on aurait pu envisager d'utiliser deux comptes de bilan, le compte Etat (43) et le compte CCP (56) ; cette solution n'aurait pas été conforme au PCQ car cette taxe n'avait pas été enregistrée auparavant. En fait le compte Etat (43), comme tous les comptes de tiers intervient dans les cas de paiement différé : dans un premier temps on constate la charge à payer (débit de impôts et taxes, crédit Etat) ; dans un second temps au moment du règlement, le compte Etat est alors soldé (débit Etat, crédit CCP). Donc si certains flux externes peuvent être enregistrés par deux comptes de bilan, d'autres exigent l'intervention d'un compte de gestion, à côté d'un compte de bilan.

559. Aucune opération ne fait jouer deux comptes de gestion. Les comptes de gestion sont destinés à intervenir en même temps que les comptes de bilan. On peut considérer l'attribution des comptes en fonction des étapes de la vie de l'entreprise :

- Au début de la vie de l'entreprise, on a soit à constater les apports des associés, soit à acquérir des actifs ; dans les deux cas on peut faire jouer deux comptes de bilan, l'équilibre du bilan n'étant pas affecté par ces opérations.

- Dans le courant de l'existence normale de l'entreprise, deux comptes de bilan peuvent intervenir seuls, par exemple quand il s'agit de flux internes ou encore du règlement de certaines opérations à crédit (un compte financier et un compte de tiers) ; quand il s'agit de charges et de produits, que les règlements aient lieu au comptant ou à crédit, l'enregistrement exige toujours l'intervention d'un compte de bilan et d'un compte de gestion.

achat (ou vente) au comptant : compte de charges (ou de produits)
et compte financier.

achat (ou vente) à crédit : compte de charges (ou de produits)
et compte de tiers.

560. Comptes de gestion et comptes de situation sont fort différents de par leur nature ; l'enregistrement dans les comptes de gestion a un caractère provisoire car ces comptes sont amenés à disparaître en fin d'exercice où ils sont soldés ; les comptes de bilan transmettent seulement leurs soldes au bilan et peuvent continuer à fonctionner.

Qu'en est-il du point de vue de l'analyse comptable ?

De ce point de vue, ce qui apparaît c'est la complémentarité entre ces deux types de comptes. En effet les comptes de gestion permettent d'aboutir au résultat de l'exercice par l'intermédiaire des comptes d'exploitation générale et de pertes et profits, suivant la formule : produits - charges = résultat.

Parallèlement les comptes de situation aboutissent eux aussi au résultat par l'intermédiaire du bilan, suivant la formule :

actif - passif = résultat.

Le résultat de l'exercice est la synthèse des différentes opérations auxquelles s'est livrée l'entreprise dans le cadre de sa gestion. Or qu'est-ce qui fait bouger le résultat ? Toutes les opérations n'ont pas d'action sur le résultat. Nous savons en particulier que les opérations qui associent deux comptes de situation (qu'il s'agisse de deux comptes d'actif, de deux comptes de passif ou encore d'un compte d'actif et d'un compte de passif) n'atteignent pas l'équilibre du bilan et de ce fait n'ont aucune influence sur le résultat. Seules les opérations qui font jouer un compte de gestion et un compte de situation ont une action sur le résultat et déterminent même ce résultat dans le courant de l'exercice. Ce sont finalement ces opérations qui sont fondamentales pour la vie courante de l'entreprise, et pour la poursuite de ses activités. La liaison entre comptes de bilan et comptes de gestion est donc particulièrement riche, si l'on se place du point de vue de l'analyse comptable.

B 2- Liaisons stocks/flux dans la comptabilité d'entreprise

561. Une première manifestation de la liaison stock/flux en comptabilité d'entreprise nous est donnée par les comptes de situation. Il s'agit là d'une liaison stock/flux au niveau des grandeurs et non au niveau des comptes. Comme on l'a vu dans le paragraphe 556, une première grandeur-stock est constituée par le solde en début de période et une deuxième grandeur-stock par le solde en fin de période ; entre les deux il y a les flux de la période. Il s'agit donc bien d'une liaison entre grandeurs à l'intérieur même de chaque compte de situation.

562. Peut-on dire qu'il y a liaison stock/flux entre les comptes de situation et le bilan ?

D'abord il faut remarquer que les comptes de situation ne sont pas de véritables comptes de flux : ceci apparaît quand on compare un compte de situation à un compte de gestion, par exemple un compte de charges. Alors que dans un compte de charges, le solde

donne une charge nette qui n'a donc pas de signification particulière, dans un compte de situation, le solde est très important ; ainsi le solde du compte de caisse donne la somme effectivement en caisse au moment où on se situe.

De plus il n'y a aucune liaison logique entre comptes de situation et bilan ; il y a simplement une construction comptable selon laquelle les soldes des différents comptes de situation sont regroupés dans un compte unique, le bilan.

563. Une seconde manifestation de la liaison stocks/flux dans la comptabilité d'entreprise est l'existence d'un même solde, le résultat net, pour le bilan d'une part et d'autre part pour ce que l'on nomme souvent, les comptes de résultats (il s'agit du compte d'exploitation générale et du compte de pertes et profits). Il s'agit là d'une incontestable originalité de la comptabilité d'entreprise : le solde d'un compte de stock est le même que celui d'un compte de flux.

564. Le CEG retrace au débit toutes les charges et au crédit tous les produits directement liés à l'exercice. En plus il enregistre les stocks en début de période (au débit) et les stocks en fin de période (crédit).

Le CPP reprend le solde du compte d'exploitation générale, soit une perte (au débit) ou un bénéfice (au crédit). Puis suivent les pertes ou profits sur exercices antérieurs ; les pertes ou profits exceptionnels ; les subventions accordées (au débit) ou reçues (au crédit) ; les impôts sur les bénéfices (en débit) ; le solde ou résultat sera un bénéfice net total ou une perte nette totale.

Alors que le solde du compte d'exploitation donne le résultat de la gestion courante, le compte de pertes et profits fait intervenir des éléments de nature accidentelle ou extérieure à l'activité courante de l'entreprise. Du point de vue économique, ces deux soldes ne représentent pas la même réalité ; il est incontestable que c'est le second, celui du compte de pertes et profits qui rend

compte de la situation réelle de l'entreprise et qui est identique à celui du bilan.

565. Le bilan donne la situation des différents éléments du patrimoine de l'entreprise. Il reprend à l'actif les éléments physiques longs (immobilisations) et courts (stocks), et les éléments financiers longs (autres valeurs immobilisées) et courts (valeurs réalisables et disponibles) ; au passif les capitaux permanents (capital social et dettes à long et moyen termes) et capitaux provisoires (dettes à court terme). Nous avons déjà eu l'occasion de dire que le bilan est élaboré à partir des comptes de situation ; mais le bilan a une autre base, non comptable celle-là car il est élaboré également grâce à l'inventaire extra-comptable. Autrement dit, une fois le bilan réalisé, les chiffres qui s'y trouvent sont le reflet d'une part des comptes de bilan qui ont fonctionné toute l'année, mais également, de la situation active et passive réelle de l'entreprise. Le résultat obtenu ne tient pas seulement compte de l'activité de l'année mais en plus des faits antérieurs à l'année et des faits exceptionnels..

Le résultat est obtenu dans le bilan par la formule :

$$\text{Actif} - \text{passif} = \text{résultat}$$

Dans les comptes de gestion on a :

$$\text{Produits} - \text{charges} = \text{résultat}$$

Ces formules permettent d'écrire :

$$\text{Actif} - \text{passif} = \text{produits} - \text{charges}$$

ou encore :

$$\text{Actif} + \text{charges} = \text{produits} + \text{passif}.$$

La liaison entre bilan et comptes de gestion étant ainsi posée, reste à savoir quel est le sens de cette liaison ?

566. Cette liaison est tout d'abord comptable ; ceci apparaît nettement dans la démonstration suivante tirée de l'compte

de Jean NATAF (12). Cette analyse part de la notion de situation nette (différence entre l'actif et les dettes) ; on considère que les comptes de gestion décrivent les variations dans le courant de l'année de la situation nette. Si on part d'un exercice (a) où la situation nette est S_{n0} ; dans le courant de l'exercice cette dernière varie de $(P-C)$ c'est-à-dire de (produits - charges) :

$$S_{n0} + (P-C) = S_{n1}$$

ou encore :

$$S_{n1} - S_{n0} = P - C.$$

$S_{n1} - S_{n0}$ représente par définition le bénéfice : il y a donc égalité entre le résultat du bilan et celui des comptes de résultats.

567. Si l'égalité des soldes bilan/comptes de résultats réalise une liaison privilégiée entre comptes de stocks et comptes de flux, ce qui représente dans l'état actuel une supériorité de la comptabilité d'entreprise par rapport à la comptabilité nationale, il ne faudrait pas lui attribuer plus de signification qu'elle n'en a. En réalité cette liaison a un caractère essentiellement comptable ; elle est déterminée par l'application du principe de la partie double et le document comptable qui en rend le mieux compte est la balance.

Rappelons que la balance est issue du journal général et du grand livre et constitue le document de synthèse de la fin d'exercice. Elle reprend en ligne tous les comptes de bilan, les comptes de gestion et de résultats et en colonne les cumuls des débits et crédits et les soldes. De ce fait elle est à la base, en fin d'exercice, de l'élaboration du bilan, du compte d'exploitation générale et du compte de pertes et profits. c'est-à-dire des trois états de comptabilité générale : c'est un document fondamental. De plus c'est au niveau de la balance que s'opère la confrontation entre la comptabilité et la réalité, par l'inventaire. Quand on n'utilise pas de comptabilité analytique, l'inventaire est le seul moyen de connaître les stocks en fin d'exercice. Après l'inventaire

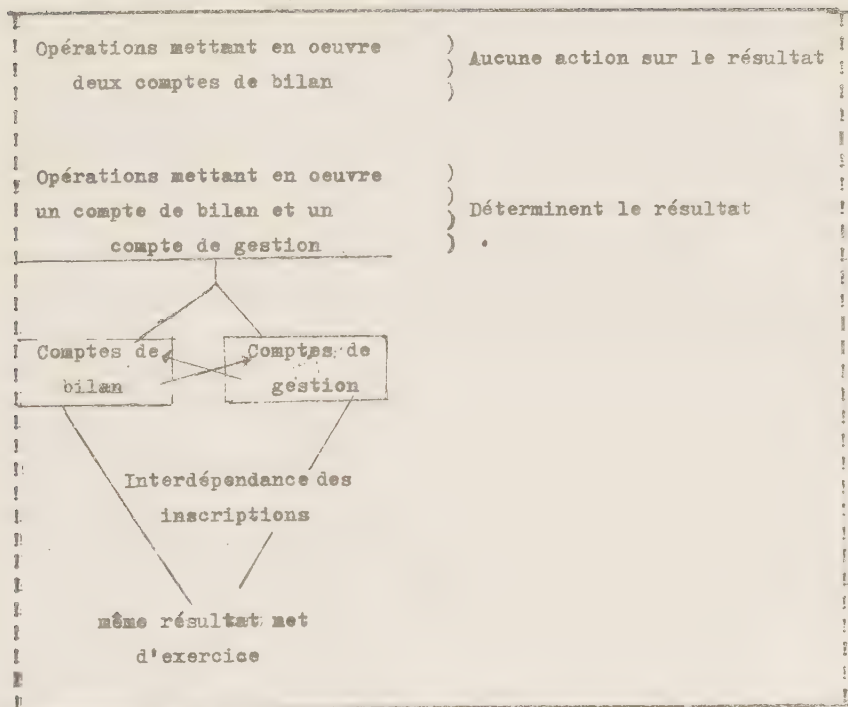
on établit la balance d'inventaire qui présente les caractéristiques suivantes : les comptes de bilan sont régularisés, c'est-à-dire qu'ils expriment la valeur comptable, au jour de l'inventaire, des éléments actifs et passifs de l'entreprise ; les comptes de gestion sont soldés ; les comptes de résultats sont soldés, à l'exception du compte 87 dont le solde exprime le résultat net de l'exercice.

568. La balance constitue une véritable synthèse comptable pour l'ensemble de l'année. Toutes les opérations effectuées au cours de l'exercice s'y retrouvent et également leurs contreparties, puisque c'est le principe de la partie double qui est appliqué. Nous avons vu que, dans le courant de l'exercice, certaines opérations font jouer deux comptes de situation (par exemple le règlement d'une vente à crédit) ; mais nous savons également que de telles opérations n'ont aucune action sur le résultat. Du point de vue de la liaison entre comptes de gestion et comptes de bilan, ces opérations sont sans intérêt. Par contre d'autres opérations qui interviennent dans le courant de l'exercice également, font jouer comptes de gestion et de bilan ; ce sont les seules opérations qui déterminent le résultat.

569. D'après le principe de la partie double, chaque opération de ce type, inscrite dans un compte de gestion, a sa contrepartie dans un compte de bilan. Plus précisément toute opération inscrite en débit d'un compte de gestion est inscrite aussi au crédit d'un compte de bilan et inversement. Les diverses inscriptions aux comptes de gestion aboutissent au résultat net, ce dernier est donc forcément égal au solde obtenu par les comptes de situation, l'une des propriétés de la balance étant l'égalité des sommes (total des inscriptions au débit = total des inscriptions au crédit). L'égalité des résultats est en fait une égalité établie par construction, compte tenu du principe de la partie double et de la construction de la balance, ce ne peut être autrement que de parvenir à une telle égalité. Le schéma qui suit

illustre ce fait.

BALANCE



C. la comptabilité nationale doit-elle s'inspirer de la comptabilité d'entreprise ?

570. Les insuffisances de la comptabilité nationale sont flagrantes en matière de comptes de stocks. Elles ont été discutées par de nombreux auteurs et nous avons eu l'occasion de les souligner dans cette étude. Par ailleurs nous avons également étudié la liaison stocks/flux sous ses différents aspects, qu'il s'agisse de l'aspect théorique, de l'aspect grandeurs mesurables, ou encore de l'aspect comptable. Il est sûr que réaliser cette liaison sur le plan comptable est un objectif intéressant car cela

revient à réaliser une intégration parfaite des comptes. Il est clair que si la comptabilité d'entreprise réalise une telle intégration, la comptabilité nationale a tout lieu de s'en inspirer. C'est pourquoi la question posée ci-dessus en appelle une autre : l'intégration des comptes est-elle réalisée en comptabilité d'entreprise ?

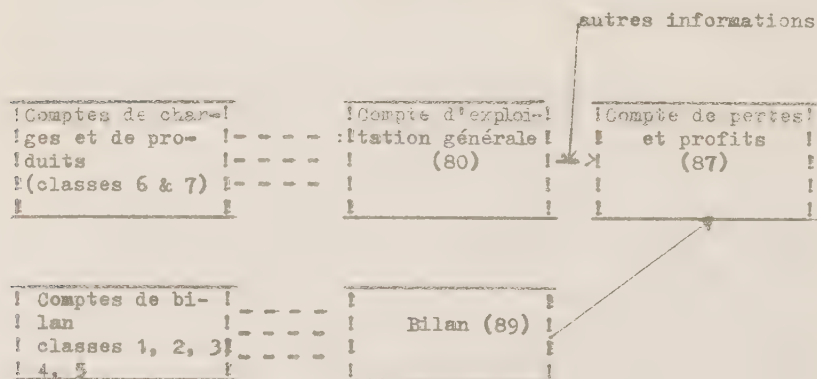
571. Les différents éléments comptables dans la comptabilité générale sont : les comptes de charges et de produits, les comptes de résultats, les comptes de bilan. Le problème de l'intégration se pose à deux niveaux :

- d'une part ce que nous appellerons "l'intégration structurelle" : comment les différents comptes d'une même année se déterminent les uns par rapport aux autres ;

- d'autre part ce que nous appellerons "l'intégration temporelle" : comment les comptes de l'année $n + 1$ sont déterminés par ceux de l'année n .

a) L'intégration structurelle

572. Comment se pose le problème ? On peut visualiser sur un schéma les différentes liaisons ou absences de liaisons entre les comptes précédemment énumérés, puis les expliciter.



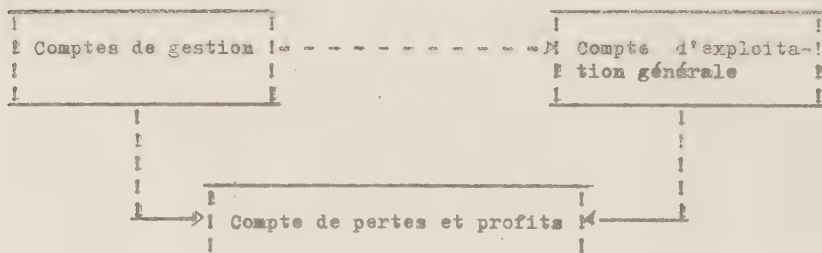
Nous nous sommes déjà beaucoup étendu sur l'existence d'un même soldes aux comptes de stock (bilan) et de flux (compte de pertes et profits). Cela signifie-t-il qu'il y a intégration à ce niveau ? Certainement pas ; l'égalité des soldes implique une liaison privilégiée entre ces deux comptes mais on ne peut pas parler d'intégration car il n'y a pas de dépendance entre les deux comptes : l'un ne détermine pas l'autre et il ne saurait être question de fondre ces deux comptes dans un même grand compte. S'il y a liaison comptable il n'y a pas intégration.

573. Entre les comptes de charges et de produits et le compte d'exploitation générale il y a une liaison comptable ; on peut même dire qu'il y a transposition car le compte d'exploitation générale est élaboré en soldant tous les comptes des classes 6 et 7 qui disparaissent de la comptabilité. Il est important de noter que l'élaboration du compte d'exploitation générale nécessite des écritures comptables. D'une part les comptes des classes 6 et 7 sont soldés chacun par une double écriture, l'une au débit ou au crédit du compte de charge ou de produit, l'autre au crédit ou au débit du compte d'exploitation générale. D'autre part, l'élaboration du compte d'exploitation générale nécessite des écritures de régularisation et de redressement, de manière à pouvoir comparer les charges de l'exercice avec les produits de l'exercice.

574. Entre le compte d'exploitation générale et le compte de pertes et profits il y a intégration car le solde de premier est repris dans le second qu'il s'agisse d'une perte ou d'un bénéfice d'exploitation. Cette intégration comptablement parfaite, est quelque peu altérée par le fait que dans la logique du PCG, le compte de pertes et profits est élaboré à partir d'informations dont l'origine est le compte de pertes et profits lui-même.

En effet selon le PCG, le compte de pertes et profits est un compte de résultats et il en est de même de tous les éléments qui le composent et qui constituent des comptes divisionnaires. Or, s'il nous semble normal que le compte de pertes et

profits soit un compte de résultats, on ne voit pas pourquoi ses composantes apparaissent directement dans les comptes de résultats, contrairement à ce qui se passe pour le compte d'exploitation générale et le bilan. Sur ce point la solution retenue par le plan OCAM (13) nous paraît plus judicieuse : les pertes et profits sont intégrés dans les comptes de gestion et l'on a d'une part les classes 6 et 06 qui représentent les charges et pertes par nature, d'autre part les classes 7 et 07 qui représentent les produits et profits par nature. Les charges et produits concernent directement l'exploitation courante (fonctionnement normal), les pertes et profits concernent des exercices antérieurs ou des événements exceptionnels en hors exploitation. Dans un tel système les comptes d'exploitation générale et de pertes et profits tirent tous deux leurs informations de base des comptes de gestion.



575. Entre les comptes de bilan et le bilan, il y a une liaison, mais cette liaison est formelle car il s'agit d'une transcription pure et simple : le bilan est élaboré en reproduisant les soldes des comptes de bilan. Point n'est besoin d'écritures comptables c'est une reproduction. Mais avant d'établir le bilan il est nécessaire de passer des écritures de régularisation et de redressement et/ou tenir compte de l'inventaire. A ce niveau il y a de véritables opérations comptables. Mais si l'on considère une balance inventaire, le bilan est constitué par les soldes des comptes de bilan qui figurent dans cette balance ; seul un

reclassement est nécessaire pour tenir compte de l'ordre des postes dans le bilan.

576. Du point de vue structurel, la seule véritable intégration que nous ayons notée en comptabilité générale, c'est celle qui existe entre le compte d'exploitation générale et le compte de pertes et profits, encore que certaines restrictions nous aient paru nécessaires. En particulier entre compte de flux et compte de stock, nous avons vu qu'il n'y a pas de réelle intégration. Le bilan est établi parallèlement aux comptes de flux, et si les soldes sont égaux ils établissent une liaison, certes riche, mais pas une intégration.

b) L'intégration temporelle

577. L'existence d'une intégration temporelle implique que les comptes de l'année $n + 1$ soient déterminés par ceux de l'année n . Qu'en est-il ?

Le compte d'exploitation générale, par définition, n'enregistre que les charges et les produits liés à l'exploitation courante de l'exercice, c'est-à-dire les flux de l'année. La seule composante du CEG qui le lie à l'exercice antérieur concerne les stocks initiaux de marchandises et autres biens stockés. En effet le stock initial de marchandises, par exemple de l'exercice $n + 1$ n'est autre que le stock final de l'exercice n . On a donc :

CEG année n		CEG année $n + 1$	
Stock initial	Stock final	Stock initial	Stock final
Charges	Produits	Charges	Produits
Résultat d'ex-		Résultat d'ex-	
ploitation		ploitation	

Quelle est la portée d'une telle liaison ? D'un point de vue économique, il est évident que les différents stocks existant à un

moment donné (en l'occurrence le début de l'exercice) déterminant la production de la période et donc le résultat.

D'un point de vue comptable, cette liaison est également importante : le stock initial est assimilé à une charge et vient peser sur le débit ; il influe donc sur le résultat. De ce fait le stock de fin d'exercice n'intervient dans la détermination du résultat de l'exercice $n + 1$.

578. Le CPP, par définition, est chargé d'intégrer dans les comptes de gestion les pertes et les profits non directement liés à l'exploitation, en particulier les pertes et profits sur exercices antérieurs et les pertes et profits exceptionnels. Le fait que le CPP inclut des pertes et profits sur exercices antérieurs pourrait donner à penser qu'il existe un lien entre les comptes de pertes et profits de deux années consécutives : en réalité il n'en est rien. D'abord il peut fort bien ne pas y avoir de pertes et profits sur exercices antérieurs ; de plus ces pertes et profits ne concernent pas forcément l'année n , ils peuvent très bien concerner l'année $n - 1$, on ne peut donc en aucune façon parler d'intégration temporelle. La seule intégration à laquelle participe le CPP est l'intégration structurelle avec le CEG.

579. Le bilan est élaboré à partir des soldes des comptes de bilan de la balance d'inventaire. C'est donc dans la balance que nous rechercherons s'il y a ou non intégration temporelle. Dans la balance, tout comme dans le journal et le grand livre on retrouve les éléments constitutifs de tous les comptes. Dans le journal les faits sont enregistrés chronologiquement tandis que dans le grand livre et la balance ils sont reclassés. On sait que les comptes de gestion ne survivent pas à l'exercice ; ce qui fait dire à P. LASSEQUE que l'enregistrement dans ces comptes a un caractère provisoire. Il ne reste en fin d'exercice que les soldes des comptes de bilan, lesquels sont repris au début de l'exercice $n + 1$ dans tous les documents comptables. Ceci est tout à fait normal : si l'entreprise a une somme en caisse au

31 décembre de l'année n, le fait de changer d'exercice ne va pas faire disparaître cette somme ; il en est de même pour tous les comptes de bilan. Le bilan n + 1 est directement déterminé par celui de l'année n qui constitue le bilan d'ouverture de l'année n + 1.

Mais que se passe-t-il entre le bilan d'ouverture et le bilan de clôture (bilan de fin d'exercice) ? Il y a toutes les opérations de la période.

Bilan (n) + flux de la période $\Longrightarrow$ Bilan (n + 1)

En fait, on ne retrouve pas ce schéma au niveau du bilan mais, comme nous l'avons vu (§ 557), dans les comptes de bilan, l'intégration temporelle des comptes de stocks est donc réalisée dans les comptes de situation. On peut discuter la validité d'une telle intégration les comptes de bilan portant à eux seuls les trois éléments de cette intégration.

580. Une véritable intégration des comptes de stocks nécessite au moins ce que les rédacteurs du plan OCAM nomment "le tableau de passage". Il s'agit de séparer les comptes de bilan en deux. En effet nous avons eu à souligner le caractère hétérogène de ces comptes, qui sont à la fois des comptes de flux et des comptes de stocks. Dans le plan OCAM il y a dédoublement des comptes de bilan en :

- comptes de situation patrimoniale,
- comptes de mouvements patrimoniaux de la période.

Dans une telle présentation le bilan de l'année n + 1 est donné par le bilan de l'année n et le tableau des mouvements patrimoniaux de la période qui est un tableau de link. Comme son nom l'indique, ce tableau permet le passage entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture des comptes de situation patrimoniale. Ici la liaison a lieu de compte de bilan à compte de bilan.

Pour que la liaison s'opère de bilan à bilan il faudrait

passer par un tableau de financement (14). Par définition un tableau de financement donne les ressources de financement et les emplois (investissements) de l'exercice. Dans un tableau de financement on doit trouver la variation annuelle des différents postes du bilan, c'est-à-dire que ce tableau permet l'intégration temporelle de deux bilans. D'ailleurs la méthode actuellement utilisée par les comptables nationaux pour approcher le tableau de financement est la méthode dite du bilan différentiel ; variations obtenues à l'aide de deux bilans successifs. Mais il est certain que si l'on dispose d'un tableau de passage aux soldes des comptes patrimoniaux, on en déduit directement le tableau de financement et c'est la méthode la plus logique.

581. Il apparaît finalement que si l'intégration des comptes est réalisée, en comptabilité d'entreprise, dans certains de ses aspects, elle est loin d'être complète. Dans la mesure où cette comptabilité existe et tente une intégration comptes de stock/comptes de flux, elle peut être considérée comme un exemple pour la comptabilité nationale... Mais y-a-t-il équivalence entre le bilan de la comptabilité privée et le compte de patrimoine tel que nous l'avons défini ? Il est important de répondre à cette question. Mais pour y répondre, il importe dans un premier temps d'expérimenter le bilan, de le mettre à l'épreuve et c'est ce que nous tâcherons de faire dans le chapitre suivant.

Notes annexes au chapitre I

1) On peut citer entre autres :

Jean BOUTAN : Réflexions sur les relations entre comptabilité d'entreprise et comptabilité nationale (Etudes de comptabilité nationale n° 11 - 1967).

Claude PEROCHEON : Comptabilité nationale et comptabilité d'entreprise. (Thèse pour le Doctorat de Sciences Economiques, Paris V - 1971).

A. BENEDETTI et B. BRUNHES : La comptabilité nationale et la comptabilité d'entreprise se rapprochent. (Economie et Statistique n° 29 - décembre 1971).

2) Le plan comptable général des entreprises (PCG) est né en France au lendemain de la guerre (1947) d'un désir d'uniformisation et de normalisation des comptabilités privées. A noter que le PCG naquit en même temps (à peu de choses près) que la comptabilité nationale et la planification. Ce n'est pas le fait du hasard ; cette époque est caractérisée par des recherches statistiques intenses dans le but de mieux connaître l'économie pour mieux la maîtriser.

Une seconde version du PCG fut présentée en 1957 par le Conseil National de la Comptabilité. C'est cette version qui est encore actuellement en vigueur. Notons que le PCG fait l'objet actuellement d'une révision, et cela dans le but de répondre aux besoins des entreprises elles-mêmes et de nombreux utilisateurs. Cette réforme a été officiellement lancée en mars 1971.

3) La comptabilité nationale se réfère elle aussi dans ses principes à la partie double (ou même quadruple selon certains auteurs), mais ne l'applique pas strictement. On ne retrouve pas les contreparties de toutes les opérations. Ainsi, il n'y a pas de compte de tiers.

4) F. LASSENER : Gestion de l'entreprise et comptabilité.
Dalloz - 1967, page 13.

5) On doit entendre dépenses dans le sens de "quantité de matière, de produit consommée pendant un temps donné".

6) Il faut noter que la publication de ces trois documents est une obligation légale sous certaines conditions. La loi du 24 Juillet 1966 a confirmé les anciennes obligations des entreprises et leur en a imposé de nouvelles. Ainsi toute société dont les actions sont inscrites à la cote officielle d'une bourse de valeurs et dont le bilan dépasse 10 millions de francs doit publier au Bulletin d'annonces légales obligatoires (BALO) dans les 45 jours qui suivent l'approbation du bilan et des comptes par l'assemblée générale des actionnaires :

le bilan détaillé,

le compte d'exploitation générale de l'exercice écoulé, détaillé,

le compte de pertes et profits du même exercice,

le montant des valeurs mobilières détenues en portefeuille à la clôture du même exercice,

le montant des engagements donnés et reçus hors bilan,

le tableau fournissant la répartition et l'affectation des bénéfices,

le tableau des renseignements concernant les filiales et les participations.

7) L'INSEE utilise la comptabilité d'entreprise pour élaborer les comptes nationaux : les informations concernant l'agent entreprises des comptes nationaux proviennent en partie de cette source. La comptabilité d'entreprise est également une source d'informations précieuses sur le financement des entreprises. Voir à ce sujet :

D. DEMAN, C. KELLER, et M. SERUZIER : Dossier statistique sur le financement des entreprises. Collections de l'INSEE ET7.

8) La Direction Générale des Impôts (DGI) n'est pas étrangère à ce succès. En effet depuis 1965 le DGI a réformé les imprimés de déclarations fiscales à remplir par les entreprises en appliquant toutes les recommandations du PCG en matière de définitions et de méthodes d'évaluation, ce qui a largement contribué à étendre l'application du plan comptable général.

9) On précise journal général car il existe des journaux dits auxiliaires (ou originaux ou divisionnaires), la somme des différents éléments des journaux auxiliaires donne le journal général. C'est une caractéristique du système centralisateur ; le système dit classique ne fait pas cette distinction.

10) Plan comptable général de l'Organisation Commune Africaine Malgache et Mauricienne. Guide d'application page 18, pages 50 et suivantes.

11) A noter que même si la vente a lieu à crédit il s'agit toujours d'un flux interne qui affecte seulement la structure du bilan : diminution du poste "terrains", augmentation du poste "clients" du même montant.

12) Jean NATAF. Les mécanismes financiers dans l'entreprise. Dunod 1971, page 36.

13) Plan comptable OCAM pages 131 et 161.

14) A noter que dans la révision en cours du PCG il est prévu que les entreprises auront à élaborer, en plus du bilan, un tableau de financement. Ceci correspond à une très forte demande de la part des utilisateurs ; il est sûr que si cette mesure est adoptée elle demandera pour être appliquée un surcroît de travail comptable aux entreprises.

CHAPITRE II

UTILISATION DU BILAN COMME REPRESENTATION DU PATRIMOINE.

582. En concluant le précédent chapitre nous nous sommes posé la question de la validité du bilan comme compte de patrimoine des entreprises. Cette question est à notre sens fondamentale dans une perspective d'élaboration d'une comptabilité du patrimoine. En effet les comptes d'entreprises ont le mérite d'exister, il importe d'en tirer parti et plus précisément de savoir dans quelle mesure on peut (ou on ne peut pas) les utiliser. Il nous semble que le meilleur moyen d'être fixé sur ce point est de procéder à une forme d'expérimentation de ces bilans d'entreprises. En fait il s'agit plus d'un test que d'une véritable expérimentation. Pour procéder à ce test nous disposons de plusieurs études ⁽¹⁾ utilisant comme informations de base les bilans d'entreprises et des méthodes d'investigation assez proches. Nous nous appuyerons plus particulièrement sur l'étude que nous avons réalisée sur les bilans des entreprises françaises et qui date de 1972 ⁽¹⁾.

A) L'Information de base

583. L'information de base est constituée par les questionnaires remplis par les entreprises imposées selon le régime du bénéfice réel ; ces questionnaires leur sont fournis par la Direction Générale des Impôts (DGI) dans le but de déterminer l'assiette de l'impôt. Ce sont donc au départ des données individuelles. Ces données, tirées des réponses aux questionnaires, sont des renseignements chiffrés sur la comptabilité générale des entreprises et en particulier sur leurs bilans. Elles sont

transmises par la DGI à l'INSEE, sous le sceau du secret, à des fins d'exploitation statistique. Chaque entreprise ayant un numéro d'identification INSEE, il est possible d'envisager des regroupements d'entreprises par types d'activité économique par exemple.

584. Ces statistiques présentent l'avantage de concerner une part importante du champ couvert par la comptabilité nationale française en matière d'entreprises, sinon en nombre (23 %), du moins en chiffres d'affaires (91 % en 1969). Ces statistiques présentent l'inconvénient d'être élaborées à la base par les entreprises elles-mêmes et ce dans la perspective de leur imposition ; comme cette imposition doit avoir lieu selon leurs bénéfices réels, on peut penser qu'il y a de leur part une tendance à restreindre ces bénéfices. Pour cette raison la DGI est amenée à opérer des redressements et des rectifications sur les chiffres fournis par les entreprises.

On aboutit de la sorte à des bilans très marqués par cette perspective fiscale. Ainsi, on ne trouve pas en solde du bilan le résultat net mais le résultat net fiscal calculé à partir du résultat net mais à qui l'on fait subir des "redressements extra-comptables justifiés du point de vue fiscal".

Ces bilans sont donc entachés par leur finalité fiscale, car les redressements opérés par le fisc ne sont certainement pas ceux qu'auraient opérés les statisticiens. Cela est d'autant plus gênant qu'on n'a pour l'instant aucune information ni sur l'ampleur des redressements, ni sur les postes concernés.

Les entreprises sont dans le meilleur des cas, soumises à une double contrainte ; elles sont prises entre le désir de montrer un bilan fiscalement favorable et la volonté de montrer une situation patrimoniale intéressante à leurs actionnaires et aux tiers concernés. On peut penser que le bilan publié résulte d'un compromis entre diverses contraintes, dont il est impossible de mesurer les conséquences sur les chiffres.

L'intervention des spécialistes du fisc contribue probablement à améliorer la qualité des chiffres dans la mesure où les erreurs (il en existe) sont corrigées et où les redressements sont opérés. Mais en contrepartie les bilans ainsi obtenus sont plus difficiles à interpréter ainsi donné qu'ils ont été redressés dans un but très particulier.

Il n'en reste pas moins que la source d'information fiscale est très riche, d'une part du fait du nombre d'entreprises concernées par rapport à l'ensemble, d'autre part du fait de la relative précision des données chiffrées qu'elle fournit, et ce sur plusieurs années.

B) La Méthode utilisée.

585. Les informations ainsi recueillies sont des bilans individuels, impossibles à utiliser en l'état. En effet cela représenterait une violation de la règle du secret statistique ; par ailleurs le bilan d'une entreprise ne représente pas grand-chose par rapport aux études effectuées par l'INSEE qui se situent en général à un niveau macro-économique. Parallèlement les bilans sont fournis dans une nomenclature détaillée qui n'a pas grande importance quand on fait des études globales ou semi-globales.

Deux types de regroupement se sont donc imposés : regroupement des entreprises, et regroupement des postes du bilan.

a) Regroupement des postes

586. Dans la plupart des études sur la structure des bilans on a recours à une schématisation du bilan qui s'inspire du PCG. Ceci n'exclut pas bien entendu de pouvoir revenir au détail pour l'étude de postes particuliers.

L'actif du bilan est divisé selon trois grands groupes de postes : les valeurs immobilisées nettes ; les valeurs d'exploitation nettes (ou stocks nets) ; les valeurs réalisables ou disponibles. Par rapport au bilan-modèle prévu par le décret du

28 Octobre 1965, la composition de ces trois groupes est la suivante :

Valeurs immobilisées nettes = Frais d'établissement nets + Immobilisations nettes + Autres valeurs immobilisées.

Valeurs d'exploitation nettes = Stocks nets en marchandises, matières etc...

Valeurs réalisables et disponibles = Valeurs réalisables à court terme (fournisseurs, clients, prêts à moins d'un an...) et valeurs immédiatement disponibles (banques, chèques postaux, caisse...).

587. Le passif du bilan est généralement divisé en trois grands groupes : les fonds propres, les dettes à long et moyen termes, les dettes à court terme.

La catégorie des fonds propres, correspond à une conception beaucoup plus large que celle de capitaux propres. En fait ce qu'on a cherché à faire ici c'est d'isoler toutes les sources de financement qui ne correspondent pas à un endettement. On aboutit ainsi à une catégorie assez hétérogène puisqu'elle comprend : le capital propre et les réserves, le report à nouveau, les subventions d'équipement, les provisions pour pertes et charges.

Les dettes à long et moyen termes comprennent les obligations et bons à plus d'un an et d'une manière générale toutes les dettes dont le terme est supérieur à un an.

Enfin les dettes à court terme sont constituées par toutes les dettes à moins d'un an (fournisseurs, clients, obligations à moins d'un an, effets à payer...).

Le bilan ainsi obtenu a la forme suivante :

!	!	!
! Valeurs immobilisées	! Fonds propres	!
! nettes	!	!
!	!	!
! Valeurs d'exploita-	! Dettes à long et	!
! tion	! moyen termes	!
!	!	!
! Valeurs réalisables	! Dettes à court terme	!
! et disponibles	!	!
!	!	!

Remarque.

588. Cette présentation du bilan est possible car on considère que l'affectation du résultat net a été préalablement réalisée - c'est un bilan sans solde-. Une partie du résultat net a été distribuée aux actionnaires et, en attendant la distribution effective, elle va gonfler les dettes à court terme. L'autre partie du résultat est mise en réserve et va gonfler le poste Fonds propres. Pour connaître la proportion à appliquer à ces deux utilisations du résultat, plusieurs solutions sont possibles :

- on peut attendre la réunion de l'assemblée générale où les actionnaires décident quelle fraction du résultat sera distribuée ;

- on peut appliquer pour l'année n , la proportion effective de l'année $n - 1$ en estimant que cette proportion varie peu d'une année à l'autre ;

- on peut décider d'appliquer une clef de ventilation forfaitaire en estimant que le résultat étant de faible importance par rapport à l'ensemble du bilan, les répercussions de cette répartition sont négligeables statistiquement.

Pratiquement quand elle est applicable, la première solution est probablement la meilleure.

589. La présentation en six postes du bilan présente un certain nombre d'avantages. On peut en effet ramener chacun de son côté l'actif et le passif à 100. On a ainsi directement

l'importance des différents postes de l'actif d'un côté et du passif de l'autre et on peut également comparer l'importance des postes de l'actif par rapport à ceux du passif. Il est alors possible graphiquement de mesurer par simple lecture le sens et la valeur du fonds de roulement net ; le fonds de roulement net étant obtenu en faisant la différence entre capitaux permanents (fonds propres + dettes à long et moyen termes) et valeurs immobilisées nettes.

!	!	!
!	Valeurs immobilisées nettes	!
!	(VIN)	!
!	!	!
!	Stocks nets	!
!	!	!
!	Valeurs réalisables et disponibles (VRD)	!
!	!	!
!	Capitaux permanents	!
!	Fonds de roulement net	!
!	!	!
!	Dettes à court terme	!
!	!	!

On peut être amené à détailler ces six postes pour les besoins de l'analyse. Ainsi si l'on veut mettre en évidence la dichotomie actifs physiques/actifs financiers, on doit décomposer l'actif du bilan de la manière suivante :

Actifs physiques = Immobilisations nettes (y compris les frais d'établissement) + Stocks nets.

Actifs financiers = Autres valeurs immobilisées + valeurs réalisables et disponibles.

b) Le regroupement des entreprises.

590. Les entreprises ont été regroupées en secteurs d'activité, à partir de leur numéro d'activité économique (NAE). On sait que pour les comptes nationaux un secteur est un groupe d'entreprises ayant la même activité principale ⁽²⁾. Une conséquence de cette définition c'est que dans un même secteur il peut y avoir différentes activités plus ou moins éloignées de l'activité principale dont l'importance est seule déterminante pour l'appartenance au secteur. Un secteur présente donc l'inconvénient de grouper

des entreprises ayant des activités qui peuvent être tout à fait hétérogènes.

Exemple : une entreprise appartenant au secteur des industries agricoles et alimentaires (IAA) peut fort bien décider de fabriquer elle-même son électricité (par exemple parce qu'elle se trouve à proximité d'une rivière) et d'en commercialiser une partie. De ce fait, elle a deux types d'activité qui techniquement sont totalement différentes. Ceci explique que le secteur ne soit pas du tout adapté à une analyse des techniques de production. Par contre le regroupement en secteurs est tout à fait indiqué quand il s'agit d'étudier les comportements financiers car le secteur préserve l'unité de l'entreprise qui s'y retrouve toute entière.

Il est certain que les grandes décisions financières sont prises au niveau de l'ensemble de l'entreprise et non pas au niveau d'un département, en un mot d'une branche au sein de l'entreprise. Le regroupement en secteurs nous semble donc particulièrement adapté à l'analyse des bilans.

591. Cependant, la sectorisation des bilans pose certains problèmes aggravés par le fait que l'on travaille sur une série assez longue (dix ans). Une première question se pose : comment déterminer l'appartenance d'une entreprise à un secteur déterminé ? Nous avons vu qu'un premier élément est le numéro NAE de cette entreprise.

Un second élément doit être l'importance des diverses activités de l'entreprise. Pour mesurer l'importance des diverses activités, on peut avoir recours au chiffre d'affaires, à l'effectif salarié etc...

Quel que soit l'indicateur choisi, on peut fort bien se trouver dans la situation où l'entreprise a deux activités d'importance voisines. Dans ce cas, il n'est pas interdit de penser que sur deux ans, par exemple, les proportions se soient inversées et que l'activité jusqu'ici majoritaire devienne minoritaire ; ainsi l'entreprise peut être amenée à changer de secteur, tout en

poursuivant normalement son activité. Bien entendu ceci pose le problème de la continuité de la série statistique. Si l'on veut garder une certaine homogénéité à la série, il faut, dans un tel cas, classer l'entreprise dans le même secteur pendant toute la durée de la série, surtout s'il s'agit d'une entreprise importante.

Un problème du même type se pose si en cours de série, par suite de concentration, une entreprise doit changer de secteur. Là également tout dépend de l'importance de l'entreprise dans le secteur. Nous avons cité le cas des entreprises Saint-Gobain et Ugine-Kuhlmann (3) ; Saint-Gobain est passée du secteur du verre à celui de la chimie, tandis que la fusion Ugine-Kuhlmann a entraîné le passage de Kuhlmann de la chimie au secteur des métaux non ferreux.

Ces exemples sont frappants compte tenu de l'importance des sociétés concernées. Mais alors que dans le premier cas (Saint-Gobain) il est simple de conserver à la série son homogénéité en mettant la société dans le même secteur pour toute la période, dans le second cas il est difficile d'éviter la discontinuité si ce n'est en ignorant la fusion, ce qui n'est pas une solution.

592. En dehors des problèmes techniques qu'elle pose, la sectorisation des entreprises est un parti pris que nous avons justifié par le fait que cette typologie est adaptée à l'analyse financière, mais qui demeure un parti pris. En d'autres termes, quelles que soient les analyses faites ultérieurement, elles seront soumises à ce choix préalable de la sectorisation. Ce sont donc des possibilités d'investigation qu'on élimine en faisant ce choix. Il est important d'en être conscient car les résultats devront être interprétés en tenant compte du déterminisme qu'implique une telle méthode.

En effet ce que l'on obtient en classant les entreprises par secteurs, c'est-à-dire selon leur activité principale,

est forcément différent de ce que l'on obtiendrait en les classant selon un autre critère, leurs dettes à court terme, par exemple.

En faisant une classification des secteurs d'après le niveau de leurs dettes à court terme, on part du fait que les entreprises qui ont la même activité principale ont à peu près le même endettement à court terme ; ceci peut être vrai dans certains cas, mais il n'y a aucune raison de généraliser ; d'autant que les secteurs n'ont pas tous la même homogénéité. Ainsi, certains secteurs tels l'habillement, le cuir, sont relativement homogènes, leur activité principale étant relativement facile à déterminer ; d'autres secteurs sont beaucoup moins homogènes (verre, chimie...) et il est alors difficile de mesurer l'impact de l'appartenance au secteur.

Ainsi une étude effectuée à partir de l'enquête annuelle d'entreprises, étude réalisée par l'INSEE, met en lumière les difficultés de l'analyse par secteurs (4). Certains secteurs présentent en effet une très grande hétérogénéité à tel point que c'est une remise en cause de la sectorisation. Dans de tels secteurs il peut y avoir divergence entre les unités composantes dans la taille, le mode d'exploitation, le comportement économique.

L'enquête annuelle d'entreprises a permis de mettre en évidence trois cas particuliers : textile, bois, verre où coexistent véritablement deux secteurs différents, un secteur traditionnel (à l'intérieur duquel des divergences existent d'ailleurs) et un secteur moderne ; peu de choses lient ces deux secteurs, même pas leur activité principale ; en effet, en matière de textile surtout, le secteur traditionnel est assez tourné vers l'agriculture, alors que le secteur moderne est assez proche de la pétro-chimie.

Ces inconvénients font qu'on peut souhaiter, avant de choisir un regroupement, faire des recherches pour déterminer quelle typologie est la plus intéressante pour faire une étude

financière des entreprises. On peut dans ce cas avoir recours à l'analyse factorielle. L'expérience montre que l'on retombe sur les typologies classiques (5).

C) Les Résultats obtenus

593. La méthode utilisée, malgré quelques inconvénients, a permis d'obtenir des résultats non négligeables sur l'étude des structures de bilan tant d'un point de vue statique que dans l'analyse en évolution.

a) Cette étude a permis de mettre en évidence le rôle de certains postes du bilan.

594. En effet on a peu l'habitude quand on parle d'entreprises, en analyse économique, de raisonner sur des variables de bilan. On raisonne beaucoup par rapport aux chiffres d'affaires. Or en classant les secteurs selon le chiffre d'affaires et selon les valeurs immobilisées nettes -VIN-, il apparaît que ces deux classements donnent des résultats assez proches. Il y a une liaison non négligeable entre les deux. Cela signifie que les investissements cumulés que représentent les VIN portent leurs fruits au niveau de la réalisation commerciale en se transformant en chiffres d'affaires. Cela signifie également, à notre sens, que les VIN qui comprennent aussi bien les immobilisations (actifs physiques longs) que les autres valeurs immobilisées (actifs financiers longs) sont une variable intéressante à suivre car elle rend compte de l'accumulation du capital dans l'entreprise. Une entreprise qui fonctionne correctement et qui croît réalise des bénéfices et ces bénéfices sont réinvestis aussi bien dans l'achat de matériel et d'autres immobilisations nécessaires à son développement que dans des prises de participations dans d'autres entreprises. Il est donc possible, à l'aide de ce poste du bilan, d'avoir une idée de la politique d'investissements physiques et financiers de l'entreprise. Le classement des secteurs par VIN donne une approche de la répartition du capital entre les différents secteurs de l'économie et donc du degré de capitalisation

des secteurs.

595. Parallèlement, du côté du passif, les capitaux permanents, c'est-à-dire la somme des fonds propres et des dettes à long et moyen termes (DLMT), nous paraissent intéressantes à suivre. Cela peut paraître paradoxal car les capitaux permanents sont par définition hétérogènes, puisque les fonds propres ne sont pas considérés comme un endettement, contrairement aux DLMT. Ce qui est déterminant ici c'est le degré d'exigibilité de cet endettement. C'est en effet ce degré d'exigibilité relativement faible qui explique que l'on puisse asseoir une politique de croissance et d'investissement sur ce type de ressources. En d'autres termes, sauf cas exceptionnels, les entreprises ne peuvent avoir une politique de croissance uniquement basée sur leurs fonds propres ; les DLMT apparaissent alors comme une force d'appoint pour le financement de la croissance.

Il serait bien entendu dangereux de se financer uniquement sur des DLMT. Par contre les capitaux permanents constituent des ressources à long terme sur lesquelles l'entreprise peut compter. En réalité, il convient d'affiner quelque peu notre analyse, car dans les DLMT il y a une part d'endettement dont la durée est tout juste supérieure à un an. Il est clair que ce type d'endettement, en bonne gestion, ne doit jouer qu'un rôle très strict d'appoint.

Suivre les capitaux permanents des différents secteurs est un moyen de connaître le degré de prudence avec lequel les entreprises de ces secteurs mènent leur politique financière. A contrario, quand on connaît l'importance des capitaux permanents, on connaît du même coup celle des dettes à court terme. Le classement des secteurs selon leurs capitaux permanents fait apparaître les secteurs qui sont contraints, pour diverses raisons, de se financer sur du court terme.

Remarque.

596. Ces conclusions sur le rôle des VIN et des

capitaux permanents sont confirmées par l'analyse factorielle dans l'étude d'E. HURET (5). En effet dans cette étude portant sur sept postes du bilan et 522 entreprises, ceci pour une moyenne de trois années (1967, 1968, 1969), l'analyse factorielle a permis de mettre en évidence cinq axes qui sont dans l'ordre d'importance décroissante :

- le premier axe qui réalise 39,4 % de l'information, consacre une opposition entre le haut et le bas du bilan ; cet axe regroupe en effet les entreprises dont les immobilisations et les capitaux permanents sont élevés.

- le deuxième axe concerne l'importance des AVI dans l'ensemble des VIN ; il réalise 24 % de l'information. Nous verrons plus loin que l'évolution croissante des AVI est l'une des conclusions de notre étude.

- les trois autres axes, de moindre importance (37 % de l'information) concernent dans l'ordre : l'importance des dettes à long et moyen termes par rapport aux fonds propres ; l'importance des valeurs réalisables par rapport aux stocks (composition des actifs circulants) ; l'importance du fonds de roulement net.

b) Cette étude a permis de dégager des critères de regroupements des secteurs

597. On a obtenu un découpage des secteurs en trois catégories (6) :

En premier lieu les secteurs dits "à dominante court terme" ; ils sont caractérisés par des dettes à court terme très élevées, des actifs circulants (stocks + valeurs réalisables et disponibles) importants, et des actifs longs de faible importance. On y trouve des secteurs producteurs de biens d'équipement (bâtiment/travaux publics-BTP, construction navale et aéronautique, construction mécanique, construction électrique) et des secteurs producteurs de biens de consommation nécessitant un stockage important (habillement, cuir). Ces secteurs ont une faible autonomie financière et une trésorerie nette (VRD-DCT) toujours négative.

598. En second lieu des secteurs dits "à dominante long terme" ; ces secteurs se caractérisent à la fois par des VIN et des capitaux permanents élevés ; ils financent donc leurs actifs longs avec des ressources longues et dégagent un fonds de roulement important. Ce sont des secteurs où la concentration est importante, avec un petit nombre de grosses entreprises qui ont peu de problèmes pour accéder au marché financier. On y trouve : le pétrole, le fer-sidérurgie, les minerais et métaux non ferreux, le verre, et les matériaux de construction.

599. En dernier lieu il y a les "autres secteurs" (secteurs moyens) qui constituent un groupe assez hétérogène sans caractéristiques financières déterminées ; on y trouve en effet des secteurs se rapprochant de l'un ou l'autre des groupes précédents. Il s'agit cependant souvent de secteurs de biens de consommation : industries agricoles et alimentaires (IAA), textiles, automobile, presse, industries diverses.

600. Il est intéressant de confronter cette trilogie des secteurs avec celle qu'a obtenue A. DESROSIERES en utilisant la méthode de l'analyse factorielle (7). Dans cette étude, A. DESROSIERES part d'un classement intuitif des secteurs, faisant l'hypothèse que "la nature et la destination des produits fabriqués déterminent assez largement les structures des diverses industries". Trois catégories d'emplois des biens produits déterminent trois catégories de secteurs :

- les biens achetés comme consommations intermédiaires d'autres branches sont fabriqués par des branches intermédiaires(I).

- les biens achetés comme consommation finale proviennent des branches productrices de biens de consommation (C).

- les biens achetés comme formation brute de capital fixe proviennent des branches productrices de biens d'équipement(E).

L'analyse factorielle effectuée à partir de dix-sept secteurs industriels par rapport à trente-quatre variables, a confirmé ce

découpage a priori. Une autre confirmation a été donnée par l'analyse factorielle de cinquante secteurs par rapport à vingt-quatre variables. On retrouve ces trois grandes catégories, entre autres, au niveau des structures financières.

601. Les secteurs producteurs de biens intermédiaires sont : fer-sidérurgie, minerais et métaux non ferreux, première transformation des métaux, verre, chimie, papier, matériaux de construction. Ils ont des VIN et des fonds propres importants et une activité financière développée. Nous retrouvons dans ce groupe la plupart des secteurs que nous avons qualifié de secteurs à dominante long terme, à l'exception du papier et de la première transformation des métaux qui, dans notre analyse se trouvent à la limite entre les secteurs "long terme" et les secteurs "moyens". Le pétrole n'est pas inclus dans l'étude en dix-sept secteurs.

602. Les secteurs producteurs de biens d'équipement sont la construction navale et aéronautique, la construction mécanique, la construction électrique, l'automobile. Ces secteurs ont des valeurs réalisables et disponibles, et des dettes à court terme particulièrement élevées. La situation financière de ce groupe est la suivante : il s'autofinance peu et s'endette. Ce groupe coïncide presque avec le groupe que nous avons défini comme étant celui des secteurs à dominante court terme ; en tout cas les deux groupes ont les mêmes caractéristiques.

603. Les secteurs producteurs de biens de consommation sont : textile, habillement, cuir, bois, presse-édition et divers. Ces secteurs ont des stocks importants, ce qui est normal puisqu'ils travaillent en liaison directe avec la demande finale ; ils sont également faiblement endettés à long et moyen termes. Ce groupe semble peu faire appel à l'autofinancement et à l'endettement à terme. Il semble correspondre aux "autres secteurs" où nous avons noté la forte proportion d'industries de biens de consommation.

604. Finalement la confrontation entre les résultats

de ces deux analyses est assez concluante. Les quelques divergences qui apparaissent proviennent probablement du fait que notre analyse, faite uniquement à partir des structures de bilan, n'est pas une étude systématique comme l'est celle d'Alain DESROSNIÈRES. D'autre part un facteur intervient qui est, à notre sens, fondamental, c'est l'absence de rigueur de ces classifications. Comme toute classification, elles sont dans une certaine mesure arbitraires ; si certains secteurs sont faciles à classer car très typiques, d'autres sont marginaux. Ainsi, il n'est pas plus adéquat de considérer l'automobile dans le groupe des biens de consommation que dans celui des biens d'équipement. En fait les deux classements sont valables, les automobiles ayant, par définition, la double finalité. Cette particularité se manifeste par le fait que l'automobile semble être à la marge des deux groupes. D'une manière générale, il est évident que tous les secteurs ne fabriquent pas uniquement des biens destinés à un seul type d'utilisation, ceci s'explique d'autant mieux que les secteurs regroupent des entreprises ayant la même activité principale.

Les secteurs sont donc par définition composites. Si l'on ajoute à cela qu'un même bien homogène peut avoir divers types d'utilisations, il apparaît normal qu'il se produise des interférences au niveau des classifications en grands groupes. Ce résultat de l'analyse des bilans n'en demeure pas moins intéressant.

c) Pour la première fois, avec une telle masse d'entreprises, il a été possible de dégager des évolutions remarquables sur une décennie.

605. Deux évolutions nous semblent très caractéristiques de la période étudiée et reflètent bien, à notre avis, des transformations structurelles en cours.

Première évolution. On constate une augmentation de l'importance des autres valeurs immobilisées et parallèlement un accroissement de la part des actifs financiers par rapport aux actifs physiques.

606. Tout d'abord il convient de rappeler que les autres valeurs immobilisées (AVI) comprennent les prêts à plus d'un an qui sont une participation au financement à moyen et long termes d'autres entreprises, les titres de participation qui sont une participation au financement mais aussi à la vie et aux résultats d'autres entreprises, et enfin les dépôts et cautionnements qui sont des sommes immobilisées, par obligation en général, et indisponibles pendant une longue période. Alors qu'on peut considérer les deux premières composantes des AVI comme des investissements financiers, il en est tout autrement des dépôts et cautionnements ; cependant ce sous-poste variant peu, vu son caractère surtout réglementaire, on peut le négliger sans dommage dans une étude en évolution.

607. Nous avons divisé l'actif du bilan en deux parties : les actifs physiques comprenant les immobilisations et les stocks, et les actifs financiers comprenant les AVI et les VRD. Cette division nous a paru intéressante à introduire pour pouvoir suivre l'importance des uns et des autres dans la croissance des entreprises. Les actifs physiques sont en liaison directe avec le processus de production, mais aussi avec la croissance externe des entreprises (achats d'usines par exemple), et éventuellement avec la situation conjoncturelle (niveau des stocks). De leur côté les actifs financiers sont, par le biais des AVI, en liaison avec les investissements financiers des entreprises et, par le biais des VRD, avec la politique de prêts à court terme et la situation conjoncturelle.

608. Du point de vue de l'évolution on constate, bien que sur ce point on ait peu de recul (trois années), une augmentation de la part des AVI dans le bilan ; il semble que les investissements indirects (prises de participation) tendent à prendre une place croissante dans l'ensemble des investissements. De plus comme cette croissance est plus forte dans les secteurs où traditionnellement la part des AVI est faible, on semble s'orienter vers une

généralisation de ce type d'investissement dans l'industrie. Le fait que, parallèlement, on observe une augmentation de la part des actifs financiers par rapport aux actifs physiques, indique que de plus en plus les entreprises, et ceci est très net pour celles appartenant aux secteurs intermédiaires, développent une activité financière intense aussi bien à long terme qu'à court terme. Cette évolution va sans aucun doute de pair avec la concentration industrielle qu'elle vient suppléer, dans certains cas. Il est en effet clair que la concentration financière prend le relais de la traditionnelle concentration industrielle. L'augmentation sensible des AVI par rapport aux autres valeurs immobilisées est le signe que de plus en plus se concentrent dans les mêmes mains des prises de participation nouvelles.

De plus, les évolutions divergentes entre actifs physiques et actifs financiers expriment un phénomène assez ancien, puisqu'il date du début du siècle, mais qui s'accélère en France ; c'est ce que Rudolf HILFERDING appelle le capital financier, c'est-à-dire l'imbrication entre capital industriel et capital-argent⁽⁸⁾.

~~Mais~~ à l'heure actuelle cette imbrication dépasse le cadre classique de l'intervention des banques dans les entreprises, elle prend la forme originale d'entreprises industrielles qui développent une activité financière de plus en plus importante, deviennent progressivement des pseudo-banques en jouant le rôle de banquiers ~~sur~~ après d'autres entreprises ; c'est la déviation que subissent par exemple certaines sociétés-mères qui deviennent des holdings en suivant l'itinéraire ci-dessous :

Actif	Actif	Actif
Immobilisations	Immobilisations	Immobilisations
AVI	AVI	AVI
Stocks	Stocks	Stocks
VRD	VRD	VRD

1) Entreprise
industrielle

2) Société-mère

3) Holding

Deuxième évolution. L'étude a permis de constater la part importante et la tendance à l'augmentation de l'endettement à court terme et, parallèlement, une diminution de l'autonomie financière.

609. L'endettement à court terme des entreprises comprend trois éléments principaux : "fournisseurs" qui correspond aux délais de paiement accordés par les fournisseurs aux clients ; "clients, avances et acomptes reçus sur commandes en cours", c'est-à-dire les avances et acomptes reçus par l'entreprise sur les commandes à livrer, les travaux à effectuer ou les services à rendre ; "autres créanciers" (personnel, état, associés, etc...). Toutes ces composantes n'ont pas la même portée. Ainsi le poste "autres créanciers" qui est le résultat d'opérations de type réglementaire présente peu d'intérêt a priori pour l'analyse financière, sauf le sous-poste sociétés apparentées qui, à l'actif ou au passif, permet de suivre certaines relations de la société mère, filiale ou soeur avec ses filiale(s), mère et soeur(s).

Il peut se faire qu'une société-mère contribue de manière importante au financement d'une de ses filiales et inversement ; il arrive que des avances non remboursables à court terme soient enregistrées ici alors qu'elles devraient faire partie normalement de l'endettement à long et moyen termes ; elles contribuent de ce fait à donner une fausse idée de la trésorerie.

610. Le poste "fournisseurs" doit être suivi avec attention car il a tendance à être très élevé dans des secteurs en liaison avec la demande finale (secteurs de biens de consommation) et le commerce où les fournisseurs accordent traditionnellement des délais de paiement importants. Dans de tels secteurs la permanence du crédit-fournisseurs tend à suppléer l'insuffisance d'autres formes de financement et son caractère de dette à court terme n'est pas évident ; il semble en effet plus proche des capitaux permanents que du classique court terme.

D'autre part le crédit-fournisseurs est à notre sens un indicateur de conjoncture à ne pas négliger ; il est certain, en effet, qu'en période de basse conjoncture les clients sont amenés à demander des délais de paiement supplémentaires à leurs fournisseurs ; ces derniers sont dans un premier temps obligés d'accepter, pour éviter de casser la demande, et réclament à leur tour des délais à leurs propres fournisseurs.

Ainsi de secteur aval à secteur amont, presque tous les secteurs sont touchés ; ces demandes sont finalement répercutées au niveau des banques dont le refus peut provoquer des faillites en cascade, les petites entreprises étant les premières touchées.

611. Le poste "clients" des dettes à court terme qui mesure les avances et acomptes reçus par l'entreprise, a une importance très différente d'un secteur à l'autre. Dans les secteurs où le cycle de production est long, les entreprises sont amenées à faire appel à leurs clients pour financer la production, c'est le cas des secteurs du bâtiment-travaux publics (BTP) et de la construction navale et aéronautique. Cette dette s'éteint bien entendu dès que la livraison est effective.

Cette pratique des avances et acomptes semble être une véritable institution ; même quand les entreprises ont la possibilité de financer autrement une opération (par exemple un programme de logements), elles y font appel. Il n'est pas interdit de penser que les sommes ainsi fournies, souvent à échéances précises

(stades de la fabrication), sont utilisées à d'autres fins que productives, et constituent de ce fait une difficulté supplémentaire dans l'interprétation du bilan.

L'endettement à court terme semble jouer un rôle important dans le financement des entreprises.

612. Il est frappant de constater que pour l'ensemble des secteurs étudiés, l'endettement à court terme représente plus des trois-quarts de l'ensemble de l'endettement. Différents facteurs interviennent dans ce sens :

- il y a des entreprises qui préfèrent avoir recours à cette forme de financement ; c'est le cas d'entreprises qui bénéficient d'un crédit-fournisseurs régulier (biens de consommation) ; c'est le cas également des entreprises qui sont favorisées par l'appartenance à un groupe et bénéficient de crédits très intéressants de la part d'une mère ou à l'inverse de la part d'une filiale ; c'est enfin le cas des entreprises qui trouvent dans les avances de leurs clients un bon moyen de financer leur production ;

- mais cette situation peut ne pas résulter d'une politique délibérée des entreprises. En effet, les entreprises françaises, encore souvent de petite taille, ne sont pas en position de force pour négocier avec les banques ; ces dernières sont quelquefois exigeantes pour prêter à moyen ou long terme, surtout en période de basse conjoncture, et quand les entreprises sont déjà endettées. Par ailleurs ces entreprises ont encore plus de mal à se présenter sur le marché financier pour lancer un emprunt obligataire, elles sont donc acculées à avoir recours au court terme (9).

613. La part des DCT est supérieure à 25 % dans tous les secteurs ; elle est en croissance sur l'ensemble de la période étudiée pour atteindre plus de 50 % du bilan en 1969. Des éléments d'explication d'ordre structurel ont déjà été fournis au paragraphe précédent. Mais les dettes à court terme sont

probablement l'un des postes les plus sensibles aux variations de la conjoncture. Sur ce point il nous semble que ce poste subit des effets contradictoires : en période de haute conjoncture le volume des affaires s'accroît, les entreprises étant sûres de pouvoir honorer leurs échéances peuvent être tentées de s'endetter à court terme ; mais quand la conjoncture est favorable, on est amené à faire des projets d'avenir, lesquels nécessitent des investissements lourds qui ne peuvent être financés sur du court terme.

Parallèlement, en période de basse conjoncture les entreprises préfèrent ne pas s'engager pour une longue période sauf si elles comptent sur un rapide retournement de tendance. En effet, à partir du moment où la récession est installée, ce sont incontestablement les fournisseurs (donc des dettes à court terme) qui servent de relais entre les entreprises en aval et leurs banquiers (comme on l'a indiqué plus haut, § 610) et c'est un des processus qui entraînent des faillites en chaîne. Il est frappant de noter comment la pratique du crédit-fournisseurs s'est développée après la guerre, époque où l'économie française était particulièrement malade. Il est certain qu'en période de crise il y a recrudescence du crédit inter-entreprises car, l'activité des uns conditionnent celles des autres, une sorte de solidarité objective se développe.

Sur l'ensemble de la période, l'autonomie financière s'est détériorée.

614. Pour mesurer l'autonomie financière des entreprises, c'est-à-dire leur plus ou moins grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur, on fait appel au ratio dit d'autonomie financière :

Fonds propres

Endettement global

A noter qu'il s'agit là d'une autonomie globale, car il y a plusieurs manières de calculer cette autonomie, en particulier certains analystes considèrent le rapport des fonds propres au seul endettement à plus d'un an.

La baisse de l'autonomie financière est liée à l'augmentation de l'endettement à court terme, car l'endettement à moyen et long termes, déjà peu important, est resté stable durant la décennie étudiée. C'est que, parallèlement à l'accroissement de l'endettement à court terme, on a constaté une diminution de la part des fonds propres. Cette évolution est confirmée par le fait que, durant le même temps, les émissions d'actions sur le marché financier ont peu augmenté par rapport aux émissions d'obligations. La baisse du financement par les fonds propres est assez générale sauf dans les secteurs où, la concentration entraînant des augmentations de capital, les fonds propres augmentent.

Si l'on devait classer les différents modes de financement selon l'échelle de préférence qui apparaît à l'issue de cette étude, il faudrait mettre dans l'ordre :

- les dettes à court terme
- les dettes à long et moyen termes
- les fonds propres.

La diminution de l'autonomie financière, qui en est une conséquence directe, place les entreprises dans une situation de faiblesse vis-à-vis des banques qui s'intéressent, entre autres, à ce ratio avant d'accorder un crédit. C'est finalement un cercle vicieux -les entreprises étant pratiquement acculées à avoir recours au court terme- et on est en droit de se demander si cette tendance au financement à court terme va se poursuivre encore longtemps.

615. Les tendances d'évolution fondamentales mises en évidence par cette analyse des structures de bilan sont à la fois l'accroissement de l'endettement par rapport au financement propre et l'accroissement de la part des actifs financiers dans l'ensemble des actifs. Ces deux évolutions nous semblent rendre compte d'un même phénomène : la concentration financière, celle-ci prenant le relais de la concentration industrielle classique.

Cette proposition semble confirmée par les faits récents. En effet, une étude effectuée par l'INSEE sur la concentration industrielle de 1950 à 1973 ⁽¹⁰⁾ permet de distinguer trois périodes intéressantes dans les mouvements de concentration :

- une période de légère croissance (1961 à 1965)
- une période de croissance rapide en liaison avec l'adoption de lois fiscales favorables (1966 à 1969)
- une période de stabilisation (à partir de 1970).

On note en particulier peu de restructurations en 1973. Autrement dit, il semble bien que ce type de concentration entraînant une diminution du nombre des entreprises et, parallèlement, un accroissement de la taille des unités restantes, est en stagnation au profit de la concentration financière.

L'économie française traverse depuis 1974 une grave crise ; on peut se demander si, la conjoncture contrecarrant la structure, les évolutions constatées jusqu'en 1973 se poursuivront ; on peut très bien en effet assister à un retournement de la tendance, vu l'ampleur de la crise économique. Ce serait, d'ailleurs, un signe de plus allant dans le sens d'une interprétation structurelle de cette crise.

D) Appréciation de la méthode utilisée

a) Le problème des additions de bilans

616. Nous avons analysé dans le point A, les résultats obtenus par la méthode des bilans telle que nous l'avons expérimentée ; ces résultats sont incontestablement positifs du point de vue de l'étude des comportements économiques et financiers. Pour faire une telle étude on a eu recours au regroupement des entreprises en secteurs d'activité ; autrement dit l'unité de comportement analysée n'est pas l'entreprise mais le secteur. Nous avons vu qu'en matière financière la prise en considération du secteur présente un certain nombre d'avantages mais également des inconvénients non négligeables. En particulier, pourquoi la contrainte

d'appartenance au secteur déterminerait-elle la politique d'investissement, la politique financière, en un mot la dynamique d'une entreprise ?

Mais au-delà de ce type de questions, le regroupement en secteurs pose d'autres problèmes. Comment s'opère ce regroupement ?

617. Le regroupement des entreprises en secteurs a été opéré de la manière suivante. A partir des données par entreprise accompagnées des numéros d'activité économique (NAE), il a été possible, dans un premier temps, de regrouper les entreprises par NAE puis, dans un second temps, de passer à la nomenclature en vingt-neuf secteurs. Cette opération est facile à réaliser avec le tableau de passage NAE-secteurs du volume des méthodes de la comptabilité nationale (11).

Pour obtenir le bilan d'un secteur, on a donc simplement fait la somme poste à poste des bilans des entreprises composant ce secteur ; on a ainsi réalisé une sommation de bilans. On a alors :

Fonds propres d'un secteur = $\sum$ fonds propres des entreprises composant ce secteur.

Dettes à court terme d'un secteur = $\sum$ dettes à court terme des entreprises de ce secteur etc...

618. La sommation des bilans poste à poste a un certain nombre de conséquences :

12) Il peut se faire que dans un même secteur (A), une société X dispose, dans ses AVI, de titres de participation représentant une fraction du capital d'une autre société Y et d'une troisième Z. Avec la méthode de la sommation, si le secteur est composé des trois sociétés X, Y, Z, on additionnera purement et simplement les bilans de X, Y, Z.

Bilan de Y			Bilan de X			Bilan de Z		
:	:	:	:	:	:	:	:	:
:	capital	:	AVI	:	:	capital	:	:
:	social	:		:	:	social	:	:
:	:	:	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	:	:	:

Le bilan du secteur A se présente comme suit :

Bilan de A		
:	:	:
:	capital	:
:	social X+Y+Z	:
:	AVI	:
:	X+Y+Z	:
:	:	:
:	:	:

On aboutit au fait paradoxal que, dans le bilan d'une unité économique, il y a à l'actif des titres de participation qui correspondent à une partie du capital social de cette même unité. Alors que, normalement, les AVI d'une unité représentent des créances à long terme sur d'autres unités, dans notre exemple les AVI comprennent en partie des créances à long terme sur l'unité elle-même. Inversement le capital social du secteur A est en partie un engagement du secteur vis-à-vis de lui-même ; le secteur A est donc son propre actionnaire, ce qui est une situation tout à fait anachronique. Le plus difficile est sans aucun doute l'interprétation de telles données. Que signifie en effet un tel bilan ?

619. En voyant le volume des AVI de ce secteur, on peut être tenté de le considérer comme un secteur qui a une importante activité financière et qui participe à une concentration financière. En fait on n'en sait rien, tout dépend de l'importance des participations de X dans les sociétés Y et Z. Or légalement ces participations, pour qu'elles restent de simples participations, peuvent atteindre jusqu'à 50 % du capital social de Y et de Z. Il est donc extrêmement difficile d'interpréter de telles informations. Il en est de même bien entendu si l'on considère le volume du capital social, partie importante des fonds propres.

En réalité c'est toute la structure du bilan qui se trouve déformée, les postes AVI et capital social étant artificiellement grossis ; leurs volumes ne reflètent absolument pas la réalité.

En effet le secteur étant l'unité économique de base, les liaisons financières intéressantes à faire apparaître, qu'il s'agisse d'actif ou de passif, sont les liaisons qui se produisent entre le secteur et "l'extérieur", c'est-à-dire, en particulier, toutes les entreprises étrangères au secteur. Ceci implique que l'on fasse disparaître les résultats des liaisons intra-sectorielles ; le bilan du secteur doit donc refléter sa situation active et passive face aux tiers.

620. Il est important de noter que la sectorisation par sommation ne fait problème que dans le cas des flux et stocks financiers. En effet on peut écrire :

$$\text{Immobilisations de A} = \text{Immobilisations (X)} + \text{Immobilisations (Z)}.$$

Dans ce cas il n'y a aucun problème sauf s'il y a mise en commun de certaines immobilisations, il est alors nécessaire qu'elles n'apparaissent pas deux fois.

De même on peut écrire :

$$\text{stocks (A)} = \text{stocks (X)} + \text{stocks (Z)}.$$

Ceci est valable sauf dans le cas où il y a des ventes entre deux sociétés, ce qui entraîne des relations financières entre elles.

Par contre, on ne peut écrire :

$$\text{VRD (A)} = \sum \text{VRD (X, Y, Z)},$$

car il y a des créances et dettes entre associés (les actionnaires et la société) qui proviennent de l'existence même de la prise de participation, c'est-à-dire les dividendes avant distribution qui apparaissent en VRD de l'actionnaire et en DCT de la société et également le capital non appelé qui apparaît en VRD de la société et en DCT de l'actionnaire.

22) Il peut se faire que dans un même secteur A' des sociétés X' et Y' disposent de participations réciproques.

621. On sait que ces participations réciproques sont réglementées par la loi. En effet, dans le but d'éviter la constitution fictive de capital entre deux sociétés, l'une souscrivant une partie du capital de l'autre et réciproquement, la loi stipule:

"Toute société dont une fraction du capital social égale ou supérieure à 10 % est la propriété d'une autre société ne peut posséder d'actions de cette dernière société".

Cela signifie qu'en dessous de 10 %, il peut légalement **exister** des participations réciproques entre sociétés :

La société X' dispose dans ses AVI de titres qui représentent une partie du capital social de Y' et, inversement, Y' a dans ses AVI une certaine fraction du capital de X'.
Les bilans de X' et Y' sont alors du type :

Bilan X'			Bilan Y'		
:	:	:	:	:	:
: AVI	: capital social	:	: AVI	: capital social	:
:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:

En faisant l'addition poste à poste des bilans de X' et Y', on aboutit sans aucun doute à augmenter, sans que cela corresponde à la réalité, les postes AVI et capital social du secteur.

Le problème est le même que dans le cas déjà évoqué des participations simples, les postes auxquels on aboutit ne correspondent pas au secteur en tant qu'unité économique, mais à un agglomérat qui n'a pas de limites précises et qui ne peut en aucune manière avoir un comportement homogène ; on ne peut donc pas considérer un tel ensemble comme une unité de comportement et baser sur lui une analyse financière.

Dans le cas des participations réciproques le problème des doubles comptes que posent les additions de bilans est accru,

car on compte deux fois des AVI et du capital social qui ne sont pas à attribuer au secteur.

32) Il peut se faire qu'au lieu de participations (simples ou réciproques) on ait affaire à un véritable groupe.

622. Dans un même secteur A' on a une société X' qui détient plus de la moitié du capital des deux autres sociétés Y' et Z'. On a donc une société-mère et deux filiales avec toutes les conséquences financières notamment, que cela implique. Dans un tel cas le problème de la simple sectorisation est dépassé. En effet, que ces trois entreprises fassent ou non partie du même secteur, il existe entre elles des relations financières, et autres, particulières que ne reflètent pas leurs bilans respectifs. Quel que soit l'ensemble au sein duquel on les considère, et même quand on considère leurs bilans individuellement, l'interprétation en est de toute façon extrêmement difficile. Ce n'est plus tellement un problème de regroupement en secteurs, mais c'est le problème plus profond de la signification des bilans individuels des sociétés appartenant à un groupe. Nous étudierons cette question dans le chapitre III.

b) Le problème posé par l'étude chronologique des bilans.

623. On sait que l'économie française connaît, comme toutes les économies occidentales depuis la fin de la dernière guerre mondiale, une situation d'inflation, inflation rampante qui s'accélère dans des périodes de surchauffe, mais est de toute façon cumulative. Tous les prix sont concernés par un tel mouvement dont la conséquence est la dépréciation de la valeur de la monnaie. Dans un tel contexte, que signifie l'étude sur dix ans (1960 à 1969) de bilans aux prix courants ?

Quand on parle de la variation en valeur absolue des postes des bilans étudiés à prix courants, on doit toujours avoir à l'esprit que dans cette variation il y a une place qui doit être faite à l'inflation. Quelle est cette place justement ? Le taux

d'inflation n'est pas le même d'une année à l'autre. La situation conjoncturelle intervient bien entendu. Comment s'en sortir ?

624. Une possibilité est de travailler sur des bilans à prix constants plutôt que de travailler sur des bilans à prix courants. L'objectif est d'obtenir des bilans "déflatés" dont on a en principe extirpé l'influence de l'inflation. Comment pratiquer cette opération ? ON peut ramener tous les bilans aux prix d'une même année ; le problème est alors de savoir quelle année choisir, année initiale ou année finale ou encore année intermédiaire ; les résultats obtenus ne sont pas les mêmes selon que l'on utilise l'une ou l'autre méthode.

Un deuxième problème se pose, une fois qu'on a choisi l'année de base, c'est celui de l'indice des prix à retenir. On peut en effet considérer que ce qui importe est de tenir compte du niveau général des prix, on peut alors opter pour l'indice des prix de gros. Mais on peut aussi considérer que chaque type d'actifs et de dettes subit, du fait de l'inflation, des variations de valeur différentes, et opter pour des indices variables selon les postes du bilan.

625. En posant ce problème on met le doigt sur une question fondamentale quand on étudie le bilan dans un contexte inflationniste ; c'est que tous les postes du bilan ne subissent pas l'inflation de la même manière. L'inflation accroît la valeur en termes monétaires des actifs physiques et parallèlement diminue la valeur en termes réels des actifs financiers. Par ailleurs, en termes réels, la valeur des immobilisations diminue, tandis que les plus-values potentielles augmentent la valeur réelle des stocks.

Au passif, l'inflation diminue la valeur réelle des dettes et plus particulièrement des dettes à long et moyen termes. L'entreprise endettée à long terme a tout à gagner, dans un contexte d'inflation durable, d'autant que les remboursements eux aussi diminuent en valeur réelle. Par ailleurs le montant nominal des bénéfices et des réserves va augmenter. On voit donc que toute

la structure du bilan est déformée de par l'inflation, d'où les difficultés à interpréter une évolution des bilans surtout sur une période de forte inflation. De plus il apparaît que l'élaboration de bilans à prix constants n'est pas en mesure de pallier ces difficultés, et ce d'autant que, dans le bilan d'une année n, toutes les valeurs ne sont pas aux prix de cette année n. Par exemple les immobilisations étant par définition évaluées au prix d'achat, des prix totalement différents affectent ce poste surtout quand on raisonne sur plusieurs années. Ceci pose la question de la manière dont sont évalués les postes du bilan et les possibilités d'affecter ces modes d'évaluation pour faire face à l'inflation, questions sur lesquelles nous devons nous attarder dans le prochain chapitre.

626. Dans ce chapitre II, nous avons cherché à expérimenter, à mettre à l'épreuve la méthode des bilans. Cette méthode nous a permis d'obtenir des résultats intéressants quant à la connaissance des entreprises surtout pour ce qui a trait à leurs comportements financiers. Cependant cette méthode présente selon nous quelques inconvénients que nous avons étudiés en détail. Mais en fait, dans les critiques de la méthode que nous avons formulées, il nous est apparu chaque fois que, plus que la méthode, c'est le bilan lui-même qui est remis en cause, ou plutôt l'idée que l'on s'en fait. Pour cette raison nous nous attacherons à étudier en détail ce bilan à la lumière du concept de patrimoine ; c'est l'objet du chapitre III.

Notes annexes au chapitre II

1) Un certain nombre d'études ont été élaborées au cours des dernières années à l'INSEE ayant pour information de base des bilans d'entreprises. Nous nous référons à l'une ou l'autre, mais celle qui nous servira de base est l'étude que nous avons pu réaliser à l'INSEE en 1972 et dont on trouvera la référence ci-dessous. Ces différentes études ont été toutes publiées dans la revue "Economie et Statistique" dans l'ordre suivant :

- J-P LEROY et C. KELLER : Les structures de bilan des sociétés françaises (n° 19).

- D. DIMAN : Evolution des structures de bilan des entreprises industrielles entre 1960 et 1969 (n° 36).

- A. DESROSIERES : Un découpage de l'industrie en trois secteurs (n° 40).

- J-F DAVID et F. MUDER : Le financement de 600 entreprises françaises entre 1966 et 1970 (n° 47).

- E. HURET : Structure des bilans et types de croissance des entreprises (n° 50).

2) Les comptes nationaux font la distinction entre secteur et branche ; la branche étant un regroupement d'unités homogènes fabriquant un même produit et un seul. Le regroupement en branches est particulièrement adapté à l'étude des techniques de production.

3) Dans "Dossier statistique sur le financement des entreprises" : Collections de l'INSEE E 17 (en collaboration DIMAN, KELLER, SERUZIER) page 8.

4) Trois utilisations de l'enquête annuelle d'entreprises dans l'industrie : localisation, concentration et découpage. Economie et Statistique (n° 53).

CHAPITRE III

LES LIMITES D'UTILISATION DU BILAN : LE BILAN A LA LUMIERE DU CONCEPT DE PATRIMOINE.

627. Nous avons vu que la méthode des bilans, tout en donnant des résultats intéressants, présente un certain nombre d'inconvénients ; ces inconvénients, bien qu'ils remettent en cause la méthode en tant que telle, ont révélé des défauts tenant au bilan lui-même. De telle sorte que, des critiques de la méthode, on passe à une critique fondamentale du bilan en tant que représentation du patrimoine. Comment aborder cette critique ? Il y a d'abord des problèmes d'ordre général qui touchent le bilan dans son ensemble ; il y a ensuite des problèmes particuliers à certains postes dont le contenu et l'évaluation ne sont pas étrangers à la représentativité du bilan.

Mais avant d'aborder cette critique, il faut se faire une idée des contraintes auxquelles doit faire face le bilan s'il veut représenter le compte de patrimoine des entreprises. Certaines de ces contraintes sont déjà apparues à l'occasion de l'analyse générale faite dans la première partie de cette étude. Un point important est resté dans l'ombre, c'est celui de la confrontation entre les objectifs et évaluations au niveau des entreprises.

A) Objectifs et évaluations des comptes de patrimoine d'entreprises.

628. Nous avons défini dans la première partie de cette étude quatre types d'utilisations qui sont les objectifs que l'on peut assigner aux comptes de patrimoine nationaux (§ 366 et suivants) ; à savoir, modèles économétriques, théorie monétaire,

politique économique, comparaisons internationales (de structure). Une première question se pose : peut-on étendre purement et simplement ces quatre objectifs aux comptes de patrimoine des entreprises ?

Au niveau de l'agent entreprises des comptes nationaux, des objectifs spécifiques sont à envisager à l'intérieur des quatre grands objectifs définis.

Les objectifs

629. Le premier objectif est, comme pour tout agent, l'étude des relations entre actifs et passifs de l'agent considéré avec les autres. Plus précisément s'agissant des entreprises, on doit pouvoir répondre à la question : quelle est la part des entreprises dans les détentions de tel ou tel type d'actif ?

Dans ce cas on cherche à placer les entreprises dans l'ensemble national. ON peut également chercher à comparer les entreprises et un (ou plusieurs) autre (s) agent (s) des comptes nationaux. Par exemple quels agents participent au financement des entreprises et dans quelles proportions. Un deuxième aspect de ce premier objectif est l'étude des relations à l'intérieur de l'agent entreprises : pour ce faire les entreprises peuvent être regroupées selon différents critères, par exemple secteurs, branches ; à ce niveau, des analyses très fines peuvent être envisagées.

Comme on le voit ce premier objectif rejoint la préoccupation d'étude de la structure de l'économie nationale (§ 412) le second objectif est l'étude des comportements économiques des entreprises. Nous l'avons évoqué dans la première partie (§ 369 et suivants) en mettant en évidence l'intérêt des variables de stock dans l'étude de l'entreprise et en particulier l'interrelation des flux et des stocks. Cet objectif nous semble être le plus intéressant du point de vue théorique. L'expérimentation de la méthode des bilans a été sur ce point très positive en faisant apparaître les possibilités d'analyse que permet la prise en considération des

variables patrimoniales. L'analyse des comportements est un cas particulier d'une recherche plus large sur les modèles économétriques, les données patrimoniales pouvant servir de variables à ces modèles. On peut citer, entre autres, le capital productif, les coefficients de capital, etc...

Il faut noter tout de suite que les contraintes d'évaluation ne sont probablement pas les mêmes selon que l'on s'attache aux comportements économiques ou aux modèles économétriques en général.

Enfin un troisième objectif, moins important celui-là, nous semble être les comparaisons internationales. En effet dans la mesure où l'on dispose de comptes de patrimoine des entreprises par pays, élaborés avec des méthodologies sinon identiques, du moins très proches, des comparaisons de pays à pays peuvent apporter des renseignements précieux sur les différences de structures, les moyens de financement des entreprises, etc...

630. Comme on a pu le constater, en définissant ces objectifs, nous sommes restés très près du cadre défini pour les comptes nationaux ; en fait on peut trouver toutes sortes d'utilisations spécifiques pour des comptes de patrimoine d'entreprises, mais ces utilisations ne sont pas déterminantes au point d'être considérées comme objectifs. Par ailleurs on peut considérer, avec raison, que les objectifs définis au niveau national sont de toute façon valables pour les entreprises puisque des comptes nationaux impliquent des comptes pour l'agent entreprises ; nous avons simplement voulu ici mettre l'accent sur la spécificité de certaines analyses sur les entreprises. Ceci étant, nous ne perdons pas de vue le problème de la hiérarchie des objectifs qui fait que les objectifs définis au plan national prennent ceux définis au plan sectoriel. Il était cependant indispensable de descendre au niveau semi-global de l'agent entreprises pour cerner les problèmes du bilan qui sont au coeur de cette étude.

Confrontation objectifs/évaluations.

631. Nous avons eu à présenter dans la première partie les différentes techniques d'évaluation auxquelles on peut se référer (§ 467 et suivants), nous n'y reviendrons pas.

On peut considérer un compte de patrimoine très schématique avec les éléments suivants : d'un côté les actifs physiques et les actifs financiers, de l'autre les dettes que l'on peut distinguer selon leur exigibilité, et la valeur nette du patrimoine.

632. Pour que le premier objectif, c'est-à-dire l'étude des relations à l'intérieur de l'agent entreprises et entre cet agent et les autres, soit atteint, il faut que soit connue l'origine et la destination des créances et des dettes ; en particulier cela implique de pouvoir isoler le crédit inter-entreprises, de même que les relations entre société-mère et filiales.

Du point de vue de la stricte évaluation, ce qui importe c'est d'avoir une vue aussi homogène que possible des relations à étudier c'est-à-dire une vue qui laisse le moins de place possible aux appréciations personnelles ; en d'autres termes trouver une évaluation qui s'impose à tous ; c'est donc en théorie le prix du marché le plus adapté, puisque le plus "objectif, à défaut le prix qui s'en approche le plus.

633. L'analyse des comportements des entreprises ne peut se faire à travers leur compte de patrimoine que si ce dernier reflète le patrimoine tel que les entreprises le voient. Ceci implique des contraintes de contenu et d'évaluation :

- au niveau du contenu ; l'optique du patrimoine est tout à fait conforme ici à l'idée d'une comptabilité interne. De ce fait des éléments qui peuvent apparaître assez secondaires aux yeux des tiers prennent toute leur signification ; ainsi en est-il des éléments incorporels tels l'équipe dirigeante ou le fonds de commerce qui n'ont pas ce côté formel que leur attribuent les tiers, mais jouent un rôle non négligeable dans les décisions importantes des entreprises. Ainsi l'existence d'une équipe cohérente et compétente est un atout d'importance pour une entreprise. De

même le fonds de commerce créé de toutes pièces par un chef d'entreprise, bien qu'il n'ait fait l'objet d'aucune transaction, est une composante du patrimoine de cette entreprise et un élément qui intervient dans les décisions.

- au niveau de l'évaluation ; incontestablement la méthode d'évaluation à adopter est la méthode subjective (§ 463) c'est-à-dire celle qui permet l'appréciation personnelle du chef d'entreprise. L'évaluation n'a pas à s'imposer à des tiers, elle doit refléter la manière de voir du chef d'entreprise. Ce dernier, dans une entreprise en croissance, est tourné vers l'avenir et s'il se préoccupe du prix du marché c'est pour évaluer ses actifs physiques ou ses titres de placement. Pour le reste il préfère s'attacher à ce qu'il aura effectivement à rembourser et à ce qu'il percevra le moment venu.

634. En ce qui concerne les comparaisons internationales entre entreprises, les contraintes d'évaluation ne sont pas très fortes. En effet n'importe quel type d'évaluation peut convenir, ce qui est important ce n'est pas l'évaluation en elle-même mais plutôt une certaine cohérence entre les différentes évaluations adoptées. Par exemple s'il est plus intéressant du simple point de vue de la signification économique d'évaluer les actifs physiques au coût de remplacement plutôt qu'à la valeur d'origine ; il est plus judicieux, du point de vue de la cohérence, de les évaluer à la valeur d'origine (ou une valeur proche) si tous les actifs et engagements sont évalués sur la base de la valeur d'origine. Il importe surtout qu'une certaine homogénéité soit sauvegardée à l'intérieur du compte d'une même entreprise, d'une entreprise à l'autre et d'une année à l'autre.

Dans le tableau qui suit et qui synthétise la confrontation objectifs/évaluation, on a retenu la valeur d'origine comme base dans le cadre des comparaisons internationales.

Tableau 6 - Confrontation objectifs/évaluation

OBJECTIFS	EVALUATION
1. Etude des actifs et passifs des entreprises par rapport aux autres agents	- Immobilisations corporelles : prix du marché - Immobilisations incorporelles : prix du marché quand il existe - Valeurs d'exploitation : prix du marché ou à défaut prix de revient - Prêts et autres créances à plus d'un an : prix de remboursement - Titres de participation : cours en bourse pour les titres cotés, valeur d'achat pour les autres - Titres de placement : cours en bourse pour les titres cotés ou à défaut valeur nominale - Emprunts et autres dettes à plus d'un an : prix de remboursement - Obligations, bons à moins d'un an : prix de remboursement
2. Analyse des comportements des entreprises	- Immobilisations corporelles : coût de remplacement - Immobilisations incorporelles : coût de remplacement ou capitalisation des gains futurs - Valeurs d'exploitation : prix de revient - Prêts et autres créances à plus d'un an : prix de remboursement - Titres de participation : valeur de la société émettrice - Titres de placement : cours en bourse pour les titres cotés, valeur nominale pour les autres - Emprunts et autres dettes à plus d'un an : prix de remboursement - Obligations, bons à moins d'un an : prix de remboursement
3. Comparaisons internationales	- Immobilisations corporelles : valeur d'origine - Immobilisations incorporelles : valeur d'origine ou prix de revient - Valeurs d'exploitation : prix de revient ou prix d'acquisition - Prêts et autres créances à plus d'un an : valeur nominale - Titres de participation : valeur d'achat

!	:	!
!	: - Titres de placement : valeur d'achat	!
!	: - Emprunts et autres dettes à plus d'un	!
!	an : prix de remboursement	!
!	: - Obligations, bons à moins d'un an :	!
!	: prix de remboursement.	!
!	:	!

635. Ces différentes évaluations (actifs et engagements) aboutissent à la détermination de la valeur nette (ou valeur) du patrimoine qui est différente bien entendu selon que l'on a retenu tel ou tel objectif.

On définit souvent la valeur d'une entreprise comme "la valeur des droits que possèdent sur cette entreprise les détenteurs du capital, c'est-à-dire la valeur des actions ou des parts si l'entreprise est une société". C'est cette valeur qui intéresse souvent les partenaires de l'entreprise, par exemple pour mesurer son poids par rapport aux autres (premier objectif du tableau 6) ou pour mesurer l'importance véritable d'une prise de participation (deuxième objectif du tableau 6 : évaluation des titres de participation). En principe la notion de valeur d'entreprise est celle qui prévaut dès qu'il s'agit de négociation ; elle est plus proche de la réalité que le simple cours en bourse ; elle a de plus le mérite de s'appliquer même aux sociétés non cotées.

Sa mesure pose des problèmes. Nous estimons que la valeur nette du patrimoine de l'entreprise en est la meilleure approximation.

636. La confrontation objectifs/évaluation a confirmé que toutes les évaluations ne sont pas valables quel que soit l'objectif recherché. Tout objectif détermine un mode d'évaluation particulier, l'évaluation étant elle-même fondamentale pour l'analyse. Cette constatation une fois faite on ne peut en rester là car il n'est pas question d'élaborer plusieurs "jeux de comptes" ; le compte élaboré doit être en mesure de répondre aux objectifs jugés primordiaux (hiérarchie des objectifs). Mais on doit être conscient qu'un

tel compte n'est pas en mesure, sans subir de transformation, de répondre à tous les objectifs que l'on peut se fixer.

B) Postes du bilan et patrimoine

637. A la lumière de notre conception du patrimoine le bilan, tel qu'il est présenté dans le PCG, nous semble avoir bien des insuffisances tant au niveau du contenu (certains postes n'existent pas alors qu'ils nous paraissent importants, d'autres existent mais ont un contenu formel), qu'au niveau de l'évaluation (certains postes sont évalués de manière très conventionnelle ce qui leur enlève tout intérêt analytique).

a) Le contenu

638. La question du contenu du bilan se pose à deux niveaux :

- en premier lieu le bilan comporte un certain nombre de postes, tous ces postes sont-ils nécessaires à la description du patrimoine ; ces postes suffisent-ils ou doit-on en considérer d'autres ;

- en second lieu quelles sont les composantes des différents postes ; il y en a dont le contenu ne fait pas de problème, d'autres au contraire nécessitent une discussion.

Les frais d'établissement

639. Selon le PCG il s'agit de frais engagés, soit au moment de la constitution de l'entreprise, soit lors de l'acquisition par celle-ci de ces moyens permanents d'exploitation. On distingue :

- les primes de remboursement des obligations, c'est-à-dire la différence, à la charge de l'entreprise, entre le prix de remboursement des obligations et leur prix d'émission.

- les autres frais d'établissement qui comprennent : les frais de constitution de la société, les frais de premier

établissement (dépenses de prospection, de recherche...), les frais d'augmentation du capital social, les frais d'émissions d'obligations, certains frais d'acquisition d'immobilisations...

Comme on peut le constater, ce sont surtout des charges pour l'entreprise. Pourquoi le PCG considère-t-il ces frais comme un actif au bilan, au lieu de les considérer comme des charges au CEG ? On justifie cette position par le fait qu'il s'agit toujours de frais exceptionnels qu'il serait inopportun de faire supporter par un seul exercice. En réalité on constate que pour diverses raisons ces frais sont amortis dès la première année sauf pour ce qui est des primes de remboursement d'obligations qui sont amorties parallèlement aux obligations auxquelles elles s'appliquent. Plutôt que d'être dans les frais d'établissement ces primes de remboursement peuvent être portées en déduction de la valeur à rembourser des emprunts correspondants ; c'est d'ailleurs le traitement appliqué dans le plan OCAM (1).

640. Il nous semble tout à fait incohérent que tous ces frais soient mis à l'actif du bilan ; d'autant plus que, dans les analyses du bilan, en général comme on ne sait pas trop comment traiter les frais d'établissement, on les incorpore purement et simplement aux immobilisations qui se trouvent gonflées d'autant. Bien sûr ces frais représentent généralement une faible part du bilan (1 % environ), les conséquences statistiques de ce traitement sont donc assez peu importantes ; mais il reste que leur nature est fondamentalement différente de celle des immobilisations.

En fait de deux choses l'une, ou ces frais sont directement attachés à d'autres postes du bilan et ils doivent être incorporés dans ces différents postes, ou alors il s'agit de frais d'ordre général et dans ce cas leur place est au CEG.

Le cas des frais de prospection, de recherches d'études... nous semble mériter une attention particulière. Ces frais doivent à notre sens être assimilés à des investissements et donc être capitalisés avec les immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles

641. Ce sont d'une part le fonds de commerce et le droit au bail, d'autre part les brevets, licences, marques, modèles, dessins, concessions. A noter que le fonds de commerce ne fait véritablement partie du bilan que s'il a fait l'objet d'une transaction ; or une petite entreprise qui se développe progressivement peut fort bien donner lieu à la création de toutes pièces d'un fonds qui représente une valeur certaine pour l'entreprise et ses partenaires immédiats.

De même ce que l'on a coutume d'appeler le "capital humain" est un élément important du patrimoine ; ne pas en tenir compte revient à décrire des situations inexactes. Dans le cas d'un bureau d'études, par exemple, il y a bien sûr des immobilisations corporelles plus ou moins importantes, qu'on ne doit pas négliger, mais ce qui compte surtout c'est l'équipe de travail, sa compétence, sa cohésion, etc... Il est évident que si on doit faire l'analyse d'un bureau d'études, les variables intéressantes ne sont pas les stocks de papier par exemple, ni même le stock d'études terminées, encore que ces variables aient leur importance, c'est la valeur de l'équipe qui est déterminante.

Les amortissements

la conception du PCG : l'amortissement juridico-comptable

642. Le PCG donne de l'amortissement la définition suivante :

"L'amortissement est la constatation comptable de la perte subie sur la valeur d'actif des immobilisations qui se déprécient avec le temps".

D'un point de vue comptable il se justifie par la nécessité d'étaler la dépense d'immobilisation sur plusieurs exercices. C'est donc la transformation progressive d'une immobilisation en

charges d'exploitation. Chaque année on passe l'écriture suivante, s'il s'agit d'une construction dont l'amortissement est de 100 :

681. Dotations de l'exercice aux amortissements

!	:	!
!	:	!
!	:	!
!	:	!
!	:	!

2128. Amortissement des constructions

!	:	!
!	:	!
!	:	!
!	:	!
!	:	!

643. Cet amortissement est différent, du moins dans son principe, de ce que les comptables nationaux appellent "l'amortissement économique" destiné à mesurer la dépréciation de l'immobilisation, laquelle peut avoir comme origine l'usure ou l'obsolescence (usure physique ou morale) ; c'est la consommation annuelle de capital fixe. Un bien de capital fixe, par définition, n'est pas complètement absorbé dans le processus de production comme peut l'être du capital circulant (matière première) ; il ne laisse qu'une partie de sa valeur dans la production, c'est la consommation de capital fixe.

En fait si l'amortissement comptable était bien mesuré il devrait correspondre à la consommation de capital fixe, c'est-à-dire la partie du capital fixe à inclure dans le prix de revient au même titre que les consommations intermédiaires. Mais la mesure de l'amortissement est astreinte à des considérations légales. La loi fixe en effet des durées de vie aux différentes immobilisations, et parallèlement des méthodes d'amortissement.

644. L'amortissement a également un caractère fiscal. Dans la mesure où l'amortissement arrive en déduction de l'action et en augmentation des charges, il contribue à diminuer le bénéfice

annuel. Aussi l'administration fiscale est-elle intervenue, afin d'éviter des fraudes trop flagrantes, en fixant les durées de vie sur lesquelles sont basées les amortissements, et également les méthodes. Deux méthodes sont, en France, admises par l'administration fiscale : l'amortissement linéaire ou à taux constant (répartition égale sur la durée de vie) et l'amortissement dégressif (les annuités diminuent progressivement au cours de l'existence du bien).

Du point de vue fiscal l'emploi de l'une ou l'autre méthode n'est pas indifférent. L'incidence fiscale de la méthode est loin d'être négligeable. En effet, étant donné que l'annuité vient diminuer le résultat imposable, elle diminue également (dans la proportion de 50 %) les impôts à payer. Ainsi dans l'amortissement dégressif, les impôts sont moindres au début de l'existence du bien alors que l'effet est le même tout au long de la vie, dans le cas de l'amortissement linéaire. S'il est vrai qu'au bout du compte, on paie autant d'impôts quelle que soit la méthode, l'échelonnement différent agit directement sur les disponibilités en trésorerie. Il s'agit donc d'adapter, dans la mesure où une certaine liberté est laissée, d'aménager cet échelonnement en fonction des besoins de trésorerie de l'entreprise.

La conception du PCG est insuffisante.

645. L'amortissement est traditionnellement considéré comme étant, d'un point de vue financier, un moyen pour les entreprises de constituer un fonds en vue du remplacement des immobilisations dépréciées. Or si l'amortissement peut effectivement contribuer au remplacement en tenant compte des progrès techniques, il ne sert pas qu'à cela. En effet l'utilisation du fonds d'amortissement étant laissée au libre choix de l'entreprise, l'entrepreneur se trouve à la tête d'une masse de disponibilités à utiliser. S'il est préférable de placer ce fonds dans des actifs aussi liquides que possible, ou au moins rapidement disponibles, rien n'interdit de l'utiliser à d'autres fins. Il nous

paraît indéniable que l'amortissement est une source de financement. Autrement dit l'amortissement a également un aspect financier, aspect souvent négligé.

646. Il y a nous semble-t-il toute une démystification de l'amortissement à faire. Plusieurs remarques s'imposent :

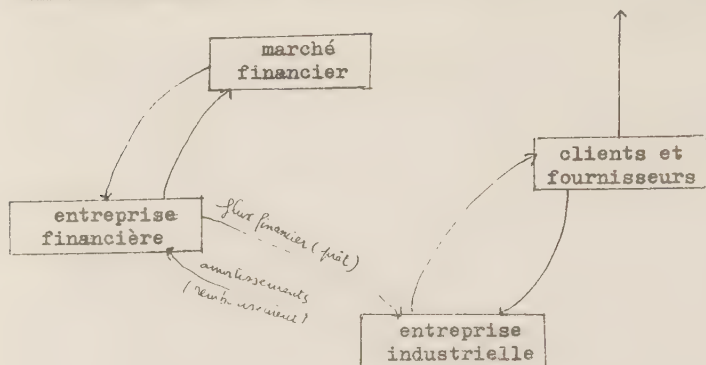
1) L'amortissement est un moyen de financement non négligeable. Le fonds d'amortissement n'est pas immobilisé dans le but de remplacer l'immobilisation, il est placé ou réemployé et procure ainsi pendant toute la période d'amortissement de l'immobilisation un certain revenu R qui dépend des taux d'intérêt pratiqués. S'il y a un impératif de liquidité à respecter, cela n'interdit pas des placements pouvant aller jusqu'à la prise de participation...

Les chefs d'entreprises et leurs comptables très avertis de ces problèmes, savent utiliser au mieux les facilités fiscales qui leur sont données pour accroître leurs profits. Un chef d'entreprise dynamique va calculer ses amortissements pas seulement dans une perspective de renouvellement de ses immobilisations, mais surtout dans le but de dégager des profits.

647. Alain BIENAYME (2) cite l'analyse de M. BOITEUX sur le rôle de financement de l'amortissement. Pour comprendre ce rôle, il faut scinder l'entreprise en deux compartiments autonomes : une entreprise industrielle et une entreprise financière; la première emprunte à la seconde qui joue le rôle de banque, et avec la somme obtenue, fait son investissement ; en retour l'entreprise industrielle rembourse par les annuités d'amortissement; ces opérations se font sur la base d'un taux d'intérêt à définir.

L'entreprise financière a comme mission de trouver les capitaux, de plader le fonds d'amortissement et bien entendu de maximiser ses propres bénéfices financiers, tandis que l'entreprise industrielle a pour objectif de maximiser l'écart entre le chiffre d'affaires et les dépenses (amortissements et charges

financières incluses). Cette analyse peut être schématisée de la manière suivante :



Il s'agit là d'une simulation, mais elle a l'avantage de bien rendre compte de ce qui se passe réellement et est probablement un exemple à suivre pour assainir la gestion des immobilisations.

648. 2) Les amortissements pratiqués sont généralement trop élevés par rapport à l'usure réelle, et nombre d'immobilisations complètement amorties sont encore en usage. MARX en exprime l'idée en disant :

"Une partie du capital constant, calculée chaque année comme étant usée et entrant, à titre d'usure, dans la valeur du produit, en réalité n'est pas usée" (3).

Et il fait sur ce point une comparaison amusante : on dit qu'un chien a une durée de vie de dix ans, cela ne signifie pas qu'il meurt d'un dixième tous les ans.

Cette analyse a été confirmée par diverses études qui ont montré que les taux d'amortissement effectivement pratiqués aboutissaient à des durées de vie inférieures aux durées réelles de vie.

649. La pratique d'amortissements excessifs a comme

conséquence la constitution de ce que MARX appelle un fonds d'accumulation. Ce fonds d'accumulation est d'autant plus important que le capital constant utilisé est élevé. Il est alors possible de faire de nouveaux placements sans avoir recours à la plus-value. De plus la pratique croissante de l'amortissement dégressif constitue un avantage supplémentaire par rapport à l'amortissement linéaire. L'amortissement dégressif réduit de façon importante le bénéfice imposable dans les premières années et, accroît parallèlement les dotations aux amortissements, donc, l'autofinancement, alors que le matériel ne nécessite que peu de frais d'entretien. C'est donc une incitation extraordinaire à l'accumulation. Plus on investit, plus on amortit, surtout pour les biens dont la durée de vie est supérieure à trois ans (les taux d'amortissement dégressif croissent avec la durée de vie), plus le fonds d'accumulation s'accroît, plus donc on peut investir.

On voit qu'on est bien loin de la conception juridico-comptable de l'amortissement affiché par le PCG.

Les provisions

650. Nous ne nous étendrons pas sur le problème des provisions, provisions pour dépréciation et provisions pour pertes et charges, car les critiques que l'on peut leur porter nous semblent relever plutôt de la fiscalité. Les provisions pour dépréciation correspondent à des moins-values constatées sur des éléments d'actifs non amortissables : stocks, autres valeurs immobilisées, valeurs réalisables et disponibles, terrains non amortissables et fonds de commerce. Ces provisions sont inscrites à l'actif en déduction des éléments auxquels elles se rapportent. Il s'agit d'enregistrer une dépréciation probable ; si la dépréciation n'a plus de raison d'être, elle doit disparaître du bilan et aller gonfler le bénéfice imposable.

A la différence des provisions pour dépréciation, les provisions pour pertes et charges sont enregistrées au passif,

(avec le signe +). En réalité toutes les provisions sont de nature passive, mais d'après le PCG, les provisions pour pertes et charges doivent être enregistrées au passif parce qu'elles pèsent sur l'ensemble de l'actif.

Le problème des provisions est que dans la mesure où elles sont laissées à la libre appréciation de l'entreprise, il est difficile d'exercer un contrôle. De plus le biais de la provision pour pertes et charges est souvent utilisé comme un moyen de constituer des réserves qui n'en portent pas le nom ; on évite d'avoir à demander aux actionnaires leur avis, on évite également de présenter un bilan avec un bénéfice important qui pourrait ouvrir la voie à des revendications. La technique de la provision est donc un moyen d'occulter les profits dans l'entreprise.

Le capital social

651. Le capital social est l'ensemble des sommes mises d'une façon permanente à la disposition de l'entreprise par les propriétaires ou associés, sous forme d'apport en espèces ou en nature, soit au moment de la création de l'entreprise, soit lors des augmentations de capital.

A la création de la société, le capital est très important car il est à la base même de l'existence de la société dont il est l'unique ressource ; si ce capital social est constitué par une somme en banque, le bilan d'ouverture a la forme suivante :

Bilan d'ouverture

!	:	!
! Actif	: Passif	!
!-----	:-----	!
!	:	!
! Valeurs réalisables et disponibles	: Capital social: X	!
!	:	!
! Banque : X	:	!
!	:	!

Avec cette ressource X, l'entreprise peut envisager l'achat d'immobilisations, lequel se traduit par une translation à l'actif, du poste VRD au poste Immobilisations, ainsi de suite jusqu'à ce que le bilan ait une forme normale.

652. Que se passe-t-il durant la vie de l'entreprise ? Il arrive un moment où la somme représentant le capital social est entièrement dépensée dans des achats divers lesquels finissent par être complètement amortis ou alors vendus. Le capital social doit-il disparaître ? Non, le capital social demeure, et ceci pour deux raisons :

- d'une part le capital social est un engagement, engagement vis à vis des actionnaires qui sont à sa base. Comme toute dette il doit rester au passif tant qu'il n'a pas été remboursé. On a coutume de dire que le capital social est un passif fictif ; ce terme ne nous semble pas justifié. Le capital social est vraiment un passif financier, puisque sa contrepartie est enregistrée à l'actif des bilans d'autres unités économiques. Par rapport à une dette ordinaire, la seule différence est qu'il n'est pas remboursable sauf dans des cas exceptionnels (réduction du capital par amortissement).

D'autre part le capital social demeure car il est sans cesse renouvelé par la gestion des exercices successifs ; cette reconstitution fait partie des résultats de la gestion courante. Une gestion normale doit dégager un bénéfice permettant de reconstituer le capital. En fait pour des raisons juridiques (protection des épargnants et des créanciers) le PCG a adopté le principe de la fixité du capital, de sorte que même quand la gestion est déficitaire le capital doit apparaître pour sa valeur d'origine, la perte étant enregistrée séparément.

653. Cette convention adoptée par le PCG ne se justifie absolument pas d'un point de vue économique. Car il s'agit là d'une convention ayant pour objet de rassurer les créanciers, car

le capital est pour eux une garantie d'être remboursés (du moins dans la limite de sa valeur).

Effectivement dans un tel cas, on est dans une situation très particulière car il s'agit de la liquidation de l'entreprise et la valeur d'origine est une valeur de référence. Mais cette convention donne une fausse idée de la réalité. En fait le capital n'est pas immuable ; il varie en fonction des divers éléments qui touchent la vie de l'entreprise et même en fonction de faits extérieurs comme les variations des cours en bourse ; il augmente de valeur si les exercices sont bénéficiaires et diminue de valeur dans le cas contraire. D'ailleurs les actionnaires de la société ont souscrit en espérant bien que les actions augmenteraient de valeur.

Dans l'optique du patrimoine le capital social fixe, immuable n'a pas de sens. Le capital n'a de sens que dans la mesure où il apparaît comme un élément de la valeur nette.

b) L'évaluation.

654. En matière d'évaluation dans le bilan, le problème ne se pose pas dans les mêmes termes selon que l'on s'intéresse à l'évaluation globale de l'entreprise, ou à l'évaluation des différents postes. En effet alors que dans le premier cas il s'agit d'une évaluation directe, physique, dans le second cas c'est une évaluation comptable. Nous aurons à étudier le problème de l'évaluation de l'entreprise, attachons-nous ici à celui de l'évaluation des postes du bilan.

L'évaluation est appréhendée de manière différente selon que l'on se place au point de vue des tiers (banquiers, fournisseurs voire obligataires et même actionnaires...), au point de vue de l'administration fiscale ou au point de vue de l'entreprise elle-même.

655. Les banquiers et fournisseurs sont intéressés par la solvabilité de l'entreprise, c'est-à-dire sa faculté à honorer

ses échéances ; les obligataires, s'ils se sentent concernés par la solvabilité ne désignent pas la faculté qu'a l'entreprise de réaliser des bénéfices, gage du paiement des intérêts ; cette dernière qualité intéresse au premier chef les actionnaires.

L'administration fiscale, qui cherche à établir l'assiette de l'impôt, a en vue la détermination non frauduleuse du bénéfice. Enfin les responsables qui sont concernés par la marche de leur entreprise et non pas par la fin de son existence, ont une optique dynamique ; c'est l'évaluation patrimoniale de l'entreprise qui les intéresse, le résultat n'en étant qu'un élément.

Comme on veut que le bilan satisfasse toutes les demandes, les évaluations qui s'y trouvent, résultent d'un compromis. Comme le souligne P. LASSEGUE ⁽⁴⁾ : "On demande à la fois au bilan de présenter des évaluations non majorées aux créanciers, des évaluations non minorées aux associés, des évaluations permettant une mesure exacte du bénéfice enfin".

656. Ces demandes fort différentes amènent des contraintes différentes. Une grande incertitude pèse de ce fait sur l'évaluation à laquelle il faut ajouter une part de subjectivité impossible à éliminer. Toutes ces contraintes divergentes ont incité le PCG à préconiser l'évaluation à la valeur la plus basse. Ceci se justifie par l'application du principe de la prudence cher aux comptables. Remarquons que c'est le point de vue des créanciers qui prévaut. On enregistre donc les diminutions quand elles sont probables, mais les augmentations ne sont enregistrées que si elles sont effectives (principe de la réalisation). Le compromis ainsi réalisé par le PCG ne peut être satisfaisant. Le tableau 7 fournit les différentes évaluations auxquelles aboutit ce compromis. La préférence est donc donnée à la valeur la plus faible, la valeur d'origine ou coût historique quand cela est possible.

Tableau 7.- Evaluations pratiquées pour les différents postes du bilan (Source : Plan Comptable Général).

POSTES	EVALUATION
<u>ACTIF</u>	
1. Immobilisations	
Immobilisations corporelles	Valeur d'origine qui peut être :
	soit : - le coût d'achat
	- la valeur d'apport
	- le coût réel de production (valeur réé-
	valuée pour les en-
	treprises ayant réé-
	valué)
Immobilisations incorporelles	Valeur d'origine
Immobilisations transférées gratuitement à l'entreprise	Valeur au jour du transfert
2. Autres valeurs immobilisées	
Prêts et autres créances à plus d'un an	Valeur nominale
Titres de participation	Valeur d'achat (prix d'acqui-
	sition)
3. Valeurs d'exploitation	
Stocks	Prix de revient ou cours du jour si ce cours est inférieur au prix de revient
Déchets et rebuts	Cours du marché du jour de l'inventaire ou à défaut : valeur probable de réalisation
Produits et travaux en cours	Coût du produit au stade où il se trouve au jour de l'inventaire

!	:	!
! 4. Valeurs réalisables ou dis-	:	!
! ponibles	:	!
!	:	!
! Titres de placement-Bons du Trésor	: Valeur d'achat ou valeurs des	!
!	: éléments apportés	!
!	:	!
! <u>PASSIF</u>	:	!
!	:	!
! 1. Capital social ou person-	: Valeur nominale	!
! nel	:	!
!	:	!
! 2. Dettes à long/moyen terme	:	!
!	:	!
! Emprunts et autres dettes	:	!
! à plus d'un an	: Prix de remboursement	!
!	:	!
! 3. Dettes à court terme	:	!
!	:	!
! Obligations et bons à	:	!
! moins d'un an	:	!
!	:	!
! Autres emprunts à moins	: Prix de remboursement	!
! d'un an.	:	!
!	:	!

657. Le principe de l'évaluation à la valeur d'origine est appliqué en effet :

- aux immobilisations ; toutes les immobilisations sont enregistrées à leur valeur d'origine qu'il s'agisse du coût d'achat, de la valeur d'apport etc...

- aux stocks ; le prix de revient est une variante de la valeur d'origine ; ici le principe de prudence fait qu'on est amené à remplacer le prix de revient par le cours du jour quand ce dernier est inférieur au prix de revient.

- aux VRD (valeur d'achat)

- au capital social (valeur nominale).

Une seule exception à ce principe concerne les dettes ; ici encore c'est le principe de prudence qui est venu contrarier celui de la valeur d'origine. Appliqué au passif du bilan, le principe de

prudence signifie que les postes du passif doivent être enregistrés à la valeur la plus forte ; en matière d'endettement c'est effectivement le prix de remboursement. Cela évite de minorer le passif indûment. Ceci nous semble tout à fait logique ; malheureusement la même logique n'est pas appliquée aux autres postes.

Pourquoi cette incohérence ? La réponse nous semble simple. On n'a manifestement pas cherché à avoir dans le bilan des évaluations qui reflètent la réalité, autrement on n'aurait pas privilégié la valeur d'origine. Par ailleurs, le souci de cohérence, réel, puisque la base est toujours la valeur d'origine, est subordonné au souci primordial de la prudence. Il nous apparaît que c'est ce principe de prudence qui détermine les évaluations dans le bilan ; la valeur d'origine, qui minore systématiquement les actifs n'est qu'une application de ce principe de prudence.

658. Pourquoi le souci de prudence prime-t-il ? Ce souci prime car il vient de deux interlocuteurs privilégiés de l'entreprise qui sont en position de force face à elle :

- les créanciers qui préfèrent que la valeur globale soit minorée puisqu'ils se placent dans la situation où l'entreprise serait en liquidation, situation très défavorable pour elle.

- l'administration fiscale qui, par la pression qu'elle exerce sur les entreprises les oblige à se défendre par l'arme de la minoration du bénéfice ; la prudence que l'on attribue volontiers aux comptables d'entreprises, semble bien avoir une origine fiscale et pas d'autre.

659. Si la connaissance de la valeur d'origine est intéressante à titre de valeur de référence, son application systématique nous semble tout à fait néfaste à la représentativité du bilan. Indépendamment du problème de dépréciation monétaire (que nous évoquerons dans le point C), certains postes acquièrent de la valeur au cours de l'existence de l'entreprise, l'évaluation à la valeur d'origine n'a alors rien à voir avec la réalité :

Immobilisations

Certaines immobilisations sont amenées, pour diverses raisons, à prendre ou à perdre de la valeur ; leur diminution de valeur est systématiquement enregistrée, alors que les plus-values ne sont pas prises en compte. C'est le cas des terrains, des constructions, mais aussi et surtout des immobilisations incorporelles. Ainsi un fonds de commerce, par définition, ne peut pas garder sa valeur d'origine ; ou bien l'entreprise est en expansion et il augmente de valeur, ou elle est en récession et il se déprécie. Parallèlement un fonds de commerce constitué de toutes pièces n'est pas enregistré, or il a une existence tangible... Il en est de même des brevets mis au point au sein de l'entreprise ; le cas du brevet est un peu exceptionnel mais il peut arriver qu'au sein d'une entreprise on mette au point un procédé de fabrication ou d'exploitation sur lequel peut reposer une grande partie de la production ; ne pas en tenir compte dans le bilan est un anachronisme et implique de fait des réserves occultes.

Autres valeurs immobilisées

Les remarques qui ont été faites précédemment à propos du capital social sont tout à fait valables ici. Il n'y a aucune raison que les titres de participation aient une valeur immuable. D'ailleurs si l'entreprise acquiert des titres c'est bien dans le but d'empocher des dividendes, ou alors c'est qu'elle veut contrôler une autre société et dans ce cas, elle est plus que jamais, intéressée à son fonctionnement et ses résultats. La valeur nominale des titres de participation est de ce point de vue sans intérêt.

c) Le crédit-bail.

660. On ne peut à notre sens parler des problèmes de contenu et d'évaluation des postes du bilan sans évoquer le cas du crédit-bail.

Le crédit-bail ou leasing est une forme de financement des investissements qui a pris naissance aux Etats-Unis il y a plus de 20 ans et qui, après une dizaine d'années d'existence en France, continue à se développer.

Le principe est le suivant : Une société, le bailleur, propriétaire d'un bien de capital, le loue à une autre société, le locataire, moyennant une charge de location pendant toute la durée du bail ; à l'issue de ce bail le locataire a en principe le choix entre trois solutions :

- rendre le bien au bailleur :
- acheter le bien à une valeur résiduelle fixée dans le contrat ;
- renouveler le contrat de location sur la base de redevances plus faibles que les précédentes et acquérir à bas prix le bien à l'issue de ce nouveau contrat.

En France, en général, c'est la seconde solution qui est adoptée ; c'est souvent la plus simple pour les deux parties, le bailleur n'étant pas intéressé à reprendre un bien qu'il aura peut être du mal à revendre, surtout s'il s'agit d'un bien de capital spécialisé.

Une législation existe depuis 1966 (loi de 1966 et ordonnances de 1967) qui précise les aspects juridiques et fiscaux du crédit-bail.

661. Il existe trois formes de crédit-bail :

- le crédit-bail mobilier, il porte sur des biens d'équipement, du matériel, de l'outillage. La période de location est en général fixée à sept ans ; cette forme intéresse surtout les petites entreprises et les artisans (commerçants, professions libérales).

- le crédit-bail immobilier, il concerne particulièrement les immeubles à usage industriel et commercial. Il s'agit

d'une opération spéciale, car en général la construction ou l'achat de l'immeuble est fait à la demande expresse du preneur ; la période de location est comprise entre 12 et 25 ans, c'est donc du financement à long terme.

- le crédit-bail financier (ou crédit-bail actions) est destiné à faire face aux besoins de capitaux des entreprises, notamment dans le cas d'entreprises désirant accroître leur capital social sans passer par le marché financier. La société de crédit-bail sert d'intermédiaire et "loue" en quelque sorte du capital social à l'entreprise ; cette forme encore peu développée ne devrait pas tarder à prendre de l'extension.

662. Le contrat de crédit-bail se distingue d'autres formes de location, voisines. Il est différent :

- de la location simple ; le même matériel peut faire l'objet de contrats successifs ;
- de la location-vente qui se dénoue automatiquement par une vente à l'issue de la phase de location ;
- de la vente à tempérament, où il y a transfert de propriété au départ suivi de paiements échelonnés ;
- du lease-back par lequel une entreprise vend son matériel à une société de crédit-bail qui le lui loue par la suite par un contrat de crédit-bail.

Le crédit-bail est incontestablement une forme de financement des entreprises. Il présente un certain nombre d'avantages :

- il évite le recours aux capitaux propres ;
- il permet de disposer rapidement d'un nouveau matériel ;
- il permet un financement intégral ;
- sa durée est supérieure à celle des ventes à tempérament...

Son coût peut paraître élevé mais compte tenu des avantages cités, c'est un moyen de financement très intéressant notamment pour les entreprises moyennes, à forte rentabilité, mais

qui ne peuvent du fait de leur taille avoir accès à d'autres sources de financement.

663. Comment traiter cette opération en comptabilité ?

Le Conseil National de la Comptabilité (CNC) a bien entendu été amené à résoudre cette question, étant donné que le PCG de 1957 n'avait rien pu prévoir sur ce point. La solution retenue est la suivante : le bien meuble ou immeuble, objet du contrat est propriété du bailleur et est donc inscrit à son bilan et amorti normalement dans la comptabilité de ce dernier. Les redevances versées par le locataire sont enregistrées en produits d'exploitation dans la comptabilité du bailleur et en charges dans la comptabilité du locataire. Enfin quand le bien devient propriété du loueur, il est inscrit à son bilan pour la valeur précisée dans le contrat.

<u>Bilan du bailleur</u>	<u>CEG du bailleur</u>	<u>CEG locataire</u>	<u>Bilan locataire</u>
: : : : : :	: : : : : :	: : : : : :	: : : : : :
: Immobilisations:	: : : : : :	: : : : : :	: Immobilisations:
: Y : :	: : x : :	: : x : :	: y : :
: : : : : :	: : : : : :	: : : : : :	: : : : : :
: : : : : :	: : : : : :	: : : : : :	: : : : : :
: : : : : :	: : : : : :	: : : : : :	: : : : : :

Une première remarque : Si c'est la même somme qui est inscrite aux deux CEG, ce sont deux sommes différentes Y et y qui sont inscrites respectivement aux bilans du bailleur et du locataire. En effet c'est la valeur résiduelle de l'actif, généralement très faible, qui est inscrite au bilan du locataire. Notons que les contractants sont tout à fait libres de déterminer cette valeur, en particulier le fisc n'a rien à y voir.

664. Autre remarque : Si à la fin du bail, le bien est complètement amorti, il apparaîtra pour une valeur nulle dans le bilan du bailleur ; comme ce dernier est censé le vendre pour une valeur x il devra faire apparaître une plus-value de cession dans sa comptabilité. Si à la fin du bail, le bien n'est pas complètement amorti et a une valeur nette comptable $z > x$, la vente fera apparaître

une moins-value sur cession. Ceci peut paraître curieux car normalement, le bailleur, à la fin du bail, a largement récupéré la valeur d'origine du bien, objet du contrat.

665. Le traitement retenu par le CNC ne nous semble pas correct. Pourquoi le crédit-bail qui, de l'avis de tous est un moyen de financement, n'est-il pas enregistré comme tel dans la comptabilité ? Tous les moyens de financement apparaissent dans le bilan, il paraît anormal qu'il n'en soit pas de même pour celui-ci.

Par ailleurs, une entreprise qui loue du matériel par un contrat de crédit-bail, en dispose à volonté, ce matériel faisant partie de ces moyens de production ; étant donné qu'il y a de très fortes chances pour que ce matériel tombe dans sa propriété, il paraît tout à fait curieux que rien n'apparaisse à l'actif du bilan. Il nous semble que dans un tel contrat de bail, une part de la propriété doit être attribuée au locataire, puisque le matériel est une source de bénéfices pour l'entreprise locataire.

Comme le souligne Mr Etienne LITALLEN (5) "le crédit-bail est fondé sur la dissociation entre la propriété et l'usage et donne la priorité à la notion d'utilisation". Le bilan qui est étroitement déterminé par la propriété au sens formel n'est pas du tout adapté à rendre compte d'une telle réalité. Notons que la solution retenue par le CNC est tout à fait logique par rapport aux caractéristiques, déjà notées, du bilan. Une fois encore, le formalisme du bilan fait que ce dernier ne rend absolument pas compte de la réalité. Que représente donc le bilan ?

C) La représentativité du bilan.

666. Les diverses critiques que nous avons été amenés à formuler au bilan nous incitent à nous demander si le bilan est vraiment en mesure de fournir les renseignements que l'on est en droit d'en attendre. Quand on a sous les yeux un bilan d'entreprise, tel qu'il est publié actuellement, peut-on connaître la situation active et passive de cette entreprise à ce moment-là. Le bilan est

traditionnellement le document comptable de synthèse sur lequel les tiers peuvent se baser pour juger de la bonne marche d'une entreprise.

Selon R. LAVAUD (6) "le bilan fournit, à un moment donné, la valeur de l'ensemble des biens réels et monétaires dont dispose l'entreprise, c'est-à-dire le montant de ses actifs et, en regard, au passif la décomposition, en fonction de leur provenance, des fonds qui lui permettent de les financer".

D'autres auteurs parlent à propos du bilan d'une photographie économique et financière de l'entreprise.

Toutes ces formules restent-elles valables quand on les soumet à l'épreuve des réalités ?

Nous aborderons successivement trois aspects :

- l'entreprise et le groupe
- l'entreprise et l'inflation
- la valeur de l'entreprise.

a) L'entreprise et le groupe

667. Nous avons déjà évoqué ce problème à propos du regroupement des bilans d'entreprises par secteurs. Nous avons vu que finalement si la sectorisation pose un problème, le bilan d'entreprise lui-même est également en cause ; plus précisément c'est l'unité économique de base dans l'élaboration du bilan qui est en cause.

Nous avons noté que jusqu'ici la comptabilité nationale en France, à la différence de ce qui se passe dans d'autres pays (Grande-Bretagne entre autres), considère l'entreprise comme une unité de décision.

En fait ceci n'est pas l'apanage des comptables nationaux puisqu'en matière de comptabilité privée on a toujours raisonné sur l'entreprise et le droit français en est pratiquement au même point. Or on sait bien, et c'est une conclusion de l'étude présentée au

chapitre II, que quand l'entreprise appartient à un groupe, cette appartenance détermine en partie son comportement. Il est donc indispensable de se pencher sur ce problème.

a 1. Qu'est-ce qu'un groupe ?

668. Un groupe est l'ensemble constitué par les entreprises liées financièrement et économiquement qui dépendent d'une entreprise qui en assure la direction et le contrôle ⁽⁷⁾. L'entreprise dirigeante est la société-mère ; les entreprises dépendantes, les filiales.

Une entreprise devient filiale d'une autre quand cette dernière dispose de plus de la moitié de son capital social. Un groupe constitué d'une société-mère et de filiales est une forme simple. Il y a des formes plus compliquées :

- la participation multiple ; c'est le cas lorsqu'une société-mère, ses filiales ou ses sous-filiales détiennent dans une société des participations minoritaires dont le total procure au groupe la majorité aux assemblées de cette société.

- la société fermée ; c'est une société dont le capital social est réparti entre quelques groupes et dont le fonctionnement tend à partager les opérations et les résultats au prorata de la participation de chacun de ces groupes.

- les participations réciproques ; les participations sont dites réciproques lorsque la société dépendante détient des titres de la société dont elle dépend ; ces participations sont réglementées - loi du 24/07/66.

669. Quelles sont les raisons qui poussent les entreprises à se constituer en groupe ? Le groupe, par le procédé des participations est une forme souple qui permet de s'adapter aux circonstances économiques, politiques, financières, etc... Une entreprise qui désire développer son activité dans une branche, peut le faire en créant une filiale qui se charge de cette activité.

Cette solution présente de nombreux avantages. Il peut être, en effet, intéressant d'avoir dans une branche de petites entreprises spécialisées à fort rendement mais qui bénéficient des avantages de la production de masse du groupe, en se faisant apparemment concurrence; D'un point de vue logique, notamment en matière de prix, ce peut être avantageux ; la société-mère contrôle financièrement, mais n'a pas la charge de la gestion courante ; ce qui évite les lourdeurs d'une unité déjà importante. D'autre part la création de filiales limite les risques financiers au seul "point défectueux" et permet de faire éventuellement appel aux capitaux étrangers sans que pour autant l'indépendance de la société-mère soit menacée.

670. Les conséquences de l'existence des groupes sont importantes. La première conséquence de la naissance d'un groupe, c'est l'éclatement de l'unité juridique de la société. Mais si l'unité juridique est rompue, une nouvelle unité économique se crée, et si, en théorie, chaque entreprise du groupe est libre de ses décisions, on sait bien qu'il n'en est rien en réalité et que c'est le conseil d'administration de la société-mère qui prend les décisions importantes concernant les entreprises du groupe.

Les sociétés continuant à élaborer leurs comptabilités individuelles, il y a autant de comptabilité séparées qu'il y a de sociétés dans le groupe. Le problème est que, ni la comptabilité de la société-mère, ni celle de chacune des filiales, prise isolément ne révélera l'interdépendance économique et financière de ces sociétés et la complexité des liaisons qu'elles ont entre elles. Ainsi comme le fait remarquer C. DEPALLENS ⁽⁸⁾ "au vue de ces seules comptabilités indépendantes, les dirigeants, les sociétés ou les tiers ne pourront avoir qu'une vue incomplète de la situation d'ensemble du groupe".

Les conséquences sont loin d'être négligeables tant au niveau du fonctionnement des sociétés elles-mêmes, qu'au niveau de l'exercice du droit des associés et des créanciers, ces derniers ne pouvant plus se fier à ce qui est présenté dans le bilan ; en

particulier le capital social n'a plus grand sens dans son rôle traditionnel de garantie des créanciers. De plus, le conseil d'administration d'une société, organe supérieur de décision dans une société ordinaire, n'a plus guère de compétence dans une société dominée.

D'une manière générale le rôle, considéré comme fondamental, du bilan comme instrument d'information de tous les tiers concernés par la vie d'une entreprise est considérablement réduit, voire annihilé par la constitution d'un groupe.

A 2- La consolidation

6/1. La consolidation est une technique de présentation des comptes au niveau du groupe comme si les différentes sociétés composant ce groupe n'en formaient qu'une seule.

La consolidation des bilans (qui nous intéresse ici) consiste à substituer, à la valeur comptable des titres de participation figurant à l'actif de la société-mère, la fraction de la situation nette des sociétés consolidées que représentent ces titres. Il s'agit d'opérer une intégration des bilans de la société-mère et de ses filiales.

Le but de cette opération est de fournir du groupe une image qui corresponde effectivement à sa puissance économique et financière, puissance qui provient de l'existence d'un certain nombre de sociétés liées et qui participent à un même ensemble d'activités; en matière de comportement financier, il est évident que l'analyse que l'on déduira du bilan du groupe sera plus riche dans la mesure où l'on cerne la véritable unité de décision. On peut alors efficacement étudier les différents aspects du financement sans risque de se heurter à des relations "occultes" impossibles à isoler et dont on ne peut donc mesurer la portée.

La conséquence technique première de la consolidation est de pouvoir étudier le groupe, unité décisionnelle dans ses relations avec les tiers, ce qui implique d'éliminer toutes les

relations internes au groupe.

Les méthodes de consolidation

672. Un certain nombre de principes sont appliqués dans le cadre de la consolidation. Tout d'abord on fait la distinction entre deux catégories :

- les groupes à caractère industriel ou commercial ; c'est-à-dire des groupes qui ont principalement des activités industrielles et/ou commerciales.

- les groupes à ~~caractere~~ financier ; ce sont essentiellement les groupes où la société-mère est un holding.

Cette distinction n'est pas secondaire car elle détermine les entreprises à retenir dans la consolidation ; en effet un des critères selon lequel s'opère la consolidation est la nature de l'activité.

Ainsi dans le cas d'un groupe à caractère industriel et commercial, ce qu'il importe de mesurer c'est la puissance économique du groupe, on doit donc être animé par un certain souci d'homogénéité. De ce fait les sociétés retenues sont celles dont l'activité est identique ou accessoire à la (ou les) activité (s) principale (s) de l'ensemble dont elles font partie. Dans la pratique on se heurte à une difficulté : quelles sont les limites de l'activité accessoire ? Dans une certaine mesure n'importe quelle activité peut être considérée comme accessoire par rapport à une autre ; il y a sans aucun doute une grande part d'arbitraire dans ce type de distinction ;

Dans le cas d'un groupe à caractère financier, l'intérêt se porte sur la puissance financière qui elle, ne dépend pas de la diversité des activités exercées par les sociétés dépendantes ; on n'a donc pas à se préoccuper des activités exercées.

673. Un autre critère qui intervient dans la consolidation, est l'importance des sociétés. Sont consolidables les seules

sociétés qui ont un caractère significatif à l'échelle du groupe :

- soit en valeur absolue, parce qu'elles réalisent un chiffre d'affaires et ont une situation nette supérieure à un million de francs.

- soit en valeur relative, parce que leur situation nette est au moins égale à 5 % de celle de la société-mère.

Enfin la société doit exercer dans ces entreprises, du fait des titres détenus :

- soit un contrôle de droit : filiales, sous-filiales et participations multiples.

- soit une action financière ou économique prépondérante : participations dans les sociétés dont le groupe détient plus du tiers des voix.

- soit, s'il s'agit de "sociétés fermées", une participation effective dont la limite inférieure est ramenée alors à 10 %.

Il faut noter également que l'existence de filiales étrangères dans un groupe pose des problèmes de nature juridique et financière ; néanmoins le Conseil National de la Comptabilité recommande de consolider ces sociétés dans les mêmes conditions que celles situées en France, sauf si des circonstances exceptionnelles s'y opposent.

6/4. Trois méthodes de consolidation sont généralement pratiquées :

- L'intégration globale

Elle porte sur le montant total de chacun des éléments de l'actif et des dettes de la société consolidée. Cette consolidation est dite globale parce qu'elle porte sur le montant total des éléments. Elle est réalisée en trois temps :

- sommation des postes des bilans de la société consolidante et de la société consolidée ;

- répartition de la situation nette consolidée entre la part du groupe et la part des tiers ;

- élimination, de l'actif consolidé, des titres de la société consolidée détenus par la société consolidante.

On isole les intérêts du groupe (c'est-à-dire la société-mère et les intérêts qu'elle détient dans l'ensemble) et les intérêts hors-groupe (minoritaires).

Ce procédé est particulièrement adapté quand la société-mère exerce un contrôle de droit sur la société dépendante.

- L'intégration proportionnelle

Elle consiste, après élimination de la valeur nette comptable des titres détenus, à intégrer les éléments de l'actif et des dettes de la société consolidée au prorata du degré de participation représenté par les titres détenus par la société consolidante.

Ce procédé s'applique surtout dans le cas de sociétés fermées.

- La mise en équivalence

Cette méthode consiste à substituer directement à la valeur nette comptable des titres détenus, le montant de la part à laquelle ils correspondent dans la situation nette de la société émettrice ; la situation nette ainsi intégrée par différence doit être amputée de la part qui correspond aux intérêts hors groupe dans la société consolidée.

Ce procédé, contesté en tant que méthode de consolidation, est employé lorsque la société-mère exerce seulement une action financière ou économique prépondérante qui lui assure le contrôle de fait de la société émettrice des titres.

675. Selon le Conseil National de la Comptabilité (CNC) le choix d'une de ces trois méthodes doit être fait dans le but de trouver une représentation aussi fidèle que possible du

pouvoir économique effectif du groupe. Les principes retenus par le Conseil peuvent être résumés comme suit :

!	!	!
!	Sociétés consolidables	! : Méthode de consolidation !
!	!	!
!	Sociétés ouvertes :	! : Intégration globale avec !
!	- filiales	! : dégageant des intérêts hors !
!	- sous-filiales	! : groupe !
!	- participations multiples	! :
!	!	!
!	- participations à plus de 33 %	! : Mise en équivalence !
!	!	!
!	Sociétés fermées	! :
!	- filiales et sous-filiales	! :
!	- participations à plus de 10 %	! : Intégration proportionnelle !
!	!	!

Le CNC préconise avant toute opération de consolidation, de procéder à l'élimination des opérations internes au groupe pour éviter les doubles emplois. Certaines éliminations n'affectent pas la situation nette :

- annulation des comptes courants réciproques entre les sociétés du groupe (exemple : une créance de la société-mère sur une filiale n'accroît pas le patrimoine du groupe, il s'agit d'un simple mouvement interne).

D'autres éliminations affectent la situation nette :

- élimination des résultats internes au groupe contenus dans les stocks

- élimination des plus ou moins-values résultant de cessions d'actifs entre sociétés apparentées.

- élimination des provisions pour dépréciation relatives à des créances internes.

Par ailleurs le CNC recommande, pour que la consolidation soit valable, que toutes les sociétés du groupe aient des comptabilités uniformes, en particulier la date du bilan doit être la même. Cela implique donc dans certains cas des travaux préalables.

La consolidation est d'autant plus difficile à réaliser que les groupes sont complexes, par exemple groupes avec participations croisées, entreprises appartenant à des secteurs différents, à des nations différentes.

C'est le cas en France où les groupes sont très mal connus. Des travaux préparatoires à l'élaboration d'un fichier de groupes sont en cours à l'INSEE (Division Etude des Entreprises).

Limites de la consolidation

6/6. La consolidation permet de connaître de manière assez précise, la valeur des activités du groupe "résultant de la mise de fonds globale des actionnaires de la société-mère, comme si ces activités avaient été conduites au sein même de celle-ci et relevaient d'une entité juridique unique". Mais la consolidation se limite comme on l'a vu aux groupes ayant à leur tête une société elle ne tient donc pas compte :

- des "communautés d'intérêts" sans achat d'actions, résultant de liaisons réciproques plus ou moins qualitatives telles la désignation de dirigeants communs, l'organisation d'achats en commun, les accords de fabrication, les entraides en personnel et équipements, etc...

- des sous-traitants et façonniers dont l'importance peut être grande et dont le sort est lié à celui du groupe.

6/7. L'opération de consolidation a pour conséquences :

- l'effacement des caractéristiques individuelles des sociétés.

- l'effacement de l'aspect juridique au profit de l'aspect économique.

Par ailleurs les insuffisances déjà énoncées des comparabilités individuelles ne sont pas supprimées.

La consolidation n'est donc pas la panacée. On peut d'ailleurs se demander si le contrôle de l'exactitude des bilans n'est pas rendu encore plus difficile par la consolidation. En effet, une certaine latitude est laissée aux entreprises pour procéder à cette opération ; de plus nous avons vu que l'appréciation personnelle du "consolideur" est souvent sollicitée. Il faudrait donc pour que la consolidation n'aboutisse pas à une perte sèche d'informations, qu'au moins on puisse disposer à côté des bilans consolidés des bilans individuels.

b) L'entreprise et l'inflation.

678. Nous avons vu que l'inflation entraînant la dépréciation monétaire perturbe la structure du bilan. Tous les postes du bilan sont affectés par ce phénomène. Mais l'inflation a également des conséquences sur le bilan dans son ensemble. En effet en raison de l'inflation :

- le bilan d'une entreprise peut n'avoir qu'un rapport lointain avec sa situation réelle ; l'appréciation de la situation financière de l'entreprise par lecture du bilan se trouve faussée.

De ce fait plusieurs unités monétaires sont utilisées dans le même bilan ; il est clair qu'en calculant l'amortissement d'une immobilisation sur sa valeur d'acquisition, on n'utilise pas la même unité monétaire que celle utilisée pour mesurer les ventes de l'année.

On n'applique donc pas le principe selon lequel, seules les ventes et dépenses d'un même exercice doivent être rapprochées.

On sous-évalue le passif, et on surévalue l'actif, ce qui fait que le résultat est surévalué : le résultat apparent est supérieur au résultat réel ; toutes les analyses sur la rentabilité notamment se trouvent faussées.

- les prix de revient comptables sont sous-évaluées car les amortissements sont sous-évalués.

b/9. Les postes du bilan subissent les conséquences de l'inflation. Les immobilisations restent en principe longtemps dans le bilan, elles sont par ailleurs enregistrées à la valeur d'origine ; l'écart peut devenir très important entre le chiffre porté en débit au moment de l'acquisition et la valeur actuelle. Etant donné que dans une entreprise se côtoient des immobilisations achetées à des dates différentes, il s'ensuit que le poste "immobilisations" couvre un ensemble très hétérogène, le chiffre correspondant n'a pas grand sens.

Les stocks, du fait qu'ils tournent et se renouvellent assez vite subissent moins que les immobilisations les effets de l'inflation ; l'écart entre valeur initiale et valeur actuelle n'a pas le temps de s'accroître. Cependant le maintien inchangé de la valeur nominale globale dissimule une diminution de leur quantité physique.

Les comptes financiers et les créances et dettes non indexées ne posent pas trop de problèmes car dans ces cas c'est la valeur nominale qui prime, mais la comparaison de deux bilans successifs devient difficile puisque le pouvoir d'achat de l'unité monétaire se modifie.

L'évaluation du résultat change du fait même des perturbations subies par les autres postes.

Les entreprises peuvent tirer parti de l'inflation, le meilleur moyen étant de réduire l'encaisse et les dépôts en banque et d'accroître les dettes. En effet, si les créances sont supérieures aux dettes, cela signifie qu'il y a un transfert de valeur de l'entreprise vers les tiers ; alors que si les dettes sont supérieures aux créances il s'ensuit un transfert de valeur de l'entreprise vers ses créanciers.

680. Pour faire face à l'inflation, les entreprises et en particulier le Conseil National du Patronat Français (CNPF) réclament la réévaluation des bilans. Certains auteurs préconisent même une comptabilité indexée pour remplacer la comptabilité en partie double jugée responsable des perturbations causées par l'inflation dans les comptes d'entreprises (9), mais ils sont minoritaires.

La réévaluation est l'opération qui consiste à modifier la valeur comptable de certains biens afin de la rapprocher de la valeur réelle. En France, cette réévaluation a subi une influence fiscale nette. La première réévaluation eut lieu en 1928/30 ; elle permit de calculer les amortissements sur une base nouvelle acceptée par l'administration fiscale ; la plus-value constatée était inscrite à un compte de réserves. Une seconde de même nature fut autorisée en 1939. En 1945 le législateur, par la réévaluation a permis aux entreprises de soustraire de leurs bénéfices imposables, les plus-values résultant de la dépréciation de la monnaie et de calculer les amortissements en fonction des valeurs nouvelles. Enfin les entreprises vivent actuellement sous le régime de la loi du 28 décembre 1959.

681. La loi de 1959 a rendu la réévaluation obligatoire pour les entreprises imposées d'après le bénéfice réel, lorsque la moyenne des chiffres d'affaires réalisés au cours des trois derniers exercices s'élevait à 5 millions de francs ; cette réévaluation devait se faire sur la base de l'évaluation des prix au 30 juin 1959, et au plus tard le 31 décembre 1963. Jusqu'à la loi de 1959, la réévaluation était facultative et pouvait se limiter à certains éléments ; avec cette loi, la réévaluation ne devient facultative que pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 5 millions de francs. La réévaluation porte sur les immobilisations, corporelles ou incorporelles (y compris les amortissements afférents), le portefeuille-titres et les créances et dettes en monnaie étrangère. Le montant de la réévaluation a été

déterminé par des coefficients fixés par décret.

682. En principe chaque immobilisation devait être réévaluée isolément ; mais dans certains cas difficiles, la réévaluation a pu être faite globalement. Seules les immobilisations susceptibles d'être utilisées à la date de la réévaluation pouvaient être effectivement réévaluées ; a contrario, les éléments hors service étaient exclus, même s'ils n'étaient pas encore amortis et les éléments déjà amortis, mais encore en service, étaient inclus.

La différence entre la nouvelle valeur de l'immobilisation et la valeur nette comptable avant réévaluation est portée au poste "Réserve spéciale de réévaluation". La détermination de la valeur réévaluée n'est pas sans conséquences sur la gestion financière. Une surestimation des immobilisations gonfle anormalement la réévaluation et donc le groupe capitaux propres et réserves ; elle entraîne également un gonflement des amortissements ; à l'inverse une sous-estimation des immobilisations est synonyme d'amortissements insuffisants, donc de difficultés à renouveler le capital.

683. La réévaluation du portefeuille-titres portait sur les éléments suivants de l'actif du bilan : actions, parts bénéficiaires ou de fondateurs, fonds d'Etat, obligations, parts de sociétés non assimilées à des immobilisations. Pour chaque type, des prix de référence et des coefficients de réévaluation étaient fixés ; de même une réserve de réévaluation était dégagée. Quand la réévaluation titre par titre ne pouvait être réalisée, le Ministère des Finances a admis (décision datée du 12/04/1961) qu'elle pouvait avoir lieu globalement.

En ce qui concerne les créances et dettes en monnaie étrangère, la nouvelle valeur était obtenue en convertissant la valeur nominale au cours du change à la date de révision du bilan ; la plus-value dégagée étant virée à la "Réserve spéciale de

réévaluation". Cette dernière, qui était jusque là exonérée d'impôt fut désormais soumise à une taxe de 3 %.

684. En ce qui concerne la méthode utilisée par l'administration, elle peut être schématisée de la façon suivante :

- d'abord réévaluer la valeur d'origine (V_0) par application d'un coefficient résultant d'un rapport d'indices entre année de réévaluation et année d'origine : $V_r = V_0 \times K_0$

- parallèlement réévaluer les diverses annuités d'amortissement pratiqué par application à leur montant d'origine de coefficients résultant des rapports d'indices :

Année de réévaluation

année de constitution de l'annuité

- ensuite calculer la différence entre valeur d'origine réévaluée et total des annuités d'amortissement réévaluées, soit :

$$V_r - A_r = V_{rn} \text{ (valeur résiduelle nette).}$$

Cette méthode a été critiquée car elle peut aboutir, pour des équipements de même nature et de même valeur d'origine, entrés dans l'actif à la même date, à des valeurs résiduelles différentes suivant le traitement comptable et fiscal adopté pour les annuités d'amortissement :

- plus les amortissements ont été faibles, plus la valeur résiduelle est importante ;

- plus les amortissements ont été importants, plus cette valeur est faible.

D'autre part on a pu constater que la méthode est malaisée à appliquer car elle implique la recherche, en comptabilité, des annuités d'amortissements relatives aux différents éléments d'actifs.

685. La Commission de normalisation des comptabilités, puis le Conseil National de la Comptabilité ont proposé une autre

méthode (10). Elle est basée sur le raisonnement suivant :

- quelle est la valeur de remplacement à l'état de neuf d'un bien analogue à celui qui doit faire l'objet de la réévaluation ? C'est la valeur d'origine V_0 multipliée par un coefficient tenant compte de la hausse des prix, soit $V_0 \times K$.

- quelle est la valeur résiduelle de cet actif ? C'est $V_0 K$ multiplié par le rapport entre la durée d'utilisation restant à courir (t) et la durée totale normale (T) soit : $V_0 K \times \frac{t}{T}$. Les deux méthodes ne donnent pas les mêmes résultats. La valeur résiduelle après réévaluation étant plus élevée dans la première, celle-ci aboutit à des amortissements nouveaux et une plus-value de réévaluation plus importants que dans la seconde.

Quelle est la situation en France ?

686. En France le législateur, par la loi du 28/12/59, a écarté la possibilité d'une réévaluation ultérieure au 31/12/63. Or il est bien évident que le problème de l'inflation dont la réévaluation est censée corriger les effets est plus que jamais à l'ordre du jour, en France comme dans toutes les économies occidentales. Pour cette raison les milieux patronaux aidés en cela par certains auteurs tel Gustave BRUNDLER (11), réclament une réévaluation continue des bilans. Il semble bien que l'administration française soit consciente des problèmes que pose la dépréciation monétaire. Certaines mesures en témoignent ; c'est le cas de l'utilisation généralisée des provisions pour dépréciation des stocks, également de la "déduction fiscale" dont bénéficient certains investissements et diverses mesures tendant à inciter les entreprises à s'autofinancer.

Cependant l'administration fiscale demeure résolument hostile à une autre réévaluation. Un des arguments invoqués est évidemment la prime à la hausse des prix qu'une telle mesure constituerait ; il est évident que la réévaluation est un véritable stimulant pour la hausse des prix. Un autre argument est la

crainte d'une évasion fiscale considérable si les entreprises peuvent, en réévaluant tel ou tel poste de leur bilan, se procurer des capacités d'amortissement supplémentaires qui réduiront d'autant la matière imposable.

A cela le patronat rétorque, en plus des arguments déjà analysés, qu'une menace non négligeable pèse sur les entreprises dont les actifs sont fortement sous-évalués : des financiers ou des groupes spécialisés peuvent par rachat direct ou OPA (opération publique d'achat), s'emparer de leur patrimoine dans des conditions très avantageuses pour le liquider avec profits par la suite...

687. Il faut signaler par ailleurs que les milieux patronaux ne sont pas très satisfaits de la réévaluation telle qu'elle fut instituée par la loi de 1959. Ils critiquent notamment le sort réservé à la "plus-value" versée à un compte de "réserve spéciale" de réévaluation". En effet il avait d'abord été admis que cette plus-value ne serait pas imposée s'il y avait incorporation au capital social ou compensation de pertes antérieures. Finalement les réserves de réévaluation qui n'ont pas été distribuées ou incorporées au capital ont été soumises à une taxe de 3 %.

On estime que cette taxation enlève considérablement de l'intérêt à la réévaluation du point de vue des amortissements. Selon certains (12), il ne s'agit pas d'une véritable réserve, contrairement à l'appellation retenue par l'administration, mais d'une correction de capital, la seule conséquence de cette correction étant de modifier la valeur nominale des titres constituant le capital social de la société.

Mais en réalité il n'y a pas accord entre les partisans de la réévaluation sur la portée que doit avoir cette dernière. Une controverse oppose en effet les partisans d'une réévaluation s'appliquant à tous les postes du bilan (actif et passif) dans la mesure où ils peuvent être affectés par une hausse substantielle

des prix, à ceux qui préconisent une réévaluation limitée aux immobilisations susceptibles de faire l'objet d'un amortissement, au portefeuille-titres, aux créances et dettes en monnaie étrangère.

688. Les spécialistes ne sont pas d'accord non plus sur la question des indices à utiliser.

Certains préconisent les indices multiples : les chiffres du bilan sont modifiés périodiquement au moyen de plusieurs indices (un par poste), qui retracent l'évolution du prix du bien considéré. Cette modification de valeur ne se fait que sur les tableaux synthétiques, les autres documents comptables appliquant les règles du FCG. L'avantage de ce procédé est qu'il tient compte des spécificités dans l'évolution des prix de chaque type de biens. Mais un inconvénient majeur s'oppose à l'application de ce procédé, c'est la difficulté d'avoir plusieurs indices incontestés.

D'autres préconisent la réévaluation par un indice unique ; cette méthode est préconisée notamment par G. BRUNDLER. Cette réévaluation devrait être périodique et non unique (comme celle des 1959). Elle devrait être intégrale c'est-à-dire porter sur tous les postes du bilan. Elle devrait être polyvalente, c'est-à-dire utiliser un seul coefficient pour tous les postes. Cette particularité à l'avantage de ne pas permettre des évaluations fantaisistes et subjectives telles qu'elles sont possibles avec les coefficients multiples. Il y a un coefficient officiel qui est seul applicable. Cette réévaluation devrait être également obligatoire et progressive.

Enfin le problème des stocks divise également les spécialistes. Certains préconisent la réévaluation des stocks, d'autres estiment que la réévaluation n'est pas nécessaire car du fait de leur rotation, la valeur d'origine est souvent très proche de la valeur réelle ; permettre de réévaluer les stocks serait donner une prime au stockage spéculatif.

c) La valeur de l'entreprise.

689. Le problème de la valeur de l'entreprise, donc de son évaluation, est différent de celui de l'évaluation des postes du bilan. La préoccupation est ici d'avoir une grandeur qui représente l'entreprise dans son ensemble. Bien entendu il n'y a pas qu'une grandeur, qu'un chiffre susceptible de représenter l'ensemble de l'entreprise. L'entreprise dans sa réalité présente divers aspects, on peut la considérer sous différents points de vue ; selon qu'il s'agisse de vendre l'entreprise, d'y participer, de l'assurer ou encore de préparer une fusion..., l'analyse est tout à fait différente. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il y ait plusieurs valeurs de l'entreprise.

Il n'est pas question pour nous ici de les étudier toutes, l'imagination aidant, on peut toujours en trouver de nouvelles... Nous nous limiterons à celles qui sont couramment admises et ce, en tenant compte de leur importance, car toutes ces valeurs n'ont pas le même intérêt de notre point de vue qui reste celui de l'analyse du patrimoine.

Nous évoquerons un premier groupe de valeurs qui ont comme commun dénominateur, d'être déterminées dans des objectifs très spécialisés ; de ce fait même, ces valeurs nous apparaissent comme étant relativement secondaires par rapport au second groupe qui comprend des valeurs de portée plus générale.

Premier groupe : valeurs spécialisées

690. Certaines de ces valeurs ont une importance secondaire et nous nous contenterons de les citer pour mémoire. La valeur boursière s'obtient en prenant les cours en bourse des actions de la société et en les multipliant par le nombre d'actions composant le capital social. Il est évident que le cours en bourse n'est pas le plus souvent directement lié à l'activité économique de l'entreprise, il est même quelquefois déterminé par des considérations extra-économiques ou par des événements extérieurs à l'entreprise.

La valeur de reconstruction ou de reconstitution : c'est la valeur à neuf : elle correspond au total des capitaux dont l'investissement serait indispensable à la création, dans des conditions normales, de tous les biens d'une entreprise identique à celle considérée.

La valeur d'utilisation (ou valeur d'usage) ; c'est l'expression chiffrée de ce que l'entreprise représente pour ses propriétaires actuels ou futurs, c'est-à-dire qu'il y entre une large part de subjectivité. Elle n'est cependant pas négligeable car c'est la valeur de l'entreprise du point de vue du chef d'entreprise, une valeur intéressante dans le cadre de l'analyse des comportements.

La valeur vénale ou marchande est une valeur actuelle mais qui substitue le point de vue de la vente à celui de l'achat. C'est pour un bien le prix auquel on pourrait probablement le vendre dans des conditions normales ; c'est un prix du marché présumé.

La valeur d'assurance, utilisée en matière d'assurance, est une valeur de reconstitution dans l'état ; elle est donc égale à la valeur de reconstitution moins un abattement pour vétusté.

La valeur de liquidation (ou valeur à casser), comme son nom l'indique, intervient dans le cas de liquidation de l'entreprise. L'entreprise est placée dans une situation particulièrement défavorable : la vente forcée. Tous les éléments de son patrimoine sont de ce fait dépréciés notamment par rapport à la valeur d'utilisation. En effet certains matériels n'ont de valeur que par l'activité de l'entreprise ; à la casse ils sont vendus au prix de la ferraille.

La valeur d'apport en société est utilisée dans le cas de fusion de sociétés, de scission, d'apport partiel et en général pour toutes les augmentations de capital par apports en nature. Dans tous ces cas une évaluation de l'entreprise s'impose. La valeur d'apport en société n'a pas d'originalité ; il s'agit simplement de savoir quelle est la valeur la plus intéressante pour l'objectif recherché ; n'importe laquelle des valeurs déjà définies ou à définir pourra

servir de base dans de telles opérations.

Deuxième groupe : valeurs à portée générale

691. La valeur de rendement ou valeur de rentabilité est celle obtenue quand on capitalise le bénéfice réalisé effectivement par l'entreprise ; en d'autres termes, si on plaçait à un taux de capitalisation "donné" cette valeur, on obtiendrait un revenu égal au bénéfice de l'entreprise.

Soit V_r la valeur de rendement, B le bénéfice réalisé au cours du dernier exercice (ou encore le bénéfice annuel moyen), et $t\%$ le taux de capitalisation à l'époque considérée.

$$V_r = \frac{B \times 100}{t}$$

Qu'est-ce que le taux de capitalisation ?

En réalité ce taux n'est pas donné ; mais le taux d'intérêt à long terme lui servira de base, ce taux d'intérêt sera majoré pour tenir compte des risques courus par le capitaliste. Ce risque dépend lui-même de la dimension, de la notoriété de l'entreprise. Le taux de capitalisation dépend aussi des facultés de négociabilité des actions. On voit qu'une grande part d'incertitude pèse sur la détermination de ce taux.

Le fait que la valeur de rendement soit axée sur le bénéfice, lui permet de faire état d'une manière synthétique et incomplète de tous les facteurs favorables ou non dont jouit l'entreprise. Il est intéressant de déterminer un bénéfice moyen passé susceptible de servir de base à une prévision valable des bénéfices futurs, car ceux qui s'intéressent à la rentabilité de l'entreprise se préoccupent de son évolution à venir.

La situation nette ou valeur mathématique comptable et intrinsèque.

692. La situation nette comptable d'une entreprise est la différence entre son actif et l'ensemble de ses dettes qu'elles soient à court, moyen ou long terme. Elle est issue directement du

bilan (on l'appelle d'ailleurs valeur de bilan). De par sa définition cette valeur dépend directement des méthodes d'évaluation et des définitions adoptées pour tous les postes de l'actif et toutes les dettes. Sans revenir dans le détail sur les problèmes d'évaluation posés par les différents postes, il faut faire les remarques suivantes :

Certains postes laissent une grande latitude à l'entreprise pour leur évaluation ; c'est le cas de tous les postes pouvant faire l'objet de provisions ; en particulier les stocks qui peuvent être ou minorés ou majorés, les titres de placement et de participation.

Les amortissements doivent être surveillés de près car qu'ils soient minorés ou majorés, les conséquences sont mauvaises pour la gestion de l'entreprise.

D'une manière générale si l'on veut que la situation nette soit une valeur comptable de l'entreprise, il faut vérifier que ne figurent à l'actif que de "vraies" immobilisations et non des frais amortissables, qu'il n'existe pas d'immobilisations qui n'apparaissent pas au bilan, soit qu'elles aient été comptabilisées en frais généraux, soit qu'elles aient été amorties complètement bien qu'encore utilisées.

693. La situation nette comptable telle que nous l'avons définie ne tient compte que de ce qui est porté au bilan. Elle ignore donc ce qui fait l'entreprise mais qui n'apparaît pas dans son bilan pour des raisons d'ordre fiscal ou autres. En particulier elle tient compte des actifs fictifs (frais d'établissement) mais ne tient pas compte des actifs immatériels non comptabilisés dans le bilan mais qui sont des valeurs d'usage non négligeables pour l'entreprise. Elle ne fait pas non plus intervenir les réserves non prévues par le PCG : réserves occultes, diminutions anormales de l'actif ou augmentations anormales du passif (réserves volontairement cachées) ; réserves latentes qui existent même quand les règles

strictes d'évaluation du PCG sont appliquées (rentes de situation, augmentations de valeur d'éléments de l'actif...). REMédier à ces insuffisances de la situation nette comptable suppose une bonne connaissance de l'entreprise.

694. La situation nette intrinsèque ou valeur mathématique intrinsèque (13) est celle qui résulte d'un bilan dont les différents éléments sont enregistrés à leur valeur intrinsèque, c'est-à-dire à la valeur réelle que ces biens ont par eux-mêmes indépendamment de la valeur pour laquelle ils figurent dans la comptabilité. Entre situation nette intrinsèque et situation nette comptable, il y a une marge qui résulte des différences observées sur les postes :

- les immobilisations corporelles.

Des machines complètement amorties en comptabilité peuvent continuer à être utilisées efficacement ; de même certains travaux effectués par l'entreprise pour elle-même peuvent avoir été considérés comme des charges d'exploitation alors qu'il s'agit d'immobilisations.

- les immobilisations incorporelles.

Une entreprise peut démarrer sur des bases modestes et arriver à se constituer une marque, un fonds de commerce... ayant une grande valeur marchande ; la valeur inscrite au bilan n'a dans ce cas rien à voir avec la valeur réelle.

- les titres.

On sait que les plus-values sur titres ne sont pas forcément portées au bilan ; il y a dans ce cas sous-évaluation de la situation nette.

- En fin la dépréciation monétaire continue à affecter les bilans comme nous l'avons vu dans les paragraphes précédents. Nous savons que la loi de 1959 qui permet une réévaluation limitée dans le temps n'a pas résolu ce problème.

D) Les limites de la comptabilité d'entreprise

695. On s'est beaucoup attaché jusqu'ici à la critique et aux limites du bilan, qu'il s'agisse du bilan dans son ensemble ou de ses différents postes, mais est-ce le bilan en tant que tel qui est critiquable ou alors n'est-ce pas plutôt la comptabilité d'entreprise en général qui oppose des barrières à son utilisation à des fins économiques ? La comptabilité est définie généralement comme étant un moyen de collecte, de traitement et d'interprétation de l'information économique concernant l'entreprise.

D'aucuns prétendent que c'est une science ; cette proposition semble dénuée de tout fondement : il n'y a pas de lois comptables. Il s'agit plutôt d'une technique, d'un système de représentation de l'activité des entreprises ; en principe elle rend compte de tous les événements importants qui touchent à la vie de l'entreprise.

Deux questions se posent : la comptabilité est-elle un instrument objectif, au-dessus de toute spéculation idéologique ? La comptabilité rend-elle véritablement compte de tout ce qui se passe d'important dans la vie de l'entreprise . Est-elle une représentation fidèle de la réalité ?

a) Comptabilité privée et idéologie

696. La question est de savoir s'il y a un modèle économique sous-jacent à la comptabilité des entreprises. En fait cette question est à peu près équivalente à celle de la liaison entre théorie économique et système de production capitaliste. A notre sens, et sans remonter trop le cours de l'histoire de la pensée économique européenne, on peut dire que la philosophie de l'ordre naturel des Physiocrates, fondement de l'individualisme économique a contribué à la naissance du capitalisme. Selon l'analyse physiocratique en effet, chaque individu agit dans l'intérêt de tous en agissant dans son intérêt personnel ; dans une économie d'échanges monétaires, l'intérêt personnel s'assimilant très vite avec

l'accumulation de signes monétaires, il s'ensuit que la recherche du profit maximum est à la base du mieux-être collectif. A cet égard le tableau économique du Docteur QUESNAY apporte une justification supplémentaire à la recherche de profits ; dans ce tableau la classe des propriétaires, qui perçoit des revenus sans fournir aucun travail, est présentée comme la base du circuit économique. C'est cette classe qui permet au système de fonctionner, en dépensant ses revenus en achats de biens de subsistance et de produits manufacturés.

697. Les économistes classiques vont suivre la même voie que les Physiocrates en l'amplifiant ; ils se feront les chantres du libéralisme sous toutes ses formes : libre échange, concurrence pure et parfaite. De plus l'accumulation de richesse est l'un des objectifs de l'économie politique (Adam SMITH) ; cet objectif ne peut être réalisé que grâce à la libre entreprise, à condition que l'on ne se heurte pas à la tendance à la baisse des taux de profit .

Les néo-classiques se sont beaucoup intéressés aux problèmes micro-économiques, en particulier les problèmes de l'entreprise ; ils ont directement inspiré les comptables et analystes d'entreprises par leurs analyses sur les coûts (coût moyen, coût marginal) et les recettes (recette moyenne, recette marginale) dans le but de maximiser le profit.

Il est intéressant de constater qu'il y a véritablement osmose entre économie néo-classique et économie de l'entreprise, car si la première a inspiré la seconde, nombreux sont les économistes néo-classiques à s'être référés à la "pratique des affaires" pour élaborer leurs théories, et même pour proposer des mesures de politique économique : BÖHM BAWERK et SCHUMPETER nous semblent particulièrement refléter ce courant. Incontestablement les théories de ces auteurs servent à justifier "théoriquement" le système d'économie capitaliste.

698. Contrairement à ce qu'il pourrait paraître, nous

ne nous sommes pas éloignés de la comptabilité privée. Cette dernière reflète à coup sûr une certaine analyse de l'économie d'entreprise, laquelle se trouve être dans un contexte socio-économique de type capitaliste. En d'autres termes l'image de l'économie à travers la comptabilité n'est pas figée, elle est le produit d'une histoire, et cette histoire est celle du capitalisme. Ceci s'analyse très facilement à travers les mutations récentes. La comptabilité décrite par le PCG (base 47/57) est le résultat d'une analyse néo-classique du capitalisme français au lendemain de la guerre (39/45) ; le capitalisme français était encore celui des grandes familles, c'est-à-dire que les structures économiques dominantes étaient constituées par les petites et moyennes entreprises ; on n'en était pas encore à l'ère de la concentration et de l'internationalisation du capital. Les besoins de capitaux étant énormes, l'endettement à court terme s'est développé au détriment de l'auto-financement, difficile à réaliser à cette époque. Le besoin de normalisation était également très grand, car cette normalisation devait faciliter l'intervention de l'Etat dans l'économie, intervention que tous les chantres du libéralisme appelaient de leurs vœux depuis la grande crise des années 30 et la "révolution keynésienne".

699. Une réforme du PCG est en cours depuis 1971. Des raisons techniques tout à fait valables sont invoquées pour justifier cette réforme et notamment la nécessité de rendre plus économique et moins fiscale la comptabilité qui, à l'origine, était considérée surtout comme un moyen de contrôle.

Mais au-delà des justifications techniques, il y a, nous semble-t-il, la nécessité pour la comptabilité des entreprises de s'adapter aux nouvelles structures économiques, et aux nouveaux besoins des capitalistes eux-mêmes :

- les nouvelles structures économiques ; l'économie française actuelle se développe depuis quelques années déjà par l'intermédiaire de grosses unités. Comme nous l'avons déjà souligné, la

concentration industrielle s'est développée depuis les années 1960/1965, et elle a continué ce développement par la concentration financière (à partir des années 1970). Alors qu'auparavant l'entreprise était l'unité décisionnelle, de plus en plus c'est le groupe qui prend le relais ; dès lors la comptabilité traditionnelle ne reflète plus les structures économiques actuelles. Il importe donc qu'elle s'adapte sur ce point ; l'une des solutions proposées étant la consolidation des comptabilités (bilan et comptes de résultats).

Un deuxième aspect de l'évolution des structures est l'internationalisation du capital, plus précisément le développement des firmes multinationales. Ces firmes qui ont la particularité d'organiser leur production sur différents pays, avec des unités de production spécialisées éparpillées géographiquement, ont le plus grand intérêt à uniformiser les comptabilités de ces diverses unités. Il nous semble que les efforts qui sont déployés depuis plusieurs années pour harmoniser les comptabilités à l'échelle européenne (Plan comptable européen) et même mondial ne sont pas étrangers à ces préoccupations.

- les nouveaux besoins

700. Les capitalistes ont des besoins nouveaux en liaison avec les structures nouvelles ; il est certain qu'ils sont les premiers concernés par la réforme du PCG, car le PCG actuel n'est pas adapté à ces nouvelles structures. Mais aussi ils ont un besoin d'information qui s'élargit de plus en plus. Il fut une époque où seules les intéressaient leur propre entreprise et sa concurrente immédiate ; maintenant ils ont besoin d'information sur le groupe, les entreprises de leur secteur, leurs concurrents européens..., sans compter des informations plus globales sur l'ensemble de l'économie pour asseoir une stratégie dont le champ ne cesse de s'élargir. Dès lors on comprend mieux à quelles nécessités répond l'imbrication qui se développe entre comptabilité nationale et comptabilité d'entreprise, et dont le sommet est atteint par le principe des systèmes intermédiaires dans le nouveau système de comptabilité

nationale français.

701. Cela étant, il est extrêmement difficile d'appréhender directement la théorie sous-jacente au système comptable des entreprises. OR ce qui est important c'est ce qui se cache sous le vocabulaire technico-scientifico-objectif ; exemple : les immobilisations, les valeurs d'exploitation etc..., et le bel équilibre comptable auquel on aboutit. Il y a une magie de l'arithmétique comptable qui fait que l'on est très impressionné par un compte équilibré. Or que signifie l'équilibre en comptabilité privée ? On peut toujours s'arranger pour avoir des comptes équilibrés, en jouant par exemple sur les décalages comptables. En fait les comptes ne sont jamais équilibrés puisqu'il y a toujours un solde, débiteur ou créditeur, bénéfice ou perte. Mais alors, pourquoi présenter les comptes de telle façon qu'il y ait toujours équilibre entre les deux colonnes ? Cet équilibre n'a en fait d'autre signification que tautologique, mais il contribue à cacher la réalité.

b) Comptabilité et réalité dans l'entreprise.

702. La comptabilité rend-elle véritablement compte de tout ce qui se passe d'important dans l'entreprise ? Nous avons en partie répondu à cette question dans ce chapitre. On sait par exemple qu'il y a des phénomènes importants pour l'avenir de l'entreprise, mais d'ordre qualitatif, qui ne laissent aucune trace dans la comptabilité.

Il nous semble que la comptabilité a, à cet égard, deux limites :

- d'une part, elle s'arrête aux événements facilement quantifiables ;

- d'autre part, certains phénomènes quantifiables importants sont passés sous silence ;

703. La comptabilité se limite à enregistrer des faits

facilement quantifiables. Dès qu'un élément fait problème on prend le parti de l'écarter plutôt que de rechercher une méthode pour le quantifier, cela aboutit à des incohérences notoires. Ainsi on admet d'évaluer un fonds de commerce qui a été acheté (au prix d'achat), mais quand ce fonds est créé par un chef d'entreprise, il est considéré comme inexistant ; il en est de même des éventuels brevets issus de recherches effectuées au sein de l'entreprise.

De la même manière les réserves occultes qui naissent de situations particulières, importantes à connaître car à la source de profits, sont ignorées.

Par ailleurs des éléments immatériels ayant une réalité évidente, que tout un chacun reconnaît pratiquement et qui ont quelquefois un rôle-clé dans les décisions de gestion, sont passés sous silence par la comptabilité. C'est le cas du degré de formation technique du personnel. Souvent l'entreprise aura participé à cette formation et les dépenses seront enregistrées normalement au compte d'exploitation générale, mais au bilan on ne trouvera aucune trace de ce fait. Or il est bien évident que le fait pour une entreprise de disposer d'un personnel qualifié est un élément non négligeable de son patrimoine.

C'est également le cas d'éléments particuliers du fonds de commerce comme la renommée de l'entreprise ; il est certain que cet élément intervient quand il s'agit d'évaluer l'entreprise dans son ensemble, mais il n'apparaît pas au bilan. On pourrait multiplier les exemples de ce type, mais à notre avis une absence de marque doit retenir l'attention, c'est celle du profit.

La comptabilité privée ignore le profit

704. Ceci n'est pas étonnant car, on l'a vu, la comptabilité est un miroir déformant dans lequel la réalité sociale de l'entreprise nous apparaît fort différente de ce qu'elle est. Alors

que l'entreprise est le lieu privilégié des conflits de classes, rien de cela ne transparaît dans la comptabilité qui, dans son souci de pseudo-objectivité, présente un compte d'exploitation où se côtoient des salaires, des achats de matières premières, des charges diverses, en un mot tout ce qui est nécessaire à la production, et c'est en quelque sorte le processus de production qui est ainsi décrit dans toute sa "rigueur technique".

Et même le compte de pertes et profits, contrairement à ce que son nom semble indiquer, ne s'intéresse guère aux profits sauf quand ils sont exceptionnels ! D'ailleurs quand on examine le contenu des "profits" enregistrés au CPP (profits sur réalisations d'immobilisations ou de titres, profits pour différence de change, profits résultant de subventions d'équipement), on s'aperçoit qu'il s'agit plutôt de bénéfices particuliers ; mais le véritable profit, celui qui naît de la plus-value, elle-même produit de l'exploitation de la force de travail, est inexistant si on en croit la comptabilité.

705. Or tout le monde est d'accord, ou presque, pour considérer la maximisation du profit à court ou à long terme comme l'un des mobiles déterminant les chefs d'entreprise. Même quand on se réfère à la puissance économique, il est clair que cette dernière suppose des profits honorables. En dépit de ce consensus presque général, aucun compte ne dégage en solde quelque chose qui s'apparente au profit.

La comptabilité met en évidence des résultats, qu'il s'agisse du résultat d'exploitation, du résultat net de l'exercice, des résultats analytiques. En réalité il s'agit de résultats purement comptables qui n'ont rien à voir avec le profit. Tout se passe comme si la comptabilité était élaborée dans le but de satisfaire la curiosité très modeste des tiers. On leur présente donc des tableaux équilibrés faisant apparaître des capitaux propres, des dettes, etc..., des résultats qui seront distribués ou pas. Ces informations ne sont pas inintéressantes, mais ce qui est

fondamental, c'est le processus d'accumulation dans l'entreprise (et qui se produit en grande partie avant le résultat), et il se trouve complètement occulté par la comptabilité.

Il y a une liaison entre amortissement et profit

706. Nous avons précédemment vu que la pratique de l'amortissement telle qu'elle est vécue effectivement dans l'entreprise, n'a pas grand-chose à voir avec la conception traditionnelle juridico-comptable. Le fonds d'amortissement est une source quasi-inépuisable à laquelle s'alimente l'accumulation du capital dans l'entreprise.

Par ailleurs les dotations annuelles aux amortissements sont autant de sommes qui, déduites de l'actif du bilan, n'apparaissent pas non plus dans le résultat de l'exercice ; ces sommes font partie des profits non distribués.

L'autofinancement est une approche du profit

707. Qu'est-ce que l'autofinancement ? C'est la réalisation d'un investissement au moyen des ressources internes de l'entreprise. Si tout le monde s'accorde à reconnaître cette définition, les avis sont très partagés quand il s'agit d'énumérer les composantes de l'autofinancement. Dans ce domaine il y a une confusion terminologique extraordinaire qui fait que l'on parle aussi bien d'autofinancement, que de capacité d'autofinancement, ou de cash flow, sans que des définitions précises soient données pour l'un ou l'autre de ces termes. Il est question, que dans sa réforme, le PCG, en proposant un tableau de financement, propose du même coup une méthode de calcul de l'autofinancement. Mais la seule existence de cette controverse à propos d'un agrégat que la comptabilité actuelle ignore d'ailleurs, est un signe de l'intérêt qu'il présente dans l'appréhension du profit. On peut avancer cependant que l'autofinancement comprend : le bénéfice non distribué de l'exercice, plus les dotations aux amortissements, plus les dotations

aux provisions. La controverse porte essentiellement sur la nature des provisions à prendre en compte.

L'autofinancement est une incitation à l'inflation et également une incitation à l'accumulation du capital. L'autofinancement n'est cependant pas le profit dans la mesure même où il n'est mesuré qu'à partir des éléments de la comptabilité, or on sait que cette comptabilité passe sous silence bien des aspects de la vie de l'entreprise, notamment en matière de réserves.

708. La comptabilité ne se préoccupe donc ni du profit ni des moyens de le mesurer ; pourtant la demande est importante à ce sujet. Nombre de lois et d'hypothèses ont été émises en théorie économique sur l'évaluation des taux de profit. Des études sur les taux de profit par branches et secteurs seraient du plus grand intérêt. On peut difficilement dissocier comme on l'a fait jusqu'ici comportement financier des entreprises et comportement tout court ; or ce dernier est fondamentalement lié au profit.

On peut envisager des études sur le profit à trois niveaux :

- l'évolution des taux de profits par branches et secteurs ;

- les différents aspects de la lutte pour maintenir le taux de profit. En quoi la concentration, la sous-traitance..., favorisent-elles le maintien du taux de profit ?

- le partage entre salaires et profits au niveau global et au niveau des comptes d'exploitation générale des entreprises ; cet aspect fondamental de la lutte des classes dans l'entreprise est complètement aseptisé dans le CEG actuel. Comment évolue ce partage ; y-a-t-il tendance à la stabilisation comme le pensent certains auteurs ?

On voit que tous ces aspects sont essentiels à une bonne analyse de l'entreprise et de l'économie plus généralement. Dans la mesure où la comptabilité ne donne pas les éléments d'appréhension

du profit considéré comme le but de l'activité d'entreprise, on peut dire sans risque de se tromper qu'elle ne remplit pas son objectif majeur qui est de rendre compte de tous les aspects importants de la vie de l'entreprise.

Notes annexes au chapitre III

- 1) Plan OCAM, page 41
- 2) A. BIENAYME, Croissance des entreprises, tome 1, page 206.
- 3) K. MARX cité par J. BORCHARDT. Le capital, page 365, PUF, 1965.
- 4) P. LASSEGUE, Comptabilité et gestion des entreprises, page 210.
- 5) E. LITALIEN, Le socialisme par le leasing ?
libre opinion parue dans "Le Monde" (mars 1973)
- 6) R. LAVAUD, Comment mener une analyse financière.
Dunod, 1972.
- 7) Cette définition est empruntée à J. CORRE : "La consolidation des bilans ; les comptes de groupe". Dunod 1969.
- 8) Ouvrage déjà cité page 221.
- 9) C'est le cas d'Emile KRIEG qui a publié entre autres un document ronéoté intitulé : "Sortir de l'inflation (vers une mon-dialisation de la comptabilité indexée)".
- 10) Nous nous référons pour présenter cette méthode à une communi-cation faite à la Société de Statistique de Paris, intitulé : "Réévaluation des bilans et étude dynamique des amortissements".
(4 février 1966).
- 11) G. BRUNDLER : "La réévaluation intégrale des bilans" (Entre-prise moderne d'édition), 1969.
- 12) Voir le document cité dans la note 10.
- 13) G. DEPALENS ouvrage déjà cité page 119.

CHAPITRE IV

PROPOSITIONS EN VUE DE L'ELABORATION D'UN COMPTE DE PATRIMOINE DES ENTREPRISES.

709. Le bilan n'est pas un compte de patrimoine, toutes les analyses faites au cours des trois chapitres précédents permettent d'être affirmatif sur ce point. Le problème est donc de savoir comment on peut élaborer un compte de patrimoine des entreprises ; telle est la question-clé de ce dernier chapitre. Mais il importe dès maintenant de préciser le sens de notre démarche.

Nous ne chercherons pas à présenter un compte de patrimoine idéal, c'est-à-dire tel qu'il devrait être compte tenu des définitions et concepts que nous avons adoptés dans la première partie. Un tel travail est à notre sens très simple à réaliser, tous ses éléments ayant été discutés. Nous chercherons plutôt à présenter un compte de patrimoine des entreprises tel qu'il peut être réalisé actuellement, compte tenu d'une part de l'information disponible, et d'autre part des contraintes conceptuelles.

A- Compte de patrimoine des entreprises : définition, présentation générale.

a) Patrimoine d'une entreprise.

710. Dans la première partie de cette étude, nous avons défini le patrimoine d'une entreprise comme étant la différence entre ses avoirs et ses engagements vis à vis des tiers. Cette définition nous paraissant incomplète, nous avons précisé les différents aspects de ce patrimoine :

- c'est une mesure des fondements financiers de l'entreprise,

- c'est le résultat de l'accumulation du capital au sein de l'entreprise,

- c'est aussi la valeur de l'entreprise (garantie des tiers),

- c'est enfin une mesure du poids économique de l'entreprise.

Il est bien évident qu'il s'agit là de plusieurs aspects d'une même réalité, et que ces aspects sont interdépendants. Cependant ils permettent de bien cerner la réalité du patrimoine et en particulier de le distinguer d'autres valeurs auxquelles on l'assimile quelquefois.

La situation nette comptable n'est pas le patrimoine.

711. On parle souvent à propos de la situation nette de patrimoine juridique ; il ne s'agit en aucun cas du patrimoine économique tel que nous l'avons envisagé ; ceci pour des raisons évidentes de contenu et d'évaluation, la situation nette étant déterminée par solde ; nous en avons parlé au chapitre III.

La situation nette comptable procède d'une vision très étriquée du patrimoine ; son seul intérêt est, de notre point de vue, la garantie vis à vis des tiers ; c'est une des valeurs de l'entreprise. Mais, à ce niveau, on peut dire qu'il s'agit d'une garantie très formelle, puisque composée en grande partie par la valeur nominale du capital social.

La situation nette intrinsèque est une bonne mesure du patrimoine.

712. La situation nette intrinsèque telle que nous l'avons définie au chapitre III, est issue d'un bilan dont les postes sont évalués à leur valeur "réelle". En fait on ne doit pas considérer cette valeur réelle comme ayant un sens très particulier. On veut dire simplement que dans une telle optique on ne s'attache pas à des évaluations formelles d'intérêt plus ou moins fiscal, mais à des évaluations tenant compte de la réalité de l'entreprise,

c'est-à-dire que l'on doit considérer l'entreprise en fonctionnement.

Exemple : une entreprise en activité utilise son capital productif que ce dernier soit ou non comptablement amorti. C'est dans ce sens qu'il s'agit de "valeurs réelles".

Ces valeurs sont plus ou moins faciles à appréhender pratiquement ; elles doivent être considérées comme des valeurs-objectifs pour la mesure du patrimoine.

b) Compte d'une entreprise/compte des entreprises.

713. Le compte de patrimoine d'une entreprise doit faire apparaître d'un côté ses avoirs et de l'autre ses engagements, la valeur nette étant la différence entre ces deux termes.

Nous avons admis dans la première partie que le raisonnement en actif et passif était le plus adapté à la nature du patrimoine. Le compte d'une entreprise se présente donc comme suit :

!	:	!
!	:	!
! ACTIF	:	PASSIF
! -----	:	! -----
! Actifs physiques reproducti-	:	Engagements
! bles	:	!
! Actifs physiques non repro-	:	Valeur nette
! ductibles	:	!
! Actifs incorporels non fi-	:	!
! nanciers	:	!
! Actifs financiers	:	!
!	:	!

La nomenclature d'actifs retenue est inspirée de celle présentée dans la première partie pour l'ensemble des agents nationaux. Nous y reviendrons dans les paragraphes suivants (point B).

Dans un tel compte, la valeur ainsi dégagée, valeur nette de l'entreprise X, résulte des relations économiques de cette entreprise avec les autres entreprises (clients, fournisseurs, prêteurs...) et les autres catégories d'agents y compris le reste du

monde.

714. Mais ce qui nous intéresse ce n'est pas le compte de patrimoine d'une entreprise, mais le compte d'un ensemble d'entreprises, qu'il s'agisse d'un secteur, d'un groupe ou encore des entreprises au sens de la comptabilité nationale.

Pour passer d'une entreprise à l'ensemble des entreprises (sociétés et quasi-sociétés de la comptabilité nationale), deux types de problèmes se posent :

- un premier problème à résoudre est celui de la consolidation. Ce problème ne se pose pas pour toutes les entreprises mais seulement pour celles qui appartiennent à un groupe, au sens financier du terme. Nous avons déjà traité de la consolidation au chapitre III. Cette consolidation est à notre sens l'une des premières phases du travail à accomplir, si l'on ne dispose pas de comptes consolidés.

- un second problème est celui de l'agrégation. Ce problème se pose pour toutes les entreprises. Il s'agit d'obtenir des catégories homogènes du point de vue patrimonial. Il faut donc éliminer tout ce qui provient des liaisons internes à la catégorie, secteur d'activité ou secteur institutionnel.

Le compte de patrimoine des sociétés et quasi-sociétés (SQS) doit permettre de dégager leurs actifs non financiers, leurs avoirs sur, et leurs engagements envers, les autres agents y compris le reste du monde.

L'élimination des avoirs et engagements à l'intérieur des SQS suppose que ces avoirs et engagements soient évalués exactement de la même manière dans les comptes du débiteur et du créancier. C'est une contrainte sur laquelle nous aurons à revenir.

715. Comment résoudre ces deux problèmes ?

Le problème de la consolidation est délicat, d'abord parce qu'en France la pratique des comptes consolidés est loin d'être généralisée. Certains groupes publient des comptes consolidés, d'autres

non, puisqu'il n'y a aucune obligation légale sur ce point. Même s'il existait des comptes consolidés, cela n'excluerait pas la nécessité d'un travail de recherche méthodologique sur les groupes au niveau de la comptabilité nationale. Ce travail de longue haleine est en cours. En attendant qu'il porte ses fruits, il nous semble qu'il faudrait intégrer dès maintenant, les connaissances que l'on a sur les groupes dans les comptes de patrimoine.

Certains groupes sont bien connus, d'autres le sont moins, mais des informations partielles existent qu'il ne faut pas négliger. L'élaboration d'un compte de patrimoine pour les entreprises s'inscrit dans une perspective à moyen terme ; les améliorations méthodologiques et statistiques se feront progressivement.

716. Le problème de l'agrégation se pose chaque fois que, partant d'un nombre d'unités individuelles N , on veut par addition obtenir un nombre n d'unités agrégées tel que $n < N$. Comme on l'a déjà fait remarquer, l'agrégation est différente du simple cumul ; de ce fait elle exige la suppression des mouvements internes au nouvel ensemble obtenu.

Pour ce qui est des SQS, on peut envisager deux niveaux d'agrégation intéressante en matière de patrimoine : le niveau des secteurs d'activité et le niveau du secteur institutionnel sociétés et quasi-sociétés non financières.

La seule démarche possible actuellement est de procéder d'abord à l'intégration par activité, puis à l'intégration par secteur institutionnel car, en matière de patrimoine, il n'est pas pensable, théoriquement, d'opérer une désagrégation du niveau institutionnel au niveau sectoriel. On peut envisager des agrégations intermédiaires, par exemple SQS publiques/SQS privées, etc...

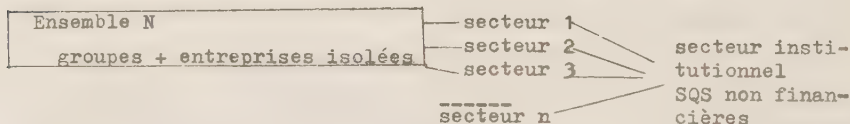
717. Au départ on a un ensemble d'unités non homogènes, avec d'un côté des groupes et de l'autre des entreprises isolées : soit N cet ensemble. L'agrégation sectorielle suppose l'élimination des relations financières (créances et dettes) entre groupes et/ou entreprises du même secteur. Ces créances et dettes se trouvent

respectivement dans les comptes de tiers et les comptes financiers de l'actif et du passif du bilan.

Il nous semble que le supplément d'informations que ceci nécessite (détail des créanciers et débiteurs) n'est pas impossible à obtenir auprès des entreprises car il suffit d'avoir le numéro d'activité (NAE) des entreprises concernées, une liste nominative n'est pas nécessaire.

Si ces renseignements supplémentaires sont obtenus, le second stade de l'agrégation ne pose pas de problème majeur ; il suffit d'éliminer les relations de secteur à secteur. Le secteur d'activité n'étant pas appréhendable directement, on doit considérer les relations d'entreprises d'un secteur à entreprises d'un autre secteur ; ce sont les mêmes postes des bilans qui sont concernés.

On peut illustrer de la manière suivante la démarche qui aboutit à ces deux stades :



Remarque.

718. On peut très bien envisager d'opérer directement l'agrégation institutionnelle ; on élimine alors directement les créances et dettes réciproques des entreprises entre elles. Les postes fournisseurs, clients, etc... qui enregistrent des créances et dettes entre entreprises disparaissent purement et simplement (s'il s'agit d'entreprises résidentes).

En principe les deux méthodes doivent donner les mêmes résultats ; dans les deux cas on doit aboutir à ne conserver que les relations financières entre le secteur institutionnel SQS et les autres secteurs institutionnels.

A l'inverse on peut envisager d'introduire des stades intermédiaires dans le processus ; dans ce cas, non plus, le résultat final ne doit être modifié.

Au-delà du schéma général de compte présenté à l'alinéa 713, se pose la question de savoir si d'autres postes ou éléments particuliers ne doivent pas être mis en évidence. Nous devons répondre à cette question dans le point B.

B) Propositions quant au contenu et à l'évaluation des postes.

719. Nous avons jusqu'ici considéré le problème du contenu et de l'évaluation des postes du compte de patrimoine comme fondamental, et il l'est. Nous avons considéré également qu'il était important de confronter les objectifs assignés au compte et le contenu ainsi que les évaluations à retenir pour les différents postes, les premiers déterminant les seconds.

Mais au niveau où nous en sommes -élaboration d'un compte de patrimoine des entreprises- la question de la confrontation contenu et évaluation/objectif passe au second plan dans la mesure où l'on doit faire face à une contrainte majeure qui est l'existence de comptes de flux auxquels le compte de patrimoine doit s'intégrer. Cette contrainte est primordiale mais ne doit cependant pas nous faire perdre de vue les objectifs, et le souci de cohérence qu'ils impliquent.

a) Le contenu des postes

720. Nous partons de la nomenclature suivante qui tient compte des exigences des comptes nationaux et des bilans d'entreprises.

Actif

1 Actifs non financiers

11 Actifs physiques

111 Actifs physiques reproductibles

1111 Actifs longs

1112 Actifs courts

112 Actifs physiques non reproductibles

12 Actifs incorporels non financiers

2 Actifs financiers

21 Actifs à long et moyen termes

22 Actifs à court terme

Passif

3 Engagements

31 Engagements à long et moyen termes

32 Engagements à court terme

4 Valeur nette.

a1. Les postes de l'actif.

Les actifs non financiers

721. Les actifs non financiers comprennent d'une part les actifs physiques, d'autre part les actifs incorporels non financiers. Nous avons en effet estimé que le caractère dominant dans les actifs incorporels est leur caractère non financier, ces actifs ne pouvant pas être analysés en termes de créances et dettes, ce sont des actifs sans contrepartie, tout comme les actifs physiques.

A l'intérieur du groupe des actifs physiques nous avons repris la distinction que fait le SCN entre actifs physiques reproductibles et actifs physiques non reproductibles.

722. Le poste 1111 de notre nomenclature intitulé "actifs longs" regroupe des actifs physiques dont la durée de vie est supérieure à un an et le coût d'origine supérieur à 500 F (pour reprendre les critères des comptes de flux) ; il s'agit en fait d'actifs provenant d'une PBCF. Par rapport à la comptabilité des entreprises, il faut reprendre les immobilisations au sens strict, c'est-à-dire le poste "immobilisations" des bilans moins les terrains et les immobilisations incorporelles, soit :

- constructions ; pour appliquer les principes du SCN, il faut considérer ici les constructions non compris les terrains sur

lesquels sont édifiées ces constructions. En étudiant en détail cette question (§ 330 et suivants), nous avons vu que cette séparation n'est pas toujours praticable :

- matériel et outillage
- matériel de transport
- mobilier, agencements et installations
- emballages commerciaux récupérables
- autres immobilisations
- immobilisations en cours.

Le crédit-bail.

723. Les actifs longs doivent comprendre également, à notre sens, les actifs physiques qui se trouvent à la disposition de l'entreprise en raison d'un contrat de crédit-bail.

Nous estimons en effet que le crédit-bail étant, de l'avis général, un moyen de financement à moyen ou long terme des entreprises, il importe qu'il apparaisse au bilan. Nous pensons qu'il convient de considérer le crédit-bail mobilier ou immobilier comme la source de financement (prédéterminée) d'une immobilisation. Il devra donc apparaître en tant qu'immobilisation à l'actif du bilan et en tant que source de financement au passif du bilan.

Le traitement complet est le suivant :

Si juridiquement le bien objet du bail est propriété du bailleur, nous savons qu'économiquement il est au service du locataire, lequel est engagé, pour une période d'au moins sept ans, à payer des redevances et sera de jure propriétaire au bout de cette période.

Il convient donc de répartir la valeur nette comptable de l'actif en question entre le bailleur et le locataire. Dès la première année le locataire verse des charges qui constituent une partie de la valeur de l'actif. Le problème est donc de répartir la valeur nette entre les deux contractants de telle manière que la somme de ces deux parts donne la valeur effective.

Soient X la valeur brute de cet actif, t la durée du bail,

a i l'amortissement pratiqué pour l'année i, i variant de 1 jusqu'à n, n étant la durée de vie probable du bien.

A l'actif du locataire on inscrira au poste crédit-bail (matériel, constructions...) la somme $\frac{i}{t} (X - \sum ai)$ et à l'actif du bailleur $\frac{t-i}{t} (X - \sum ai)$.

Il n'y a aucune relation prédéterminée entre n et t. La durée de vie probable du bien peut être supérieure, égale ou inférieure à la durée du contrat.

Quand $i = t$, la valeur à inscrire à l'actif du bailleur devient nulle, le bien disparaît de l'actif du bailleur et fait partie en totalité $(X - \sum ai)$ de l'actif du locataire.

On voit que dans un tel traitement l'aspect juridique n'est pas escamoté, puisque l'annulation de valeur dans le compte du bailleur correspond au transfert de propriété du bailleur au locataire.

724. Parallèlement le crédit-bail doit apparaître en engagements du locataire et en actifs financiers du bailleur. En effet ce crédit-bail représente une dette pour le locataire puisqu'il doit payer jusqu'à extinction. Il représente donc du même coup une créance à moyen ou long terme pour le bailleur. La somme à inscrire est la même dans les deux comptes ; c'est-à-dire la somme qui reste à payer pour le locataire et à recevoir pour le bailleur.

Soit bi l'annuité de redevance à verser ; la somme à inscrire sera $X - \sum bi$ (i varie de 1 à n).

Le traitement proposé affectera les comptes de patrimoine des deux contractants :

Compte du locataire	
Actif	Passif
actifs physiques :	
-crédit-bail	engagements à
$\frac{i}{t} (X - \sum ai)$	long et moyen
	termes :
	-crédit-bail
	$X - \sum bi$

Compte du bailleur	
Actif	Passif
actifs physiques :	
-crédit-bail	
$\frac{t-i}{t} (X - \sum ai)$	
actifs financiers :	
longs :	
-crédit-bail	
$X - \sum bi$	

Remarque

725. Il est évident que si le locataire doit verser une certaine somme pour entrer en possession du bien au terme du contrat, cette somme, n'ayant rien à voir avec la valeur réelle du bien (sauf cas très particulier), doit être analysée comme une charge et, de ce fait, ne doit pas apparaître au compte.

Le traitement a, nous semble-t-il, l'avantage de bien cerner la réalité du crédit-bail, moyen de financement. Il est également logique avec la solution retenue par le SCN sur les baux de terrains et de bâtiments, c'est-à-dire le partage de la valeur entre les agents concernés (voir § 487).

Enfin ce traitement a le mérite d'être tout à fait adapté à l'agrégation des comptes. En effet dans l'agrégation, la créance et la dette nées du crédit-bail s'annulent automatiquement ; par ailleurs on enregistre en actifs physiques la valeur totale de l'actif au moment où s'opère l'agrégation sans aucun risque de double compte.

726. Comme on a pu le constater, les actifs physiques longs de notre nomenclature ne comprennent pas les frais d'établissement. En dépit des bonnes ou mauvaises raisons invoquées par les comptables pour inclure ces frais dans les immobilisations des entreprises, nous estimons, quant à nous, que ces frais n'ont pas à faire partie en tant que tels des immobilisations. Ou bien ces frais sont de véritables charges et à ce titre n'ont rien à faire dans un compte de patrimoine, ou alors ce sont des frais directement liés à une immobilisation et, dans ce cas, ils doivent faire partie intégrante de cette immobilisation. Quant aux primes de remboursement des obligations, nous avons déjà vu (chapitre III) qu'elles doivent être intégrées aux dites obligations. Enfin les dépenses de recherche, de prospection, doivent à notre sens, être accumulées et constituer une partie des immobilisations incorporelles (actifs incorporels non financiers).

727. Le poste 1112 (actifs courts) comprend les actifs physiques ayant fait l'objet d'un stockage. Par définition ce sont des biens qui sont dans l'entreprise pour une courte durée. En réalité il n'en est rien, des stocks peuvent rester pendant plus d'un an dans l'entreprise ; c'est le problème des travaux ou produits en cours.

Il y a, à ce niveau, un problème de frontière entre FBCF et variation de stocks, problème dont nous avons discuté dans le chapitre III de la première partie (§ 309 et suivants). Nous avons vu que les critères de distinction proposés par le SCN et le SECN n'étaient pas satisfaisants.

Le traitement préconisé par le PCG nous semble plus réaliste. En effet un même bien en cours de fabrication peut être considéré du point de vue du producteur en produits ou travaux en cours dans les stocks de ce dernier, et parallèlement, comme immobilisations en cours dans les comptes du destinataire.

Il faut être conscient que le caractère de stock ou d'immobilisation d'un actif est très relatif ; tout dépend de l'usage auquel il est destiné.

La nomenclature retenue par le PCG peut être reprise in extenso :

- marchandises
- matières ou fournitures
- produits semi-ouvrés
- produits finis
- produits ou travaux en cours
- emballages commerciaux non récupérables.

728. Les actifs physiques non reproductibles (112), dans le cadre de l'entreprise, comprennent essentiellement des terrains. Une classification s'impose, c'est la classification par nature des terrains ; celle adoptée par le PCG nous semble tout à fait convenir dans la mesure où les entreprises ne sont pas

réputées posséder des terrains nus ; par contre, il se peut qu'une entreprise dispose de terres cultivées en forêt par exemple. Nous proposons donc la typologie suivante :

- terrains de construction sur lesquels s'élèvent des bâtiments ou ouvrages d'art
- chantiers ; ce sont des terrains non couverts utilisés dans l'exercice d'une profession industrielle ou commerciale.
- terrains d'exploitation (carrières, gisements...)
- terres cultivées
- autres terrains (exemple : terrains de sport).

Remarques

729. Comme on peut le constater, cette nomenclature ne coïncide pas exactement avec celle qui a été proposée pour les comptes nationaux (voir § 342, chapitre III, 1ère partie). Ceci ne semble pas être un point fondamental ; l'essentiel est d'avoir une nomenclature suffisamment explicite pour permettre le passage rapide entre les bilans des entreprises et les comptes nationaux. Dans le cas des entreprises, le problème de savoir quels actifs non reproductibles doivent être inclus dans le patrimoine ne se pose guère. En général les actifs concernés auront fait l'objet d'une opération économique, qu'il s'agisse d'un achat, d'un investissement... voire d'une concession. Le plus souvent, quand une entreprise est propriétaire d'un actif, cet actif est déjà entré dans le circuit économique.

730. Les actifs incorporels non financiers ont été étudiés en détail (§ 348 et suivants) en grande partie en fonction des distinctions opérées par le PCG ; il est donc inutile d'y revenir.

Par rapport aux solutions du PCG et du SCN, il nous faut souligner la nécessité de tenir compte de la capitalisation des investissements en recherche et développement qui se trouvent actuellement, en partie, dans les frais d'établissement du bilan. Cette tentative de mesurer le capital humain, pour employer le vocabulaire du SCN, ne peut pas aller très loin car dans l'état

actuel, aucun élément de ce type n'existe dans la comptabilité des entreprises. Cependant elle constitue un premier pas dans ce sens et, à défaut d'éléments précis, on pourra envisager d'effectuer des enquêtes auprès des entreprises pour évaluer par exemple leur patrimoine en main-d'oeuvre qualifiée...

Dans le même ordre d'idées, il est nécessaire également d'élargir la conception du PCG en matière de brevets, procédés etc... et de comprendre sous ces appellations non seulement les actifs acquis mais aussi ceux créés par les entreprises elles-mêmes. Ceci est tout à fait conforme au traitement adopté pour les immobilisations que l'entreprise fait pour elle-même. Cette même remarque est applicable au fonds de commerce qui existe, même quand il n'a pas été acquis, et doit de ce fait être enregistré.

731. La nomenclature que nous retiendrons est donc peu différente de celle du PCG, mais son contenu n'est pas tout à fait le même. On distinguera :

- fonds de commerce et droit au bail
- brevets, licences, marques, procédés etc...
- concessions
- recherche et développement.

Notons que ce dernier poste est une entorse au principe du SCN selon lequel ces dépenses doivent être analysées comme des consommations intermédiaires (voir à ce sujet § 298 et suivants).

Les actifs financiers

732. Nous avons distingué dans les actifs financiers les actifs à long et moyen termes (actifs longs) et les actifs à court terme (actifs courts).

Les actifs financiers à moyen et long termes comprennent :

- les titres de participation, actions et parts de capital social détenues. Du fait de l'importance de ce poste, aussi bien pour la consolidation que pour l'agrégation, il importe qu'il soit connu avec le maximum de détail. En effet les actions et

parts détenues par certaines entreprises sont des composantes du capital social d'autres entreprises. Au moment de l'agrégation au niveau des SQS, les titres d'entreprises sur d'autres entreprises s'annuleront pour ne laisser subsister que les titres d'entreprises sur un autre secteur institutionnel et, inversement, les dettes des entreprises envers d'autres secteurs institutionnels.

- les prêts à plus d'un an ne comprennent pas uniquement les obligations et bons à long terme ; on y enregistre également, dans la comptabilité des entreprises, les avances en comptes courants bloqués aux associés et aux sociétés apparentées, les créances à plus d'un an sur les clients et également le crédit-bail ⁽¹⁾. Dans ce cas une information détaillée est utile dans l'optique de l'agrégation et de la consolidation.

- les dépôts et cautionnements ; ils représentent une forme très particulière. Ce sont incontestablement des sommes immobilisées, mais contrairement aux deux autres postes on ne peut pas parler ici d'investissements financiers : ces sommes ne rapportent rien. Elles ont un caractère obligatoire et réglementaire (cautions pour l'électricité, le gaz etc...) et ne sont remboursées que dans des circonstances exceptionnelles (rupture du contrat). En termes juridiques il s'agit bien de créances à plus d'un an et on est pratiquement obligé de les classer ici en dépit de leur nature particulière.

733. Les actifs financiers à court terme sont très détaillés dans la comptabilité des entreprises (VRD) ; nous pensons qu'il vaut mieux conserver ce détail plutôt que d'adopter la nomenclature d'actifs financiers retenue dans le SCN, valable quand on raisonne à l'échelle nationale, mais pas à l'échelle d'un secteur institutionnel.

a 2. Les postes du passif

734. Les postes du passif sont par définition financiers, mais ils n'ont pas tous le même contenu. Nous avons distingué dans

notre nomenclature les engagements d'une part et la valeur nette d'autre part.

Quel contenu attribuer aux engagements ? Ce terme peut paraître vague dans la mesure où presque tous les postes du passif d'un bilan peuvent être considérés comme des engagements y compris le capital social engagement vis à vis des actionnaires. Cependant la nature du capital social nous semble tout à fait différente de celle des autres engagements, dans la mesure, notamment, où le capital social n'est jamais remboursé, dans l'hypothèse de la poursuite de l'existence de l'entreprise.

Nous considérerons donc dans les engagements l'endettement à long et moyen termes ainsi que l'endettement à court terme des entreprises.

Les engagements à long terme et à moyen terme comprennent :

- les obligations et bons à plus d'un an
- les autres dettes à long et moyen termes
- le crédit-bail.

735. Les engagements à court terme comprennent tous les postes détaillés des dettes à court terme des bilans.

On remarque que dans la catégorie "autres créanciers" des dettes à court terme figurent, entre autres, les dépôts et cautionnements reçus. Dans l'optique du PCG, il s'agit d'enregistrer des sommes que les entreprises demandent à leurs clients à titre de dépôts de garantie ou de cautionnement et qui sont remboursées quand l'opération est arrivée à bonne fin. Ces sommes sont en fait de même nature que les dépôts et cautionnements versés qui, eux, sont classés à l'actif en AVI. Nous proposons donc de mettre ces dépôts avec les autres dettes à long et moyen termes.

Ceci peut paraître secondaire, mais ne l'est pas en réalité. En effet, nous devons raisonner à l'échelle macro-économique de l'ensemble des entreprises ; ces entreprises comprennent justement celles qui le plus souvent encaissent ces dépôts

(EDF, GDF, PTT). Il serait tout à fait illogique de considérer ces dépôts comme du moyen ou long terme pour ceux qui les versent et, comme du court terme, pour ceux qui les reçoivent.

Or souvent le terme de ces dépôts est long et prévisible (le plus souvent ce sera la durée de vie de l'entreprise). Ceci signifie que les sommes ainsi perçues par les entreprises perceptrices peuvent être utilisées et même engagées dans des opérations à assez long terme. Dès lors les classer dans les comptes des entreprises perceptrices en engagements à long terme et moyen terme, nous semble tout à fait justifié.

Mise à part cette modification, la nomenclature des engagements à court terme que nous retiendrons est identique à celle du PCG.

736. La seconde composante du passif est la valeur nette. La valeur nette est par définition obtenue par solde (différence entre l'actif et les engagements) ; mais la valeur nette dans le cas des entreprises, n'est pas purement et simplement un solde. Nous savons que c'est le patrimoine et à ce titre, elle est chargée d'une signification particulière dont les différents aspects ont été analysés au début de ce chapitre.

La valeur n'est pas un solde comme les autres, car elle peut être décomposée en plusieurs parties ; ceci s'explique parce que la valeur nette d'une entreprise résulte à la fois de son activité au cours des années précédentes et de son activité au cours de l'année qui vient de s'écouler.

Le capital social est partie intégrante de la valeur nette, car comme nous l'avons indiqué au chapitre III, le capital social ne doit pas être considéré comme quelque chose de purement formel ; le capital social doit être régénéré chaque fois par la gestion de l'exercice ; il n'est pas immuable ; il bouge, il se transforme, en dépit de sa caractéristique juridique de garantie des tiers.

Le bénéfice et les réserves sont également des composantes de la valeur nette et il peut être intéressant de les mettre en évidence. Dans l'optique du patrimoine il n'est pas d'un grand intérêt de décomposer la valeur nette ; par contre, du point de vue de l'analyse financière de l'entreprise, on a tout intérêt à décomposer ce poste. On ne doit pas perdre de vue le fait que le compte auquel on doit aboutir pourra avoir diverses utilisations.

Remarque

737. On peut se poser la question de savoir pourquoi on a présenté séparément ici les actifs et passifs financiers, alors que par définition tout actif financier d'un agent a sa contrepartie au passif d'un autre agent ; tout actif est donc à la fois actif et passif. Cependant nous avons vu qu'il n'était pas inintéressant de faire la distinction, pour mieux analyser le contenu de ces postes, d'autant que le traitement proposé par le PCG n'est pas toujours exactement le même à l'actif et au passif.

b) L'évaluation des postes.

738. Si le contenu des postes est important, on peut dire que l'évaluation est déterminante ; car à contenu égal on peut complètement transformer la signification d'un élément par l'évaluation.

Par exemple, il est évident que la signification des titres de participation détenus par une entreprise n'est pas la même si ces titres sont évalués à leur valeur nominale, à leur cours en bourse, ou en proportion de la valeur de l'entreprise émettrice...

On doit donc accorder un maximum d'attention à l'évaluation. Nous avons vu que l'évaluation est déterminée par l'objectif que l'on se fixe, mais nous savons aussi que, quand on désire construire un compte de patrimoine des entreprises au niveau national, on doit pouvoir faire face à plusieurs objectifs ; le problème principal est alors de se fixer un objectif primordial et de trouver une base d'évaluation permettant une certaine cohérence.

En fait, au niveau des comptes nationaux, la détermination d'un objectif dominant est délicate. Si nous nous référons aux objectifs présentés au début du chapitre III, on peut dire que les caractéristiques structurelles de l'économie sont aussi importantes que l'analyse des relations entre agents, ou les comportements des entreprises.

Si l'on se place dans l'optique de la politique économique et plus précisément de la planification, l'analyse des comportements des entreprises fait figure d'objectif primordial. En effet en matière de prévision on se heurte souvent à la difficulté de répercuter, au niveau des entreprises, les options adoptées au niveau national. Mais la satisfaction de cet objectif se heurte à une double contrainte ; c'est l'impérieuse nécessité de tenir compte de l'existence des comptes de flux et le fait que le compte de patrimoine doit être articulé avec les comptes des autres agents.

En d'autres termes quand on raisonne au niveau macro-économique, on ne peut pas considérer le compte de patrimoine des entreprises de manière isolée, on est obligé de tenir compte du contexte dans lequel ce compte se situe.

739. Finalement c'est le souci de cohérence des évaluations qui va dominer la recherche des meilleures méthodes d'évaluation. Nous savons que le PCG adopte la valeur d'origine comme base d'évaluation dans le bilan. Ceci ne nous semble pas du tout convenir au compte de patrimoine ; la valeur d'origine risquerait fort de cantonner le compte dans un rôle purement historique et juridique. Dans la mesure où nous tenons à ce que le patrimoine soit un élément d'appréciation économique, il importe de privilégier l'usage que l'on fait des biens qui composent ce patrimoine ; c'est dans cet esprit que nous proposons comme base d'évaluation le coût de remplacement. Bien entendu il s'agit là d'une base d'évaluation ; il n'est pas possible d'évaluer tous les éléments du patrimoine strictement au coût de remplacement.

740. Avoir une base d'évaluation ne suffit pas pour résoudre les problèmes d'évaluation qui se posent ; il faut résoudre auparavant deux questions fondamentales tenant à la perte de valeur de certains actifs et à la dépréciation monétaire.

La perte de valeur des éléments du patrimoine

Pour faire face aux pertes de valeur que subissent certains éléments du patrimoine, les entreprises disposent de l'arme de l'amortissement et de la provision. Ces deux possibilités s'appliquent au cas d'usure et d'obsolescence prévisible, pour l'amortissement, et au cas de dépréciation probable, pour les provisions.

Nous avons eu l'occasion de critiquer (voir chapitre III) ces deux procédés appliqués par les entreprises ; en particulier l'amortissement est empreint de préoccupations fiscales, tandis que le système des provisions, dans la mesure où il laisse une grande latitude aux entreprises, ouvre la porte à toutes sortes d'abus.

On sait que nombre d'entreprises voulant profiter au maximum des facilités fiscales liées à l'amortissement tirent le meilleur parti de la législation en vigueur ; mais ces mêmes entreprises, tenant à asseoir leur gestion industrielle sur des calculs corrects de prix de revient, établissent à côté de leur bilan fiscal, un bilan où les amortissements pratiqués correspondent (autant qu'il est possible de le dire), à la perte de valeur effectivement subie par leurs immobilisations.

741. Les comptes nationaux, dans l'état actuel, ne peuvent disposer de tels documents comptables, à usage interne... Cependant les amortissements fiscaux ne doivent pas à notre avis être laissés en l'état ; on peut les redresser (le plus souvent le redressement se fera en hausse) à partir d'enquêtes, de travaux de recherche du type de ceux de J. MAIRESSE ⁽²⁾... qui permettent d'avoir des informations sur la durée de vie des différents biens de capital fixe.

Quant aux provisions, il est bien évident qu'on doit les

regarder avec encore plus de circonspection. Cependant il est extrêmement difficile de les corriger surtout que l'on se place à un niveau semi-global.

Mais les amortissements et provisions ne tiennent pas compte de toutes les dépréciations ; certaines, accidentelles par exemple, nécessiteront l'intervention du compte spécial de réévaluation.

La perte de valeur de la monnaie.

742. Nous avons traité en détail de la dépréciation monétaire dans le courant du chapitre III. Il est incontestable que la monnaie se déprécie d'année en année, parallèlement à la hausse des prix des biens. Pour faire face à cet inconvénient, d'aucuns préconisent la réévaluation périodique des bilans ; les entreprises sont libres d'agir de la sorte dans leur comptabilité interne. Par contre leur comptabilité fiscale doit appliquer les règles légales en cette matière. Or la dernière réévaluation légale date, dans le meilleur cas, de 1963 ; on est donc obligé de se servir de bilans qui ne reflètent pas la réalité. Heureusement, il est prévu, dans la méthodologie des comptes de patrimoine, un compte de réévaluation et d'ajustement destiné à tenir compte, entre autres, des variations de prix entre compte de patrimoine d'ouverture et compte de patrimoine de clôture.

743. Les comptes de réévaluation et d'ajustement ont pour objet de faire apparaître les différences existant entre patrimoine de l'année n et patrimoine de l'année $n + 1$ et qui ne s'expliquent pas par les flux de l'année $n + 1$.

On distingue trois types de réévaluation :

- réévaluation pour variations de prix ; elle s'applique aussi bien aux actifs physiques (terrains, stocks), qu'aux actifs et passifs financiers, qu'ils soient exprimés en francs ou en monnaie étrangère. C'est elle qui nous intéresse pour remédier à l'effet de la dépréciation monétaire.

- Réévaluation pour gains et pertes exceptionnels ou imprévus ; il s'agit de tenir compte des gains et des pertes en capital non couvertes par les amortissements (exemple : perte d'un bien de capital).

- Réévaluation pour pertes ou gains de valeurs ; c'est celle qui permet de tenir compte des plus ou moins values (appréciation ou dépréciation) ; c'est elle qui nous intéresse dans le cas de dépréciations non couvertes par les amortissements et provisions.

Il faut noter que cette réévaluation constitue un élément intéressant d'amélioration de l'information provenant du bilan ; nous avons vu en effet que dans le bilan, pour le PCG, les dépréciations probables sont enregistrées alors que les appréciations ne le sont que quand elles sont effectives. Dans ce cas de réévaluation, il s'agit des plus-values et moins-values effectives.

Evaluation et postes du compte de patrimoine.

744. Pour les actifs reproductibles longs, la méthode qui s'impose est l'évaluation au coût de remplacement ; elle permet d'intégrer directement une partie de la variation des prix. Ce n'est pas la méthode appliquée en comptabilité d'entreprise ; il importe donc de corriger les valeurs indiquées dans les bilans qui sont les valeurs d'origine.

Il faut noter que dans le cas de biens neufs le coût d'origine coïncide avec la valeur de remplacement.

On peut envisager d'appliquer la méthode chronologique (dite de l'inventaire permanent) utilisée par J. MAIRESSE. Au niveau du compte de patrimoine des entreprises, cela implique, en partant d'une année particulièrement favorable (année de centralisation de plusieurs enquêtes concernant les investissements des entreprises), d'établir un inventaire des actifs que nous avons appelés "actifs physiques longs". A partir de cette année de base, il est alors assez facile de suivre l'ensemble de ces actifs grâce à

la méthode chronologique, et d'intégrer les nouveaux investissements effectués par les entreprises.

745. En ce qui concerne les stocks, on est contraint par l'évaluation de la variation de stocks dans les comptes de flux. Cette évaluation prend comme base le prix du marché, que l'on applique à la modification physique.

Par rapport à la comptabilité des entreprises, deux cas peuvent se présenter :

- les entreprises appliquent la méthode de l'inventaire permanent des stocks, on peut considérer la comptabilisation obtenue comme étant une bonne approximation de la réalité ;

- les entreprises pratiquent l'inventaire intermittent ; dans ce cas la comptabilisation est moins sûre.

Dans les deux cas les entreprises sont invitées à comparer leur prix de revient au cours du jour. Or l'appréciation du cours du jour est souvent subjective, quelquefois impossible (stocks particuliers, bien saisonniers...).

C'est cependant la valeur marchande des stocks que l'on considérera ici comme base d'évaluation.

746. Les actifs physiques non reproductibles posent des problèmes sérieux.

En matière de terrains on peut se reporter à des séries de prix de marché, mais il est quelquefois délicat de comparer un terrain à un autre ; des éléments incorporels interviennent, par exemple, l'emplacement, la proximité de voies de dégagement ... A cela il faut ajouter le problème épineux de la spéculation qui fait que le marché est dans ce cas un très mauvais indicateur ; ou plutôt un indicateur particulièrement inflationniste, qui risque de modifier complètement la structure des comptes par catégories d'entreprises.

Un autre problème se pose en matière de terrains, c'est celui de la séparation entre les constructions et les terrains qui

les portent ; mais nous avons vu que le SCN admet lui-même que cette séparation doit être effectuée dans la mesure où elle est possible pratiquement.

Pour les autres actifs non reproductibles, on doit se référer à la capitalisation des revenus futurs ; mais ce problème se pose assez peu pour les entreprises.

747. En ce qui concerne les actifs financiers, les problèmes d'évaluation sont les mêmes que pour les passifs et on a tout intérêt à les traiter de pair, étant donné que, pour un même actif, l'évaluation doit être la même en tant que créance et en tant que dette.

Ainsi les titres de participation qui se trouvent à l'actif d'une entreprise correspondent à une partie du capital social d'une autre entreprise, il importe donc de les traiter conjointement.

Nous avons eu l'occasion (chapitre III) de critiquer l'évaluation préconisée par le PCG, c'est-à-dire l'évaluation à la valeur nominale. Effectivement, quand on considère le compte de patrimoine d'une entreprise, cela ne présente pas un grand intérêt d'avoir la valeur nominale des titres. Il est plus intéressant, pour pouvoir apprécier le patrimoine réel d'une entreprise, de savoir que les titres qu'elle détient représentent une part x de la valeur de l'entreprise émettrice.

Par ailleurs, dans le compte de patrimoine (c. de p.) d'une entreprise, le capital social, en tant que tel, ne présente aucun intérêt ; seule est intéressante la valeur nette issue notamment de la valorisation des titres détenus. Donc, dans le C de P d'une entreprise, on n'a pas à évaluer le capital social, il se fonde dans la valeur nette du patrimoine et n'a pas d'existence propre en tant que n actions émises à la valeur unitaire X .

Mais, quand on s'intéresse à l'ensemble des entreprises, il devient extrêmement difficile de raisonner sur des fractions de

la valeur de chaque entreprise, valeur elle-même déterminée à partir de la valeur d'autres que entreprise, valeur elle-même déterminée à partir de la valeur d'autres entreprises. Si ce raisonnement est valable et assez facile à appliquer sur un petit nombre d'entreprises, il devient délicat sur l'ensemble des SQS, d'autant que les entreprises ne sont pas seules concernées, d'autres agents tels les ménages et les institutions financières pouvant détenir des actions d'entreprises dans leur patrimoine.

Ces difficultés d'application nous forcent à nous rabattre sur le prix du marché, c'est-à-dire le cours en bourse. L'existence des comptes de réévaluation permet une adaptation continuelle de la valeur, étant entendu, qu'à l'émission, valeur d'émission et cours en bourse s'identifient.

Dans le cas des mères et filiales, on doit retenir l'évaluation à la valeur de l'entreprise (actifs - engagements), plus conforme à la réalité ; une société-mère dispose de droits importants sur ces filiales ; d'autre part le nombre limité d'entreprises concernées dans un groupe permet d'utiliser sans difficulté cette méthode ; c'est d'ailleurs ce principe qui est adopté dans l'opération de consolidation.

748. Les actifs incorporels non financiers peuvent avoir ou non fait l'objet d'une transaction. Quand ils ont été achetés (fonds de commerce par exemple), la valeur qui s'impose est la valeur de remplacement. Elle permet en effet de tenir compte des changements de valeur, d'importance, qu'auront subis ces actifs depuis leur acquisition.

Quand ces actifs n'ont pas été acquis mais créés de toutes pièces, la capitalisation des gains futurs est l'évaluation qui s'impose. On sait que, dans ce cas, ces actifs ne sont même pas retracés dans la comptabilité, selon le PCG ; on aura donc des difficultés à réaliser pratiquement cette évaluation. Dans un premier temps on aura recours aux enquêtes auprès des entreprises et à la comparaison avec des actifs du même type échangés sur le

marché; le souci primordial étant d'éviter les évaluations purement conventionnelle.

Dans le cas particulier des dépenses de recherche et développement, il n'y a pas véritablement de problèmes d'évaluation, puisqu'il s'agit de capitaliser les dépenses effectuées.

749. En matière d'obligations et de prêts et emorunts à long terme, la contrainte d'évaluation identique dans le patrimoine du créancier et dans celui du débiteur prend tout son sens car elle implique que l'évaluation retenue soit intéressante du point de vue du comportement de l'un et l'autre ; c'est la valeur de remboursement (comme on l'a indiqué dans le chapitre III) qui remplit cette double condition. Le créancier tout comme le débiteur sont intéressés l'un, par le montant qu'il percevra effectivement et l'autre, par la somme à déboursier finalement. Notons que ce traitement n'est pas conforme à celui retenu dans les comptes de flux.

750. En ce qui concerne les créances et dettes à court terme, par définition, il s'agit d'actifs et de passifs à moins d'un an. Ce sont en général des créances non transférables, c'est-à-dire qui mettent en relation deux contractants qui demeurent les mêmes pendant la durée de la créance ; elles ne changent donc pas de valeur du point de vue des partenaires. Si elles en changent en fait, ce ne peut être que pour des raisons accidentelles ; dans ce cas le compte de réévaluation en tiendra compte. On peut donc admettre, comme dans le PCG, que ces créances et dettes soient évaluées à la valeur nominale.

Le tableau suivant résume les évaluations retenues.

Tableau 8. Evaluations proposées pour les différents postes du compte de patrimoine.

POSTES	EVALUATIONS
Actifs physiques reproductibles longs	Valeur de remplacement
Actifs physiques reproductibles courts (stocks)	Valeur marchande
Actifs physiques non reproductibles	Capitalisation des revenus futurs
Actifs incorporels non financiers	Valeur de remplacement ou capitalisation des revenus
Actions et titres de participations	Valeur marchande
Obligations et prêts	Valeur de remboursement
Créances et dettes à court terme	Valeur nominale

C) L'intégration du compte de patrimoine des entreprises dans l'ensemble des comptes nationaux.

751. Le problème de l'intégration du compte élaboré pour l'ensemble des entreprises aux comptes nationaux se pose aussi bien au niveau des comptes de flux existants qu'au niveau des comptes de patrimoine des autres agents (comptes existants ou à créer).

Nous avons été animés, notamment en traitant de l'évaluation, du souci de cohérence avec les comptes de flux ; cependant dans certains cas il ne nous a pas été possible de respecter strictement les principes des comptes de flux ; on aboutit donc à une remise en cause implicite des dits principes.

Unité de décision.

752. C'est une question que nous avons déjà évoquée tant dans la première que dans la seconde partie de cette étude. On sait que la comptabilité nationale française (ancien et nouveau systèmes), contrairement à d'autres systèmes (britannique par exemple) et en

dépit des recommandations du SCN, considère que l'unité institutionnelle du secteur SQS est l'entreprise. Cela signifie qu'on estime que l'entreprise française a toujours une comptabilité complète et est toujours dotée de l'autonomie de décision. Or on sait que si cette assertion est vérifiée pour certaines entreprises, il n'en est pas de même pour nombre d'entre elles qui sont intégrées à un groupe ; dans ce dernier cas, même quand ces entreprises ont une comptabilité complète, nous avons vu (chapitre III de la seconde partie) que cette comptabilité ne reflète en aucune façon la réalité ; quant à l'autonomie de décision, il est clair qu'elle n'existe pas.

Pour ces raisons, nous considérons que le groupe est plus adapté dans l'économie française actuelle comme unité de décision du secteur institutionnel SQS ; ceci se justifie tout particulièrement en matière de patrimoine. Car si l'on peut admettre que des entreprises, même inféodées à un groupe, gardent une certaine autonomie quand il s'agit de décider de leur production, peut-être de leurs prix..., on sait qu'il n'en est absolument pas de même dès qu'il s'agit de financement, d'investissement et de plan de développement.

De plus, on a eu l'occasion d'indiquer les conséquences financières de l'appartenance au groupe, liaisons de type financier qui n'apparaissent pas dans les bilans, d'où la nécessité d'opérer une consolidation des comptes.

753. A l'encontre de cette analyse on peut avancer que les groupes n'ont pas d'existence juridique en France et qu'ils sont de toute façon très mal connus. A cela on doit répondre que la reconnaissance juridique des groupes, sous la pression des faits, ne saurait tarder. Par ailleurs, si l'on connaît mal les groupes, cette connaissance ne peut que s'améliorer avec les études en cours (INSEE notamment), et rien n'interdit dans un premier temps d'intégrer les informations connues dont le champ s'étendra progressivement. Il n'est donc pas indispensable d'attendre d'avoir une

connaissance parfaite des groupes avant d'en tenir compte.

Le groupe a l'avantage d'être opérationnel comme unité de décision, quelles que soient les circonstances ; en effet, les entreprises "seules" peuvent être considérées comme des groupes particuliers ; il n'y a aucune difficulté de traitement à ce niveau.

754. Cette solution aboutit à une remise en cause du principe admis en comptabilité nationale française. Dans la mesure où les comptes de flux continuent à considérer l'entreprise comme unité de décision, quelles sont les conséquences pratiques sur la cohérence des comptes ?

La liaison entre deux comptes de patrimoine des entreprises se fait par l'intermédiaire des opérations de la période enregistrées au compte de capital et au compte financier. Il y aura donc une incohérence non négligeable si l'on considérerait d'un côté des comptes consolidés et de l'autre des comptes non consolidés.

Le problème se pose essentiellement au niveau des actifs financiers et des passifs. Une solution nous semble être de ne pas tenir compte des opérations financières de l'année n pour élaborer le C de P de l'année n, et d'élaborer le compte directement à partir des informations en provenance des entreprises ; la liaison entre compte de patrimoine de l'année n et compte de flux de l'année sera facilitée par un ajustement.

La liaison stock-flux (compte de patrimoine et comptes de flux des entreprises.

755. Nous avons étudié la liaison stock-flux à l'intérieur de la comptabilité d'entreprise ; l'une des manifestations de cette liaison est l'existence d'un même solde pour le bilan (compte de stock) et le compte de pertes et profits (compte de flux). En redressant les comptes de flux (en supprimant notamment les décalages comptables), on pourrait réaliser une telle liaison dans les comptes nationaux. Mais nous avons vu également (chapitre I de la deuxième partie) que cette liaison est très formelle, et il

ne nous semble pas d'un grand intérêt de chercher à la réaliser dans les comptes nationaux.

La liaison qui est à établir est celle que nous évoquons au paragraphe 754, c'est-à-dire celle qui existe entre le compte de patrimoine de l'année n , les comptes de flux de l'année $n + 1$, et le compte de patrimoine de l'année $n + 1$.

Un premier problème se pose en matière d'actifs financiers. On sait que le crédit inter-entreprises n'est pas retracé dans les comptes financiers et le TOF ; or ce crédit est inclus bien entendu dans la comptabilité des entreprises, donc dans le compte de patrimoine des entreprises.

Un autre problème provient de la différence d'évaluation des obligations dans les comptes de flux et le compte de patrimoine. Dans les comptes de flux, en effet, tous les flux sont enregistrés à la valeur des sommes effectivement reçues ou versées. Cela signifie que :

- pour les titres nouveaux, c'est le prix d'émission
- pour les titres en circulation, c'est le cours en bourse
- pour les titres parvenus à échéance, c'est le prix de remboursement.

Dans ces deux cas, crédit inter-entreprises et obligations, on est obligé de recourir à l'ajustement pour réaliser la liaison entre les comptes de flux et le compte de patrimoine.

756. Enfin un autre problème concerne la définition restrictive de la formation brute de capital fixe (FBCF) retenue par le SECN. Nous avons déjà soulevé cette question dans la première partie de cette étude, à propos justement de la liaison entre comptes de flux et comptes de patrimoine, au niveau national.

Alors que nous avons considéré comme important de prendre en compte l'accumulation des dépenses de recherche et développement comme élément du compte de patrimoine des entreprises,

ces dépenses sont dans les comptes de flux analysées comme des consommations intermédiaires. Ce traitement nous paraît tout à fait inadéquat, de telles dépenses étant par définition destinées à porter leurs fruits à moyen ou long terme. Nous avons déjà rejeté l'argument selon lequel ces dépenses ne se matérialisent pas forcément en actifs corporels et que le revenu future que l'on en attend reste incertain. En effet le fait qu'un investissement ne soit pas productif de manière certaine ne l'a jamais transformé en consommation intermédiaire, c'est-à-dire en un équivalent-matière première.

Là encore, bien que le problème posé soit un problème conceptuel de fond, la seule solution pour maintenir la cohérence des comptes est de faire jouer l'ajustement.

757. Comme on le voit l'intégration du compte de patrimoine des entreprises dans l'ensemble des comptes nationaux ne va pas sans poser de problème. D'autres difficultés apparaîtront vraisemblablement d'ailleurs au moment de l'intégration effective. Il ne faut pas à notre sens donner trop d'importance à ces difficultés que seule la pratique permettra de résoudre progressivement. Elles ne doivent pas constituer un obstacle à une tentative d'élaboration d'un compte de patrimoine des entreprises.

Notes annexes au chapitre IV

1) En réalité on ne devrait pas trouver ce poste, crédit-bail, dans les actifs financiers des SQS, car en France le crédit-bail, s'est surtout développé par l'intermédiaire des banques (création de filiales). Le crédit-bail doit donc se trouver parmi les actifs financiers des institutions de crédit. Ceci est tout à fait en accord avec l'analyse que nous avons faite du crédit-bail comme moyen de financement.

La conséquence de ce traitement, au niveau de l'agrégation, c'est que les opérations de crédit-bail ne vont pas s'annuler au moment de l'agrégation institutionnelle mais seulement au moment de l'agrégation nationale.

2) Jacques MAIRESSE. L'évaluation du capital productif : Economie et Statistique n° 25.

Conclusion de la seconde partie

758. Après une première partie qui s'est attachée à discuter les problèmes conceptuels tenant au patrimoine et au compte de patrimoine, cette seconde partie a cherché à poser les problèmes pratiques d'élaboration d'une comptabilité du patrimoine. Pour ce faire on s'est placé au niveau des entreprises au sens de la comptabilité nationale et on a procédé à une sorte d'expérimentation de la méthode des bilans.

Cette expérimentation, si elle a permis de mettre en évidence la nécessité de telles recherches, au-delà des caractéristiques et/ou évolutions intéressantes pour la connaissance des entreprises, a également mis en lumière les insuffisances manifestes de la méthode dite des bilans et, à travers elle, l'insuffisance et les imperfections du bilan lui-même. Ces insuffisances étant apparues à la lumière du concept de patrimoine, il apparaissait clairement dès lors que le bilan n'est pas un compte de patrimoine.

Il reste que le bilan est une source riche d'information tout à fait exploitable dans le cadre de l'élaboration de comptes de patrimoine, à condition que l'on puisse apporter des corrections. Sans négliger les difficultés nombreuses auxquelles on se heurte, (et il était bien difficile de les appréhender toutes dans cette étude), il est incontestable que, lancer une expérience de comptes, d'abord pour les entreprises, apparaît tout à fait possible dans l'état actuel.

CONCLUSION

Au terme de l'analyse qui a été faite tout au long de cette étude du patrimoine et du compte de patrimoine, l'un des résultats probants, c'est d'une part la nécessité d'élaborer des comptes de patrimoine, et d'autre part la possibilité que l'on a actuellement d'élaborer un compte de patrimoine des entreprises et même des comptes d'ensemble. Il suffit dans un premier temps d'avoir des ambitions modestes, c'est-à-dire d'élaborer d'abord des comptes à titre expérimental que l'on améliorera par la suite.

Nous avons par ailleurs eu l'occasion, au cours de cette étude, de mettre l'accent sur les difficultés auxquelles on risque de se heurter dans une telle entreprise. Mais ces difficultés ne nous ont pas semblé de nature à remettre en cause la dite entreprise. Est-ce à dire que tout est pour le mieux dans "le meilleur des mondes patrimoniaux ?" Non, car des questions, latentes jusqu'ici, doivent être posées. On peut les analyser selon trois points de vue :

- quel est l'apport du patrimoine par rapport au revenu ?
- patrimoine pour qui ?
- comment analyser la décision d'élaborer des comptes de patrimoine ?

L'apport du patrimoine par rapport au revenu ?

Comme on l'a vu dans le courant de la première partie de cette étude, la conception du revenu comme seule variable explicative du comportement des agents économiques est remise en cause par diverses recherches effectuées dans ce domaine.

Il est clair en effet que les ménages, par exemple, ne sont pas déterminés, dans leurs décisions économiques, uniquement par leurs revenus. Le revenu intervient pour une part non négligeable, et il y a tout lieu de penser que cette part est d'autant plus

importante que le revenu est la seule ressource ; mais il en est de même du patrimoine.

S'il est clair qu'un individu hésite à "manger son capital", il est non moins clair qu'en prenant une décision importante (par exemple en faisant une opération financière de grande envergure), il tient compte de l'existence de ce capital au moins comme moyen de se tirer d'un mauvais pas éventuel. Dans ce dernier cas ce sont les éléments liquides du patrimoine qui seront à prendre en considération ; l'aptitude des éléments du patrimoine à se transformer en monnaie est un facteur déterminant. Ceci ne signifie pas que même dans une telle situation, les éléments moins liquides n'interviennent pas ; une maison peut être hypothéquée, mais en général on n'a recours à ce type de solution que dans les cas extrêmes. Ce sont donc les éléments les plus liquides qui sont les plus intéressants à suivre.

Mais les éléments ayant un faible degré de liquidité interviennent dans les décisions mettant en cause la structure du patrimoine. Ainsi un individu qui dispose déjà d'un nombre x d'appartements pour une valeur de X , pourra souhaiter acquérir d'autres types d'actifs, par exemple des terres cultivées, pour diverses raisons, notamment conjoncturelles.

Au niveau des entreprises, le chiffre d'affaires (revenu brut) n'est pas la seule variable importante.

Le chiffre d'affaires est une donnée d'importance dans la mesure où un chiffre d'affaires élevé est une promesse de bonne rentabilité. Mais le chiffre d'affaires s'alimente à la source que constituent les moyens de production, c'est-à-dire la plupart des actifs de l'entreprise. Il est de ce fait intéressant de suivre le ratio immobilisations/chiffre d'affaires ; c'est une mesure de l'intensité capitalistique de l'entreprise, c'est-à-dire de l'importance du facteur capital dans les circuits de production et de commercialisation. En d'autres termes ce ratio mesure l'aptitude des immobilisations, c'est-à-dire des investissements physiques longs, à se

transformer en chiffres d'affaires. C'est donc une approche de la rentabilité à la fois industrielle et commerciale des investissements.

La signification et la précision de ce ratio sont différentes selon les valeurs retenues au numérateur et au dénominateur. Ainsi, si à la place des immobilisations nettes, on considère les valeurs immobilisées nettes, la signification est différente dans la mesure où l'inclusion des AVI donne une dimension financière au ratio, car il est évident que la production de l'année ne bénéficie pas uniquement des investissements de l'année.

On peut également par ce ratio faire une approche du coefficient moyen de capital. Pour avoir le coefficient de capital, il faut affiner les deux termes du ratio et en particulier déterminer la production à partir du chiffre d'affaires. D'autre part le coefficient de capital est en général considéré d'un point de vue physique, c'est-à-dire que le capital étant un facteur de production, il doit comprendre non seulement les immobilisations, mais aussi les stocks.

Au niveau national, l'apport du patrimoine se situe surtout dans le cadre des comparaisons internationales. On a l'habitude, pour comparer les niveaux de développement de deux pays, de prendre en compte uniquement le revenu ou le produit par tête. Or vis à vis de ces flux on peut faire deux observations :

- ils ne tiennent aucun compte des particularités des économies concernées; ils supposent a priori que ces économies ont la même structure. Il est évident qu'un pays comme la Guadeloupe est économiquement et sociologiquement fort différent de la France continentale. Il n'est pas étonnant qu'en appliquant les concepts des pays développés on aboutisse par exemple à des dépenses de consommation supérieures aux revenus distribués. Dans un pays où le sous-emploi est endémique et où les principales activités sont saisonnières, on doit compter sur autre chose que le revenu au sens classique du terme, pour consommer. Il y a donc à côté du revenu

"apparent", un revenu "invisible" non négligeable qu'il importe d'analyser. Ce revenu "invisible" est, en dehors des phénomènes sociologiques d'entraide familiale... directement lié à des éléments du patrimoine. Ainsi, il est de tradition dans les foyers ruraux guadeloupéens d'élever un porc ; le plus souvent ce porc a, en dehors de l'autoconsommation, une fonction économique précise ; il sera par exemple abattu pour couvrir les frais de la rentrée scolaire. Les familles, soucieuses d'assurer la scolarisation de leurs enfants, et sachant ne pas pouvoir compter sur leurs salaires et leurs prestations familiales, ont recours à ce moyen. Cet exemple pris parmi d'autres montre bien l'interaction entre revenu et patrimoine, et l'insuffisance de l'analyse portant uniquement sur le revenu. Il met aussi l'accent sur les risques théoriques de toute méthodologie considérant comme universels les concepts mis en évidence dans une économie donnée. Comme on le voit ce problème est lié directement à celui évoqué dans l'introduction de cette étude et relatif à l'application du SCN aux pays sous-développés.

- Ces flux sont essentiellement statiques et ne tiennent aucun compte pour un pays donné de ses potentialités. Le compte de patrimoine est susceptible d'apporter des éléments d'analyse intéressante sur ces potentialités. Il peut s'agir aussi bien des potentialités humaines, que des potentialités en matériel, en ressources naturelles etc... Le revenu seul ne suffit pas à rendre compte de la réalité. Il suffit de se tourner vers les pays pétroliers comme le Koweït pour prendre la mesure de ce fait. Le Koweït a un revenu par tête élevé, mais à part le pétrole il n'a aucune potentialité ; il s'emploie donc à élargir ses possibilités futures. Il cherche à se créer de toutes pièces une agriculture, une technologie. Ceci explique que deux pays ayant des revenus par tête très voisins peuvent être fort différents dans leur stade effectif de développement et dans leurs possibilités à venir. Les éléments du patrimoine et en particulier les éléments physiques sont un gage de développement futur, car ils sont à l'origine de nouveaux revenus.

Patrimoine pour qui ?

Si on s'est beaucoup attardé dans cette étude sur l'objet des comptes de patrimoine, on s'est peu posé la question de savoir à qui s'applique le patrimoine tel qu' on l'a défini. Qui a un patrimoine ?

Le patrimoine étant le résultat de l'accumulation du capital, seuls ont un patrimoine les individus et institutions qui accumulent du capital. Sont susceptibles d'accumuler ceux qui disposent de capital, avancent ce capital dans le processus de production dans le but d'accroître leurs profits, eux-mêmes à la base d'une nouvelle accumulation. Il s'agit des capitalistes. A côté des capitalistes, il y a les détenteurs de hauts revenus dont une faible part leur permet de satisfaire leurs besoins immédiats ; ils peuvent alors dégager une épargne qui leur permet d'acquérir des biens de capital, qu'il s'agisse d'éléments physiques ou financiers.

A priori il semble qu'il faille un certain niveau de revenu pour accéder à la "propriété", au patrimoine. Les individus commencent d'abord par satisfaire leurs besoins élémentaires avant d'acquérir des biens de capital.

Ce raisonnement, basé sur le revenu, ne rend pas entièrement compte de la réalité.

Quelle est la réalité ?

En réalité on s'aperçoit que dans des classes de revenu, même très modestes, il y a un attachement très fort à la propriété, donc à l'acquisition de biens de patrimoine. A ce propos, il est à remarquer l'attachement très typique dans les classes de revenu modestes et, en particulier dans les pays sous-développés, à la détention d'or, celui-ci étant considéré comme une valeur sûre ; de même, la terre exerce une attraction très forte sur ces mêmes classes de revenu. Il n'est pas rare dans les régions sous-développées de voir des individus se priver du strict nécessaire pour acheter un terrain !

A quoi correspond ce comportement ?

Ce comportement patrimonial nous semble très profondément un recours des classes à faibles revenus pour pallier l'insuffisance, et surtout l'incertitude de leurs revenus.

Quand on est salarié dans un pays développé on est (sauf cas de crise) à peu près sûr d'avoir un revenu correct ; on peut donc s'attacher à la satisfaction de ses besoins "socialement nécessaires". A l'inverse, un salarié agricole guadeloupéen, par exemple, n'est sûr ni du montant de son salaire, ni de la durée pendant laquelle il percevra ce salaire, il est donc amené à développer une stratégie très particulière qui consiste à accumuler même quand il n'en a pas les moyens, dans le but de faire face aux fluctuations, saisonnières ou pas, de son revenu. Il n'est alors pas étonnant de constater que nombre d'ouvriers agricoles guadeloupéens disposent d'un lopin de terre avec un "jardin antillais" (c'est-à-dire un jardin où l'on trouve à peu près tout ce qui est nécessaire à l'alimentation courante d'une famille modeste), une ou deux têtes de bétail (souvent il a deux boeufs et un porc. Parallèlement, les mères de familles acquièrent des objets en or quand elles en ont l'occasion (cérémonie religieuses surtout), en espérant pouvoir les monnayer en période de vaches maigres. Notons que ce n'est pas toujours un bon calcul, car si l'or garde sa valeur, les objets en or se déprécient vite... Quoiqu'il en soit, il s'agit véritablement d'un moyen de lutter à la fois contre l'insuffisance et les fluctuations imprévisibles des revenus.

Le patrimoine apparaît dès lors sous un aspect inédit ; il apparaît en effet directement lié à la consommation et à la satisfaction des besoins vitaux des individus ; on est bien loin de la conception courante du patrimoine. Dès lors tout individu a un patrimoine ; mais on voit bien que c'est la composition de ce patrimoine qui peut permettre de différencier les individus.

Nous avons eu l'occasion de définir le patrimoine d'une entreprise et nous avons vu que l'entreprise avait un patrimoine

propre différent de celui de ses actionnaires, étant donné que, par hypothèse l'entreprise poursuit son activité.

Il est évident que l'existence des groupes remet en question cette conception simple. Dans la mesure où on estime que l'unité de décision en matière de patrimoine est le groupe, la notion de patrimoine de l'entreprise perd beaucoup de son sens.

Qu'en est-il du patrimoine national ?

Que l'on considère le patrimoine national comme étant celui des nationaux, ou comme étant celui des unités situées sur le territoire national, on se heurte dans cette analyse à l'existence des firmes multinationales.

Cela a-t-il un sens de parler de patrimoine national, quand ce patrimoine est en grande partie la propriété de sociétés à cheval sur plusieurs pays et qui peuvent décider du jour au lendemain de transférer tel ou tel élément de leur patrimoine d'un pays à un autre ?

Comme le souligne Charles LEVINSON (dans son ouvrage "L'inflation mondiale et les firmes multinationales", paru aux éditions du Seuil), face à ces firmes, l'Etat-Nation semble ne plus gouverner. En fait le pouvoir politique et économique étant considérablement amoindri, il est un peu vain de parler de patrimoine national.

Une société multinationale peut avoir des actifs répartis sur toute la surface du globe ; la décision de transférer certains de ces actifs d'un pays à un autre dépend surtout de la stratégie de la dite société. En d'autres termes, le patrimoine d'un pays donné peut varier brusquement en dehors de toute décision nationale. Dans ces conditions on est quelque peu sceptique sur la signification du "patrimoine national".

L'internationalisation du capital est un phénomène récent qui pose bien des problèmes aux comptes nationaux. Ces problèmes apparaissent plus aigus en matière de patrimoine où théoriquement

la propriété est déterminante. Car comment définir une propriété nationale dans le contexte créé par l'internationalisation du capital et l'interaction des différentes économies nationales ?

A cet égard la notion de résidence et celle annexe de résidence fictive, nous semblent être une conséquence directe des difficultés rencontrées dans ce domaine par les comptables nationaux. Etant donnée l'impossibilité de se référer à la nationalité juridique des individus et des institutions, on a eu recours à ce que l'on peut appeler leur nationalité économique, c'est-à-dire leur résidence, notion dans laquelle seule la durée du rattachement à l'économie est déterminante. On va même plus loin quand on considère comme résidentes des parties d'unités économiques manifestement non résidentes ; c'est le principe de la résidence fictive.

On voit que dans un tel contexte, pour conserver une signification au concept de patrimoine on est obligé de reléguer au second plan son aspect propriété.

La décision d'élaborer des comptes de patrimoine est-elle purement technique ?

L'idée de faire le point des richesses de la nation tout comme celle de compter les individus est une vieille idée ; mais on constate, historiquement, que cette idée ne se concrétise par des évaluations qu'en période de crise (crise politique, crise économique). Cela s'explique facilement par le désir des gouvernants de mesurer leur force, leur puissance, ou plus simplement leur potentiel de résistance.

Après la seconde guerre mondiale, les pays occidentaux et tout particulièrement les USA et l'Allemagne, ont éprouvé le besoin pressant d'estimer leurs richesses nationales. La cause principale de ce fait est la conjoncture de l'époque ; la crise économique des années trente avait pas mal ébranlé les structures du monde capitaliste et la nécessité de faire le point des richesses nationales se faisait sentir. Ces propos d'un responsable américain de l'époque

(homme d'affaires et de gouvernement) rendent bien compte de ce fait :

"Pour gouverner l'unité que constitue l'Etat du New Hampshire et pour contribuer à sa prospérité comme s'il s'agissait d'une entreprise, nous devons avoir à notre disposition l'essentiel de la comptabilité commerciale, c'est-à-dire un bilan et un compte de revenu pour l'ensemble de l'Etat".

(Cité par M.R. GAINSBURGH in Studies in Income and Wealth, volume XI, novembre 1946).

En 1945 la guerre laisse un cortège de destructions en biens matériels et en hommes ; le besoin de mesurer les coûts de la guerre, c'est-à-dire l'amputation subie par le patrimoine national, mais aussi l'influence de la guerre sur la richesse nationale, s'est traduit dans les faits par des estimations du capital (travaux de S. KUZNETS). Les différents travaux menés à cette époque visaient à répondre aux questions que se posaient les économistes sur l'évolution de l'économie américaine au lendemain de la guerre, mais surtout ils faisaient suite aux préoccupations des hommes politiques à ce moment là. Ainsi, dans son message sur l'état de l'Union en 1946, le Président TRUMAN n'hésite pas à affirmer :

"En tout premier lieu le programme gouvernemental de conservation des ressources doit établir quelles sont nos ressources et comment il conviendrait de les utiliser. Il nous faut dresser, sans perdre de temps, un inventaire des terres, des ressources minérales et des forêts de la Nation".

(Cité par Findlay SHIRRAS dans "L'actualité économie et financière à l'étranger", mais 1948).

A l'heure actuelle, une question se pose : à quoi correspond la vague en faveur de l'élaboration de comptes le patrimoine ? (les effets de la seconde guerre mondiale étant estompés). Il s'agit bien d'une vague, car si jusqu'ici les pays faisaient plus ou moins des estimations d'éléments du patrimoine en

fonction de leurs besoins, à l'heure actuelle dans la mesure où le SCN s'applique à presque tous les pays, ce sont à brève échéance tous les pays qui auront un système complet de comptes de patrimoine. En effet, à partir du moment où l'on en est au niveau des Nations Unies à des discussions méthodologiques sur les comptes de patrimoine, il est clair qu'un tournant nouveau et déterminant est pris en cette matière.

Comme élément d'explication à cette vague, on peut évoquer la crise du système capitaliste ; mais cette crise est latente depuis de nombreuses années, même si elle va en s'aggravant depuis peu. Par ailleurs, dans la mesure où elle affecte la plupart des pays, elle perd de son impact. Il ne faut cependant pas négliger cet élément d'explication, car bien que la plupart des pays soient affectés par la crise, ils ne réagissent pas tous de la même manière et surtout, ils n'ont pas tous les mêmes capacités de faire face à cette crise.

Face à cette crise économique, le nationalisme de chacun reprend le dessus ; cet élément d'explication n'est donc pas sans intérêt ; il n'est cependant pas déterminant à notre sens. En fait, il faut bien être conscient qu'en dépit des imperfections que l'on a mises en évidence, l'existence de comptes de patrimoine représente une amélioration notable dans la connaissance du fonctionnement des économies, car elle permet de mieux connaître certains phénomènes économiques.

D'autre part, le caractère international de ces comptes, c'est-à-dire le fait que la plupart des pays qui entretiennent des relations commerciales aient une comptabilité du patrimoine, est déterminant. Ce caractère international a, en effet, comme conséquence immédiate l'existence de comptes de patrimoine utilisant les mêmes concepts et appliquant des méthodes voisines voire identiques.

Il ne faut pas négliger la masse d'information que cela représente pour ceux qui sont directement intéressés, c'est-à-dire

ceux qui mettent en oeuvre et profitent de l'internationalisation du capital, autrement dit les firmes multinationales.

Il leur connaît les économies dans lesquelles sont implantées leurs filiales ne leur est pas indifférent ; de même, avoir une bonne idée des potentialités en ressources naturelles, en main-d'oeuvre qualifiée..., ne leur est pas non plus indifférent pour le choix de ces implantations.

Au sein d'une même économie, il est intéressant de connaître les structures financières, les secteurs à croissance rapide, les secteurs sous-équipés (sous-équipement des entreprises mais également des ménages), les taux d'accumulation...

Bien sûr toutes ces informations peuvent être obtenues pour une économie donnée, par voie d'enquête notamment. Mais, ce qui est tout à fait nouveau dans la tentative du SCN, c'est le fait que tous ces renseignements pourront être obtenus dans une forme homogène pour la plupart des pays, qu'ils soient développés ou sous-développés, base d'une rationalisation des interventions des sociétés multinationales dans les différents pays.

Comme le note Charles LEVINSON (dans l'ouvrage cité plus haut), on constate de plus en plus que le capital, de moyen de production devient le but de la politique des entreprises ; "le capital n'est plus désormais un facteur de production mais c'est la production qui est un facteur de capital". Dès lors, toute information concernant ce capital, sa structure, ses variations, devient fondamentale.

La décision d'élaborer des comptes de patrimoine n'est donc pas une décision purement technique, elle a un substrat politique, ou au moins des implications politiques.

Il faut être conscient que même si des comptes de patrimoine sont importants dans le cadre des recherches économiques, on ne doit pas en négliger les autres aspects. On assiste depuis les années soixante au niveau statistique à différents mouvements qui

nous semblent être convergents, qu'il s'agisse de l'uniformisation des comptabilités nationales, de l'uniformisation des comptabilités privées, de l'interaction et de l'harmonisation entre comptabilités privées et comptabilités nationales. Si dans ces divers mouvements les économistes et statisticiens trouvent leur compte, car il s'agit là d'améliorations techniques non négligeables, ils ne sont pas les seuls à en tirer profit...

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

1) Principaux ouvrages consultés :

- ATTALI Jacques et GUILLAUME Marc, *l'Anti-économique*, Presses Universitaires de France, 1974.
- BARNAY André et CALBA Gaston, *Combien vaut votre entreprise ?* Entreprise moderne d'Édition, 1968.
- BENARD Jean, *La conception marxiste du capital*, Editions Sociales.
- BENARD Jean, *Comptabilité nationale et modèle de politique économique*, Presses Universitaires de France, 1972.
- BIENAYME Alain, *La croissance des entreprises*, Bordas Etudes, 1971.
- BLIND Serge, *Démystification des bilans d'entreprises*, Editions d'Organisation, 1967.
- Von BOHM-BAWERK Eugène, *Théorie positive du capital*.
- Von BOHM-BAWERK Eugène, *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital* (traduction française, 1903).
- BORCHARDT Julien, *Le capital (K. MARX), Résumés, Extraits*, Presses Universitaires de France, 1965.
- BRUNDLER Gustave, *La réévaluation intégrale des bilans*, Entreprise Moderne d'Édition, 1969.
- De BRUNHOFF Suzanne, *L'offre de monnaie ; Critique d'un concept*, Editions F. Maspero, 1971.
- CHATELUS Michel, *Production et structure du capital*
- CORRE J., *La consolidation des bilans ; les comptes de groupes*, Dunod, 1969.
- COTTA Alain, *La dépréciation du capital et le sujet économique*, Société d'Édition d'enseignement supérieur, 1958.
- COTTA Alain, *Théorie générale du capital, de la croissance et des fluctuations*, Dunod, 1967.
- COTTA Alain, *Analyse quantitative de la croissance des pays sous-développés*, Presses Universitaires de France, 1967.
- DEFOSSE Gaston, *La gestion financière des entreprises*, Presses Universitaires de France, 1971.

- DEPALLENS Georges, Gestion financière de l'entreprise, Sirey, 1971.
- FISHER Irving, De la nature du capital et du revenu, Editions Giard et Brière.
- FRIEDMAN Milton, A theory of consumption function, Princeton University Press, 1953.
- GOLDSMITH Raymond, Studies in the balance sheet of the united states, volumes I and II, NBER.
- GOLDSMITH Raymond, National wealth of the united states in the postwar period, NBER.
- Von HABERLER Gotfrid, Prospérité et dépression ; Etude théorique des cycles économiques, Genève, 1943.
- HELINE Robert, Etude méthodologique du capital national, Gauthier-Villars, 1965.
- HILFERDING Rudolf, Le capital financier, Editions de Minuit, 1970.
- LASSEQUE Pierre, Gestion de l'entreprise et comptabilité, Dalloz, 1967.
- LAVAUD Raymond, Comment mener une analyse financière ? Dunod, 1972.
- LENINE V.I.O., L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Editions du Progrès, Moscou, 1969.
- LEONTIEF Wassily, The structure of american economy 1919-1939, Oxford University Press, 1951.
- LEVINSON Charles, L'inflation mondiale et les firmes multinationales, Seuil, 1973.
- MALISSEN Marcel, L'autofinancement des sociétés en France et aux Etats-Unis.
- MALISSEN Marcel, Investissement et financement, Origine et emploi des fonds des grandes sociétés.
- MARCZEWSKI Jean, Comptabilité nationale, Dalloz, 1965.
- MARX Karl, Le capital, Editions Sociales
- MEYER J.R. et KUH E., The investment decision ; an empirical study, Harvard University Press, 1957.
- NATAF Jean, Les mécanismes financiers dans l'entreprise, Dunod, 1971.

Don PATINKIN, Money, interest and prices, Harper, 1965.

FIGOU A.C., Economic welfare, London, 1924.

ROBINSON Joan, The accumulation of capital, London, Mac Millan, 1956.

SCHUMPETER Joseph, Théorie de l'évolution économique, Dalloz, 1936.

SIMON Philippe, Le financement des entreprises, Dalloz, 1967.

STORA Benjamin, Accumulation du capital, croissance et répartition des revenus dans le modèle de Mrs ROBINSON, Cujas, 1966.

VIGNERON Jean-Maurice, Introduction au contrôle de gestion, Dunod Economie, 1972.

2) Documents, thèses, articles

AGLIETTA Michel et COURBIS Raymond, Un outil pour le plan ; le modèle FIFI, Economie et statistique n° 1.

Anonyme, Trois utilisations de l'enquête annuelle d'entreprise dans l'industrie : localisation, concentration et découpage, Economie et statistique n° 53.

BIABAUT J., Les liaisons financières dans les groupes de sociétés, Revue metra n° 13, 1969.

BRUNHES Bernard, Présentation de la comptabilité nationale française, Collections de l'INSEE CI.

BRUNHES Bernard et VENEDETTI A., La comptabilité nationale et la comptabilité d'entreprise se rapprochent, Economie et statistique n° 29.

Commissariat Général au Plan, L'entreprise face à la décision d'investir.

Conseil National de la Comptabilité, Le plan comptable général, Imprimerie Nationale.

Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables et des Comptables agréés ; l'analyse de la gestion financière des entreprises (1964).

COURBIS Raymond, Comportements financiers et développement économique, Economie et statistique n° 12.

- DAVID J-F. et LUDMER F., Le financement de 600 entreprises françaises entre 1966 et 1970, Economie et statistique n° 47.
- DELAUNAY Jean-Claude, Théorie du système français actuel de comptabilité nationale, Thèse, 1972.
- DESROSIERES Alain, Un découpage de l'industrie en trois secteurs, Economie et statistique n° 40.
- DESROSIERES Alain, L'étude des structures capitalistes du monde des entreprises, Note INSEE ronéotée n° 2049/252.
- DIMAN Delile, Evolution des structures de bilan des entreprises industrielles entre 1961 et 1969, Economie et statistique n° 36.
- DIMAN Delile, KELLER Catherine et SERUZIER Michel, Dossier statistique sur le financement des entreprises, Collection de l'INSEE EI7.
- ECHARD Jean-François et HENIN P-Y., Une étude économétrique de la décision d'investir et des structures financières dans l'entreprise privée, ISEA 1970.
- GEORGE J-P. et TANDE A., Concentration d'entreprises : ralentissement en 1973, Economie et statistique n° 58.
- GOLDSMITH Raymond, The uses of national balance sheets, OECD, 1965.
- GOLDSMITH Raymond, The share of financial intermediaries in national wealth and national assets ; 1900-1949, NBER Occasional paper 42, 1954.
- GOUX Christian, Jalons pour une histoire du capitalisme français ; note ronéotypée ; mai 1975.
- INSEE, Système élargi de comptabilité nationale, Méthodes (version provisoire), janvier 1973.
- MURET Eric, Structure des bilans et types de croissance des entreprises, Economie et statistique n° 50.
- ISEA (Archives de l'), Numéro spécial consacré à l'autofinancement des entreprises, numéros 3 et 4 juillet-décembre 1968.
- KENDRICK J.W., Problems of a census of national wealth, International association for research in income and wealth, Ninth General Conference, Lom, Norway, september 2-7, 1965.

- KENDRICK J.W., Problems of a census of national wealth, International association for research in income and wealth, Ninth General Conference, Lon, Norway, September 2-7, 1965.
- KRIEG Emile, Sortir de l'inflation. Vers la mondialisation de la comptabilité indexée, document ronéotypé.
- LEROY Jean-Paul et JEDORR L., Comptes et ratios pour l'analyse financière des entreprises, Economie et statistique n° II.
- LEROY Jean-Paul et KELLAR Catherine, Les structures de bilan des sociétés françaises, Economie et statistique n° 19.
- LITALIEN E., Le socialisme par le leasing ? Le Monde (mars 1973), Libre Opinion.
- LYDALL, Income, assets and the demand for money, review of Economics and statistics, février, 1958.
- MAIRESSE Jacques, Evaluation du capital productif, Collection de l'INSEE C18-19, novembre 1973.
- MALINVAUD Edmond, Peut-on mesurer l'évolution du coût d'usage du capital productif ? Economie et statistique n° 18.
- INSEE, Méthodes de la comptabilité nationale (1959), Imprimerie nationale, 1966.
- Nations Unies, Système de comptabilité nationale, New-York, 1970.
- OCAM, Le plan comptable général de l'OCAM et l'entreprise, Guide d'application.
- Office statistique des communautés européennes : Système européen de comptes intégrés (SEC), 1970.
- ONU, Document provisoire sur les comptes de patrimoine du SCN (E/CN3/398).
- Organisation commune africaine malgache et mauricienne : Plan comptable général, novembre 1970.
- SCHIMMLER H., National wealth and depreciation in national accounts, Working document, OECD, 1970.
- Service de l'information du Ministère de l'Economie et des Finances : Le système élargi de comptabilité nationale (Etude et Bilans; août, 1974.

Société de statistique de Paris, Réévaluation des bilans et étude dynamique des amortissements, Journal de la société de statistique de Paris, 4 février 1966.

VU : Le Président

M.....

VU : Les Suffrageants :

N.....

VU et permis d'imprimer : le Président de l'Université de PARIS I
PANTHEON-SORBONNE.

